

L'emprunt français  
sur le marché international  
est largement couvert

LIRE PAGE 48

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,50 F

Algérie, 2 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ;  
Liban, 1,50 LL ; Israël, 10 sch. ; Belgique, 25 fr. ;  
Canada, 1,10 \$ ; Côte-d'Ivoire, 275 F CFA ;  
Soudan, 5,50 sc. ; Congo, 50 cong. ; C.-M., 45 fr.  
Grèce, 50 dr. ; Liban, 1,50 LL ; Irlande, 70 p. ;  
Italie, 1.000 L. ; Liban, 250 F CFA ; Luxembourg, 27 L. ;  
Suisse, 5,50 fr. ; Pays-Bas, 1,25 fl. ; Portugal, 50 esc. ;  
Sénégal, 250 F CFA ; Suède, 5,50 kr. ;  
Soudan, 5,50 sc. ; Togo, 500 CFA francs ;  
Yémén, 1,40 L. ; Z.-A., 50 cents ; Zambie, 50 sc.  
Taux des abonnements page 11.  
S. E. DES P. DES P.  
1047 PARIS CEDEX 69  
Tél. Paris 01 42 52 22  
C.C.P. 007 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## L'ENVOI D'UNE NOUVELLE FORCE MULTINATIONALE A BEYROUTH

### Un engrenage pour la paix ?

Jusqu'où et jusqu'à quand ? La nouvelle opération « multinationale » au Liban n'est pas la simple réédition de la précédente qui, du 21 août au 13 septembre, amena des contingents français, italiens et américains à Beyrouth. La première était strictement limitée dans sa durée, son étendue, son objet et surtout son esprit.

Sa durée, fixée dans le mandat défini dans le « plan Habib », était d'un mois, certes renouvelable mais seulement « en cas de nécessité », celle-ci étant laissée à l'appréciation des participants. Or elle n'apparaît plus comme évidente aux yeux des Américains, pressés de rembarquer, dans la crainte d'un « nouveau Vietnam », dès que le dernier combattant de F.O.L.P. eut quitté les lieux.

Son étendue était celle du réduit palestinien dans la capitale libanaise.

Son objet était d'assurer l'évacuation des forces de F.O.L.P. et, pendant cette opération, d'assurer « la sécurité des Palestiniens et des Libanais résidant à Beyrouth-Ouest ».

Dans leurs allocutions de lundi 20 septembre, M. Mitterrand et M. Reagan n'ont indiqué de limite précise. Il est bien entendu qu'une limite sera mentionnée dans le mandat en cours de négociation et que la volonté du gouvernement libanais sera déterminante. Mais, cette fois-ci, aucune place ne sera laissée aux interprétations unilatérales hostiles.

M. Mitterrand et M. Reagan n'ont indiqué non plus de limites géographiques. Il y en aura certainement une pour les quelques centaines de soldats des trois pays qui vont reprendre le chemin de Beyrouth, ne serait-ce que celles de leur possibilité d'action. Mais que se passera-t-il si, au-delà de ces limites de temps et de lieu, de nouveaux incidents graves surviennent ? Paris, Washington et Rome font le pari que leur intervention contribuera à imposer la pacification des esprits bien au-delà de la portée des fusils.

L'action de la force multinationale est essentiellement limitée par son objet. Or le 24 juin, en proposant la neutralisation de Beyrouth-Ouest sous contrôle international, avec le concours de la France, M. Mitterrand l'avait présentée comme « la première étape de la restauration de l'État libanais sur son territoire ». Les forces françaises, dit-il aujourd'hui, contribueront au retour à la normalité et au respect des droits des gens « afin que le gouvernement libanais puisse ramener le pays sous son autorité. Vaste programme, mais M. Reagan va plus loin encore puisqu'il entend favoriser « une solution juste et durable entre Israël et ses voisins arabes ».

C'est ici que se situe la vraie différence entre la première opération et la seconde : entre-temps, la politique américaine à l'égard d'Israël a changé. Le 1<sup>er</sup> septembre, M. Reagan a dit à Israël : « Ce suffit » et l'a enjoint à mettre fin à la souveraineté et au « contrôle » israéliens sur la Cisjordanie et Gaza.

Bien entendu, les États-Unis, la France et l'Italie ne vont pas bouger par les armes Syriens et Israéliens hors du Liban et des territoires occupés, mais leur diplomatie au Proche-Orient ne sera plus seulement faite de mots.

Les guerres grandes et petites résultent presque toujours d'un engrenage fatal, mais le même engrenage, quand la volonté politique existe, peut aussi mener à la paix.

- Les États-Unis, la France et l'Italie veulent contribuer à la restauration de la sécurité au Liban
- M. Amine Gemayel est élu président de la République

Entraînant l'envoi au Liban, dès jeudi 24 septembre, d'une nouvelle force multinationale, le massacre des Palestiniens des camps de Sabra et Chatila dans les faubourgs de Beyrouth suscite un violent débat interne en Israël, le chef de l'État, M. Navon, a exigé lundi la constitution d'une commission d'enquête « indépendante » dans les plus brefs délais pour déterminer les circonstances exactes du massacre et les responsabilités engagées. Les prévisions optimistes à Jérusalem instaurant en cause, outre les miliciens du commandant Saad Haddad, des éléments des Phalanges. Toutes les forces politiques

libanaises nient, toutefois, que le parti chrétien ait participé à la tuerie.

M. Amine Gemayel a été élu, mardi 21 septembre, président de la République, au premier tour de scrutin, avec 77 voix. Il y a eu 3 bulletins blancs.

Demandé par le gouvernement libanais, l'envoi à Beyrouth de la nouvelle force d'interposition est destiné à protéger les populations et à restaurer l'autorité de l'État. Dans une déclaration diffusée lundi, en fin de soirée, par toutes les chaînes de télévision, M. Mitterrand a annoncé sa décision d'y

faire participer la France « pour contribuer au retour à la sécurité et au respect du droit des gens ».

Le président Reagan, usant d'un ton sévère à l'égard d'Israël, qui « n'imposera pas ses solutions », a également accepté, pour une mission « provisoire », le retour des « marines » à Beyrouth.

Selon un porte-parole du Quai d'Orsay, la mise en place de la force d'interposition « implique la libre utilisation du port et de l'aéroport et l'évacuation de Beyrouth par les forces israéliennes ». Paris « n'envisage pas de coexistence à Beyrouth avec les forces israéliennes », a ajouté le porte-parole.

### • PARIS : une volonté de dramatisation

C'est ce mardi 21 septembre, en fin de matinée, que le gouvernement israélien devait faire connaître sa réaction à la décision franco-américaine d'envoyer une nouvelle force d'interposition à Beyrouth. Bien que cette décision constitue un grave camouflet pour M. Begin, on s'attendait aussi bien à Paris qu'à Washington à une acceptation israélienne.

Les massacres de Beyrouth et les questions que l'on se pose sur les responsabilités israéliennes dans cette affaire privent M. Begin de tous ses arguments. Paris, Washington et Rome agissent d'une part à la demande du gouvernement libanais actuel et sans aucun doute, avec l'accord de M. Amine Gemayel, qui vient d'être élu ce mardi, président de la République.

La nouvelle force d'interposition, dont les premières éléments devraient arriver à Beyrouth jeudi, sera semblable à celle qui avait été chargée de veiller à l'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest, soit environ deux mille deux cents hommes (1).

La mission confiée à la force d'interposition sera de durée limitée, et sans doute renouvelable. Cette durée reste cependant à définir avec les autorités libanaises, ce qui devrait être fait au cours des prochains jours. Certaines divergences pourraient apparaître à cette occasion avec les États-Unis, où tout envoi de troupes à l'étranger est très mal vu, aussi bien au Congrès que dans l'opinion publique, qui craint toujours un « engrenage » à la vietnamienne.

On n'en remarque pas moins avec satisfaction à Paris la nouvelle détermination dont fait preuve M. Reagan et sans la quelle toute recherche d'une solution au problème palestinien serait illusoire.

Un autre point de friction, avec les Israéliens cette fois, pourrait apparaître lorsqu'il faudra définir le périmètre d'intervention de la force. Les autorités libanaises — soutenues par Paris — veulent en effet que l'aéroport de Beyrouth soit exclu

dans la zone contrôlée par la force d'interposition. Or l'armée israélienne a refusé jusqu'à présent de restituer le contrôle de l'aéroport aux autorités libanaises ou à ceux des conditions inacceptables.

La nouvelle force d'interposition, tout comme la précédente, ne relèvera pas des Nations unies. La procédure nécessaire pour mettre en branle la lourde machine consensuelle aux États-Unis, qui doit également répondre à la nouvelle requête de M. Reagan exigeant le départ des forces israéliennes de la capitale libanaise sur un ton de plus en plus pressant. Cinq ministres n'ont pas accepté la demande du premier ministre de ne pas émettre de critiques « en ce moment difficile ». Soulignant qu'ils ne pouvaient plus se taire, ils ont demandé qu'une enquête approfondie soit faite sur le massacre des Palestiniens. Seul, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a décliné, lundi à la radio, la colonie liban le nom d'Israël à ce massacre.

Fait rarissime, le président de l'État, M. Navon, a pesé de toute son autorité pour demander une enquête minutieuse. Au cours d'une allocution radiotélévisée, lundi soir,

### • JÉRUSALEM : faire toute la lumière

De notre correspondant

Jérusalem. — Un procès en complicité de meurtre s'ouvre dans la presse, l'opinion et les milieux politiques, tandis que se lève un vent de tempête. Le gouvernement se réunit à nouveau ce mardi pour débattre des conséquences du massacre de Palestiniens à Beyrouth. Il doit également répondre à la nouvelle requête de M. Reagan exigeant le départ des forces israéliennes de la capitale libanaise sur un ton de plus en plus pressant.

Cinq ministres n'ont pas accepté la demande du premier ministre de ne pas émettre de critiques « en ce moment difficile ». Soulignant qu'ils ne pouvaient plus se taire, ils ont demandé qu'une enquête approfondie soit faite sur le massacre des Palestiniens. Seul, le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, a décliné, lundi à la radio, la colonie liban le nom d'Israël à ce massacre.

Fait rarissime, le président de l'État, M. Navon, a pesé de toute son autorité pour demander une enquête minutieuse. Au cours d'une allocution radiotélévisée, lundi soir,

il a lancé un appel vibrant pour qu'elle soit confiée au plus tôt à des personnalités crédibles et « indépendantes ».

Il avait été, la veille, la seule personnalité à envoyer ses condoléances aux familles des victimes palestiniennes.

Cinq autres personnalités de premier plan, dont l'ancien président Ephraïm Katzir, et le président de l'Académie des sciences, M. Urbach, ont également demandé, lundi, une commission d'enquête « pour assainir l'atmosphère lourde qui règne en Israël en ce moment ». « En notre nom ont été commises des crimes odieux, et nous voulons savoir toute la vérité », assure-t-il. D'ores et déjà, le scénario du drame se précise. Le projet de faire rentrer des « phalangistes » dans les camps palestiniens de Beyrouth-Ouest avait été présenté au gouvernement le jeudi 18 septembre par le général Eytan, chef d'état-major de l'armée.

(Traduim.)

(Lire la suite page 4.)

### Le projet de « nouvelle armée » inquiète de nombreux officiers

par JACQUES ISNARD

Ainsi que les trois corps d'armée, qui constitueront le corps de bataille français, se libèrent depuis le début de cette semaine à une série de manœuvres importantes en Israël, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a annoncé, lundi 20 septembre à Paris, que des études étaient menées pour définir « un nouveau modèle d'armée » dans le cadre du plan militaire 1984-1988 qui devrait être soumis l'an prochain au Parlement.

Cet exposé de M. Mauroy aura probablement pour effet de donner corps, dans les unités françaises, à des rumeurs qui faisaient déjà état de la volonté du gouvernement de décrire une diminution sensible des effectifs militaires et qui provoquent, principalement dans l'armée de terre, un large sentiment d'inquiétude atténué par la perspective d'une autorité budgétaire qui n'épargnera pas, en 1983, le ministère de la défense.

(Lire la suite page 3.)

Lors de son allocution à l'Institut des hautes études de défense nationale (I.H.E.D.N.), le premier ministre a précisé (Le Monde du 21 septembre) que ce projet de restructuration des forces armées sera des incidences sur le volume de leurs effectifs, la répartition entre cadres et appelés, ainsi que sur l'organisation du service national, qui pourrait devenir un service différencié dont la durée serait variable.

#### AU JOUR LE JOUR

#### DURÉE

M. Mauroy a proposé, lundi, un service national à durée variable, de six à dix-huit mois. Les armées y gagneraient en souplesse et en adaptation à leurs missions.

M. Mitterrand a annoncé, le même jour, que l'armée française, rappelée au Liban, va s'y « intégrer ». Mais, la durée de ce service-là, qui croquerait désormais le jour. On peut craindre qu'elle ne varie de un jour à mille ans.

BRUNO FRAPPAT.

### CRISE ET POLITIQUE

### Le point de bifurcation

par PIERRE DROUIN

« C'est la bonne sortie ?... » Qu'il s'agisse du blocage salafite, ou de la crise, les questions deviennent lancinantes. La première est délicate, mais la date est arrêtée : elle commencera le 1<sup>er</sup> novembre pour se poursuivre, avec des réses de filoux, pendant plus d'un an.

Pour la crise, c'est une autre histoire. Cette fois, le théâtre n'est plus uniquement la France, mais le monde. En outre, c'est non seulement l'organisation, mais le temps qui confèrent au problème économique un caractère insolite. Voilà plus d'une décennie qu'il dure, si l'on estime que les premiers symptômes se sont ma-

nifestés avant le premier choc pétrolier. La date du 15 août 1971 (décision de M. Nixon de renoncer à la convertibilité du dollar) ne peut-elle être considérée comme, celle de l'ouverture d'une nouvelle ère ?

Une situation qui s'étale sur dix ans peut-elle encore s'appeler « crise » ? Il ne s'agit pas seulement d'une interrogation sémantique. Dans ce discours très dense sur « les enjeux de la décennie 80 » (1) qui a suscité les remous que l'on sait, M. Michel Rocard a tenu à souligner

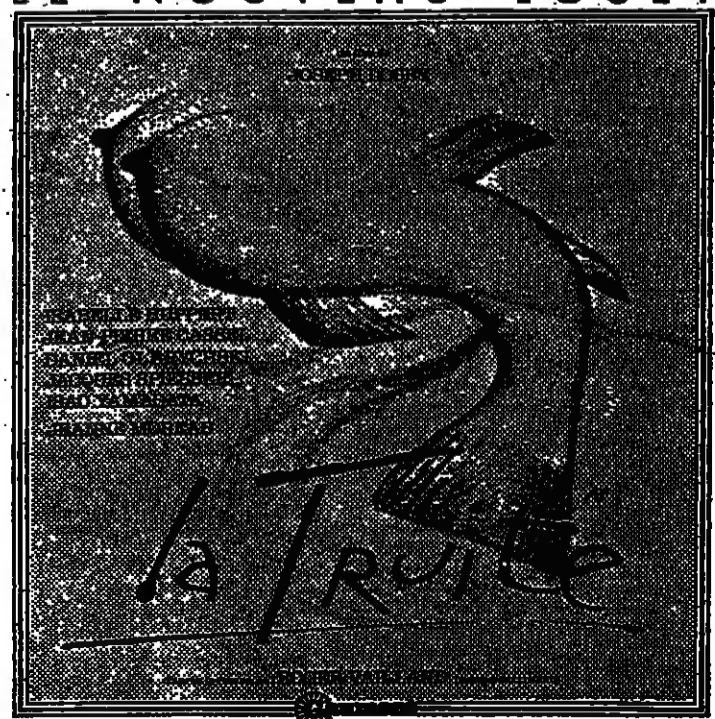
cette idée qui commence à essaimer : « Ce n'est pas une crise que nous vivons, mais une gigantesque mutation. La seule chose à peser sérieusement que nous en sachions aujourd'hui est qu'elle nous entraîne vers un nouvel état du monde où la croissance sera faible sinon nulle, les protections sociales quantitativement stagnantes, la compétition internationale de plus en plus dure, et l'instabilité, voire l'insécurité, généralisées. »

(Lire la suite page 4.)

(1) Prononcé lors de l'installation de la Commission nationale de planification.

MERCREDI

### LE NOUVEAU LOSEY



### LA RELANCE DE L'AFFAIRE HERSANT

### L'esprit de la Libération

L'inculpation de M. André Audinot, P.-D.G. du « Figaro », président du Syndicat de la presse parisienne et député (non inscrit) de la Somme (« le Monde » du 21 septembre), relance la polémique sur l'affaire Hersant. M. Robert Hersant, patron du groupe de presse qui porte son nom, et ses collaborateurs sont accusés d'être en infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, adaptée pour faire obstacle aux concentrations dans la presse d'information générale. Ils rétorquent — non sans raison — qu'ils ne sont pas les seuls dans ce cas.

Mars 1977, septembre 1982... Cinq ans et demi se sont déjà écoulés depuis le dépôt, par quatre syndicats de journalistes, de la plainte contre M. Robert Hersant, en violation de l'ordonnance du 26 août 1944. La majorité politique au pouvoir a changé. Pourquoi une telle lenteur ? M. Hersant et ses collaborateurs passeront-ils un jour en jugement ? Le 25 novembre 1978, M. Robert Hersant était inculpé pour infraction à l'ordonnance de 1944, qui interdisait, en principe, le calmar des quotidiens

dans les mains d'un seul homme. Successivement ses deux fils, Jacques et Michel, M. Maurice Chastolier et M. Raoul Lapierre, ont été inculpés à leur tour, comme directeurs de la publication de journaux du groupe Hersant (le Monde du 8 juillet). M. André Audinot, le directeur de la publication du Figaro, président du Syndicat de la presse parisienne, vient de l'être.

YVES AGNES.

(Lire la suite page 3.)



# idées

## Après le massacre de Beyrouth

Le massacre de Beyrouth a jeté une fois de plus une lumière crue sur le Liban. Le cri est l'expression spontanée d'un Arabe. Tahar Ben Jelloun et de deux juifs le docteur Lévy et Guy Suarès après la tuerie. Jacques Madaule espère qu'Israël pour qui le désastre de Beyrouth est d'abord le sien, comprendra que la fuite en avant n'est pas une politique. Marcel Faure souhaite de son côté que les juifs lucides se débarrassent des responsables de ces horreurs. De nombreux Libanais de Paris lancent un appel pour réclamer le retrait des forces israéliennes de l'intégralité du territoire. Enfin, Thérèse Michaeli expose le point de vue d'une Israélienne sur l'enchaînement des violences.

## La haine de la paix

par TAHAR BEN JELLOUN

CORPS décapités, corps anonymes, visages éclatés, éparpillés, corps entassés, ramassés au bulldozer, corps achevés dans la nuit, le sang mêlé à la boue. Ville assassinée, Beyrouth est faite aujourd'hui de ces visages sans yeux et de ces mains sans bras. Beyrouth, ville occupée par la passion de la mort.

Begin et Sharon, après trois mois de guerre, viennent de faire accorder l'Etat d'Israël au rang unique d'Etat de malheur. Quel souvenir aura l'enfant libanais ou palestinien qui, par miracle, aura échappé à la destruction aveugle, sans raison si ce n'est cette passion de mort qui habite fidèlement ces deux personnages.

Tout cela est programmé, planifié avec la froideur et l'intelligence de la haine. Les Palestiniens sont partis dans les conditions imposées par le gouvernement israélien. Les habitants de Beyrouth retrouvent pour quelques jours, dans les décombres, le souvenir et la nostalgie de la vie. Israël est resté. A peine parti le dernier soldat de la force d'interposition, tout recommence, pour rien, comme ça, pour donner vie et prolongement à cette passion du meurtre.

Il est des coïncidences qui, à force de se répéter, finissent par devenir un indice majeur. A présent on sait à quoi sert un attentat antisémite en Europe et à qui profite le crime : il sert à couvrir un massacre délibéré des populations civiles palestiniennes et libanaises. On peut constater que ces attentats ont précédé, suivi ou coïncidé avec un bain de sang à Beyrouth. Ces opérations terroristes sont montées de telle manière et exécutées avec une telle perfection qu'elles ont jusqu'à présent rempli directement ou indirectement l'objectif politique poursuivi : dévier l'attention à chaque fois que la question pa-

lestienne acquiert un peu plus de compréhension voire de sympathie. Ne s'agit-il pas de renverser systématiquement la situation pour faire des victimes des bourreaux et des terroristes ? Inscrire les Palestiniens dans une identité - le nommer est jugé intolérable par l'intransigence israélienne, car cela impliquerait aussi leur reconnaissance le droit à une terre, une patrie. En en faisant des « terroristes », on les expulse de l'histoire et par conséquent du droit.

La tuerie de la rue des Fossiers, le 9 août, n'a-t-elle pas précédé de quelques heures le déluge de bombes en tout genre sur Beyrouth ?

L'assassinat de Bechir Gemayel n'a-t-il pas été suivi, deux heures après, par l'entrée à Beyrouth-Ouest de l'armée israélienne (ce qui, du même coup, efface la visite historique de Yasser Arafat au pape) ?

L'explosion de la voiture piégée rue Cardinet et la fusillade, le lendemain, devant la synagogue de Bruxelles, n'ont-elles pas coïncidé avec le massacre sans précédent des camps palestiniens de Sabra et de Chatila ?

Cette fois-ci, on ne peut pas entrer avec certains intellectuels parisiens un débat sémantique. Il s'agit de nommer les choses avec les mots qui nous restent. Le massacre systématique des populations enfermées dans leurs habitations, sans distinction, femmes, enfants, blessés dans les hôpitaux, vieillards, est un génocide. (Un génocide de taille moyenne) Ce n'est pas une question de quantité, sinon il faudrait nous communiquer le chiffre de victimes qui autoriserait l'emploi de ce mot.

Ce qui s'est passé à Beyrouth est un bain de sang dont seul Israël est

responsable. Techniquement, il semble que ce sont les milices de leur agent Saad Haddad qui ont été mises en avant. Une façon de faire achever le sale boulot par les autres !

Si demain, par malheur, le général Jaruzelski bombarde une église où sont réunis des militants de Solidarité, ne tiendra-t-on pas l'Union soviétique pour responsable ?

Le gouvernement israélien actuel vient de signifier au monde entier un fait incompréhensible par la science politique, un fait inscrit dans la mythologie du peuple élu : la paix n'est pas sa passion ; elle ne l'intéresse pas ; la paix - reconnaissance mutuelle et coexistence - est antinomique à la dynamique du couple Begin-Sharon, qui situe l'Etat d'Israël au-dessus de tous les Etats, lequel fonctionne au-delà de toute politique. Seule la guerre permanente, seule l'insécurité et les actions qu'elle commande et exige peuvent nourrir et renforcer cette dynamique ; elle empêche Israël de vivre dans le présent et avec les autres.

Entre garantir sa sécurité - les fameux 45 kilomètres à l'intérieur du Liban - et envahir des hôpitaux pour achever les blessés, dynamiser des maisons sans même savoir qui y habite, expérimenter un armement américain sophistiqué, occuper la partie ouest de la ville sous prétexte d'y maintenir l'ordre et laisser presser des miliciens entraînés au meurtre, il y a plus qu'une escalade dans la haine ; il y a une dévotion qui s'affirme dans l'horreur et qui, en fin de compte, vise à refuser la vie et l'existence aux Palestiniens, bien sûr, mais aussi, d'une certaine manière au peuple israélien. Ceux qui en sont conscients manifestent aujourd'hui dans les rues de Tel-Aviv aux cris « Begin-terroriste ; Sharon-assassin ! »

## Singe de Dieu

par JEAN-LOUIS LEVY (\*)

« Singe de Dieu, trêve à tes ruses ! » Saint-John Perse

J'ai n'ai pas du tout honte d'être juif. Plus simple et plus grave, j'ai honte d'être homme.

Honte d'appartenir à une espèce qui ne maîtrise plus son destin. « Le monde est comme une pirogue, qui, tournant et tournant, ne sait plus si le vent veut rimer ou pleurer. »

Honte d'appartenir à une espèce qui n'a su s'organiser qu'en tribus nationales.

Honte d'appartenir à une espèce qui se laisse broyer par une « logique » qu'elle n'a pas choisie.

Honte d'appartenir à une espèce qui tue - aussi - par jeu, par haine, ou pour de l'argent.

Honte qu'un homme politique se croie déshonoré s'il reconnaît un erreur et la corrige. (Cinquante-neuf fois, Beethoven a remis sur le métier l'hymne à la joie !)

Honte de voir un chef d'Etat du Proche-Orient, qui devrait « penser globalement, agir localement », s'obstiner à penser localement, agir globalement.

Honte de voir les autorités spirituelles qui disent me représenter coller comme cul et chemise au pouvoir temporel d'un Etat - fût-il le moins gangster - de ceux qui le jugent.

Je suis las, aujourd'hui, de ces bipèdes qui aboient ; les d'être un homme ; les d'être moi.

Je voudrais, dans une autre vie, être une violette ou un loup.

(\*) Médecin.

## Dieu que la guerre est jolie !

par MARCEL FAURE (\*)

Au prétexte que quelques enfants d'Israël devaient parfois dormir dans des abris en zone frontalière, Begin et Sharon ont égaré sous les obus et les bombes des milliers d'enfants libanais et palestiniens : chiffre donné, il y a quelque temps, pour Beyrouth-Ouest seulement : 6 775 morts et près de 30 000 blessés, dont plus de 80 % de civils, et aujourd'hui encore - à la mi-septembre, le massacre reprend, dans une guerre qui n'était en rien nécessaire à la sécurité d'Israël

à laquelle nous sommes tous attachés, je crois - une guerre qui apparaît de plus en plus comme une main mise sur le sud d'un Liban dépeuplé.

Begin refuse tout dialogue avec l'O.L.P., la traitant d'organisation terroriste ; a-t-il oublié les dix sept personnes qu'il a tuées, en 1947, en faisant sauter l'hôtel King David à Jérusalem ?

Déjà, lors du dernier conflit mondial, les Japonais, un peuple cultivé, sensible, épris de poésie, a perpétré, en Asie du Sud-Est, massacres et tortures, et les nazis de l'Holocauste venaient du pays de Goethe et de Heine. Nous-mêmes, Français, qu'avons-nous à dire ? Massé, ce beau combattant de la 2<sup>e</sup> D.B., ne s'est-il pas déshonoré - et nous avec - en érigant, à Alger, la torture en méthode d'action ? Il faut ici le souligner : la « méthode d'action » de Massé n'a pas davantage empêché l'indépendance de l'Algérie que la sauvagerie des Japonais et des nazis, leur défaite. Qu'en sera-t-il, à terme, de la brutalité israélienne ?

Depuis toujours, et il faut le craindre, pour toujours, la guerre est inséparable de l'horreur, et Mitterrand a eu cent fois raison de le dire : toute guerre mène à quelque Oradour. Mais, lorsque c'est Israël le coupable, je suis plus révolté encore, s'il se peut.

Nous sommes encore quelques-uns, moins nombreux chaque jour, à avoir versé notre sang, au sens propre, il y a quarante ans, pour libérer notre pays, bien sûr, mais aussi pour mettre hors d'état de nuire les bourreaux nazis du peuple juif, et, lorsque je m'interroge, je me rappelle aucune concession au racisme. Je pense, à tort je le crains, qu'après avoir tant souffert, eux et les leurs, de la violence stupide, de la cruauté gratuite, les juifs, avant les autres, se comprendraient la sanglante inutilité, et voilà qu'avec leur Begin, leur Sharon et leurs bombes à fragmentation, ils se révèlent des hommes comme les autres. Quelle déception et quelle tristesse !

« Je resterais ami d'Israël malgré les Begin et les Sharon », a dit Mitterrand. Je souhaite, moi aussi, pouvoir le rester, mais que les juifs lucides se débarrassent vite des responsables de ces horreurs et de cette folie. Le temps presse !

\* Compagnon de la Libération.

## La terrible leçon

par JACQUES MADAULE

EN une semaine, Israël aura perdu - et au-delà - tous les avantages qu'avait pu lui valoir la longue et coûteuse campagne du Liban. Le meurtre de Bechir Gemayel et le massacre des Palestiniens dans les camps auront suffi à tout annuler. C'était facile à prévoir. Toute situation fondée sur la violence s'expose à être détraquée par la violence. Les simples spectateurs que nous sommes ne savent pas exactement comment la chose arrivera. Mais ils savent qu'elle arrivera certainement. Seuls les hommes d'Etat « réalistes », du type de Menahem Begin, paraissent ne pas s'en douter puisqu'ils renouvellent les mêmes fautes à longueur de siècles.

Ce sont eux qui passent pour les malins aux yeux des peuples médusés, en attendant qu'ils ne soient débusqués par l'événement. Que de gens chez nous, au temps de la guerre d'Algérie, n'avaient-ils pas entendus dire : « Il n'y a qu'à mettre une bonne fois le paquet ! » M. Begin n'a point barguigné : pour protéger la Galilée il est allé jusqu'à Beyrouth ; au lendemain du meurtre de Bechir il n'en a rien trouvé de mieux que de se porter un peu plus loin, histoire de se voir accusé d'un massacre éventuel. La même logique voudrait sans doute qu'il pousse cette folie jusqu'à Tripoli et chasse les Syriens de la Bekaa. Après quoi, il ne lui resterait plus qu'à attendre l'inévitable riposte, qui

le porterait sans doute jusqu'à Damas et Alep. Pourquoi pas ?

Je souhaite pour ma part que le désastre de Beyrouth - car c'en est un pour Israël d'abord - amène les dirigeants israéliens à se poser quelques questions. La fuite en avant n'est pas une politique. Elle aboutit inévitablement au désastre. Certes, il est très important de savoir qui a fait le coup, si ce sont les hommes de Haddad ou des phalangistes fous de désespoir après le meurtre de Bechir ; il importe aussi de savoir comment les tueurs ont pu opérer aussi facilement dans une ville contrôlée par l'armée israélienne.

De toute évidence le massacre n'a pu être perpétré que par des gens qui n'avaient guère souci des intérêts d'Israël. Ses pires ennemis n'auraient pas rêvé mieux. C'est si beau qu'ils n'en croient pas leurs yeux. Car le cadavre paye et se paye hélas ! Si inhérent que l'on imagine M. Begin, on ne peut croire que les récents cadavres palestiniens de Beyrouth ne lui paraissent pas payés un peu cher. C'est pour ses ennemis qu'ils sont exécutés. Mais l'erreur d'Israël depuis trois mois est de ne s'être cru qu'en la force. Espérons que la terrible leçon de Beyrouth apaisera cette folie meurtrière. Alors peut-être se rapprocherait l'heure de la paix au Proche-Orient.

## Logique et intérêts

par THÉRÈSE MICHAELI (\*)

IL y a quelques jours Bechir Gemayel, président élu du Liban, était assassiné. Le lendemain, le pape recevait Arafat, chef terroriste, responsable de l'assassinat de dix mille chrétiens dans la ville de Damour, au Liban, il y a quelques années. Sujet de la conversation, entre autres : « le statut de Jérusalem », qui est la capitale d'un Etat indépendant qui n'est ni la propriété du pape, ni celle d'Arafat. Depuis, des chrétiens, milices libanaises ou du major Haddad, assassinent mille hommes, femmes, enfants, dans des camps palestiniens de Beyrouth. Depuis, deux attentats ont eu lieu contre des juifs et des Israéliens, à Paris et Bruxelles.

Il existe, dans le monde, chez les êtres humains, une logique des choses, des traditions, souvent millénaires, des traits caractéristiques de sociétés, un rythme d'évolution pour chaque société, pour chaque peuple, et enfin des réactions prévisibles. Tout le monde sait que dans la société moyen-orientale, tout comme en Sicile, en Corse, en Afrique du Nord, il est une conception de la famille, une conception de l'honneur, qui sont différentes de celles de l'Europe ou des Etats-Unis. Il était donc parfaitement prévisible qu'un jour les parents, les familles, des dix mille chrétiens de Damour assas-

sinés par les Palestiniens voudraient régler leurs comptes. Il est connu de tous que la famille Frangie avait un compte à régler avec Bechir Gemayel. Et il est évident qu'une rencontre du pape et d'Arafat a vraisemblablement été ressentie comme une insulte aux chrétiens du Liban assassinés, par les familles de ceux-ci. Je ne parle pas encore ici du véritable défi moral, de la véritable insulte à la mémoire de tous les Israéliens innocents, civils, enfants, que représente une rencontre du pape et d'Arafat. C'est peut-être là le dernier bastion de la morale chrétienne moderne qui s'est effondré.

Il est possible finalement de concevoir qu'il y avait quand même une certaine logique des choses dans une rencontre d'un chef terroriste avec un pape, originaire d'un pays où l'antisémitisme est si virulent, tellement viscéral, que l'héroïque résistance polonaise, pendant la guerre, à parfois dénoncé des résistants juifs polonais aux Allemands nazis qu'ils combattaient, tant la haine du juif dominait tout, chez eux. Même s'il y a un grand cœur, un homme n'est qu'un homme. Il peut, toute sa vie, être imprégné de certains sentiments qui ont entouré, imprégné, son enfance.

Seulement il n'y a pas de logique au silence du monde devant les dix mille chrétiens assassinés par les Palestiniens, à Damour. Il n'y a pas de logique devant l'acceptation par le monde des dix mille Palestiniens de Septembre Noir assassinés par Hussein de Jordanie. Il n'y a pas de logique au quasi-silence de l'Occident devant les millions de morts innocents du Cambodge et des bœufs du peuple. Il n'y a pas de logique devant l'acceptation tacite des dizaines de milliers de tués, assassinés par Khomeiny en Iran ni devant les massacres de la guerre irako-iranienne. Il n'y a pas de logique devant la guerre de religion en Irlande. Nous pouvons encore continuer, si nécessaire, d'allonger la liste...

Il n'y a pas de logique, mais des intérêts...

Il faut constater deux choses. Lorsque Arafat appelle à la conscience internationale, ce terroriste de génie, mais Hitler aussi avait du génie, lorsque Arafat appelle les démocraties à l'aide, il utilise magnifiquement la mentalité occidentale en sa faveur, pour des actes affreux, certes, mais dans la tradition de chez lui, du monde

arabe, dont il savait très bien que cela arriverait un jour à ses concitoyens, en paiement de ses propres actes, des propres actes qu'il avait ordonnés ou laissé accomplir par ses hommes.

Lorsque Arafat amène le monde, qui en est ravi, contre Israël, il profite de la situation, c'est son rôle. Mais ce que tout le monde oublie, se refuse à voir, c'est que la présence israélienne proche a quand même sans doute empêché que soient assassinés dans les camps palestiniens, non pas un million de personnes, comme cela a été le cas, mais tout le monde, comme les Palestiniens l'avaient fait à Damour, dans le silence mondial. Ce que tout le monde oublie, c'est que la démonstration tragique, horrible, mais réelle, des traditions actuelles au Moyen-Orient, entre ennemis, est la preuve de ce qui nous arriverait si nous nous laissions faire et ne garantissons pas nos frontières contre Arafat.

Nous géignons le monde et le monde veut se débarrasser de nous. Soit. Ce n'est pas nouveau et nous en avons l'habitude. Mais ce dont le monde n'a pas l'habitude et qu'il ne nous pardonne pas, c'est que nous n'acceptons pas et que nous nous défendons. Quasiment certain que nous disparaîtrons un jour (Nahum Goldman nous donnait en décembre 1980 encore dix ans d'existence, à un dîner chez lui auquel participait Mendes-France et il n'aurait pas dans une lettre qu'il m'adressait le 4 janvier 1981), dans une mentalité manipulée, distordue, dégénérée, le monde occidental joue la carte Arafat et attend un nouveau Massada.

Cela est grave, bien moins pour nous que pour le monde. Nous, peuple de la Bible, nous avons souffert, nous avons été martyrisés, dispersés, mis en esclavage, en tant que personnes. En tant que peuple, nous avons survécu à toutes les douleurs et toutes les civilisations. Nous sommes fatigués de nous battre toujours. Nous voulons la paix, nous y croyons. Non parce que nous n'avons pas la capacité de nous battre, mais parce que nous n'aimons pas cela. Notre vocation est de paix et de vie, non de mort. Seulement, il faut nous laisser vivre et encourager à une vraie paix avec nos voisins. Parce que nous avons évolué. Il n'y aura pas de nouveau Massada. Dieu fasse seulement que la folie actuelle du monde et la haine du juif ne nous accablent pas à un nouveau Samson.

(\*) Israélienne.

## Un appel de Libanais de Paris

NOUS, Libanais de toute confession, réunis à Paris, ne pouvons plus tolérer l'impunité avec laquelle Israël exécute sa politique expansionniste et les moyens qu'il se donne pour y parvenir.

Les faits sont là, implacables. Au nom de son droit à l'existence et à la sécurité, au nom de la conception qu'il a de sa supériorité sur son environnement, et enfin aujourd'hui au nom de l'incapacité présumée des Libanais à se gouverner eux-mêmes, Israël s'arroge depuis sa fondation le droit d'étendre à sa guise le champ géographique de ses ingérences.

Avant-hier, à 40 km de sa frontière nord, hier à 20 km de Beyrouth, aujourd'hui au cœur même de la capitale et des camps de Palestiniens.

Des citoyens sans défense ont été massacrés par centaines et, quelle que soit la participation des mercenaires partenaires qu'il a l'art de s'associer dans ses opérations, l'appareil militaire israélien porte l'en-

tière responsabilité de ce massacre étant donné son contrôle total des lieux et des mouvements. Ce contrôle est illustré au même moment par le ratisage des quartiers et les arrestations systématiques des habitants de Beyrouth-Ouest acheminés vers des camps d'interrogatoire et d'interrogatoire.

Ainsi le gouvernement israélien impose aux gouvernements du monde entier la politique du fait accompli et fait reculer de jour en jour les exigences des ces mêmes gouvernements, complices ou ridicules, et avec eux les résolutions du Conseil de sécurité et des Nations unies.

Nous l'affirmons, les Libanais sont tout comme les Palestiniens les victimes d'une manipulation scandaleuse que les Israéliens veulent encore une fois imputer à notre désunion nationale, alors même que l'étendue du malheur faisait renaître un sursaut d'unité.

Nous réclamons haut et fort le retrait des forces israéliennes de l'inté-

gralité du territoire libanais et qu'ainsi soient poursuivies les chances non seulement de l'unité nationale libanaise, mais encore d'une juste paix arabo-israélienne respectant les droits légitimes de tous les peuples de la région à leur indépendance et leur souveraineté.

Nous faisons appel à la communauté internationale, et en particulier au président de la République française, pour tirer toutes les conclusions sur le terrain de la politique d'équité à laquelle il s'est attelé depuis le début des opérations.

Mme et M. Adonis, Eiel Adnan, Borhan Alawi, Nicole Andros, Chafic Abboud, Soraya Antonius, Roger Asaf, Michel Balabane, Marwan Baghdad, Mirna Boustani, Rafic Boustani, Randa Barrage, Randa Chal, Nadim Demekchie, Georges Corm, Roger Edde, Bernard Edde, Anne-Marie Edde, Dominique Edde, Bassim El-Gir, Hugues El-Khoury, Zeina El-Zein, Wissam Ezzidine, Elias Khoury, Gérard Khoury, Yasmine Khalil, Marcel Khalil, Youkim Moubarak, Olga Naccache, Amal Naccache, Ryad Rayess, Sami Tarbet.

## Begin souille Israël

par GUY SUARÈS (\*)

L'horreur du massacre de Beyrouth porte une atteinte indélébile à l'image d'Israël dont Menahem Begin demeure, aux yeux de l'histoire, le seul responsable. Contre le sentiment profond de son peuple, il a donné l'ordre de rentrer dans Beyrouth-Ouest. Et l'innombrable s'est accompli à l'insu mais en présence d'une armée dont la seule justification était de protéger les populations. C'est au Dieu unique qu'il porte atteinte, à cette image de Dieu en nous qu'il mutilé et que tout homme, par-delà sa misère, porte en lui. C'est Israël qui souille. A Menahem Begin de se retirer pour l'honneur de son peuple et de l'éthique qui a de tout temps été sa justification.

(\*) Ecrivain, ancien directeur de la Comédie de la Loire.

مسألة السلام



# étranger

## Le retour d'une force multinationale à Beyrouth

Réuni à Damas, le conseil central de l'Organisation de libération de la Palestine a fait porter, lundi 20 septembre, la responsabilité des massacres de Beyrouth à Israël, à l'armée libanaise, à la force multinationale d'interposition et aux Etats-Unis. L'armée libanaise est en partie responsable parce que la tuerie a eu lieu après qu'elle ait pris ses responsabilités à Beyrouth-Ouest. Ensuite, dit le conseil, « le massacre a eu lieu en dépit des garanties données par l'émissaire spécial américain, M. Philip Habib, et de l'accord conclu avec lui. Cela prouve le caractère non crédible des efforts de paix américains au Proche-Orient ». Le conseil reproche en outre à l'Italie, à la France et aux Etats-Unis d'avoir retiré plus tôt que prévu leurs contingents de Beyrouth, et il affirme que l'O.L.P. « vengera le sang des milliers de civils innocents massacrés dans les camps » et « s'engage auprès des masses palestiniennes à Beyrouth-Ouest et dans les camps à prendre toutes les mesures susceptibles de garantir leur protection. Les meurtriers devront rendre des comptes ».

Dans un message adressé au chef de l'O.L.P., M. Brejnev a affirmé lundi que les « illusions » entretenues sur l'attitude des Etats-Unis au Proche-Orient « se sont dissipées ».

dans les flots de sang des camps palestiniens ». Il assure M. Arafat que l'O.L.P. « continuera toujours énergiquement pour arrêter ces crimes et obliger l'agresseur à s'en aller du Liban ».

M. Brejnev a aussi, le même jour, proposé directement au président Reagan de coopérer sur la question palestinienne, en plaçant le problème sur le seul terrain des Nations unies, nous câble notre correspondant (nos dernières éditions du 21 septembre). Ce premier appel à une coopération entre superpuissances, accompagné d'un sévère avertissement à Israël et aux Etats-Unis, confirme la volonté du Kremlin de s'insérer dans le processus de paix au Proche-Orient. Ce message personnel, le troisième depuis l'été, contient un « appel pour que les Etats-Unis et l'U.R.S.S. agissent de concert au Conseil de sécurité en vue de rétablir Israël et de l'obliger à se soumettre aux décisions du Conseil ». M. Brejnev dénonce enfin implicitement les « actions américaines » en disant que « ceux qui auraient pu éviter ce qui a été commis ne l'ont pas fait ».

An Caire, le général Hassan Ali, vice-premier ministre chargé des affaires étrangères, a critiqué « la politique à court terme » des dirigeants israéliens et estimé que l'inva-

sion du Liban constituait « un grand obstacle sur la voie de la paix ». Il a annoncé que l'Egypte ne reprendrait pas les négociations égypto-israéliennes sur l'autonomie palestinienne avant le retrait total d'Israël du Liban. « La crise actuelle au Liban et les crimes terribles nous ont conduit à rappeler notre ambassadeur », en Israël, a déclaré, pour sa part, le porte-parole des affaires étrangères. « Quand ces raisons seront dépassées, alors nous discuterons du retour de notre ambassadeur ».

Les réactions continuent d'affluer des milieux juifs mondiaux. Le président du Congrès juif mondial, M. Edgar Bronfman, a lancé lundi un appel pour « une enquête immédiate et approfondie » sur les massacres de Beyrouth. « Je me réjouis particulièrement, a-t-il ajouté, et je trouve particulièrement constructive la décision du président (Reagan) de rétablir une force multinationale pour garantir [...] le calme à Beyrouth. La section européenne du congrès s'est dite « consternée » par les massacres, mais a aussi mis en garde les médias, leur demandant de ne pas « lancer des accusations avant que les faits aient été établis ».

En Grande-Bretagne, le grand rabbin, Sir Emmanuel Jacobovitch, a déclaré qu'« Israël ne pourra être entièrement blanchi que s'il est clairement montré que son personnel a tout fait pour prévenir ce carnage ». M. Sandelson, député social-démocrate et ancien vice-président des Amis d'Israël, a traité M. Begin de « fasciste juif » et estimé que ce dernier « est aussi coupable du massacre que s'il avait eu le doigt sur la gachette ». Lord Mishcon, une des principales personnalités de la communauté juive, a télégraphié à M. Begin pour l'accuser d'« avoir tenu le glorieux nom du peuple juif », et pour lui faire part de son « horreur » devant « l'irresponsabilité impitoyable de ceux qui agissent sous les ordres de votre gouvernement, irresponsabilité qui a conduit à ce cruel massacre ».

Enfin, alors que les capitales arabes continuent de protester contre la tuerie de Beyrouth, les ministres des affaires étrangères de la Ligue arabe devaient se réunir à Tunis pour mettre au point une position commune. Le secrétaire général de la Ligue, M. Kilibi, a « adjuré » les présidents américains, français et italiens de « mettre en œuvre toute mesure efficace » pour rétablir le calme à Beyrouth.

La déclaration télévisée de M. Mitterrand

### « Contribuer au retour à la sécurité »

Voici le texte de la déclaration télévisée faite lundi, à 23 heures, par M. Mitterrand :

« Le massacre des innocents palestiniens, qui bouleverse la conscience universelle, nous appelle à nous unir pour contribuer au retour à la sécurité de Beyrouth et des environs, et à ramener le pays sous l'autorité exclusive du gouvernement légitime. »

« Or la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations unies ne peut être rapidement mise en œuvre. »

« J'ai donc décidé, à la demande du gouvernement libanais, et pour répondre aux appels venus de toutes parts, et notamment du monde arabe, que la France participerait à la formation d'une nouvelle force multinationale qui aura pour charge de contribuer au retour à la sécurité et au respect des droits des gens. »

« Les soldats français qui assureront cette mission se trouveront une fois de plus côte à côte avec des soldats américains et italiens. Nos premiers contingents seront prêts à prendre leur responsabilité au Liban dans les trois jours qui viennent. »

## « Israël ne peut imposer ses propres solutions sur des haines aussi profondes » déclare le président Reagan

De notre correspondant

Washington. — Pour annoncer aux Américains que des « marines » allaient retourner à Beyrouth, M. Reagan a fait, lundi 20 septembre, l'une de ses meilleures allocutions télévisées. Il s'est habilement appuyé sur l'indignation générale, après les terribles de Sabra et de Chatila, pour justifier cette décision impopulaire aux Etats-Unis. Mais il a su, aussi,

prendre de la hauteur et, sur un ton inhabituel, adresser des paroles vibrantes aux belligérènes.

Les diplomates américains et français ont travaillé en parfaite harmonie depuis le week-end, prenant de vitesse l'Union soviétique, qui voulait « enfermer » l'affaire libanaise à l'ONU et forcer la main à l'Etat hébreu pour l'obliger à retirer ses troupes de Beyrouth-Ouest. Un haut responsable américain déclarait lundi soir : « La force multinationale ne sera pas déployée si le gouvernement d'Israël s'y oppose. Mais le ne pense pas qu'il s'y opposera. » En d'autres termes, « sans que l'on aie eu à l'esprit un constat, un soulagement ou une pression — que les forces israéliennes avaient déjà commencé — un certain retrait ».

On précise à Washington que la force multinationale s'installera, comme la fois précédente, entre les quartiers chrétiens et musulmans, « mais peut-être un peu plus au sud », ce qui voudrait dire à proximité des camps palestiniens où ont eu lieu les tueries. Elle ne pénétrera cependant pas dans les camps eux-mêmes. « Son objectif », a dit M. Reagan, « n'est pas d'agir comme une force de police, mais de permettre aux autorités légales du Liban de remplir cette tâche. »

Les Etats-Unis envoieront environ huit cents « marines », soit le même nombre qu'en août. Mais, cette fois, leur mission ne sera pas limitée à trente jours. « Il est impossible de fixer une durée, affirme-t-on à Washington. Ce serait un erreur de déterminer dès à présent comment sera le Liban dans dix, vingt ou trente jours. »

M. Reagan aurait pourtant bien aimé rassurer le Congrès sur ce point, un Congrès qui n'a pas débordé d'enthousiasme, tant s'en faut, en apprenant la décision présidentielle. « C'est une erreur », ont dit plusieurs sénateurs, qui craignent de voir les Etats-Unis entraînés dans un conflit. Selon eux, une force de l'ONU, non limitée dans le temps, pourrait assurer la stabilité nécessaire à Beyrouth. Mais, dans l'ensemble, les congressistes se sont montrés à l'écoute de l'avis de leur président et ont voté sans réserve la mesure.

La Maison Blanche elle-même se serait bien dispensée d'une telle mission si elle ne lui avait paru indispensable. Il y va, en effet, de la crédibilité des Etats-Unis dans le monde arabe. Si les assassinats commis par des miliciens ont rejetté sur Israël, la responsabilité de Jérusalem semble rejettée sur Washington. Une nouvelle initiative américaine a donc été jugée indispensable.

M. Reagan s'est efforcé d'exploiter cela de diverses manières, lundi, à la télévision : « Il n'y avait pas d'autre solution [que l'envoi de « marines »] : les récents événements ont produit de nouveaux problèmes, et nous devons assumer de nouveaux problèmes. C'est dans notre intérêt national. Notre pays continue son rôle de leader de la paix dans le monde. »

Evocant les images « déchirantes » du dernier week-end, le président des Etats-Unis a qualifié de « criminels » les hommes armés qui s'étaient introduits dans les camps palestiniens. « Aucune punition, a-t-il dit, ne suffira à effacer la souillure de leur crime. Cela devrait inclure tout le monde à tirer la leçon du long cauchemar libanais » et à y

mettre « un terme ». Il est impossible de poursuivre « le cycle du massacre sur massacre », a ajouté M. Reagan : « Les enfants ne sont pas vengés par le meurtre d'autres enfants. »

Il s'en est pris avec la même ardeur — mais sans les nommer — à ceux qui, de l'extérieur, « ont attisé les flammes de la guerre civile au Liban pendant tant d'années ». Ceux-ci doivent comprendre que « le feu les consume aussi », et qu'il n'est pas de leur intérêt de continuer à attiser les flammes. Quant à l'Etat hébreu, il n'est attiré des remarques sans précédent : « Israël doit avoir appris qu'il ne peut imposer ses propres solutions sur des haines aussi profondes et amères que celles qui ont provoqué cette tragédie. S'il cherche à le faire, il ne pourra que s'entraîner davantage dans le tourbillon. » M. Reagan a ajouté, sur le même ton : « A nous, qu'il nous répète vite et courageusement pour se retirer [de Beyrouth-Ouest], il ne trouvera encore plus profondément enraciné dans des problèmes qui ne sont pas les siens et qu'il ne peut résoudre. »

Le président a annoncé que son ambassadeur, M. Morris Draper, resterait au Proche-Orient, mais qu'il serait prochainement rejoint par M. Philip Habib. Ce dernier représentera M. Reagan à la cérémonie d'investiture du nouveau président libanais.

Les Etats-Unis ne veulent pas se limiter à normaliser la situation au Liban avec l'évacuation de « toutes les forces étrangères », ils entendent également, a dit M. Reagan, favoriser « une solution juste et durable du conflit, entre Israël et ses voisins arabes », une solution qui « satisfasse les droits légitimes des Palestiniens, lesquels sont trop souvent les victimes ». Cette dernière phrase illustre encore une fois le changement de ton intervenu à Washington.

ROBERT SOLÉ.

## Une volonté de dramatisation

(Suite de la première page.)

C'est pour bien faire comprendre que la décision française de renvoyer un contingent à Beyrouth était parfaitement « réfléchie » et aussi pour lui donner

une solennité certaine que M. Mitterrand est intervenu impromptu, lundi soir, sur les chaînes de télévision et à la radio nationale. La décision de lancer ce « message » a été prise par le chef de l'Etat après que les ambassadeurs de France et d'Italie à Washington eurent été en-

tendus avec les autorités américaines sur les détails de cette initiative commune. Ces négociations ont eu lieu avec M. Bagliabur, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires politiques. Il ne semble pas que l'envoi de ce contingent de soldats français ait été décidé par M. Mitterrand et M. Reagan.

### Un précédent

Un autre facteur a poussé le président de la République à s'adresser au pays à une heure aussi tardive (23 h 55) : la volonté de ne pas laisser M. Reagan annoncer seul l'envoi de la force multinationale à Beyrouth. C'est pour que les deux présidents annoncent à la même heure la décision commune que l'intervention de M. Mitterrand, d'abord annoncée pour 22 h 30, a été retardée de vingt-cinq minutes. Il faut remonter au début de l'été et à la crise de 1982 pour trouver un précédent à ce genre d'intervention : le 30 mai, tout fait à l'improvise, le général avait annoncé aux Français — mais à la radio seulement — sa décision de dissoudre l'Assemblée nationale.

JACQUES AMALRIC.

## Les Dix demandent à Israël d'exprimer comme les pays arabes sa volonté de paix

Bruxelles (A.F.P.). — Les dix ministres des affaires étrangères de la Communauté européenne ont adopté, lundi 20 septembre, une déclaration sur le Liban, affirmant notamment : « Les Dix expriment le choc et la réprobation profonde que leur inspire la massacre des civils palestiniens à Sabra et Chatila. Ils condamnent vigoureusement cet acte criminel et appellent à prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité de la population civile. (...) »

« Ils déplorent vivement la violation du plan Habib et demandent le retrait immédiat des forces israéliennes de Beyrouth-Ouest. Ils sont convaincus que les intérêts du Liban et de la région exigent le retrait, aussi rapidement que possible, de toutes les forces étrangères, à l'exception de celles autorisées par le gouvernement du Liban, dont l'autorité devrait être pleinement établie sur l'ensemble du territoire national. »

« Les Etats membres de la Communauté européenne restent profondément préoccupés au sujet de la situation globale au Liban. Ils condamnent fermement l'assassinat du président du Liban (...). Ils ont aussi que le peuple libanais sera en mesure d'être un nouveau président (...) et de susciter la réconciliation nationale. »

« Les Dix constatent que les principes mentionnés ci-dessus ne sont pas respectés et qu'ils poursuivent activement leurs efforts pour promouvoir un règlement de paix global, juste et durable (...). »

qu'a prononcé le président Reagan le 1<sup>er</sup> septembre 1982. Les Dix estiment que celle-ci offre une occasion importante de réaliser des progrès significatifs en ce qui concerne la question palestinienne et qu'elle constitue un pas vers la réconciliation des aspirations contradictoires des parties (...). Les Dix lancent un appel à toutes les parties afin qu'elle saisissent cette occasion pour mettre en route un processus de rapprochement mutuel débouchant sur un règlement pacifique global. »

« A cet égard, ils soulignent l'importance de la déclaration faite par les chefs d'Etat et de gouvernement arabes à Fès le 9 septembre en tant qu'expression de la volonté des participants, y compris l'O.L.P., d'œuvrer en faveur de l'établissement d'un « état » équitable au Moyen-Orient, qui englobe tous les Etats de la région, et comprennent l'Etat d'Israël. Ils appellent maintenant à l'expression similaire d'une volonté de paix de la part d'Israël (...). »

« Les Dix continuent à croire que l'un des éléments de base pour progresser (...) est la création d'un climat de confiance entre les parties. En conséquence, ils considèrent que la décision israélienne d'établir huit nouvelles implantations dans les territoires occupés constitue un obstacle grave aux efforts de paix et est illégale en droit international. »

« Les Dix confirment qu'ils poursuivront activement leurs efforts pour promouvoir un règlement de paix global, juste et durable (...). »

## Soulagement à l'ONU Moscou renonce à faire intervenir le Conseil de sécurité

De notre correspondante

New-York. — A la veille de l'ouverture de la 37<sup>e</sup> session de leur Assemblée générale, les Nations unies ont connu, lundi 20 septembre, une journée de suspense. M. Perez de Cuellar avait réuni dans la matinée une conférence de presse pour tirer les conclusions de la consultation de la semaine, en cours de laquelle la décision avait été prise d'envoyer quarante nouveaux observateurs à Beyrouth.

Le secrétaire général avait précisé que ces observateurs ne pouvaient, en aucun cas, constituer une force de dissuasion au cas où de nouveaux massacres risqueraient de se produire. Il restait à savoir si cette force devait être constituée par les « casques bleus » de la FINUL ou si des forces d'interposition américaines, françaises et italiennes, devaient retourner à Beyrouth.

Au cours de sa conférence de presse, M. Perez de Cuellar a annoncé qu'Israël avait accepté le nouveau contingent d'observateurs, dont vingt-cinq étaient déjà sur le terrain. D'autre part, l'ambassadeur du Liban à l'ONU, M. Tueni, avait indiqué que les présidents de son gouvernement allaient à la force multinationale. Le représentant de l'O.L.P.,

M. Zedi Tazi, préférait que la FINUL prenne les choses en main, mais ne s'opposait pas au retour de la force multinationale.

Le discours du président Reagan a provoqué un certain soulagement dans les couloirs de l'organisation internationale, bien que le général Callaghan, commandant des « casques bleus », ait affirmé au secrétaire général que deux mille de ses sept mille hommes pouvaient sans inconvénient être retirés du Sud-Liban pour aller prendre position à Beyrouth.

Bizarrement, l'Union soviétique a, peu après le discours du président américain, demandé l'ouverture de consultations au Conseil de sécurité sur un projet de résolution proposant l'envoi d'une commission d'enquête et marquant au passage sa préférence pour que ce soit la FINUL plutôt que la force multinationale qui se charge de la « sécurité des Palestiniens ». Devant le peu d'enthousiasme des quatorze autres membres du Conseil et l'accueil favorable de la Jordanie à la force multinationale, M. Orinikov a d'ailleurs renoncé à demander une réunion formelle du Conseil.

NICOLE BERNHEIM.



(Dessin de PLANTU.)

● Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims et président du groupe français de la commission pontificale Justice et Paix, a déclaré : « Profondément bouleversée par le massacre de plusieurs centaines de civils palestiniens dans deux camps de réfugiés de Beyrouth, la commission française Justice et Paix s'associe à la condamnation intransigeante du monde de cet acte de barbarie. Elle appelle avec force toutes les parties concernées, y compris l'opinion publique française, à ne pas céder à la haine et à l'enchâînement de la violence contre qui que ce soit, fût-il suspect d'être responsable ou complice d'un tel crime contre l'humanité. »

« L'Evangile nous apprend : c'est seulement en condamnant la violence et en la déposant qu'on parviendra à la paix. »

● M. Michel-Georges Micberth, directeur du bureau politique de la Nouvelle Droite française

(N.D.P., écrivain, antirépublicain), a déclaré : « Le président de la République française est un imbécile. Il vient de le confirmer à l'occasion de sa courte prestation télévisée. Un gouvernement qui avait trouvé en M. Bachir le protecteur privilégié des assassins de l'intérieur ne pouvait que mettre son armée à la disposition des assassins de l'extérieur. L'O.L.P. est responsable directement et indirectement de dizaines de milliers de victimes innocentes. Les familles des victimes apprécieront la décision de M. François Mitterrand. »

● RECTIFICATIF — Dans l'extrait de l'article de M. Chagnon au Los Angeles Times (le Monde daté 18-20 septembre), le ministre des relations extérieures déplorait « l'évacuation d'un droit particulier de direction » par les Etats-Unis, et non, bien entendu, l'évacuation.

ange de Dieu

la guerre est joie

Begin souilla Israël



## LE MASSACRE DE PALESTINIENS

## Faire toute la lumière

(Suite de la première page.)

Ce plan, adopté par tous les ministres sans soulever la moindre objection, avait pour objectif officiel de « découvrir les faits » dissimulés dans les camps. Les ministres avaient, à ce propos, exprimé leur satisfaction de voir enfin les phalangistes s'engager dans des opérations alors qu'ils n'avaient pas rempli la tâche qu'on attendait d'eux au début du conflit en refusant de s'emparer de Beyrouth-Ouest pour le compte de l'armée israélienne.

Le correspondant militaire de Haaretz, toujours bien informé, révèle ce mardi que c'est le ministre de la Défense, M. Sharon lui-même, qui a donné son accord à l'entrée des miliciens dans les camps, malgré la mise en garde de plusieurs officiers supérieurs israéliens. Jeudi soir, des éléments phalangistes, accompagnés de soldats du « Liban libre » du commandant Haddad (quelques dizaines selon le correspondant militaire de la télévision israélienne) sont entrés dans les camps et ont commencé à y massacrer systématiquement toute la population civile palestinienne. Des milliers et des milliers de haut rang ont été tués, dans la nuit de jeudi à vendredi, ce qui se déroulait dans les camps et n'ont rien fait pour arrêter le carnage, qui s'est donc poursuivi pendant trente-six heures, jusqu'à samedi matin. Des équipes de chars israéliens stationnées à 200 mètres seulement des camps, ainsi que des fantassins, furent, dans la nuit de jeudi à vendredi, les témoins oculaires du massacre. Des soldats et des officiers ont assisté, vendredi matin, de leurs positions, aux exécutions et ont vu les cadavres empilés dans les rues. Les rumeurs de ce massacre ont donc circulé rapidement parmi les commandants de l'armée, mais rien ne fut fait pour arrêter la tuerie.

La ministre des communications, M. Mordochai Zipori, adversaire déclaré du ministre de la Défense, se sein du cabinet, apprenant que la tuerie était en cours, prit contact avec le ministre des affaires étrangères, M. Shamir, en lui rapportant les informations incroyables venues de Beyrouth. Celui-ci demanda à ses adjoints de vérifier ces « rumeurs », mais n'en obtint aucune confirmation. Selon les récits de la presse israélienne, vendredi soir, « des centaines de phalangistes, équipés de chars et d'autos-chenilles, entrèrent à leur tour dans les camps, accompagnés du commandant Haddad. Ils ont l'assaut de l'armée israélienne, qui encercla toujours les camps, et leur fournit même un bulldozer. Le massacre continua toute la nuit de vendredi à samedi. Ce n'est que samedi matin que l'armée ordonna d'arrêter la tuerie et expulsa les exécutants. Ceux-ci reçurent toutefois un repas dans le campement israélien et y résistèrent avec fierté leurs « exploits ».

Une Palestinienne de Chittila a raconté, lundi soir à la télévision israélienne, qu'elle s'est adressée, lors du massacre, à un officier israélien qui se trouvait au seuil du camp, pour se plaindre de l'arrestation de proches. « Il m'a renvoyée chez elle, lui disant : « Ils vont subir un interrogatoire et seront libérés bientôt. » Après le massacre, on a trouvé leurs corps jetés dans un puits. Tous les journalistes israéliens qui ont rencontré les miliciens avant leur entrée dans les camps assurent que leurs intentions étaient sans équivoque. Certains d'entre eux sacrifièrent l'agneau rituel de la fête avant de goûter aux joies de la vengeance. Entre-temps, l'armée israélienne continue d'arracher pied ses opérations de rattachement à Beyrouth en vue de l'évacuation prochaine de la ville. Des unités procèdent aux arrestations selon des listes établies. D'après certains sources, cent cinquante Palestiniens et Libanais sont détenus par les Israéliens. La télévision israélienne a projeté, lundi soir, un reportage montrant des soldats israéliens

chargeant dans des camions tout le matériel du bureau de l'O.L.P. à Beyrouth et de l'institut d'études palestiniennes. L'un des buts de l'entrée à Beyrouth-Ouest était de s'emparer de ce bureau, encore qu'on estime que les documents secrets ont été détruits avant l'évacuation de l'O.L.P.

Les manifestations à travers Israël contre le massacre et pour obtenir toute la lumière sur l'événement ont continué lundi en Israël. Dans l'arrière principal de Tel-Aviv, la rue Dizengoff, des centaines de personnes, dont des notables connus, ont manifesté vêtus d'habits de deuil. La presse rapporte les propos du professeur Epstein, quatre-vingt ans, qui a dit, en sanglotant, lors d'une manifestation à Jérusalem : « J'ai honte d'être israélien après ce qui s'est passé à Beyrouth : cela me rappelle trop les nazis qui ont amené les Ukrainiens au ghetto pour massacrer les juifs. Je ne comprend pas comment cela a pu nous arriver. »

De jeunes religieux ont manifesté lundi à Jérusalem devant le grand rabbinat et ont demandé la démission des ministres du parti national religieux à la suite de la « honte de Beyrouth ». Le parti israélien a décidé d'organiser une grande manifestation samedi prochain à Tel-Aviv pour « exprimer la colère du peuple d'Israël ». C'est la première fois depuis des années que ce grand parti descend dans la rue en dehors des campagnes électorales. Y participent également le mouvement La paix maintenant et d'autres formations d'opposition.

La presse israélienne continue, ce mardi, de demander la création d'une commission d'enquête. « La mise en place d'une commission d'enquête est essentielle », écrit l'éditorialiste de Haaretz, « mais il faut mettre à se tête des juges de la Cour suprême ; il n'est pas question d'adopter une commission de ce genre, et si le premier ministre ne l'accepte pas, il pourra s'attendre à être accusé de cacher la vérité et de lui être responsable ». Pour Diner (travailleurs), les actes du gouvernement Begin « démontrent la nation ». « Il y a aujourd'hui en Israël deux peuples qui parlent deux langues différentes. Le Jérusalem Post insiste sur les droits du peuple d'Israël à connaître ce qui s'est passé exactement dans les camps de réfugiés palestiniens, et cela, parce que c'est en son nom que la guerre du Liban a été menée jusqu'à l'occupation de Beyrouth-Ouest.

Si, en revanche, l'ambassadeur maintient sans accusation sans que soient données des suites judiciaires, le gouvernement israélien est en droit de demander à M. Begin de se faire représenter à Paris par un diplomate qui mérite ce titre et reste dans les limites de son mandat.

De retour chez lui, M. Roseme devra alors tenter de ramener à ce qu'il considère comme la raisonnable de journalistes israéliens et juifs qui croient encore en la liberté de la presse.

## Faut-il faire rappeler M. Roseme ?

L'ambassadeur d'Israël en France estime que « ce qui se passe dans les médias depuis quarante-huit heures est un appel au meurtre contre tout israélien et tout juif » (Le Monde du 21 septembre).

L'occupation, responsable ou non, est sérieuse : — Par son caractère global tout d'abord. Pas plus qu'il n'existe une presse, il n'existe une entité monocolorie nommée « médias », sauf, peut-être, dans certains régimes totalitaires ; — Par sa gravité, ensuite et surtout. Que M. Roseme assimile toute menace contre les Israéliens à des menaces contre les juifs n'étonnera pas. On rappelle simplement que nombre de juifs et de non juifs n'assimilent pas un attentat anti-israélien (ou une critique du gouvernement israélien) à une action antisémite. Débat ancien, banal. Moins banal, en revanche, est l'usage du mot « meurtre ».

Il n'est pas étonnant que le représentant du gouvernement de M. Begin soit mécontent de certains commentaires. Mais les tentatives de sa diffusion de certaines informations — écrites ou télé-

visées. Passe encore... Mais le jugement ne peut plus passer lorsqu'une corporation, qui, ni plus ni moins que le corps diplomatique, n'est à l'abri de la critique, est accusée de pousser au crime contre les nationaux d'Israël et contre les juifs.

Si de tels faits peuvent être avérés, et du moins dans l'esprit de celui qui les évoque, un commencement de preuve peut en être présenté. Il convient que la justice soit saisie et tranchée. Il serait déshonorant que les « médias », s'ils appellent au « meurtre », ne soient pas sanctionnés.

Si, en revanche, l'ambassadeur maintient sans accusation sans que soient données des suites judiciaires, le gouvernement israélien est en droit de demander à M. Begin de se faire représenter à Paris par un diplomate qui mérite ce titre et reste dans les limites de son mandat.

De retour chez lui, M. Roseme devra alors tenter de ramener à ce qu'il considère comme la raisonnable de journalistes israéliens et juifs qui croient encore en la liberté de la presse.

JACQUES DECORNOY.

## M. Amine Gemayel a été élu président de la République libanaise

M. Amine Gemayel a été élu, ce mardi 21 septembre, président de la République libanaise, au premier tour de scrutin par 77 voix. R. y a eu 3 bulletins blancs. Dans un bref discours, il a déclaré que son élection constituait la première étape sur la voie du salut et de la reconstruction.

L'élection de M. Gemayel « constitue un heureux gage de l'unité du pays », a estimé le ministre français des relations extérieures.

Le frère de Bechir

Beyrouth. — M. Amine Gemayel, qui accède à la présidence de la République du Liban, dont il assumait la charge, dès jeudi prochain, a, seul le nom et la jeunesse, peu de chose en commun avec son frère Bechir, auquel il succède et dont il est censé assurer la continuité.

Lourde tâche non seulement parce que Bechir Gemayel s'était forgé, au fil des ans, une primauté incontestée, dans le camp chrétien, et une popularité reconnue même par ceux qui n'étaient pas d'accord sur tout ou partie de ses options politiques, mais surtout parce que les vingt jours durant lesquels il a été président élu ont étendu son audience à une grande partie de l'islam. Son assassinat en a fait un héros national.

Le jeune homme aurait-il résisté à l'épreuve du pouvoir ? La n'est pas la question. Pour M. Amine Gemayel, la réalité bien tangible est qu'il doit être le « frère » de Bechir, du Bechir que la mémoire collective a statué sur son piédestal, alors qu'il n'a suscité lui-même ni le même enthousiasme ni le même espoir. Il est tellement différent de son frère, et il doit solliciter les coopérations que l'autre emportait.

Objectivement, M. Amine Gemayel hérite de surcroît d'une situation encore plus difficile que celle qui était dévolue à son frère, puisque, en plus des immenses problèmes du Liban éprouvé par huit années d'une guerre terrible et complexe qui n'est toujours pas terminée, il doit en assumer les retombées et tirer la leçon des événements qui se sont précipités en une semaine : assassinat de son frère, occupation de Beyrouth-Ouest par les Israéliens, massacre des Palestiniens aux camps de Sabra et de Chatila.

Il dispose, en revanche, de quelques atouts que n'avait pas Bechir : mieux admis d'ambassade par l'islam, il n'est pas handicapé par des liens avec Israël et des engagements de Jérusalem à son égard susceptibles de se retourner contre lui, comme ce fut le cas pour son frère.

Jusqu'au début de la guerre du Liban, en 1975, M. Amine Gemayel, allié à l'islam, M. Pierre Gemayel, chef du Parti des phalangistes, incarnait le « droit d'indépendance » traditionnel d'une famille de notables libanais versée dans la politique. En 1970, à vingt-huit ans, il devenait le plus jeune député du Parlement, succédant à son oncle, Maurice Gemayel, décédé au Meïm dans la montagne chrétienne. Il était aussi membre du bureau politique des Phalangistes, le parti de son père. A l'époque, Bechir Gemayel n'était qu'un étudiant qui tentait de l'activisme face à la gauche montante dans les universités. Le cadet commença à prendre le pas sur l'aîné lorsqu'il accéda au commandement de la milice phalangiste, en août 1976, après avoir combattu dans ses rangs durant la première année de la guerre. A la fin des hostilités, en novembre 1976, M. Amine Gemayel se présente comme le « politique » de la famille, tout à fait conversationnel et susceptible d'entrer, le cas échéant, dans un cabinet d'entente nationale qui ne verra jamais le jour, alors que son frère est le « militaire », la forte tête, mais c'est le « dur » qui résumait. Face à l'assassinat méthodique de Bechir, M. Amine Gemayel cultive son image de marque d'homme raisonnable et responsable. Il déplore toutes les violences, y compris, et pour ne pas dire surtout, quand son frère est impliqué (tuerie d'Ehden

## Beyrouth attend de la force multinationale une garantie contre les empiétements d'Israël

Beyrouth. — La ville a peur. Voilà huit jours à peine, Beyrouth, médusée, éperdue, se livrait au bonheur ordinaire d'une ville qu'on discipline. L'ordre et la loi balayaient ses rues et la laissent de sept années de péchés. Maintenant elle tremble, hantée à la fois, seulement sûre de son mauvais sort. Une petite semaine, et tout est bouleversé. Une seule semaine pour perdre un président, voir tomber ses derniers quartiers et subir, sur ses flancs, un effroyable massacre. Tout au bout, la peur.

Une peur panique qui, lundi 20 septembre, a soufflé du sud et s'est, comme un feu de brousse, répandue de tous côtés. Châtia, camp-châtré, un petit village mortel. Sabra, un peu plus loin, était au marché. Quand soudain des cris, des pleurs, des courues folles, submergeant rues et rues. « Ils » sont revenus. « Ils » sont là, les amis de Haddad, les bourreaux. Deux ambulances pleines de secouristes se précipitent vers le nord, toutes girantes hurlantes. Le flot grossit à vue d'œil, femmes atterrées, gosses en sanglots et hommes chargés de malgres baluchons. Sabra ferme ses boutiques en hâte et fuir.

A Fakhard, l'armée libanaise, largement déployée, voit déferler la foule. Elle n'a pas le temps de réagir qu'elle est envahie de tout côté. A Masraa, 300 mètres plus loin, les troupes israéliennes tentent d'endiguer le mouvement. Rien n'y fait ni les rafales tirées en l'air, ni les larmes de larmes. La marée passe et se répand vers le centre, grosse de son horrible rumeur. Ramra, identifiées aussi à la peur, l'on s'entasse précipitamment dans des voitures pour fuir. Dieu seul sait où.

Puis le flot se tarit, faite de réfugiés, faite d'émigrants, il ne sont pas revenus. Châtia s'est trompé : ces hommes en bien qui pénétraient dans le sud n'étaient pas « ceux » de Haddad, mais simplement de nouvelles recrues de l'armée libanaise vêtues d'uniformes jusqu'alors inconnus. Beyrouth, qui, en sept ans, avait si bien apprivoisé la guerre se sent soudainement humiliée d'avoir eu un instant en son sein le spectre de son ombre. Signe évident, alarmant : la ville n'en peut plus.

Elle a soupé, songée le soir et apprenant qu'elle avait été envahie par l'armée américaine, française et italienne, elle se dit : « C'est la fin ». L'ouest, il est vrai, n'a jamais bien compris que son « bien » était si fragile. L'armée libanaise, elle, a compris que la force multinationale d'interposition avait la mi-septembre avait pris, vu d'ici, de deux fois de déception. Ne devait-elle pas rester un mois, voire plus ? Un mois, soit jusqu'au 21 septembre : assez, en somme, pour épargner à Beyrouth un ultime assaut et un évènement terrible.

La ville attend donc, trop sans doute. Le droit d'abord de

De notre envoyé spécial

passer ses dernières plaies, le temps aussi de vivre un peu en paix, l'espoir, surtout, de voir les talons de l'occupant. Car, investie, meurtrie, Beyrouth ne s'est pas pour autant amadonnée. La ville chaque jour supporte un peu moins bien qu'on la patrouille et qu'on la fouille. Les phalangistes, qui ont commencé à se faire discrets, se retirent çà et là de quartiers où l'armée libanaise venue pour la relève se faisait strictement de vivats et de ris. Nombre de responsables à l'Ouest n'en sont pas aussi vite rassurés. Ils s'interrogent encore sur les intentions profondes de M. Begin et redoutent bien ses mots, ses gestes, qui viennent conforter leurs craintes. Israël, estimant-ils, cherche plus que jamais à déstabiliser le Liban.

Des indices, des preuves ? Pourquoi, par exemple, ces révélation soudaines qui accusent lundi M. Ibrahim Kholiat, le dirigeant des Montadaboun (associations indépendantes) d'être l'instigateur de l'attentat qui a coûté la vie à Bechir Gemayel ? Jamais l'Est chrétien n'avait jusqu'à ce jour désigné un coupable de l'attentat. Côté d'un front qui semble bien être sans compter cette idée sangrante d'affirmer que M. Kholiat est réfugié à l'ambassade de France, alors que les journaux de Beyrouth le photographient marchant à pied dans son quartier au côté d'un officier libanais.

Pourquoi encore, surtout, cette obsession à faire des rumeurs phalangistes les tueurs de Châtia ? Seulement pour blanchir le commandant Haddad, dont chacun sait qu'il ne sait et ne saurait rien faire sans l'aval d'Israël ? Ou plus simplement, pour dresser de nouveau l'Ouest contre l'Est et rallumer les guerres confessionnelles ? L'objectif, s'il existe, est déjà manqué. M. Bechir Salame, figure de proue de la communauté sunnite juive à qui veut l'entendre que « les Phalangistes n'y sont pour rien ».

Mieux, le Saffr, quotidien pro-palestinien, s'empresse, lui aussi, d'annoncer l'arrestation d'un des habitants de Beyrouth ne tenant pas les Phalangistes pour responsables, assure-t-il, avant d'ajouter : « Israël a paradoxalement nous l'avez dit, le Libanais à soutenir M. Amine Gemayel, candidat des Phalangistes aux élections présidentielles. » Israël se méprend, explique, pour ce fait, un dirigeant maronite, s'il croit encore pouvoir briser une unité et chèrement acquise et révisée dans la chair de Bechir. Car les rumeurs ont bel et bien changé à l'Est aussi. Il est loin déjà, le ton des embrassades au « libérateur ». La méfiance, la lassitude ont peu à peu pris le dessus. Qui ne se lamente des deux côtés de la ville des traces quotidiennes que l'on a fait, plus à raison qu'à

tort, d'imputer à l'occupant. De ces barbares incultes, de ces tristes et légers sur les maroilles de Beyrouth, qui font le bonheur de Jaffa et la colère des paysans de la montagne : de cette « électricité distribuée » un compte-gouttes à peine qu'il empêche qu'on répare les câbles, d'écouter toujours fermé à parole qu'Israël l'occupe. » On, Beyrouth est lasse de la guerre, et ses successeurs plus qu'elle sans plus de réponse les prolongations.

DOMINIQUE POUCHIN.

## DES BULLDOZERS DANS LE Cimetière DE DEIR-YASSINE ?

Jérusalem (A.F.P.). — Des bulldozers israéliens chargés de tracer une route ont commencé à défricher le cimetière de Deir-Yassine, dans le village palestinien de Deir-Yassine, dont les 250 habitants avaient été massacrés par l'armée israélienne le 16 avril 1948, lors de la première guerre israélo-arabe. L'opération a été menée par des soldats israéliens, accompagnés de bulldozers, dans le village de Deir-Yassine, dont les 250 habitants avaient été massacrés par l'armée israélienne le 16 avril 1948, lors de la première guerre israélo-arabe. L'opération a été menée par des soldats israéliens, accompagnés de bulldozers, dans le village de Deir-Yassine, dont les 250 habitants avaient été massacrés par l'armée israélienne le 16 avril 1948, lors de la première guerre israélo-arabe.

La responsabilité de Jérusalem a démenti que les bulldozers soient entrés dans le cimetière du « village martyr », mais a reconnu que des bulldozers étaient entrés dans le cimetière, l'émotion devant la désacralisation du cimetière, était très grande chez les Palestiniens.

Le responsable de Jérusalem a démenti que les bulldozers soient entrés dans le cimetière du « village martyr », mais a reconnu que des bulldozers étaient entrés dans le cimetière, l'émotion devant la désacralisation du cimetière, était très grande chez les Palestiniens.

## A travers le monde

## Bolivie

LES TRAVAILLEURS DES MINES DE BOLIVIE ont décidé, lundi 20 septembre, la poursuite de la grève générale, bien que le coup d'arrêt de la semaine (COB) ait suspendu, dimanche, son appel après la convocation par le régime militaire du congrès élu en 1980. — (A.F.P.).

## Cuba

NEGOCIATIONS SUR LA DETTE EXTERIEURE. Cuba a accepté d'ouvrir des négociations avec les négociateurs américains sur le rachat de la dette de 20 milliards de dollars, a annoncé, lundi 20 septembre, à Havaï, le président de la banque centrale de Cuba, M. Saul León Torres. La Havana se propose d'obtenir un moratoire de dix ans pour le remboursement des dettes arrivant à échéance d'ici à 1985, soit 1,5 milliard de dollars sur une dette totale de 3,5 milliards de dollars.

## Iran

UN MORT DANS UN ATTENTAT EN IRAN. — Une personne a été tuée et quelques autres blessées, lundi 20 septembre, en fin de matinée, par une explosion à un arrêt d'autobus dans le sud de Téhéran, a annoncé la télévision iranienne. — (A.F.P.).

## Irlande du Nord

UN SOLDAT BRITANNIQUE A ÉTÉ TUÉ ET UN AUTRE grièvement blessé le lundi 20 septembre au cours d'une attaque à la roquette d'une base de l'armée à Springfield, dans

## République d'Irlande

L'ARMÉE IRLANDAISE DE LIBÉRATION NATIONALE (NILA) a revendiqué la responsabilité d'un attentat à la bombe commis le lundi 20 septembre contre une station radar dans le comté de Cork. L'organisation a indiqué qu'elle s'était attachée à cette action parce qu'elle faisait partie du réseau de l'OTAN, en contradiction avec la neutralité proclamée par la République. Le ministre irlandais des transports a démenti que la station ait un lien avec l'OTAN. — (A.F.P.).

## Uruguay

PRES DE 2 100 PERSONNES, dont 300 femmes, sont encore détenues pour des motifs politiques dans les prisons d'Uruguay, a affirmé lundi 20 septembre, à Porto Alegre (Brésil), une commission de dirigeants syndicaux brésiliens, de retour d'un séjour à Montevideo. — (A.F.P.).

NEARLY ET PHARMACIE QUARTIER LATIN  
**MEDECINE**  
classe préparatoire  
et encadrement annuel  
CEPES 21, rue de la République, 75001 Paris

1501 نال الامل



صوتنا من الداخل

# ET SES RÉPERCUSSIONS

A TRAVERS LA PRESSE PARISIENNE

## La dérive

La mise en cause de l'état d'Israël est-elle une nouveauté politique ? Les mots de Sabra et de Chatila ne sont pas encore tous décombrés que les accusations contre Israël sont déjà, par plusieurs commentateurs, reçues comme autant de preuves que la plaie de l'antisémitisme est de nouveau ouverte.

N'est-ce pas, d'ailleurs, sur ce thème que *LE QUOTIDIEN DE PARIS* du 21 septembre fait son bandeau de « une » en titrant : « Après le massacre, déjà l'antisémitisme... La monstrueuse tuerie de Beyrouth permet aujourd'hui à certains de faire de l'état d'Israël le bouc émissaire des nations... »

Après le chant d'un autre psaume, l'assemblée écoute, dans un silence pesant, la traduction : « Contre Ton peuple, ils ourdisaient des complots, ils se concentraient contre ceux que Tu protèges. Ils disaient : « Rayons » que le nom d'Israël ne soit plus mentionné !... Le lecteur ajoute : « Contre Toi, ils font un pacte : les tentes d'Éder et les Israélites, Moïse et Aaron, les Philistins ainsi que les habitants de Tyr... Et ce sont, encore et toujours, les drames du moment qui surgissent derrière cette nouvelle énumération.

La traduction du dernier psaume sera lue par le prédicateur du grand rabbin Sira, le grand rabbin Kaplan. C'est la cantique des degrés, celle que les chrétiens appellent la « De profundis » : « Saigneur, écoute ma voix... (..) C'est [l'Éternel] qui a tranché Israël de ses fentes... »

Vers 20 heures, l'assemblée se dispersa en silence. Ceux qui ont jeté ce jour apprenant qu'ils pouvaient manger à partir de 20 h 30. Un homme, en sortant, retourne un journal oublié sur un banc, pour ne plus voir à la une « les horribles photos du massacre de Beyrouth. — J. D.

et toute la lumière n'est pas faite. Ce n'est pas seulement une nouveauté politique — il y a de l'histoire d'Israël — c'est une exigence morale qu'imposent plus de cinq mille ans d'une histoire fondée sur les grands principes humanitaires du judaïsme.

Dans *LIBÉRATION*, Serge July aborde de front le « couple » Israël/antisémitisme :

« Indirectement et tout le moins, sinon directement, des dirigeants juifs rattachés de l'extermination nazie ont commis un crime contre l'humanité (...). Tel est en fin de compte ce que Begin a pu provoquer : Israël sera jugé pour ce qu'il a fait, pour ce qu'il ne fait pas. Toute la France le fut en d'autres temps, tout aussi Israël se verra une exception. Israël dispose de tous les droits dont Begin fait un usage abusif (...). Trente-quatre ans après sa création, Israël a son affaire Dreyfus : le premier ministre a-t-il ou non comploté avec l'ennemi ? »

« L'opération n'est déjà que trop évidente. Nous refusons de nous y associer. On cherche de toutes parts à exploiter les horreurs de Sabra et de Chatila pour faire du peuple hébreu et de tous les juifs une race maudite. L'occasion est trouvée de tenter de révéler tous les vices démons de l'antisémitisme. C'est odieux, méprisable, inacceptable. »

En appelant à un « indigne désaveu » dans *LE MATIN* DE PARIS, Jean Daniel achève lui aussi son éditorial sur le même thème :

« Aujourd'hui plus que jamais, une seule solidarité avec Begin conduirait à transformer son conflit entre deux politiques en un conflit entre deux idéologies. Pour moi, Israël — arabe, juif, juif-arabe, il ne doit pas y avoir de doute dans la conscience arabe sur la réprobation par les juifs des crimes de l'antisémitisme. Ce n'est pas la réprobation par les juifs qui compte, mais la réprobation par les autres. »

Cette tentative d'antisémitisme/antisémitisme, René Audureau s'y refuse dans *L'UNANIMITE*, pour refuser toute accusation de cet ordre qui risquerait son parti ou son journal :

« Il ne restera plus bientôt pour défendre inconditionnellement la politique de Begin que son ambassadeur à Paris, qui — au lieu d'avoir l'élémentaire pudeur de se faire danser les médias, dont il est pourtant l'invité quasi permanent, de coloniser son gouvernement et de lancer ses appels au meurtre contre tous les juifs — se livre à tout ça... Chantage terriblement efficace : les massacres de Beyrouth ne peuvent que condamner au tout racisme, sous quelque forme qu'il apparaisse. »

A L'APPEL DU P.C.F. ET DE DIVERSES ORGANISATIONS

## Plus de dix mille personnes ont dénoncé à Paris MM. Begin et Reagan

Plus de dix mille personnes ont manifesté, lundi 20 septembre vers 18 heures, à Paris, de la Nation à la République, à l'appel du parti communiste, de la C.G.T., des groupes d'extrême gauche et de plusieurs associations franco-arabes, pour demander la fin « des massacres au Liban ».

Derrière une banderole réclamant « la paix au Liban », une forte délégation de dirigeants du P.C.F. et de la C.G.T., dont M. Georges Marchais, Henri Krasucki et Anicet Le Pors, ministre délégué auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, ouvrait le cortège des sections communistes et célestes de la région parisienne et donnaient le ton de la réprobation.

Les militants du MRAP (Mouvement pour le racisme et pour l'amitié entre les peuples) avan-

çaient ensuite sous une banderole demandant « la paix dans la justice au Proche-Orient ».

Plusieurs centaines de Palestiniens et de Libanais, regroupés sous la bannière du Comité Liban, se joignaient à la manifestation, créant ainsi un second cortège, beaucoup plus animé que les rangs bien ordonnés de la C.G.T.-Renault qui s'éloignaient sur le boulevard Voltaire. Sous les drapeaux de l'O.L.P., les slogans étaient plus précis : « Fermes l'ambassade des massacres », ou « Régimes arabes complices ». A mesure que la manifestation s'approchait de la République, à la tombée de la nuit, des centaines de jeunes gens, qui se trouvaient sur les trottoirs rejoignaient les militants de l'O.L.P. Des effigies du premier ministre israélien étaient brûlées, et ce cortège, suivi des groupes d'extrême gauche et du PSU, demandait bientôt la visite d'« Arafat à l'élysée ». Plusieurs associations de travailleurs et d'étudiants immigrés achevaient, après 20 h 30, le parcours.

## De nombreuses organisations françaises expriment leur indignation

Le P.S. propose l'envoi d'une commission internationale d'enquête

Les révélations sur le massacre dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila à Beyrouth-Ouest continuent de provoquer une vive émotion en France. De nombreuses personnalités et organisations politiques, syndicales et religieuses expriment leur indignation « devant ce crime odieux » et « cette infamie ». Un certain nombre de formations ajoutent à leur condamnation de l'acte lui-même une mise en cause, plus ou moins sévère, du gouvernement israélien. Certains responsables, parlant après l'intervention du président de la République, réagissent d'autre part à l'annonce du renvoi de forces françaises au Liban.

Le bureau exécutif du P.S., réuni lundi 20 septembre, propose l'envoi d'une commission d'enquête internationale, sous l'égide des Nations unies, dans les camps palestiniens pour faire la lumière sur « les responsabilités et complicités » dans les massacres de Sabra et de Chatila. De son côté, M. Jospin, premier secrétaire du P.S., a déclaré que « les conditions dans lesquelles l'armée israélienne s'est montrée passive — pour n'employer à ce stade que ce terme — doivent être établies clairement. Cette demande monie en Israël. (...) Je crois que la responsabilité du gouvernement Begin dans tout ce qui se passe est de plus en plus gravement engagée ».

M. Georges Marchais, reçu lundi matin par le président de la République, a exprimé son « horreur » devant les massacres et souligné son « accord complet » avec M. Mitterrand pour l'envoi d'une force internationale des Nations unies au Liban. Dans le cas où cette formule n'aboutirait pas, le secrétaire général du P.C.F. s'était déclaré favorable à ce que la France « prenne ses responsabilités dans le cadre d'une force multinationale, c'est-à-dire des trois pays qui étaient au Liban » (France, États-Unis, Italie).

Un certain nombre d'organisations, parmi lesquelles l'Association France-Palestine, l'Association médicale franco-palestinienne, l'Association de solidarité franco-arabe, le Collectif national pour la Palestine, le Comité international pour le droit de l'homme en Palestine et la Conférence mondiale des chrétiens pour la Palestine appellent à un rassemblement mercredi, à 18 h 30, avenue Maignan, à proximité de l'ambassade d'Israël pour protester contre les massacres de Sabra et de Chatila.

La radio libre « Judaïque - FM » (103,3) diffusera mercredi 22 septembre à 21 h 30, un débat de deux heures à propos des massacres de Sabra et de Chatila, organisée par le collectif juif pour le dialogue israélo-palestinien, créé cette année, avec la participation d'Identité et Dialogue, Socialisme et Judaïsme et l'Association des juifs de gauche.

Prière du soir dans une synagogue parisienne

## « Contre Ton peuple, ils ourdisaient des complots »

Le lundi 20 septembre est-il un jour de deuil ? Les juifs religieux qui se rendent à la prière du soir, à la synagogue de la rue Buffault, à Paris, ont un visage grave. La rue est déserte, gardée à chaque extrémité par des policiers en armes : un service de jeunes filtre les arrivants dans la rue, puis à l'intérieur de la synagogue. Le Consistoire israélite de Paris avait invité les fidèles à venir nombreux à cet office qui devait marquer la fin d'une journée de jeûne et de prière, après les fêtes de Rosh Hashana.

Des prières devaient être dites pour exprimer la consternation de la communauté juive après l'audience privée accordée par le pape à M. Arafat. Mais l'actualité a couru trop vite et, depuis cette rencontre à Rome, il y a d'abord eu l'attentat de la rue Cardinet, la fusillade devant une synagogue à Bruxelles, puis les massacres aux camps de Sabra et de Chatila.

A 18 h 30 commence la prière, dirigée par le grand rabbin René-Samuel Sira. Les psaumes succèdent aux psaumes dans la monotone des chants, puis les rabbins, revêtus de leur *tefillin* (écharpe blanche à franges) s'avancent pour prendre les rouleaux de la Torah et faire la lecture du livre d'Isaïe. Les nouvelles arrivées cherchant une place. Les huissiers contrôlent les mouvements de la foule et demandent à chacun de s'asseoir : « Soyez silencieux. Comprenons, nous sommes tendus... »

Ainsi que la cérémonie a commencé depuis près d'une heure, on distribue de nouvelles feuilles sur lesquelles sont photocopiées des psaumes. Après leur psalmodie en hébreu, une tra-

duction française est lue par les rabbins.

Les mots de la Bible sont l'objet d'une actualité directe : « Guide-moi, Éternel, dans Tes voies, à cause de ceux qui me regardent de travers. Ne me livre pas à la fureur de mes adversaires, car ils se dressent contre moi. Les témoins mensongers, ceux qui souffrent la violence... » Des hommes échangent un regard, approuvant en hochant la tête.

Après le chant d'un autre psaume, l'assemblée écoute, dans un silence pesant, la traduction : « Contre Ton peuple, ils ourdisaient des complots, ils se concentraient contre ceux que Tu protèges. Ils disaient : « Rayons » que le nom d'Israël ne soit plus mentionné !... Le lecteur ajoute : « Contre Toi, ils font un pacte : les tentes d'Éder et les Israélites, Moïse et Aaron, les Philistins ainsi que les habitants de Tyr... Et ce sont, encore et toujours, les drames du moment qui surgissent derrière cette nouvelle énumération.

La traduction du dernier psaume sera lue par le prédicateur du grand rabbin Sira, le grand rabbin Kaplan. C'est la cantique des degrés, celle que les chrétiens appellent la « De profundis » : « Saigneur, écoute ma voix... (..) C'est [l'Éternel] qui a tranché Israël de ses fentes... »

Vers 20 heures, l'assemblée se dispersa en silence. Ceux qui ont jeté ce jour apprenant qu'ils pouvaient manger à partir de 20 h 30. Un homme, en sortant, retourne un journal oublié sur un banc, pour ne plus voir à la une « les horribles photos du massacre de Beyrouth. — J. D.

ESTIMANT « LE TEMPS VENU » DE DISCUTER AVEC L'O.L.P.

## Le roi Hussein suggère une union jordano-palestinienne proche des propositions de M. Reagan

Amman. — Le roi Hussein a évoqué lundi 20 septembre l'avenir des relations jordano-palestiniennes, les récentes propositions de paix américaines pour le Proche-Orient, le sommet de Fés, et avec une franche parole très crue, les relations israélo-arabes. Il avait réuni pour cela au palais royal quelque deux cents personnalités — sénateurs, membres du Conseil national consultatif, représentants des associations professionnelles, de la presse jordannaise et de l'Université.

« Le temps est venu d'entamer des discussions avec l'O.L.P. pour définir la forme des relations entre la Jordanie et les Palestiniens au sein d'une future confédération », a déclaré le roi. Il a souligné que la formule de « confédération » devrait être définie sur la base du droit à l'autodétermination des peuples palestiniens et jordaniens, auxquels elle serait soumise par référendum. Le souverain a également affirmé que le « problème palestinien est une affaire strictement jordano-palestinienne avant d'être arabe ». « Nous ne permettrons à personne d'interférer », a-t-il ajouté, faisant sans doute allusion à la Syrie et aux autres pays du Front de la libération.

La déclaration du roi Hussein reflète le résultat de consultations avec les responsables de l'O.L.P., auprès de qui il a d'ailleurs affirmé avoir senti « une volonté identique de dialogue ». On l'affirme parfois à Amman. Un diplomate arabe nous dit, pour sa part, avoir vu venir la prise de position du souverain jordannais depuis la visite à Amman de M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'O.L.P. le 25 août. Selon ce diplomate, le fait que la centrale palestinienne se soit quelque peu effrayée de la teneur égyptienne à la suite des événements du Liban a pu faciliter cette évolution.

Correspondance

Jamais le roi n'avait été aussi précis et affirmatif depuis la révélation de son projet de « royaume arabe uni », en 1972, qui lui valut d'être mis à l'index par une bonne partie du monde arabe. Ce plan prévoyait la réunification des deux rives du Jourdain et « de tout autre territoire palestinien libéré dont la population le demanderait », sous l'autorité d'un gouvernement central, dont le siège serait à Amman. Selon le « plan Hussein », le R.A.U. devait être constitué de deux « provinces », la Palestine et la Jordanie, disposant l'une et l'autre de pouvoirs législatif et exécutif autonomes pour les affaires internes.

Ambiguïtés

La ressemblance entre ce projet mis en sommeil avant même le sommet arabe de Rabat en 1974, qui reconnut l'O.L.P. en tant que « seul représentant légitime d'un peuple palestinien », et l'éventuelle fédération jordano-palestinienne ébauchée lundi par le souverain hashémite n'est pas fortuite. Les deux projets, affirme-t-on cependant à Amman, sont différents, puisque, cette fois, les entités palestiniennes et jordannaises resteraient « distinctes ».

La prise de position du président Reagan, le 1<sup>er</sup> septembre, en faveur d'un « autogouvernement des Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza, en association avec la Jordanie », a sans doute encouragé le roi Hussein à se prononcer aussi ouvertement. En privé, nombre de responsables jordaniens n'hésitent pas à dire dernièrement qu'un droit d'« ambiguïté » et de « points négatifs » pouvant faire l'objet de négociations l'initiative du président Reagan était « la plus réaliste » et la seule qui ait quelque chance

d'aboutir parce que venant d'une grande puissance ayant seule le pouvoir de faire pression sur Israël. « Le plan de Fés, c'est très bien, mais qui va l'appliquer ? », soulignent les mêmes sources.

L'aide arabe

Le roi Hussein a néanmoins réaffirmé lundi l'« attachement » de la Jordanie aux résolutions du sommet de Fés : il a pourtant estimé que le plan arabe « a ses limites et ne doit pas être considéré comme la réponse du monde arabe » aux propositions du président Reagan. « Si nous adoptons une attitude négative à l'égard de cette initiative, a-t-il poursuivi, je crois qu'aucune administration américaine dans le futur n'osera plus s'opposer à Israël et à son agression... » Il est clair que les dirigeants jordaniens sont convaincus que les propositions du chef de la Maison Blanche constituent une occasion à ne pas laisser passer.

D'autre part, le souverain hashémite n'a pas caché un certain désenchantement à l'égard des pays arabes. Il a notamment évoqué l'aide financière attribuée à la Jordanie par le sommet arabe de Bagdad en 1976 et a rappelé que la Libye n'avait jamais payé sa quote-part et que l'Algérie avait versé la somme avec retard. « La question a de nouveau été évoquée à Fés, a-t-il indiqué, alors que nous devons faire face à un déficit de 300 millions de dollars... »

Enfin, rappelant les pressions auxquelles la Jordanie a été soumise pour se joindre au processus de Camp David, le roi Hussein a également déploré n'avoir jamais reçu l'assurance des pays arabes quant à la protection des « arrières » de la Jordanie. Exception faite, a-t-il toutefois précisé, du Qatar.

EMMANUEL JARRY.

## VU CHEZ HANLET

A Paris, 264 Fg, Saint Honoré 766.51.94  
A Vélizy, Z.I. rue Grange-Dame-Rose. 343.80.62

CALISA

Menez 3 pédales - Noyer ciré - Origine Pologne - Garantie 5 ans.

Payable en 4x 200 F par chèque avec assurance. Sans apport.

Prix total à crédit 7 940 F assurance comprise. T.V.A. 24,00% C.E.T.E.M.

Offre spéciale jusqu'à épuisement des stocks.

HANLET

IMPORTATEUR EXCLUSIF

## Tel Aviv : vol quotidien - 2330 F.\*

Plus de confort, plus d'espace en 1<sup>re</sup> classe, en classe Ambassador et classe économie. Liaison sans escale en gros porteur, au départ de CDG1.

\*Tarif loisir aller/retour.

Vous plaire nous plaît.

TWA



## EUROPE

### Allemagne fédérale

#### APRÈS L'ACCORD ENTRE CHRÉTIENS-DÉMOCRATES ET LIBÉRAUX

### La « motion de défiance constructive » de l'opposition devrait permettre à M. Kohl de succéder au chancelier Schmidt

Le parti chrétien-démocrate (C.D.U.) et le parti libéral (F.D.P.) sont parvenus, lundi soir 20 septembre, à un accord sur le dépôt d'une « motion de défiance constructive » devant le Bundestag. Cette procédure devrait permettre au président de la C.D.U., M. Helmut Kohl, de remplacer M. Helmut Schmidt à la chancellerie, le 1<sup>er</sup> octobre, si le texte recueille, comme il est probable, les deux cent quarante-neuf voix nécessaires à son adoption.

M. Strauss, président de la C.S.U. (chrétiens-sociaux bavarois), a finalement accepté, en effet, de se rallier à cette procédure, plutôt qu'à celle d'une dissolution immédiate du Bundestag, qui avait nettement sa préférence. On ignorait encore, ce mardi matin à Bonn, les concessions précises faites au ministre-président de la Bavière par la C.D.U. pour obtenir son accord ; mais de nouvelles élections générales sont prévues pour le premier dimanche de mars 1983.

### L'offensive de M. Strauss

Bonn. — Comme il fallait s'y attendre, M. Franz-Josef Strauss a fait des déclarations à Bonn au lendemain de son retour de Munich, lundi 20 septembre, et a introduit d'office dans la parole restreinte des dirigeants chrétiens-démocrates et libéraux chargés par leur parti de négocier la formation du nouveau gouvernement. Auparavant, il avait fait adopter par le comité central de l'Union chrétienne sociale de Bavière (C.S.U.), qu'il préside, une résolution réclamant que des élections générales aient lieu avant la fin de l'année.

Posée comme « condition non négociable » au soutien que la C.S.U. devait apporter à M. Helmut Kohl pour la formation de son cabinet, cette exigence ne pouvait que brusquer les libéraux, pour qui ces élections sont un cauchemar. Ausel M. Genscher, l'ancien vice-chancelier qui s'apprête à reprendre du service sous l'égide de M. Kohl, fut obligé de demander audience au dirigeant bavarois, qui s'entretenait avec lui une heure durant.

On ne sait rien sur le contenu de cette conversation, mais une chose est certaine : M. Strauss, candidat malheureux à la chancellerie lors des élections d'octobre 1980, entend bien montrer qu'il est l'homme indispensable à qui la C.S.U. mérite autant d'égards — sinon plus — que les libéraux du F.D.P. Il a réussi à se mettre en vedette et à faire sentir le poids de sa puissance à M. Kohl, pour lequel il ne nourrit pas, croit-on

De notre correspondant

savoir, une estime exagérée. Si la démonstration de force qu'il a faite lundi à Bonn se poursuit, il se pourrait que le « taureau de Bavière » se place à nouveau au tout premier rang de la scène politique ouest-allemande. Tous ses efforts actuels tendent, en tout cas, à faire oublier son échec de 1980, et à le mettre en position d'arbitre.

D'ores et déjà, on peut avancer que la coalition qui s'apprête à renverser le chancelier Schmidt est tripartite. A la C.D.U. et au F.D.P., il convient d'ajouter la C.S.U., ce parti-frère méconnu des chrétiens-démocrates dans le reste du pays, et qui se prépare à repousser un succès aux élections à la Diète de Bavière, le 10 octobre prochain. Il y a quatre ans, la C.S.U. avait obtenu presque 60 % des suffrages.

En d'autres circonstances, on pourrait qualifier de manœuvre électorale la conduite à Bonn de M. Strauss, qui cherche à se faire une ample publicité. Il n'en est probablement rien. C'est comme vainqueur électoral par anticipation et incamération de la Bavière éternelle qu'il mène son jeu. Ce jeu manque de subtilité, et la R.F.A., dans son ensemble, ne s'y prête pas, comme l'ont prouvé les élections de 1980 avec M. Strauss comme tête de liste. Mais il reste efficace dans une conjoncture comme celle que l'on connaît aujourd'hui, où les protagonistes n'ont ni le

### Le calendrier

Voici quelle sont les trois principales étapes du calendrier politique ouest-allemand dans la semaine :

LE 25 SEPTEMBRE, auront lieu en Hesse des élections régionales qui étaient prévues de longue date, mais dont les circonstances actuelles font un test particulièrement important pour les libéraux. Menacés de ne pas franchir la barre des 5 % de suffrages nécessaires pour avoir des élus, le F.D.P. de M. Genscher y recueille, en effet, une première indication sur le tapon d'électorat jugé son renversement d'alliance.

LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE, le vote d'une « motion de défiance constructive », à la majorité absolue du Bundestag, permettra probablement à M. Helmut Kohl, président de la C.D.U., de succéder au chancelier Schmidt comme chef du gouvernement. L'opposition a besoin de 246 voix. La C.D.U. en dispose de 174, la C.S.U. bavaroise de 52 et le F.D.P. de 53, soit un total théorique de 279 contre 215 aux sociaux-démocrates. Mais des suffrages libéraux devraient faire défaut à la motion de l'opposition.

LE 8 MARS 1983, après dissolution du Bundestag, les élections fédérales seront convoquées aux urnes pour élier leurs députés. Les sondages d'opinion actuellement publiés en R.F.A. accordent une majorité absolue d'intentions de vote aux chrétiens-démocrates et chrétiens-sociaux bavarois.

### Turquie

### Le général Evren deviendra automatiquement président si le projet de Constitution est approuvé par référendum

De notre correspondant

Ankara. — Le chef de l'Etat turc, le général Evren, sera automatiquement élu président de la République par référendum si les « oui » l'emportent sur le projet de la nouvelle Constitution qui sera soumise au référendum en novembre prochain (1). De même, les quatre autres membres du Conseil national de sécurité (les commandants des forces terrestres, de l'aviation, de la marine et de la gendarmerie), au pouvoir depuis le 12 septembre 1980, deviendront membres d'un « conseil présidentiel » et assisteront le président pendant son septennat. Enfin, les commandants et le général Evren garderont leurs responsabilités à la tête de l'armée jusqu'aux prochaines élections législatives, prévues en principe pour l'automne 1983 ou, au plus tard, pour le printemps 1984.

Telle est la teneur d'une dizaine d'articles « temporaires » adoptés le samedi 12 septembre par l'Assemblée consultative d'Ankara. Selon un autre de ces articles, tout citoyen régulièrement inscrit le 5 septembre dernier sur la liste d'électeurs qui ne voterait pas au référendum, sera, sans éas de force majeure, privé de ses droits de vote lors des premières élections législatives et locales ; il ne pourra pas non plus passer acte de candidature. En revanche, l'Assemblée consultative d'Ankara a décidé de se prononcer sur le sort des anciens politiciens, elle préfère laisser au Conseil national de sécurité le soin de

déterminer « qui » et « pour combien de législatures » sera privé du droit de se représenter aux élections. Le général Evren sera donc la « locomotive » du référendum de novembre prochain. Nombreux sont ceux, parmi les membres de l'Assemblée consultative, qui pensent comme, par exemple, M. Ozturk, que la désignation automatique comme président accorde le nombre des voix en faveur de la nouvelle Constitution. Plusieurs autres membres estiment cependant que cette modalité n'est pas démocratique. Certains jugent que le futur président doit être élu au suffrage universel, car il aura plus de pouvoirs que ses prédécesseurs. D'autres estiment que le président de la République doit être élu par le Parlement comme par le passé.

D'aucuns enfin proposent un véritable plebiscite : la candidature du général serait soumise au peuple quelques semaines après le référendum de novembre sur le projet constitutionnel. Il est en tout cas à peu près certain maintenant qu'il faudra attendre jusqu'en 1990 un complet « retour à la normale » en Turquie.

ARTUR UNAL

(1) Dans l'hypothèse où le projet de Constitution serait repoussé, le régime militaire serait prorogé. Le général Evren est donc appelé à rester au pouvoir en tout état de cause (N.D.L.R.).

## AFRIQUE

### Tchad

### LES TROUPES DE M. HISSÈNE HABRÉ CONTRÔLENT ENTIÈREMENT LE SUD DU PAYS

Moundou (sud du Tchad). (A.F.P.). — Le sud du Tchad est entièrement contrôlé par les Forces armées du Nord (F.A.N.) de M. Hissène Habré, apprend-on de sources sûres à Moundou, principale ville du Sud-Tchad. Ce contrôle est devenu effectif au bout de deux jours, le 4 septembre dernier, date à laquelle a pris fin l'offensive militaire lancée dans cette région contre les éléments des Forces armées tchadiennes (F.A.T.), restés fidèles au colonel Kamougue, selon ces sources.

La zone méridionale a été placée sous l'autorité d'un « état-major opérationnel » commandé par des officiers des Forces armées du Nord (F.A.N.), qui ont notamment été déployés à Sarh, Doba et Moundou, les trois plus importantes localités de la région. Les F.A.N. se sont également assurés le contrôle administratif du Sud en nommant de nouveaux préfets, indiquent-on de mêmes sources. Comme pour N'Djamena, le 7 juin dernier, le ralliement des villes de Sarh et Moundou n'a pas donné lieu à de véritables combats. Les affrontements les plus violents se sont déroulés à Ghera et à Doba, les deux localités respectivement les plus proches de Sarh et Moundou, les 27 août et 3 septembre derniers.

ALAIN CLÉMENT.

## ASIE

### AVANT LE DÉBAT SUR LE CAMBODGE A L'ONU

### M. Nguyen Co Thach donne une image rassurante de la diplomatie vietnamienne

A la veille de son départ pour l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre vietnamien des Affaires étrangères, M. Nguyen Co Thach, a été reçu à Paris par M. Cheysson, qui venait de recevoir les ambassadeurs des cinq pays de l'ASEAN (1). M. Thach a déclaré qu'il y avait un « progrès » dans ses entretiens avec son homologue français, en particulier dans le domaine bilatéral. Bien que la question du rétablissement de la paix au Vietnam ne soit pas encore résolue, M. Thach a affirmé que les facilités accordées par le Vietnam sont les mêmes que celles données par Singapour à d'autres puissances. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de dialogue », a-t-il ajouté. « Nous ne sommes pas prêts à dire non plus qu'il y en aura. Nous laissons toutes les options ouvertes pour le bien de notre pays. » En ce qui concerne le « droit de riposte », il a fait savoir qu'il n'y avait pas de menace d'escalade, mais qu'il n'y avait pas de bases solidifiées, affirmant-il ; les facilités accordées par le Vietnam sont les mêmes que celles données par Singapour à d'autres puissances. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de dialogue », a-t-il ajouté. « Nous ne sommes pas prêts à dire non plus qu'il y en aura. Nous laissons toutes les options ouvertes pour le bien de notre pays. » En ce qui concerne le « droit de riposte », il a fait savoir qu'il n'y avait pas de menace d'escalade, mais qu'il n'y avait pas de bases solidifiées, affirmant-il ; les facilités accordées par le Vietnam sont les mêmes que celles données par Singapour à d'autres puissances.

Critique à l'égard du prince Sihanouk, président de la coalition « Front uni », M. Thach a déclaré qu'il était « satisfait » de leur rendre ce qu'ils nous ont fait. Nous ne l'avons pas fait. Dans le futur, nous souhaitons ne pas avoir à le faire.

Quant au retrait partiel, auquel l'ASEAN et d'autres pays ne croient pas, étant donné qu'il s'agit d'un « geste unilatéral », le ministre des Affaires étrangères a déclaré qu'il n'y avait pas de menace d'escalade, mais qu'il n'y avait pas de bases solidifiées, affirmant-il ; les facilités accordées par le Vietnam sont les mêmes que celles données par Singapour à d'autres puissances. « Cela ne veut pas dire qu'il n'y aura pas de dialogue », a-t-il ajouté. « Nous ne sommes pas prêts à dire non plus qu'il y en aura. Nous laissons toutes les options ouvertes pour le bien de notre pays. » En ce qui concerne le « droit de riposte », il a fait savoir qu'il n'y avait pas de menace d'escalade, mais qu'il n'y avait pas de bases solidifiées, affirmant-il ; les facilités accordées par le Vietnam sont les mêmes que celles données par Singapour à d'autres puissances.

PATRICE DE BEER.

(Publicité)  
Vient de paraître  
**PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS**  
Numéro 28 (Juillet-Août 1982)  
Extrait du sommaire :  
DIALOGUE AVEC LE MAÎTRE BLANC ?  
LA FEMME NOIRE AMÉRICAINE À TRAVERS L'ESCLAVAGE  
L'AFRIQUE EN LIBRAIRIE  
Ce numéro (128 pages) : 35 F  
Abonnement annuel (tarif 1982) : 180 F pour six livraisons  
Ecrire : 3, rue de l'Asile-Popincourt - 75011 PARIS.  
Contrôle de A à Z par des Africains totalement indépendants.  
Peuples Noirs - Peuples Africains, qui paraît sans interruption depuis bientôt 3 ans, est la première et la seule grande publication francophone authentiquement noire.

### La fin de la visite en France de M. Sekou Touré

### « Il n'y a pas d'exilés politiques guinéens... »

Le président de la République populaire et révolutionnaire de Guinée était visiblement heureux de recevoir les journalistes, lundi 20 septembre, avant de s'en retourner à Conakry ; deux heures durant, il n'a cessé une seconde d'aborder son large sourire. C'est qu'il est bien, ne serait-ce que « pour avoir été journaliste lui-même, que l'importance de la presse est décisive dans la vie moderne ». Décisive, puis-je, « sans elle, il n'y aurait pas de communication entre les hommes et les hommes, entre les peuples et les peuples ».

La « bonne » presse, bien entendu, puisqu'il en existe une autre, qui ne s'est jamais privée, celle-là, de le coloniser, lui, le président Sekou Touré, allant jusqu'à tuer de lui « un agent du communisme international », alors que tout journaliste avisé — et honnête — devrait savoir et faire savoir que, sous son égide, la Guinée « a préparé l'indépendance dans la pauvreté à l'opulence dans l'esclavage ». Quant à ceux qui ont douté pendant peu ou prou, « qu'ils viennent en Guinée constater les faits, quand ils le voudront » ; toutes les portes leur seront ouvertes, et aucun contact ne leur sera refusé.

Craignant probablement que son auditoire ne soit mal informé des réalités guinéennes, M. Sekou Touré va s'attacher pendant quelques minutes à broder un portrait-robot, où ne manque pas un cil, des institutions de son pays où « tous les pouvoirs, sans exception, sont entre les mains du peuple » ; où « chaque commune

est organisée » et est propriétaire de la totalité des terres ; où « tous ceux qui sont élus, à quelque niveau de la hiérarchie politique que ce soit, le sont au suffrage universel ». Mais comment pourrait-il en être autrement, puisque « l'on s'achève avec le peuple, on se prend à son propre piège, le peuple, lui, ne se trompe pas » ? Et puis, il faut savoir aussi que « si, d'une part, on peut tuer « monseigneur Sekou Touré », tous les canons du monde ne seraient pas suffisants pour le révéler, car la révolution guinéenne est éternelle ».

La visite que le président guinéen vient de rendre à la France n'est rien moins qu'une « visite historique », venant après « la visite de la décolonisation ». Elle contribuera, M. Sekou Touré en est persuadé, à « la réhabilitation de l'Afrique aux yeux du monde », sans quoi rien ne saurait être entrepris.

En tout cas, il faut savoir que « la Guinée n'a rien à se reprocher en matière de respect des droits de l'homme ». Ces femmes françaises dont les époux guinéens ont été exécutés pour « complot », le Monde du 21 septembre, il « comprend leur douleur », mais « leurs maris n'ont pas le droit de se plaindre ». Et puis, qu'on le sache une fois pour toutes, « il n'y a pas d'exilés politiques guinéens, ni en France, ni ailleurs ! Il y a seulement des gens qui ont trouvé dans d'autres pays que la leur une source de profits faciles. Car, en Guinée, il faut travailler pour vivre » (1). — J.-M. D.-S.

(1) Rapports que son état-major a envoyés à Conakry (estimation), près de deux millions vivent en exil (N.D.L.R.).

## AMÉRIQUES

### Argentine

### SÉQUELLE DE LA GUERRE DES MALOUINES ET DE LA LUTTE CONTRE LA « SUBVERSION »

### Le malaise grandit au sein des forces armées

Un communiqué officiel a annoncé, lundi 20 septembre dans la soirée à Buenos-Aires, la fin du mouvement de rébellion qui s'est produit à la base aéronavale d'Ushuaia, en Terre-de-Feu. Le contre-amiral Zaristegui, commandant de la base, avait déclaré, lundi, qu'il ne recommandait plus l'autorité du commandant en chef de la marine, l'amiral Anaya. Vingt-cinq soldats en Argentine, le contre-amiral, qui dirigeait la base la plus importante après celle de Bahía Blanca, affirmait dans un message adressé à toutes les unités de la marine qu'il entendait protester contre la situation actuelle et il demandait à tous les protagonistes de la guerre des Malouines « de dire la vérité ». Le contre-amiral a été emmené à Buenos-Aires et mis à la disposition de la justice militaire. D'autre part, trois généraux ayant combattu aux Malouines ont demandé lundi leur mise à la retraite. Cette demande illustre le malaise grandissant au sein des forces armées argentines, malaise aggravé par les accusations portées contre l'ancien commandant en chef de la marine, l'amiral Massera.

Correspondance

Buenos-Aires. — Dans un document remis le lundi 20 septembre à la presse, l'amiral Eduardo Massera affirme que l'objet d'une campagne de calomnies déchaînée par « ceux qui représentent les intérêts capitalistes et antipopulaires », il aurait été choisi comme cible car « s'il était élu, il serait le nez à même de barrer la route à une conspiration de l'oligarchie et de certains secteurs des forces armées ». L'objectif de ses détracteurs serait d'« empêcher coûte que coûte la normalisation institutionnelle ». (Le Monde du 21 septembre).

Puisque les motifs des attaques dirigées contre lui sont à ses yeux politiques, l'amiral Massera va donc multiplier les réunions publiques pour démontrer à ses adversaires qu'il jouit de l'appui populaire. L'ex-membre de la junte et principal idéologue du « processus de réorganisation nationale » a tout de même jugé bon d'apporter « certaines précisions » en ce qui concerne les accusations qui sont portées contre lui. L'amiral Massera rappelle d'abord qu'il a combattu la « subversion » parce qu'il était convaincu que seule son élimination permettrait de réaliser des

« changements profonds ». Il affirme que, dans une telle situation, les méthodes utilisées, dont il admet le « coût matériel et moral extrêmement élevé », ont été imposées par l'ennemi. Il rappelle également qu'en juin 1978, peu de temps avant l'abandonner le service actif, il avait demandé au général Videla et au brigadier Agosti d'assumer avec lui la responsabilité de toutes les opérations militaires durant la lutte contre le terrorisme.

Considérant que les « disparus » pouvaient constituer dans l'avenir un sérieux problème pour le gouvernement militaire, il avait proposé la diffusion d'une « liste détaillée des terroristes morts ou disparus à la suite d'affrontements avec les forces de sécurité ». Le commandant de l'armée de terre et le chef de l'armée de l'air s'y étaient, dit-il, opposés. L'ex-commandant en chef de la marine n'a été mêlé à la disparition de M. Edelgardo Salhi, ancien ambassadeur au Venezuela. Quant à l'assassinat de M. Emilio Holmberg, l'amiral soutient que celui-ci s'est produit quatre mois après qu'il eut cédé le commandement de la marine à l'amiral Lambruschini. Il en profite au passage pour répondre à M. Tomás de Anchorena, ex-ambassadeur à Paris, dont il reconnaît avoir demandé la réhabilitation pour incapacité. L'amiral Massera est beaucoup plus nuancé en ce qui concerne les relations qu'il entretenait avec la loge maçonnique P. 2. « Il est exact que je connais Leito Gatti. Celui-ci était en effet membre de notre ambassade à Rome. J'ai été en rapport avec lui comme l'ont été le général Peron, qui l'a nommé en 1974, le général Videla et le général Viola. Je suis obligé de reconnaître qu'il a contribué activement à diffuser en Europe la perturbation des guerres que nous avons menées contre le terrorisme ».

JACQUES DESPRES.

150 من الاموال



Le Monde

# politique

SELON M. JACQUES CHIRAC

## L'opinion est passée de l'inquiétude au mécontentement

M. Jacques Chirac prononcera dimanche 26 septembre à La Grande-Motte (Hérault) le discours de clôture des Journées d'études parlementaires du groupe R.P.R. Le président du mouvement compte plus particulièrement évoquer les problèmes sociaux.

Rencontrés de leurs circonscriptions, les députés R.P.R. affirment tous que les propos tenus à Nommes le 14 septembre par M. Jacques Chirac ont provoqué beaucoup moins d'émotion en province qu'à Paris, beaucoup moins de troubles dans la base que dans la classe politique. Ils estiment même qu'en affirmant que « l'expérience socialiste ne durera pas deux ans » (le Monde du 7 septembre) le président du R.P.R. n'a fait qu'exprimer « sans doute de façon un peu péremptoire » le souhait que formulent les électeurs de l'opposition, dont le nombre va croissant.

M. Chirac ne tient pas à revenir sur ce sujet, sinon pour rappeler que, selon lui, « la détérioration de la situation économique et sociale du pays risque de contraindre M. Mitterrand d'ici à deux ans soit à changer ses orientations, soit à consulter le pays si ce dernier manifeste son désaccord avec les choix du gouvernement ». Dans ces deux hypothèses, d'après M. Chirac, « l'expérience socialiste aura vécu et la mise en œuvre d'une politique de renouveau par le chef de l'Etat sera seule susceptible d'éviter une situation conflictuelle dans le pays ».

Quelles analyses de la situation ont conduit M. Chirac à de telles conclusions ? Avant le printemps, le président du R.P.R. estimait que l'opinion ressentait davantage d'inquiétude qu'elle n'exprimait de mécontentement. Il lui semble qu'aujourd'hui le mécontentement tend à l'emporter sur la simple inquiétude. Le résultat des élections cantonales, les mesures de blocage prises par le gouvernement après la deuxième dévaluation ont confirmé cette impression.

### Quatre causes

Quatre raisons essentielles auraient provoqué en quelques mois cette inversion des termes :

— La perception concrète d'une baisse du pouvoir d'achat et la conviction que cette baisse se poursuivra. Il s'agit là d'un phénomène historiquement nouveau, puisque, depuis un quart de siècle au moins, le niveau de vie n'a jamais connu globalement, en France, de période de récession consécutivement perceptible par chaque individu.

— La persistance du chômage à un niveau élevé et l'inefficacité des solutions mises en œuvre par le gouvernement.

— L'inquiétude provoquée par l'insécurité liée à la délinquance de droit commun, à laquelle est venu s'ajouter le terrorisme politique international.

— Enfin, phénomène nouveau, la détérioration du rôle et du prestige de la France dans le monde est perçue au travers du déficit du commerce extérieur, des attaques contre le franc et de l'endettement croissant du pays envers l'étranger. « Le chauvinisme et la fierté nationale en sont mortifiés », estime M. Chirac.

Ces raisons nourrissent un sentiment général selon lequel le pays n'est pas gouverné comme il le devrait. Elles conduisent à la conviction que l'opposition doit être entendue. Elles justifient, par conséquent, le refus de l'opposition, et l'on se félicite, par exemple, que M. Barre ait démissionné aux Journées parlementaires du groupe giscardien « le verbiage et le gaspillage (qui sont les deux manières de la généralité socialiste », faisant ainsi écho à M. Pons dénonçant quelques jours auparavant « le maquillage et la falsification qui sont les deux manières du gouvernement ».

M. Chirac se garde depuis mai 1981 d'évoquer les problèmes internes à l'U.D.F. et il reconnaît que ses partenaires de l'ancienne majorité entretiennent avec lui des relations tout à fait loyales. S'il n'a pas réagi aux dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing, c'est qu'il craint que ses mots ne soient donnés lieu à des exagérations tendancieuses. Mais, tout comme l'ancien chef de l'Etat, il estime que « les décrets du socialisme » peuvent constituer un renfort appréciable pour la nouvelle opposition, et c'est vers eux que son entreprise de séduction va naturellement se développer.

Cette attitude passive ne saurait toutefois suffire. M. Chirac estime que l'opposition devrait « dire clairement ce qu'elle ferait si elle se re-

trouvait au pouvoir », non pas en ce qui concerne la conduite quotidienne des affaires, trop liée à la conjoncture du moment, mais pour ses grandes options philosophiques et politiques. Il faut, indique, par exemple, un des conseillers, M. Alain Juppé, que l'opposition ait un « plan avec des priorités claires qui ne constitue pas une restauration mais un renouveau ».

M. Chirac compte donc proposer à l'U.D.F. de publier une « déclaration commune » rappelant quelques principes fondamentaux qui constitueront une option de renouveau à ceux de la majorité actuelle. Faute d'accord avec ses partenaires, le R.P.R. publiera lors de son congrès extraordinaire, prévu pour le 23 janvier 1983, sa propre plate-forme.

### Trois faiblesses et trois atouts

M. Jacques Chirac estime que l'opinion perçoit trois faiblesses dans l'action et le comportement des dirigeants du pays et de la majorité parlementaire qui les soutient. Tout d'abord, une impression de « désordre et de bavardage » accentuée par les déclarations contradictoires de certains ministres. Ensuite, l'absence de perspective, de grand dessein, d'objectif clair. Le gouvernement demande des efforts, mais il n'explique pas à quelle fin. De surcroît, l'impression « de mensonge et de truquage » se développerait. On soupçonne le gouvernement de ne pas dire toute la vérité et de nourrir des arrière-pensées.

Cette impression a été accrue avec le projet de réforme du statut de Paris mais aussi avec les décisions économiques et les proclamations sur l'évolution du pouvoir d'achat. La baisse du niveau de vie commence à être perçue et elle vient contredire les assurances des pouvoirs publics. M. Chirac se demande si l'opinion ne va pas bientôt croire au vieux proverbe chinois qui dit : « Lorsque les riches sont malades, les pauvres meurent ».

En revanche, le maire de Paris crédite les socialistes de trois atouts :

— Le rejet d'une partie des responsabilités sur la crise internationale, sur les mouvements du dollar, bref, sur les facteurs extérieurs, est en général accepté par l'opinion.

— Le pouvoir de la gauche conserve une image historique qui, dans le subconscient populaire en fait le synonyme du progrès social.

— Enfin, la lutte contre les inégalités, une meilleure répartition des efforts, et une plus grande justice sociale sont portées au crédit du gouvernement.

En fonction de cette analyse, comment M. Chirac envisage-t-il son rôle et, plus généralement, l'action de l'opposition ? Le président du R.P.R. ne veut pas être considéré comme « le » leader de l'opposition. Il est, seulement, dit-il, « un » des leaders de cette opposition et le chef d'un de ses partis, même si celui-ci est le plus nombreux, le plus fort et le mieux implanté. Repoussant toute accusation d'hégémonisme, M. Chirac a écarté depuis un an les demandes d'adhésion au R.P.R. qui lui ont présentées plusieurs députés U.D.F.

### Des relations tout à fait loyales

« L'opposition, dit-il encore, doit être une mais non unique. » Il affirme donc souhaiter qu'à côté du R.P.R. existe une autre famille politique de l'opposition qui aura sa propre structure de direction interne. Les divergences entre U.D.F. et R.P.R. sont soigneusement estompées, et l'on se félicite, par exemple, que M. Barre ait démissionné aux Journées parlementaires du groupe giscardien « le verbiage et le gaspillage (qui sont les deux manières de la généralité socialiste », faisant ainsi écho à M. Pons dénonçant quelques jours auparavant « le maquillage et la falsification qui sont les deux manières du gouvernement ».

M. Chirac se garde depuis mai 1981 d'évoquer les problèmes internes à l'U.D.F. et il reconnaît que ses partenaires de l'ancienne majorité entretiennent avec lui des relations tout à fait loyales. S'il n'a pas réagi aux dernières déclarations de M. Giscard d'Estaing, c'est qu'il craint que ses mots ne soient donnés lieu à des exagérations tendancieuses. Mais, tout comme l'ancien chef de l'Etat, il estime que « les décrets du socialisme » peuvent constituer un renfort appréciable pour la nouvelle opposition, et c'est vers eux que son entreprise de séduction va naturellement se développer.

Cette attitude passive ne saurait toutefois suffire. M. Chirac estime que l'opposition devrait « dire clairement ce qu'elle ferait si elle se re-

trouvait au pouvoir », non pas en ce qui concerne la conduite quotidienne des affaires, trop liée à la conjoncture du moment, mais pour ses grandes options philosophiques et politiques. Il faut, indique, par exemple, un des conseillers, M. Alain Juppé, que l'opposition ait un « plan avec des priorités claires qui ne constitue pas une restauration mais un renouveau ».

M. Chirac compte donc proposer à l'U.D.F. de publier une « déclaration commune » rappelant quelques principes fondamentaux qui constitueront une option de renouveau à ceux de la majorité actuelle. Faute d'accord avec ses partenaires, le R.P.R. publiera lors de son congrès extraordinaire, prévu pour le 23 janvier 1983, sa propre plate-forme.

Celle-ci sera notamment utilisée pour la préparation des élections municipales du mois de mars suivant, élections dont l'opposition veut faire un test politique tout comme l'avait fait en 1977 l'opposition d'alors. M. Chirac, qui a longtemps été partisan des candidatures séparées afin de mieux compter ses troupes et d'affirmer leur puissance, semble maintenant favorable à la constitution de listes d'union. Cette solution correspondrait davantage aux souhaits de l'électorat, sinon toujours à celui des militants de chaque parti, car les électeurs ont tendance à voir dans les listes distinctes des ferments de division.

ANDRÉ PASSERON.

### CONFLIT AU SEIN DU R.P.R. DU MORBIHAN

Les responsables R.P.R. du Morbihan ont apporté leur soutien à M. Guy Guernier, président régional du mouvement, et au docteur Yves Badel, secrétaire départemental, dans le différend qui les oppose à M. Micky Lepage, secrétaire R.P.R. de la circonscription de Vannes.

Vendredi 17 septembre, M. Lepage a déposé plainte pour coups et blessures après une rixe qui l'a opposé à MM. Guernier et Badel. Dans un communiqué publié dimanche, les responsables R.P.R. départementaux expriment « leur indignation après l'action malveillante engagée contre MM. Guernier et Badel. L'accusation de coups et blessures est grotesque ». Ils estiment que « les faits incriminés sont inventés de toute pièce dans l'intention manifeste de nuire ».

Selon les responsables, il s'agirait d'une « opération politique destinée à porter tort au R.P.R. menée par un adhérent en instance d'exclusion ».

### LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

## Le P.C. et le P.S. revendiquent la tête de liste à Reims

M. Claude Popereau, membre du bureau politique du parti communiste, a estimé, vendredi 17 septembre, sur FR 3-Lorraine-Champagne-Ardenne, que la direction de la liste d'union de la gauche pour les prochaines municipales revient au maire sortant, M. Claude Lamblin (P.C.). Il a rappelé la proposition de son parti, qui tend à constituer des listes d'union autour du maire sortant. Ces indications viennent après la décision prise la veille par la section locale du P.S. de conduire la liste d'union de la gauche à Reims.

Le secrétaire de la section socialiste, M. Hubert Carpentier, justifie cette revendication « légitime » par les résultats des trois dernières consultations électorales (présidentielles et législatives de 1981, cantonales de 1982) qui ont placé le P.S. en tête de la gauche. La section a

désigné, pour conduire la liste, M. François Letzguis, président du groupe socialiste du conseil municipal de Reims. M. Carpentier a précisé qu'il est exclu que « chaque parti de gauche se présente sous sa propre bannière. (...) » « L'unité, s'il l'a ajoutée, est notre seule chance de succès en mars prochain ».

Pour M. Jean-Nicolas Péro, secrétaire fédéral du P.C., « l'expérience montre que pour tous les partis, aussi bien à droite qu'à gauche, le meilleur candidat est le maire sortant ».

■ M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, sera candidat aux prochaines élections municipales à Nevers (Nièvre) sur la liste du maire sortant socialiste, M. Daniel Benoit, député. Ce dernier, qui a souhaité être tête de liste, n'a pas écarté, devant la section locale du P.S., l'hypothèse de son retrait en cours de mandat au profit de M. Bérégovoy.

■ A la Ville de Paris : M. José Frèches, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est détaché comme chargé de mission auprès de M. Denis Baudouin, directeur général de l'Information et des relations extérieures de la Ville de Paris.

[Né en 1950 à Dax, conservateur des Musées nationaux (Région de Chine), ancien élève de l'ENA, nommé en 1978 à la Cour des comptes et conseiller référendaire en septembre 1982, M. Frèches est l'auteur d'un ouvrage sur la sinologie et d'un autre sur L'ENA, voyage au centre de l'Etat.]

**Alfa Romeo**  
la maestria automobilistica

VENEZ ESSAYER LES NOUVELLES GIULIETTA 6.8 ET 11 CV

**GAP** Paris-est  
CONCESSIONNAIRE  
NOISY-LE-SEC 93330  
122, Rue VAILLANT COUTURIER. Tél. : 1 843.93.39



NOUVEAU : avec "en fac-similé" les illustrations des plus grands graveurs de son époque, les

## Contes et Romans de M. de Voltaire

dans l'édition qu'il avait lui-même fait illustrer

L'ouvrage que nous proposons reproduit merveilleusement la fameuse édition des Contes et Romans de Voltaire qui fut imprimée en 1778 et dont lui-même déclara qu'elle était un véritable chef-d'œuvre. Les Contes et Romans de Voltaire demeurent incontestablement le plus beau fleuron de l'œuvre immense de cet auteur, œuvre qui ébranla les fondements d'une société et dont l'influence se fait encore sentir de nos jours.

Réunis en trois volumes, les « Contes et Romans » sont agrémentés de toutes les illustrations de Monnet, Marillier, Martini et Moreau, ce qui permet de relire Voltaire dans le contexte de son époque et de son étonnante personnalité.

Réalisé pour le bicentenaire de la mort de l'auteur, dans la tradition du livre d'art, avec le soin méticuleux et la conscience professionnelle des maîtres imprimeurs et relieurs du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'ouvrage a été confié aux soins de nos compagnons imprimeurs et relieurs, des gens expérimentés.

Cette édition de grande classe sera un régal pour les bibliophiles les plus exigeants, et en même temps, un bon investissement. Relire traditionnellement en décor « Grand Siècle » sur cuir naturel de mouton de couleur violet crépuscule. Le tirage, limité aux seuls souscripteurs, offre en « fac-similé » les gravures de l'édition originale de 1778. Les 57 illustrations hors texte, les 44 vignettes, bandeaux et culs-de-lampe de Monnet, Marillier, Martini et Moreau (au même format que l'édition originale), font de cette collection une des plus luxueuses et recherchées.

Jean de Bonnot

« Nous garantissons que les reliures sont impeccables et que les gravures sont d'exceptionnelle qualité ».

**BON**

à envoyer à JEAN de BONNOT, 7, Faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume des Contes et Romans de M. de Voltaire, auquel vous joindrez mon cadeau. Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez. Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 120,00 F (+ 10,70 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'enverrez les deux autres tomes au rythme d'un par mois.

Nom ..... Prénom .....  
Rue .....  
Ville ..... Code Postal .....  
Signature .....



« Voltaire est l'homme d'esprit par excellence ; le plus délié des humains, le plus prompt, le plus éveillé. Tous les autres semblent dormir ou rêvasser auprès de lui ».

Paul Valéry

### GARANTIE A VIE

Douceur, grâce et odeur suave du cuir véritable dont chaque année s'additionne le plaisir ! Il vous restera avec vous, mais les choses ont leur prix. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petites détails, qui prouvent de la valeur avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à l'importe quel moment.

### CADEAU

Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une esquisse originale représentant une gravure de 14 x 21 cm d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.

Jean de Bonnot.



# PRESSE

## LA RELANCE DE L'« AFFAIRE HERSANT »

### M. Audinot proteste contre son inculpation

M. André Audinot, P.-D.G. du *Figaro* et député (non-inscrit) de la Somme, a protesté, au cours d'une conférence de presse réunie lundi 20 septembre à l'Assemblée nationale, contre l'inculpation qui venait de lui être adressée le matin même par M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, d'infraction à l'ordonnance du 26 août 1944 sur les entreprises de presse (le *Figaro* du 21 septembre). « Je suis un député de l'opposition à qui l'on refuse de s'exprimer devant ses pairs, en ne demandant pas la levée de mon immunité parlementaire, alors que François Mitterrand a pu le faire à en 1981 à l'Assemblée nationale », a notamment déclaré le député de la Somme. L'inculpation de M. Audinot lui a en effet été notifiée la veille de la session extraordinaire du Parlement, au moment où cette immunité ne le protégeait pas, et donc sans que soit nécessaire un décret sur son cas à l'Assemblée nationale.

M. Audinot, sur le fond de l'affaire, est sûr de son bon droit. « Depuis 1944, a-t-il déclaré, toutes les autorités de tutelle ont été d'accord avec mon interprétation de l'ordonnance (...). La presse est pourtant, en France, organisée selon cette interprétation. » « Certains dirigeants actuels de la presse française sont dans les allées du pouvoir et jusqu'au gouvernement, a-t-il ajouté, ils ont la même interprétation que moi. Je ne vois pas pourquoi je serais le seul poursuivi. »

Le P.-D.G. du *Figaro* a écrit le même jour au président de la République, lui rappelant ses propres déclarations au Sénat en 1959, lors de l'affaire de l'Observatoire, et le saisissant en temps que « gardien de la Constitution ». Deux des quotidiens nationaux du groupe Hersant, commentent, à la « une » de leurs éditions du 21 septembre, l'inculpation de M. Audinot. Sous le titre « Pourquoi ? », Jean Miot écrit notamment dans le *Figaro* : « Il est intolérable, comme le considèrent naguère M. François Mitterrand et le P.-D.G. du *Figaro*, que l'on refuse au député - élu à un poste - d'opposition - ce qui était légitimement accordé, dans le passé (...). Qu'il est grand le fossé entre la vertu de l'indignation d'aujourd'hui et le mépris de l'indignation d'aujourd'hui. Quand le pouvoir prétend abuser un groupe et museler la presse libre, c'en est fini de la liberté des citoyens. »

Dans un article en première page de *France-Soir*, intitulé « La liberté en danger », Thierry Desjardins écrit en particulier : « Qu'on ne s'y trompe pas, chaque Français doit maintenant s'interroger à ce dossier : jusqu'à quel point la liberté de la presse, c'est-à-dire de la liberté tout simplement (...). On veut abattre un groupe de presse. Qui ? On ? Certains syndicats. Pourquoi ? Parce que ce groupe est puissant, c'est-à-dire qu'il a de très nombreux lecteurs et qu'il n'a pas la réputation d'être complaisant avec le régime. »

(Suite de la première page.)

Cela n'a pas empêché M. Robert Hersant et ses amis de faire prospérer leur empire de presse. Ventes ici, achats là, la foire aux journaux va bon train, et l'ancien député de l'Oise est boulimique. La reconstruction des journaux parisiens continue. Après la quasi-disparition de l'*Aurore*, *France-Soir* est visé par cette entreprise de concentration.

Quant à M. Audinot, le dernier des colporteurs, il a fait toute sa carrière chez Hersant, où il a occupé bien des postes de responsabilité. C'est une « créature » de Robert Hersant, qui l'a placé aussi à la direction générale de son groupe, la Socpresse. Il est donc tout à fait clair que, derrière M. Audinot, il y a M. Hersant, de même que pour la plupart des titres détenus par la Socpresse. Pourtant, M. Audinot a l'air sûr de son bon droit. Il s'étonne. Il convoque la presse dans les couloirs de l'Assemblée nationale. Dans le même temps, M. Robert Hersant annonce sa participation au prochain « Droit de réponse » de Michel Polac. Sont-ils donc l'un et l'autre si sûrs de leur impunité ?

Tout repose légalement sur l'interprétation de l'ordonnance du 26 août 1944. Que dit-elle en substance ? Deux choses. D'une part, que l'origine des fonds des publications doit être transparente ; d'autre part, qu'une seule personne ne peut être directeur de plus d'un quotidien, et que les opérations de prêts d'argent et de prise de possession d'entreprises doivent être contrôlées par la Socpresse.

### Les publications visées

En mars 1977, lors du dépôt de la plainte de quatre syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.) contre Robert Hersant pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944, les publications qui tombaient sous le coup de cette infraction étaient les suivantes :

- *Quotidiens*. Société du *Figaro* : actionnaire majoritaire, la Socpresse détenait 56 150 actions sur 96 000. M. Robert Hersant présidait les deux sociétés, possédant 81 176 actions sur 105 788.
- *France-Soir*, édité par Presse-Alliance, dont le capital se partageait principalement entre la Socpresse (460 actions) et Opera Mundi (450 sur 1 000 au total). P.-D.G. : M. Paul Winkler.
- *Paris-Normandie*, édité par la Société normande de presse républicaine, dont la Socpresse contrôlait 2 623 actions sur 3 366. Président du conseil de la S.N.P.R. : M. Raoul Leprieux.
- *France-Antilles*, édité en Martinique et à la Guadeloupe par une S.A.R.L. dont M. Robert Hersant

détient 99 parts sur 108. Directeur de la publication : M. Pierre Janot.

• *Nord-Matin*, édité par la S.A. Presse-Nord, dont la Socpresse détenait 9 988 actions sur 10 000. Directeur de la publication : M. R. Grus.

• *Journal d'Elbeuf*, S.A.R.L. dont les gérants étaient M. André Audinot et le docteur René Baglin et dont la majorité des parts sociales (46 sur 50) étaient détenues par la S.N.P.R. (Paris-Normandie).

• *Nord-Eclair*, société anonyme dont la Socpresse est le principal actionnaire (2 048 sur 2 500). Président du conseil d'administration et directeur de la publication : M. André Audinot.

• *Centre-Presse*, S.A. d'édition et de diffusion de la presse ayant pour actionnaire majoritaire la Socpresse (290 actions sur 500). Président et directeur de la publication : M. André Boussemart.

• *La Nouvelle République des Pyrénées*, publiée par la Société territoriale d'édition, S.A.R.L. dont le capital, divisé en quatre parts, est détenu par quatre porteurs différents. Directeur-gérant : M. J. Gains.

• *Le Berry républicain* (Bourges), l'*Eclair* (Nantes) et la *Liberté de Morlaix* (Lorient) étaient également contrôlés par la Socpresse.

• *Hébdomadaires*. • *Le Courrier de l'Eure*, diffusé à 18 000 exemplaires, la *Liberté de la vallée de la Seine*, le *Peuple d'Alsace*, la *Rennaissance de Sedan*, le *Voix du Bocage*, les *Nouvelles de Falaix*.

Depuis plus de cinq ans que la plainte a été déposée, il va se voir que les choses ont évolué. A titre d'exemple, M. André Audinot a cessé d'être gérant du *Journal d'Elbeuf* (devenu hebdomadaire) et directeur de la publication à *Nord-Eclair*, pour devenir P.-D.G. de *France*. De même, le *Berry républicain* a été cédé, cette année, au groupe Centre-France (la *Montagne*).

### L'esprit de la Libération

que la Fédération nationale de la presse française adoptait, le 24 novembre 1945, un « projet de déclaration des droits et devoirs de la presse libre », où il était dit notamment : « La presse n'est pas un instrument de profit commercial. (...) La presse est libre quand elle ne dépend ni de la puissance gouvernementale ni de la seule conscience des journalistes et des lecteurs. »

L'ordonnance de 1944 visait tout bonnement à cela : empêcher la mainmise des groupes politiques et financiers sur l'information (ou ne parlait pas encore des moyens audiovisuels), en empêchant la concentration de titres dans une même main, notamment par des opérations de prêts-nom.

Seulement, voilà. Le texte indique que, lorsque la « même personne » est propriétaire de la majorité du capital, elle doit être « obligatoirement directeur de la publication ». Il ne précise pas s'il s'agit d'une « personne physique » ou d'une « personne morale ». Dès lors, deux interprétations s'opposent.

D'un côté, celle de M. Hersant, de M. Audinot, de leurs avocats et de nombreux juristes : le texte de 1944 ne s'applique pas aux personnes morales, une société, en l'occurrence la Socpresse, peut détenir la majorité du capital d'un journal sans que son patron (M. Hersant) doive être nécessairement directeur de la publication. Au contraire, il peut faire désigner à ce poste un actionnaire minoritaire, un égaré et le *Figaro* prétend que M. Hersant ne s'est pas en infraction.

De l'autre côté, l'interprétation des syndicats de journalistes, soutenue par d'autres juristes, invoque l'esprit qui a présidé à l'adoption de l'ordonnance. Il s'agit bien de faire obstacle aux concentrations, d'assurer la parfaite transparence des opérations de rachat (ce ne fut pas le cas avec M. Hersant, notamment pour le *Figaro*). Pour eux, M. Hersant est en fait le patron de tous ces titres qu'il possède, personnellement ou par l'intermédiaire de la Socpresse. Il doit donc, lui et ses prétendants, être condamné.

### Le maintien du pluralisme

Aux plus hauts niveaux de l'Etat, cette interprétation anticoncentration a prévalu. Ainsi, M. Valéry Giscard d'Estaing déclarait-il lors de sa conférence de presse du 21 novembre 1978 (le *Monde* du 23 novembre) : « Mon attitude et celle des pouvoirs publics, c'est d'être favorable au maintien du pluralisme de la presse, comme de l'ensemble des moyens d'information, et donc de ne rechercher en aucune manière une concentration de ces moyens. » « Il est certain, faisait remarquer l'ancien chef de l'Etat, que, depuis l'im-

pression après-guerre, [les] conditions économiques d'exploitation se sont modifiées, et qu'il faut donc regarder si les textes conçus à la libération doivent être appliqués tels quels - dans ce cas, ils seront appliqués - ou s'ils doivent au contraire être modifiés pour tenir compte de l'évolution depuis cette époque. »

On reconnaît, au cabinet de M. Georges Fillard, ministre socialiste de la communication, que les textes de la libération sont sans doute dépassés - notamment par le développement des nouveaux moyens de communication de masse, - mais on affirme tout net que le gouvernement reste attaché à l'objectif visé par ces textes : lutter contre le pouvoir de l'argent sur l'information, empêcher la concentration des titres. M. Pierre Mauroy, premier ministre, a clairement fait savoir son opinion dans une lettre à l'Union nationale des syndicats de journalistes (le *Monde* du 9 janvier), lorsqu'il a indiqué que l'interprétation restrictive (personne physique seulement) « ne correspond pas à l'esprit des ordonnances ».

Mais, tant à Matignon qu'au ministère de la communication, on attend que « la justice tranche ». Alors pourquoi cette lenteur ? Pourquoi, sous deux majorités politiques successives, une telle discrétion ? Pourquoi le nouveau garde des sceaux, M. Robert Badinter, n'a-t-il pas agi auprès du parquet - comme il en a le droit - pour faire accélérer l'instruction ? Le 30 mai 1981, M. Georges Fillard, ministre de la communication, tonnait à l'Assemblée nationale, à l'occasion de la loi n° 2 : « C'est scandaleux que la loi n'ait pas été appliquée depuis de nombreuses années. Un an après (5 mai 1982), il change de ton à la tribune de l'Assemblée nationale : « Le gouvernement ne confond pas son rôle avec celui de la justice. Mais il veillera au respect de la loi et de son esprit... »

### Un château de cartes

Si l'on n'est guère pressé, c'est que le cas Hersant n'est pas isolé. Depuis la libération, l'ordonnance de 1944 n'a jamais été appliquée dans son esprit. Et M. Pierre-Henri Teitgen, ancien ministre de l'Information à la libération et professeur de droit public à l'université de Paris-I, le confirme dans une lettre à M. André Audinot : « Dès septembre 1944, le service juridique de la direction de la presse du ministère de l'Information ont considéré avec mon approbation que l'article 7 de l'ordonnance du 26 août n'oblige la « personne » qui possède la majorité du capital d'une entreprise de presse à assumer la direction de la publication de cette entreprise que si cette « personne » est une personne physique. »

Les lois du capitalisme, puis les difficultés économiques de la presse

quotidienne - en lutte notamment contre de puissants moyens audiovisuels d'Etat - ont fait le reste et rendu obsolète, dans son application, l'ordonnance de 1944, dont l'esprit est constamment bafoué depuis son adoption. Des concentrations nombreuses ont eu lieu, notamment dans la presse régionale. M. Robert Hersant, condamné, d'autres patrons de presse le seraient après lui, qui contrôlent, eux aussi, des places fortes. Le château de cartes s'écroulerait, avec son cortège de crises, de règlements judiciaires, de faillites... Le gouvernement le sait et ne tient pas à ce qu'un grand coup de pied soit donné dans la fourmi.

C'est le message que font d'ailleurs planer, dans une lettre au premier ministre en date du 18 janvier 1982, le président de la Fédération nationale de la presse française, M. Maurice Bujon, et le président du Syndicat national de la presse quotidienne régionale, M. Claude Puhl : « Une nouvelle interprétation (de l'ordonnance du 26 août 1944) pourrait entraîner la suppression de certains titres, ce qui irait à l'encontre du pluralisme auquel nous sommes très attachés. »

Tout le monde - sauf les journalistes et surtout les lecteurs - semble avoir intérêt au statu quo. Gar commencer à dévider l'écheveau (déjà bien emmêlé) des journaux de l'empire Hersant, c'est poser, au grand jour, la question du statut de l'entreprise de presse. Sans cesse différée, depuis trente-cinq ans - la loi du 26 juin 1947 prévoyait encore l'adoption de ce nouveau statut - cette question n'a jamais beaucoup intéressé les socialistes. Aujourd'hui, elle a été enterrée au profit d'un nouveau cadre pour la communication audiovisuelle et ne semble pas à l'ordre du jour.

Evidemment, le gouvernement de gauche, à qui l'on fait le procès à droite de vouloir contrôler tout le système d'information, hésite à toucher à une presse écrite réputée libre. L'est-elle vraiment lorsqu'on peut impunément vendre et acheter un journal, journalistes et lecteurs compris, comme s'il n'y avait pas de loi ? L'est-elle vraiment lorsque les lecteurs trouvent dans deux journaux différents - *Aurore* et *le Figaro* - exactement les mêmes articles ? L'est-elle lorsque le nombre de journaux quotidiens ne cesse de décroître depuis la guerre et que le public est réduit à une poignée de chaînes ?

D'un côté, le droit et ses arguments, de l'autre la morale. Au milieu, la politique. Il faudrait beaucoup de courage à l'actuel gouvernement pour tenter un retour en arrière. Compte tenu des difficultés qui sont les siennes, il est plus que douteux qu'il s'engage dans ce combat autrement que par des discours.

YVES AGNÈS.

# DÉFENSE

## Le projet de « nouvelle armée » inquiète de nombreux officiers

(Suite de la première page.)

Signe des temps : des officiers généraux réfléchissent, la plume à la main, ce qu'on a appelé le rapport Bloch-Lainé, c'est-à-dire ce copieux document rédigé à la demande de M. François Mitterrand par une commission présidée par un inspecteur général des finances pour dresser « le bilan de la situation » de la France à la date de son départ, en décembre 1981. Parallèlement, d'autres officiers généraux ou supérieurs organisent avec application la visite que le chef de l'Etat prévoit de rendre, le 15 octobre prochain, à l'armée de terre au camp de Carpiquet (Vaucluse). Une visite au cours de laquelle l'état-major semble se préparer à montrer au chef des armées, selon la Constitution, que les exigences de la défense ne sont pas celles que rapporte la commission.

Pourquoi ce remue-ménage dans l'armée de terre ? Pourquoi ce branle-bas perceptible jusque dans les corps de troupe, comme si l'on y redoutait quelque funeste projet d'une nouvelle réorganisation en profondeur, après celle que l'armée de terre a subie - non sans rechigner d'abord - entre 1975 et 1980 sous la férule de son ancien chef d'état-major, le général Jean Lagarde, bientôt appelé à d'autres fonctions ?

Une armée de terre préoccupée, assombrée, inquiète de connaître « la sauce à laquelle elle va être mangée », pour reprendre l'expression d'un officier supérieur qui vient de commander un régiment. Voilà ce que tout observateur extérieur, mais un peu lucide, peut aujourd'hui constater, et les considérations financières - c'est-à-dire l'austérité promise aux armées par le projet de budget pour 1983 - ne sont pas seules à expliquer cet état d'esprit. L'inquiétude s'alimente, en réalité, d'autres rumeurs, d'autres intentions prêtées au gouvernement, qui sont nées d'une déclaration, passée inaperçue la première fois mais répétée depuis, du ministre de la défense, M. Charles Hernu, selon laquelle, s'il y avait un jour à arrêter des choix im-

posés par les circonstances, il était préférable d'avoir sous l'uniforme moins d'hommes, mais des hommes mieux armés, mieux équipés.

### Economies

C'est, du reste, une attitude fréquente aujourd'hui, y compris à l'étranger, que de diminuer les effectifs d'une armée pour compenser, à enveloppe budgétaire constante, l'inflation enregistrée sur le coût des matériels et pour pouvoir continuer à acheter des armes de plus en plus chères. En France, depuis la fin de la dernière guerre mondiale, les armées ont souvent mal supporté psychologiquement ces « dégraissages » de cadres, comme on les a appelés, après les conflits indochinois et algériens. De telles opérations ont laissé des cicatrices dans la mémoire de nombreux officiers encore en activité et, parfois, les jeunes cadres ont été entrainés dans la crainte d'un retour à cette éventualité.

A première vue, les propos du premier ministre à l'I.H.E.D.N. vont nourrir davantage encore cette inquiétude, en lui conférant une justification presque officielle, légitime en tout cas. Dès lors que M. Mauroy avoue lui-même qu'il prépare « un nouveau modèle d'armée », il s'agit tout naturellement que cet « agissement » modifie le nombre d'hommes sous les drapeaux et, du même coup, le ratio entre encadrement de métier et contingent. Le doute n'est désormais plus permis sur les intentions gouvernementales.

Les économies demandées dès l'an prochain à l'armée de terre française n'excluent donc plus une définition importante des effectifs, ni même une réduction des primes de toutes sortes et de toutes origines accordées à certaines catégories de cadres de métier. C'est là, précisément, qu'intervient le rapport Bloch-Lainé, à la rédaction duquel ont participé, notamment, deux anciens officiers de l'armée de terre, familiers de M. Hernu, le général Georges Buis

et le colonel Jean Faucoit, dont l'influence aurait été déterminante.

Que peut-on lire, entre autres remarques sur la défense, dans ce rapport ? Outre les compliments d'usage sur la solidité et le dévouement des armées françaises, il y a la constatation, nettement affirmée, du besoin d'une « réelle volonté d'innovation » qui passe par l'adoption de « mesures permanentes d'incitation au départ » sans lesquelles « le coût des personnels augmentera sans que la qualité de l'encadrement en soit améliorée ». Le rapport est même plus explicite encore : « On ne peut pas ignorer que c'est d'une même enveloppe qu'il faut tirer la part de chacun. C'est bien ce qui commande les choix déclinants. Les budgets sont en effet de la multiplication par les grands nombres et, précèdent les auteurs du rapport, les grands nombres, c'est le contingent. »

Aujourd'hui, compte tenu de ce que l'on sait déjà d'un budget militaire qui marque le pas en 1983, la lecture du rapport Bloch-Lainé

prend un nouvel intérêt. La perspective de ces fameux « choix déclinants » - invoqués avant le rapport, par le rapport lui-même, mais rarement évoqués par les gouvernements précédents - donne naissance, dans l'institution militaire, à des rumeurs sur une déflation des effectifs qui pourrait concerner trente mille à quarante mille postes de cadres et appelés.

### De fond en comble

Et si, des trois armées, l'armée de terre est actuellement la plus inquiète, c'est parce qu'elle est aussi celle qui est au cœur de la commission du bilan, outre des éloges sur ses facultés d'adaptation au changement, une sévère critique sur son organisation et son fonctionnement présents. On peut lire, en effet, à propos des quinze divisions - huit blindées et sept d'infanterie - qui la composent : « Nombreux sont les responsables de leur emploi éventuel

### D'IMPORTANTES EXERCICES EN TERRAIN LIBRE MOBILISENT LE CORPS DE BATAILLE AÉROTERRESTRE

Pour toute la durée de cette semaine, les bases de la force aérienne tactique ont été placées en position opérationnelle renforcée afin de participer aux trois importants manœuvres en terrain libre qu'organise, du 20 au 24 septembre, l'armée de terre en France et en Allemagne fédérale.

Dans le Loiret, l'exercice Sully - 82 mobilisera 18 000 hommes et 4 200 véhicules divers du 3<sup>e</sup> corps d'armée, qui recevra, à cette occasion, le renfort des éléments de deux régiments parachutistes du Sud-Ouest. D'autre part, le 1<sup>er</sup> corps d'armée, avec 20 000 hommes et 7 000 véhicules, a organisé la

manœuvre Langres-82 dans six départements de l'Est de la France, pour laquelle 500 sorties d'avions sont prévues. Enfin, l'exercice Pégase-82 permettra à une division blindée du 2<sup>e</sup> corps d'armée, en Allemagne fédérale, de se déployer dans la région d'Ulm, aux côtés de la Bundeswehr.

La plupart de ces manœuvres comprennent des simulations de « frappe » nucléaire et chimique, le franchissement de fleuves comme la Moselle ou le Danube et l'entraînement à des combats de rue dans des localités bordant la Moselle.

qui considèrent que les divisions nouvellement créées sont, en raison de leur structure, un commandement malaisé. » On ne trouve, dans le rapport, aucun jugement équivalent sur la marine ou l'aviation.

Diminuer, de façon aussi drastique, les effectifs de l'armée de terre reviendrait - si l'ampleur du projet est bien celle que retient la rumeur dans les corps de troupe - à devoir, en réalité, concevoir « une autre armée » que celle de 1982. Cette expression est d'un officier général, titulaire d'un commandement opérationnel, qui observe de surcroît, que l'appel sous les drapeaux d'un contingent rejoint à dix-huit ans, s'ajoutant à une importante défiance des cadres de métier, bouleverserait l'armée de terre de fond en comble.

Mais, là où le bât blesse, c'est sans doute, dans les états-majors, d'avoir à étudier et à préparer, sur le tas, ce qui apparaîtrait comme une « rétraction » de l'essentiel du dispositif militaire français si, d'autre part, leur est donnée la consigne de ne pas modifier, en quoi que ce soit, l'organisation des forces d'assistance rapide, autrefois baptisées forces d'intervention extérieure, qui sont, au contraire, revigorées, rendues plus polyvalentes encore, puisque tel est le vœu du gouvernement exprimé récemment par M. Hernu.

### Des risques

Car, de deux choses l'une. Ou l'armée de terre se lance dans la réalisation de nouvelles économies sur ce qu'il est convenu d'appeler ses frais généraux, ses dépenses d'infrastructure ou d'entretien, et il arrivera un moment où ces économies deviendront rapidement inconciliables, risqueront de porter atteinte au patrimoine - écoles et camps ou garnisons - nécessaires à l'entraînement de ses unités. Ou bien l'état-major se résout, sous la pression des événements, à tailler dans le vif, et ce sont les corps de bataille de part et d'autre du Rhin ou les divisions d'infanterie

en France - à l'exception, peut-être, de la division alpine, qui a su sauvegarder son image de marque auprès des autorités - qui sont menacés de devoir s'amputer, ici ou là, de quelques unités ou éléments dits organiques, comme s'il n'y avait pas de raisons d'économies financières.

S'en prendre, d'une manière ou d'une autre, à l'organisation actuelle du corps de bataille - c'est-à-dire aux deux corps d'armée en République fédérale d'Allemagne et dans l'Est, et à un troisième, plus modeste et plus hybride, qui, depuis ses garnisons au centre de la France, peut leur venir en aide ou agir de façon autonome - c'est aussi accepter le risque que politique et militaire d'amoindrir la liberté d'action gouvernementale. Réunies en cas de crise ou de conflit sous un même commandement opérationnel, ces forces dites de « test » ont besoin d'être suffisamment pour conserver toute leur puissance. Elles sont chargées de prendre la mesure d'une agression extérieure et de brandir la menace de leurs armes nucléaires tactiques pour éviter l'adversaire, s'il persistait, que le recours aux armes stratégiques serait inévitable. Diminuer leur volume en décidant de ce qu'il est nécessaire, c'est donc abaisser cette garde et courir le danger de ne pas être pris au sérieux.

On comprend, dès lors, l'importance que l'armée de terre attache à la visite, le mois prochain à Carpiquet, du président de la République. C'est pour elle l'occasion de démontrer que les forces parachutistes ne sont pas la panacée et que les unités blindées et mécanisées, l'artillerie et les escadrons d'hélicoptères de combat - certes moins rutilantes et plus onéreuses - ont leur place dans un dispositif militaire cohérent qu'il serait maladroit de modifier avant les élections municipales, tant les élus locaux sont sensibles à ces problèmes de rééquipement ou de dissolution des garnisons.

JACQUES ISNARD.

سكنا من الارجل



# Le Monde

## SCIENCES ET TECHNIQUES

### LA MÉTHODE DU SIMPLEXE

## Un outil puissant pour la programmation linéaire

Trouver la solution au moindre coût : voilà un type de question qui se pose fréquemment en économie, en gestion, voire en théorie des jeux. La réponse est du domaine d'une branche particulière des mathématiques : la programmation linéaire. Depuis les travaux de M. George

Dantzig, réalisés dans les années 50, on connaît diverses techniques de résolution, dont la plus classique est la méthode (algorithmique) du simplexe. Sa rentabilité est certaine en regard du nombre de situations qu'elle permet d'étudier. Mais pourquoi convient-elle si bien ?

Personne n'avait réussi à répondre à cette question apparemment simple jusqu'à ce que, tout récemment, M. Stephan Smale, un mathématicien de l'université de Californie, à Berkeley, y apporte suffisamment d'éléments nouveaux pour produire l'effet d'une petite bombe dans le monde des chercheurs.

La programmation linéaire recouvre une série de problèmes d'optimisation. Le terme est significatif : il s'agit de déterminer, au-delà de contraintes parfois très nombreuses (éventuellement plusieurs milliers), imposées à une série de paramètres (ou variables), les valeurs à attribuer à ces derniers pour obtenir un « gain » maximum au moindre « coût ». Deux exemples précéderont cette idée.

● Une entreprise fabrique deux produits. L'un est vendu à meilleur bénéfice, mais sa fabrication demande plus de temps. Or la capacité de fonctionnement des machines est limitée. Comment, dans ces conditions, répartir la fabrication des deux produits pour rentabiliser au maximum l'entreprise tout en tenant compte des contraintes de fonctionnement ?

● Une famille tente de répartir ses achats de viande en satisfaisant aux besoins alimentaires particuliers des uns et des autres (en calories, en lipides, etc.). En supposant, pour simplifier, que le choix s'établisse entre le bœuf et le mouton, dont le prix unitaire moyen est connu, comment répartir les achats entre ces deux viandes pour dépenser une somme minimale ?

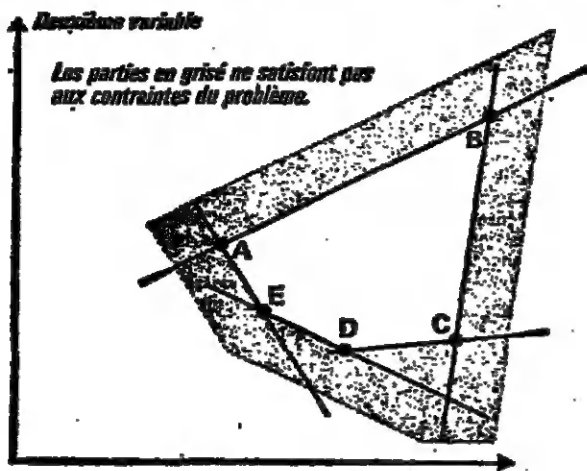
Le premier exemple fait intervenir la maximisation d'un bénéfice, lequel dépend de deux variables (quantités de production pour chaque produit) ; le second exemple propose une minimisation des dépenses portant également sur deux variables. Dans chaque cas, comme, du reste, dans tout problème de programmation linéaire, le but est de trouver des valeurs extrêmes d'une fonction linéaire de deux ou plusieurs variables (ici le bénéfice ou la dépense pour l'achat de viande).

Pour résoudre un tel problème, une première étape passe par la traduction des contraintes imposées aux variables en inégalités algébriques (dans le premier exemple, l'une d'elles pourra indiquer que les horaires de saturation de l'une des machines). Lorsqu'il y a deux variables, elles peuvent

être considérées comme les coordonnées de points dans un plan ; chaque inégalité définit alors un demi-plan (voir schéma). Le regroupement des contraintes est illustré géométriquement par l'intersection des demi-plans précédents, ce qui définit alors un polygone convexe (1). Quand il y a plus de deux variables, on obtient ce que l'on convient d'appeler un polyèdre convexe ou simplexe dans un espace multidimensionnel. Le problème se

met par conséquent, est impraticable, tant la durée des opérations serait longue. C'est là qu'intervient un processus plus économique : la méthode du simplexe. Celle-ci consiste, en partant d'un sommet, à suivre l'arête qui permet au mieux de diminuer (ou d'augmenter) les valeurs prises par la fonction linéaire : en d'autres termes, à choisir l'arête « la plus inclinée ». Cette dernière conduira à un nouveau sommet, à partir duquel on

oh les mathématiciens découvraient les recherches d'un Soviétique, M. L.B. Khachiyan, jusqu'à l'ignorance de la communauté scientifique occidentale. M. Khachiyan proposait une autre méthode, pouvant même être étendue à des problèmes non linéaires, basée sur la construction d'une série d'ellipsoïdes dans des espaces multidimensionnels qui enserraient la solution optimale : une théorie dont les modalités pouvaient s'appliquer aux problèmes de programmation linéaire, et dont, contrairement à celle du simplexe, on pouvait comprendre la rapidité.



Représentation d'un polyèdre convexe du plan (polygone). La fonction étudiée prend sa valeur maximale en l'un des sommets du polyèdre convexe (A, B, C, D, E), ici le point B. Si on part du point B, la méthode du simplexe impose de parcourir, pour arriver en B, les arêtes D, E, A, A, B : à chaque étape, on choisit la plus « inclinée » des arêtes.

réduit alors à la recherche du point du polyèdre le plus « bas » ou le plus « haut », selon que l'on veut minimiser ou maximiser la fonction linéaire de départ.

La recherche du sommet

On peut prouver, par une démonstration assez simple, que ce point est l'un des sommets du polyèdre : mais comment trouver le « bon » ? Des qu'un problème comporte un grand nombre de variables et de contraintes, le polyèdre obtenu possède un nombre considérable de sommets. Une exploration exhaustive, com-

pourrait réitérer l'opération. Cela jusqu'à ce que le processus ait « convergé ». On est alors parvenu à un sommet à partir duquel la fonction ne peut plus décroître (ou croître). Le problème de programmation linéaire est résolu, il suffit de connaître les coordonnées de ce sommet.

Il n'empêche : le nombre d'étapes intervenant dans ce processus est si important que le temps à y consacrer devrait être, du moins à notre échelle, pratiquement infini. On sait d'ailleurs, et certains mathématiciens y ont pris un malin plaisir, élaborer des problèmes pour lesquels l'algorithme du simplexe est particulièrement lent. Or, contrairement aux prévisions pessimistes, et malgré ces quelques cas particuliers (qui, comme le rappelle la revue Science (2) en présentant les travaux de M. Smale, ne sont pas nécessairement les plus intéressants), la méthode du simplexe donne globalement toute satisfaction dans les problèmes qu'elle permet quotidiennement et consciencieusement de résoudre.

En 1979 déjà, le « e » de cet algorithme avait été largement débattu. C'était le moment

### Une synthèse

La découverte essentielle de M. Smale est qu'il existe une borne supérieure au nombre d'étapes à franchir, ce qui peut justifier que la méthode du simplexe soit opérationnelle dans la plupart des cas. Cette limite serait, une fois le nombre de contraintes fixé, proportionnelle au nombre de variables du problème. M. Smale pense d'ailleurs pouvoir expliquer par ce biais l'efficacité de la méthode dans les quelques situations signalées. Sa démarche est une synthèse de celles qui sont parfois utilisées en probabilités, en topologie, en théorie des graphes : M. Smale opère une sorte de « déplacement » du problème en lui associant une représentation géométrique sur laquelle il peut travailler.

En fait, l'idée de départ est de mettre une mesure de probabilité sur un espace de données et d'établir une correspondance entre des calculs d'aires moyennes (dans le plan) ou de volumes (dans l'espace), d'une part, et le nombre maximum d'étapes intervenant dans l'algorithme, d'autre part. Dans cette approche, il n'y a pas de technique fondamentale nouvelle, mais un rapprochement ingénieux de résultats issus de domaines relativement éloignés. De fait, la curiosité des chercheurs a été suffisamment piquée pour que nombre d'entre eux décident de « replonger » dans un problème qu'ils avaient quelque peu délaissé. Préoccupation futile ? Voir. Ce ne serait pas la première fois que les mathématiques progressaient à partir de semblables schématisations : trouver le « pourquoi » d'un « comment » presque trop familier.

MICHELLE CHOUGHAN.

(1) Une figure est dite convexe lorsque, pour joindre en ligne droite deux points intérieurs, il n'est pas besoin d'en « sortir ». Dans le plan, un triangle, un rectangle, sont des figures convexes, une étoile ne l'est pas.  
(2) Science, 2 juillet 1982.

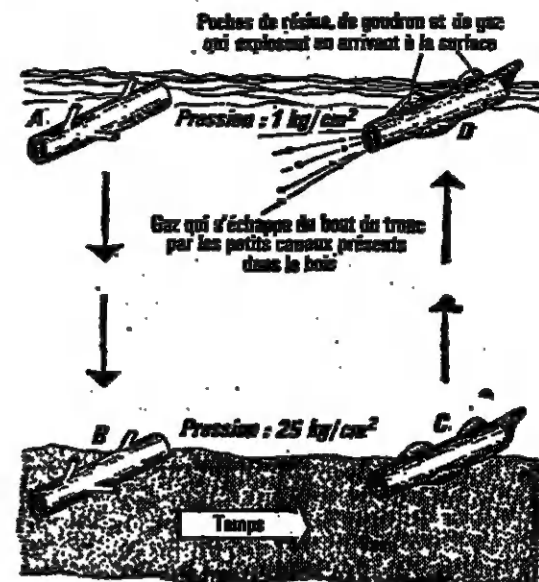
## «Pinus sylvestris» : un bois dont on fait les monstres

PAS plus les photographies, rares et floues, dont on dispose, que les témoignages, fragmentaires et inutilisables, ou les recherches menées à grand renfort de matériel scientifique et de publicité, n'ont eu raison du mystère. Pour le plus grand bien du tourisme écossais, Nettle, le trop fameux monstre du Loch Ness, apparaît toujours au domaine de la légende.

Pour combien de temps encore ? Nul ne le sait. Mais le charme risque d'être rapidement rompu et le secret de la « créature-féruleuse-venue-du-fond-des-âges » ramené à quelques lignes en bas de page d'un journal, si la thèse présentée récemment dans l'hebdomadaire scientifique britannique New Scientist (1) par un ingénieur électronique, M. Robert P. Craig, se révèle exacte. Les apparitions de Nettle ne seraient

effet, dont il reste, en relative abondance, des exemplaires sur les rives du Loch Ness, du Loch Morar et du Loch Tay. Mais, sur le Loch Lomond, il n'y en a pratiquement plus.

Grande profondeur et présence de Pinus sylvestris sur les rives des lacs, voilà, selon M. Craig, les deux caractéristiques communes des trois lacs à partir desquels il est possible d'échafauder une nouvelle hypothèse. Lorsqu'un tronçeur de Pinus sylvestris tombe dans l'eau du lac, explique-t-il, il se gorge progressivement d'eau et finit par sombrer. Une fois au fond, il pourrait rester là éternellement, se couvrir de vase et être broyé jusqu'à devenir de la pulpe de bois en raison de la formidable pression — 25 kilogrammes par centimètre carré au fond du Loch Ness — qui règne au fond des lacs écossais.



Voici les différentes étapes de la naissance du monstre. Tout d'abord la bûche de bois s'imprègne progressivement d'eau (A), puis coule vers le fond (B). Avec le temps, les processus de dégradation et de fermentation forment sur l'écorce des poches étanches de résine, de goudrons et de gaz (C). Lorsque celles-ci sont suffisamment gonflées, elles peuvent arracher la souche à son lit de vase et la ramener ainsi à la surface du lac où elle fait une ultime, mais spectaculaire apparition (D).

rien d'autre, en effet, que celles de troncs, ou plutôt de souches d'arbres flottant à la surface de l'eau. L'idée n'est pas nouvelle. Un instituteur de la région l'avait, dans le passé, déjà formulée. Mais cette fois, elle a le mérite de s'appuyer sur quelques suppositions aisément vérifiables.

Tout d'abord, M. Craig s'étonne que sur les cinq cents lacs que compte l'Écosse, trois seulement — le Loch Morar, le Loch Ness et le Loch Tay — aient fait l'objet d'apparitions. Que peuvent-ils bien avoir de commun ? La profondeur — entre moins 150 mètres et moins 300 mètres pour les trois suspects — répond M. Craig dans New Scientist, tout en ajoutant que le Loch Lomond, dont le fond est à moins 200 mètres de la surface, n'a jamais « produit » de monstre.

### Deux caractéristiques trois lacs

Il faut donc chercher autre chose ou plutôt quelque chose de plus. Cette nouvelle preuve, cette nouvelle caractéristique, M. Craig croit la tenir dans le récit de témoins qui, pour de nombreuses apparitions, ont fait état de quelque chose ressemblant à un gros potau électrique. Plutôt que de rechercher des explications surnaturelles au phénomène, n'y a-t-il pas lieu de s'en tenir à l'hypothèse la plus simple, à savoir l'apparition brutale d'un arbre, dont le tronc, ou les restes viennent crever brutalement la surface de l'eau ?

Un arbre donc. Mais lequel ? Vraisemblablement l'un des troncs de ces pins écossais — Pinus sylvestris — dont les années formaient une partie importante de la forêt calédonienne. Ce sont les seuls, on

en fait, il en va tout autrement : la pression exercerait ses effets sur le tronc de telle manière qu'une partie de la résine contenue dans le bois serait exprimée et formerait bientôt autour du tronc une véritable peau étanche, tandis que l'eau qui imprégnerait les fibres de bois serait retenue prisonnière.

### Un aspect surnaturel

Dans ces conditions, d'inévitables processus de dégradation du bois, produisant des quantités relativement importantes de gaz. Celles-ci repousseraient progressivement la résine et les goudrons encore contenus dans le tronc vers les extrémités de l'arbre, et les parties où il reste des moignons de branches. Ces résines et ces goudrons finirait par former des sortes de poches remplies de minuscules bulles de gaz qui, avec le temps, deviendraient de véritables réservoirs de flottabilité.

Si tel est le processus, il n'en faut pas plus pour arracher la souche à son lit de vase et la faire monter vers la surface, où ses excroissances, pour peu qu'elles soient vides dans des conditions difficiles, peuvent lui donner un aspect surnaturel. Malheureusement, le monstre ne reste pas longtemps en surface. La pression exercée par l'eau faiblissant au cours de la montée, les véhicules de gaz qui avaient permis à la souche de s'arracher à la vase explosent et n'assurent bientôt plus la flottabilité de l'ensemble. Après une dernière bouffée d'air, le « Nettle » du moment replonge et disparaît à jamais !

J.-F. A.

(1) New Scientist du 5 août.

## Sauvetage par satellite

P OUR la première fois au monde, les passagers d'un avion de tourisme accidenté viennent d'être sauvés grâce au repérage d'un satellite soviétique (1). Les trois hommes, dont l'appareil s'était abîmé dans une région quasi déserte et très boisée du nord de la Colombie britannique (Canada), étaient à la recherche du fil de l'un d'eux, disparu le 19 juillet aux commandes de son avion.

Après avoir tenté en vain de retrouver ces trois personnes, le service de sauvetage des forces armées canadiennes demanda à l'Union soviétique d'essayer, grâce au satellite soviétique Cosmos-1323, de localiser l'émission de la radiobalise de détresse installée à bord de l'appareil des trois Canadiens. Cinq heures après cette demande, les autorités soviétiques furent en mesure de communiquer les coordonnées probables de l'accident, permettant ainsi aux sauveteurs canadiens de découvrir le lendemain matin les trois rescapés à 22 kilomètres environ de l'endroit indiqué.

Cette opération réussie démontre, s'il le fallait, le bien-fondé du système international de repérage des avions et navires en détresse que les États-Unis, la France, le Canada et l'Union soviétique envisagent de réaliser avec l'appui de la Norvège, de la Grande-Bretagne et du Japon. Le satellite soviétique auquel il a été fait appel a été lancé le 30 juin et rebaptisé depuis Cosmos-1, il est le premier mailon

d'un programme expérimental (Le Monde du 25 mars 1980) connu sous le nom de Cosmos-Sarat (Cospas pour la partie soviétique et Sarat pour celle réalisée par les Américains, les Canadiens et les Français) qui doit plus tard donner lieu à la mise en place d'un système opérationnel de repérage des avions et navires en détresse.

Pour l'heure, Cosmos-1 est en pleine période d'essais. Il doit permettre de repérer les radiobalises de détresse fonctionnant sur 121,5 mégahertz (2) avec une précision de 20 à 30 kilomètres, mais aussi celles fonctionnant sur 406 mégahertz et dont on pense qu'elles permettent des localisations à 2 ou 5 kilomètres près. Dès la mois de février un satellite, américain cette fois, devrait être associé au satellite soviétique dans sa campagne d'expérimentation.

J.-F.A.

(1) Il convient de noter qu'avant le système transatlantique Argos embarqué sur des satellites américains, il a été possible de localiser, avec une précision de l'ordre de 2 kilomètres, neuf bateaux en détresse pendant des courses transatlantiques ou transméditerranéennes et de leur porter secours rapidement. Ils étaient équipés de radiobalises fonctionnant sur 406,2 mégahertz.  
(2) Il existe des radiobalises internationales 121,5 et 243 mégahertz, mais le manque d'homogénéité des règlements internationaux dans ce domaine, ou parfois même leur absence, font que les avions de tourisme ou de ligne, comme les navires marchands et les bateaux de plaisance, ne sont pas nécessairement tenus d'en être dotés.

## PHARMACIE CHANGEMENT ?

D'ACCORD !

Le changement c'est :

- Le contrôle par les pharmaciens hospitaliers de toutes les administrations de médicaments dans leur hôpital et la coordination avec les pharmaciens de ville après sortie du malade de l'hôpital.
- La sécurité des gantes de nuit assurée par la police.
- La création d'une inspection des pharmacies et d'une liste limitative des produits vendus en pharmacie.
- Le contrôle scientifique des eaux potables, de l'environnement, des ambiances de travail, la radioprotection, par les pharmaciens biologistes (services de proximité indispensables à la protection civile).

Le Pharmacien, c'est le polytechnicien de la santé, il intervient partout. Laissez-le travailler.

C.A.P.I., 10, rue de la Poix, 93100 MONTREUIL  
Cotisation (pharmaciens toutes branches) : 1.500 F  
(par chèque bancaire à l'ordre de : C.A.P.I.)

## labo-sciences informatique

Graphique - Automatismes - Télématique  
Acquisitions et traitement de données  
6, rue Saint-Basile 75007 Paris 755.58.80





# Le centenaire de l'Ecole supérieure de physique et de chimie

«Etat et perspectives de la science et de la technologie». Tel est le titre d'un colloque qui a eu lieu depuis le 20 et jusqu'au 23 septembre à Paris, à l'occasion du centenaire de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris (E.S.P.C.I.). Ce colloque est évidemment centré sur les matières enseignées dans cette école, comme le reflètent certains des sujets retenus : perspectives de la chimie, la physique des milieux hétérogènes, l'introduction de l'automatisme dans les procédés de chimie... Mais les thèmes abordés dépassent largement les seules données de la physique et de la chimie. Ils concernent aussi les perspectives scientifiques de la biologie moléculaire, du calcul électronique, voire de l'économie internationale.

Curieuse école que cette E.S.P.C.I. C'est une école d'ingénieurs, ce qui n'a rien de très original. Mais son directeur, M. Pierre-Gilles de Gennes n'en est pas un ancien élève — ce qui l'est déjà plus — et professe au Collège de France, établissement qui n'a aucune relation connue avec la formation des ingénieurs et dont la vocation est d'accueillir quelques-uns des meilleurs chercheurs de la nation. D'une certaine manière, d'ailleurs, M. de Gennes est un récidiviste, puisqu'un de ses prédécesseurs à la direction

de l'école, Paul Langevin, fut aussi professeur au Collège de France.

Il y a en France — au moins dans le dictionnaire des idées reçues — deux mondes bien distincts. Celui des ingénieurs, qui produisent, mais ne savent rien. Celui des chercheurs, universitaires, qui savent, mais ne produisent rien. On choisit — très tôt — d'entrer dans un monde ou dans l'autre. Passer de l'un à l'autre est difficile, et mal vu.

Vision assez sommaire — elle ignore que pour 80 % la recherche française se fait dans l'industrie, — mais qui reste accréditée dans l'esprit du grand public ; et dans le subconscient de certains détenteurs d'autorité, ce qui est lourd de conséquences.

Quelle est donc cette école qui s'inscrit si visiblement en faux contre cette vision caricaturale, où les deux mondes sont étroitement imbriqués, et qui forme des ingénieurs dont la majorité fait une carrière de chercheur, comme l'illustre le cas de M. Pierre Papou, élève puis professeur à l'E.S.P.C.I., qui vient de prendre la tête du Centre national de la recherche scientifique ?

Le plus simple était de le demander à son directeur. — M. A.

## «P.C.» : une maison de recherche

par PIERRE-GILLES DE GENNES (\*)

APRÈS le désastre de 1870 et la perte de l'Alsace, la France se retrouve amputée de sa principale école de chimie (Mulhouse). Or, à ce moment, la chimie est l'image publique de la science : les colorants naturels cèdent le pas aux « couleurs d'aniline » ; sur le plan fondamental, on commence à pressentir l'architecture des molécules. Ce boom chimique se trouve donc menacé en France ; une poignée de chercheurs animée par Charles Lauth alerte les pouvoirs publics et notamment le conseil de Paris. Celui-ci mène une réflexion remarquable, et décide de créer une école à Paris. Mais, surtout, il choisit un objectif beaucoup plus vaste : l'école enseignera non seulement la chimie, mais aussi la physique — sciences plus jeunes, dont les applications industrielles sont encore débilitées (la lampe électrique n'est pas encore là). Ainsi naît, en 1882, l'Ecole supérieure de physique et de chimie dont nous célébrons le centenaire.

Les débuts sont modestes — locaux vétustes, moyens légers — mais la ligne d'action est remarquable : enseignement simultané (et non cloisonné) de la physique et de la chimie ; importance de l'aspect pratique (tous les après-midi au laboratoire, tradition qui s'est maintenue contre vents et marées). Et les premiers enseignants sont aussi de vrais chercheurs : ainsi ce jeune chef de travaux recruté à vingt-deux ans qui s'appelle Pierre Curie.

Il est déjà connu pour avoir découvert la piézo-électricité, phénomène fondamental sur lequel reposent les montres à quartz, le sonar, etc. Il va mener de front à Physique et Chimie deux actions très différentes. D'une part, la mise au point d'instruments raffinés : la balance de Curie qui sera à l'origine des études futures sur le magnétisme ; les balances électrométriques, qui permettront plus tard l'étude quantitative de la radioactivité ; d'autres encore... Par ailleurs, une réflexion théorique profonde : l'article de Pierre Curie sur la symétrie des lois physiques est un texte prophétique, encore fécond après un siècle.

L'exemple de Curie n'est pas unique : au cours des années, l'invention chimique et physique pousse de plus en plus (1) : le radium avec Marie Curie, la liquéfaction des gaz avec Georges Claude, le sonar avec Paul Langevin... Langevin est un ancien élève de «P.C.» (comme l'on dit déjà à l'époque) et il s'avère très tôt avoir le «double don» de théoricien et de praticien : il est un des pionniers de la relativité res-

treinte et de la mécanique statistique. Mais il est aussi l'inventeur (en 1917) de la détection des sous-marins. Il sera longtemps le directeur de l'école, et tout le style de la maison en est marqué jusqu'à nos jours.

Nos jours : quinze laboratoires de recherche, allant du plus fondamental au plus appliqué. Quatre promotions de cinquante élèves, immergées tôt dans la vie des laboratoires. Un enseignement rigoureux, qui s'appuie de plus en plus sur un «tutoring» de type anglo-saxon, mettant en contact direct élèves et chercheurs. Enseignement qui forme des ingénieurs de recherche destinés aux grands laboratoires industriels, qui demandent à la fois imagination et bon sens. Certes il y a toujours des ombres à ce tableau : des enseignements encore à renforcer, à l'initiative de l'école et en amont ; la formation très théorique des classes préparatoires est mal adaptée aux objectifs que nous venons de citer.

(\*) Directeur de l'Ecole supérieure de physique et de chimie industrielles de la Ville de Paris (E.S.P.C.I.).

## EN RADE DE VILLEFRANCHE

### L'épave d'un navire du seizième siècle «parlera»-t-elle des guerres d'Italie ?

De nouvelles campagnes de recherches sont dès maintenant prévues à la suite des résultats obtenus cet été par le Groupe de recherche en archéologie navale (GRAN) (1) autour de l'épave d'un navire du début du seizième siècle coulé devant Villefranche (Alpes-Maritimes) par 30 mètres de fond (Le Monde, du 19 juillet 1982).

A PARTIR de l'archéonome, bâtiment de la DRASM (1) et du cahier Saint-Paul, appartenant à M. Visconti, «inventeur» de l'épave, les plongeurs et chercheurs ont opéré avec quatre objectifs : établir la topographie complète du site ; relever la partie de l'épave immergée actuellement au fond ; réduire la fourchette de datation par étude des objets remontés ; enregistrer et classer ces objets.

Outre les restes de deux victimes du naufrage, ont été inventoriés en particulier des appareils de manœuvre et des armes qui illustrent la mutation des techniques à l'époque de la Renaissance : une arbalète à côté d'une arquebuse, grenades à main en terre cuite remplies de poudre et enduites de résine, jarres incendiaires garnies de soufre et de poudre, munies de mèches et cachetées à la cire, comme uni-

quement à ce jour par l'honnêteté. Dans l'attente d'installations nécessaires à un traitement, l'artillerie — abondante — n'a pas encore été relevée. Parmi les céramiques et poteries ont été identifiées des majoliques, typiques de l'atelier de Faenza, dont les fameux pots à pharmacie (alborelli).

Les monnaies sont milanaises, génoises, savoyardes, hormis une pièce florentine, qui serait un faux (cunio recouvert, à l'origine, d'une mince pellicule d'or). Elles ont été frappées entre 1474 et 1510. Un tel ensemble constitue pour permettre de situer le naufrage au temps des guerres d'Italie (1494-1559).

Combat naval ou accident de mer ? A cette époque, seules Venise et Gênes armaient des bâtiments de cette envergure (environ 50 mètres de long pour une hauteur de coque d'environ 8 mètres). Or Villefranche, appartenant alors au duché de Savoie, allié à la couronne de France, a souvent armé des navires génois contre le roi de Naples ou Charles Quint.

L'identification du bâtiment et l'histoire du naufrage s'appuieront donc des informations nouvelles sur les guerres d'Italie, et notamment sur le rôle de Vil-

lefranche. D'autre part, l'état de l'épave permettra d'éclaircir certains aspects de l'histoire de la construction navale. Ce navire dit «à fond plat», proche des carènes, n'est actuellement connu qu'à travers des textes et des gravures d'époque, qui ne montrent jamais les œuvres vives. Les ministères de la mer, de la culture et de la défense ont déjà manifesté leur attention à ces fouilles d'un intérêt multiple. Le GRAN recevra donc un renfort de moyens pour ses prochaines campagnes. Le Centre d'études nautiques de Grenoble va effectuer prochainement un sondage magnétique à la recherche des ancres, dont aucune n'a été retrouvée.

JEAN RAMBAUD.

(1) GRAN, bibliothèque du Port, rue de l'Anselme-Cordier, 2001, Toulon. Association selon la loi de 1901. Fondée à la suite des campagnes de fouilles de la Baie de la Sienne-Rosati (Le Monde Dimanche du 2 octobre 1980), sous la présidence de M. Jean Ramnaud, directeur de l'École Supérieure de Physique et de Chimie Industrielles de la Ville de Paris. Dirigée par le capitaine de frégate Max Guérolat, la campagne 1982 a été soutenue par la marine nationale, le Centre d'étude de la Méditerranée, la municipalité de Villefranche, l'association de plongeurs volontaires du GRAN, des archéologues de la Direction des recherches archéologiques sous-marines (DRASM), du C.N.R.S., de l'université Paris-I, d'archéologues spécialisés, de numismates et d'un historien, et filmé par Photomarine.

## BIBLIOGRAPHIE

### Le beau voyage vers les planètes

En août et septembre 1977, deux sondes spatiales américaines quittèrent la troisième planète du système solaire — un minuscule caillou mouillé — pour s'en aller visiter les cinquième, sixième, septième... planètes, beaucoup plus intéressantes par leur taille imposante, leurs cortèges de satellites, leurs ceintures d'anneaux... mais aussi leurs atmosphères de gaz étranges, leurs éruptions comme d'hydrogène solide... En d'autres termes, plus prosaïques, deux sondes Voyager furent lancées vers Jupiter et Saturne, la seconde poursuivant son périple vers Uranus et Neptune, qu'elle visitera à la fin de la décennie si elle ne rencontre ni météorite

fâcheuse ni coupe budgétaire du président Reagan. Quel beau voyage ! On imagine que Pierre Kohler, tel le Michel Ardan de Jules Verne, a écrit à la NASA «Partirai dedans». La NASA est, hélas ! plus inflexible que le président Barbu. Pierre Kohler est resté sur terre... pour le plus grand bonheur d'une station de radio. Mais il a décidé de voyager quand même, par l'écriture, puisqu'il ne pouvait le faire autrement ; et mieux, de nous emmener avec lui. Avec, pour passeport, une formation d'astronome et, pour «vivres», des dossiers nourris.

C'est donc le carnet de voyage de Pierre Kohler à bord de

Voyager-2, ou plutôt celui de Voyager-2 s'exprimant par la bouche de Pierre Kohler, qu'on trouvera dans ces pages. Voyager-2, qui nous présente les fantastiques personnages Io, Titan, Japet qu'elle a rencontrés, mais qui nous tient aussi informés de ce qui se passait à l'époque sur Terre ; qui nous raconte comment les Soviétiques lui ont courtoisement laissé la parole ; qui prévoit, autant qu'elle le peut, l'avenir.

Les puristes trouveront certainement des détails à reprendre. Pour cette fois, ils auront tort.

\* Voyage au bout du système solaire, par Pierre Kohler, éditions France-Empire, 217 p., 50 F.

## APRÈS L'ATTENTAT DE LA RUE CARDINET

### Les lycéens sous surveillance

Au lendemain de l'attentat, nul n'en doutait : les lycéens de Carnot, dans un mouvement spontané, se rassemblaient pour manifester leur indignation dans les rues de Paris. On leur a donc «appelé à tous les lycéens de la capitale» pour qu'ils fassent écho à la protestation unanime de leurs camarades durement frappés. On déplorait des banderoles où serait écrit en lettres de feu : «Non au terrorisme, non au racisme !»

Trois jours après, l'indignation lycéenne se heurte aux dures réalités. D'abord les parents : «On ne va pas laisser nos enfants sortir indemnes d'un attentat se faisant dans une manifestation», tranche une responsable d'association, inquiète de la récupération politique de l'événement par des mouvements extrémistes. Les professeurs, de leur côté, craignent un «détournement de mineurs en colère». Ils préconisent une manifestation silencieuse devant le lycée ou mieux un «sit-in» boulevard Malesherbes, mercredi après-midi, avec l'accord du commissariat de police du dix-septième arrondissement.

Lundi matin donc, les enfants sages de Carnot enlèvent l'affiche appelant à une manifestation, ce mardi à 17 heures, pour ne pas être récupérés par les mouvements extrémistes. Mais la réunion prévue l'après-midi au lycée pour décider des modalités d'une autre manifestation est empêchée par le proviseur. «Je ne veux pas que des élèves mineurs se rassemblent dans l'établissement pour rédiger des communiqués à la presse», explique-t-il.

Les lycéennes de 1<sup>re</sup> A, qui se disent à la pointe du mouvement, obtempèrent sans protester, tout en critiquant «les mecs des prés» qui ne pensent qu'aux maths... Les élèves de terminale jugent le projet de «sit-in» «débile et infantile». L'un d'eux proteste : «Rester assis en silence ? Mais on a beaucoup de choses à dire !»

Sans doute. Mais les préoccupations ne convergent pas. Certains lycéens appellent à «manifestation» mais contre la venue d'Anatole à Paris (1) et regrettant la disparition du comité autonome formé naguère «contre les feds de Carnot». D'autres veulent une manifestation «totallement apolitique», où l'on soit sûr que «les partis ne puissent pas dériver leurs banderoles». Les professeurs, rétrospectivement, dans la salle «Gilles de Sorel», mort pour la France, 1922-1944, se voient déjà contraints, pendant les travaux, de faire la navette entre les lycéens Carnot et Balzac pour assurer leurs cours. Quant à l'administration, responsable de la sécurité des élèves, elle redoute que la venue de Anatole, construite par Eiffel, n'ait affaibli par l'explosion de vendredi. Des boules seraient déjà tombées. Les experts de la Ville de Paris défilent dans les lieux, dont une plaque rappelle qu'ils «ont été baptisés» par Guy-Moquet, en hommage à un Guy-Moquet, en hommage à un élève du lycée Carnot, fusillé à l'âge de dix-sept ans par les Allemands, le 22 octobre 1941, à Châteaubriant... Une autre guerre, un autre temps.

ROGER CANS.

Huit organisations lui reprochent d'être un lobby

## L'administration pénitentiaire en procès

Un Etat dans l'Etat : c'est souvent ainsi qu'est décrite l'administration pénitentiaire, et périodiquement on se demande si le ministre de la justice peut aussi être celui des prisons, si son pouvoir est réel sur cette administration. Le Cospye (1) (coordination syndicale pénale), qui, depuis sa constitution en 1981 («Le Monde» du 17 juillet 1981) se veut à la fois un groupe de réflexion sur le monde pénitentiaire, une force de proposition et de transformation, vient de publier une «note sur le lobby pénitentiaire» qu'elle devait présenter à la presse mardi 21 septembre.

Ce texte de quatre-vingts pages se donne pour but de faire sortir de l'ombre l'institution pénitentiaire, son fonctionnement et ses lieux de pouvoir. «Qui sont ceux qui défendent avec tant d'acharnement les intérêts de l'administration et comment l'expriment-ils, se demande le Cospye, au point de ne pas hésiter à entrer en conflit ouvert avec l'actualité politique des lieux qui se proposent d'être plus diffus, plus proches de ceux de son prédécesseur ?»

Le «lobby pénitentiaire» comme le désigne le Cospye est composé, selon elle, de «divers groupes de pression qui entendent intervenir tout changement à l'intérieur de l'administration». Il se manifeste en cinq lieux : les syndicats majoritaires, essentiellement P.O. et C.G.T., dont la particularité est que «si leurs revendications ne leur servent qu'à leur mode de fonctionnement, ils ont qui que ce soit à voir avec les positions générales de leurs confédérations respectives, encore moins avec la philosophie qui inspire celles-ci» ; les corps de direction (la hiérarchie), qui, vu la structure administrative pyramidale de l'administration pénitentiaire, «se retrouvent dotés de pouvoirs quasi décisionnaires» ; l'administration centrale, qui «se comporte trop souvent en fortresse administrative» ; les milieux politiques de droite, d'extrême droite, de gauche, et dans les milieux politiques, administratifs et judiciaires, où les appuis «pour être plus diffus, n'en sont pas moins efficaces».

Le discours du lobby pénitentiaire est, selon le Cospye, tout entier «conditionné par la défense de ses intérêts». Il s'agit pour lui de tout contrôler, de «tenir» les personnels. Ainsi, précise le texte, aux difficultés inhérentes à un travail en prison toujours éprouvant en lui-même, s'ajoutent des mauvaises conditions, s'ajoutent pour ceux qui entrent dans la prison le poids d'une angosse permanente sans cesse entretenu et organisé sur un axiome très simple : il faut être pour ou contre l'institution, on achève donc de donner au système un caractère indéfectiblement totalitaire.

Se développent alors tout un réseau de luttes internes ainsi qu'un «activisme institutionnel». Par exemple, c'est la conviction qu'une révolte collective des détenus pourrait profiter finalement au lobby ne sera pas seulement entretenue dans les esprits : les administrateurs s'efforcent d'attendre passivement l'arrivée d'une telle éventualité au lieu de se donner les moyens de pouvoir la réaliser de façon sûre et de pouvoir choisir le moment d'en exploiter tous les bénéfices.

Ainsi vit ce milieu, en étant totalement approprié l'institution

et arrogé le monopole de la compétence que la Cospye veut lui disputer. Elle fait remarquer que «depuis un an, malgré le discours alarmant des médias sur la sécurité par le lobby pénitentiaire et ses alliés politiques, les prisons sont restées calmes» ; les détenus après avoir applaudi l'arrivée de la gauche au pouvoir, ont adopté une attitude de dialogue, comme l'attestent les nombreux mémoires et cahiers de doléances remis aux autorités.

## Démocratie

Face à cela, le lobby a été obligé de durcir le ton, on l'a vu lors des journées d'action des personnels pénitentiaires aux mois d'avril et de mai (Le Monde des 17 avril et 12 mai). Il se sent menacé dans son pouvoir, tant par le discours nouveau que la charismatique par ses projets, notamment le tribunal de l'exécution des peines, qui ferait perdre aux directeurs d'établissement leur pouvoir actuel sur l'appareil des peines pour le restituer aux magistrats.

Porte de cette analyse longue-ment développée même si elle n'est pas toujours courtoise d'autant d'exemples concrets qu'on pourrait le souhaiter, le Cospye estime qu'il convient désormais de «mettre en place les dispositifs qui obligent à l'intérieur de l'institution, à la démocratie».

Il faut maintenant réintégrer la prison au droit commun — notamment ses personnels et ses règlements, — c'est-à-dire, il faut la rendre transparente et ouvrir aux réalités sociales. (...) Du coup, comment le lobby pourra-t-il résister à l'épreuve de la démocratie ? Voici la question fondamentale : quelle importance finalemment est, critiquant ce lobby, son pouvoir et ses pratiques, on se débrouche pas à sur une ambition plus large : celle de réformer en profondeur l'institution pénitentiaire et d'abolir autrement, dans son ensemble, le problème de la justice pénale dans la société. (...) C'est en ce sens que le lobby doit être réintégré à ses justes proportions : un obstacle au changement, certes, mais pas le seul obstacle au changement.

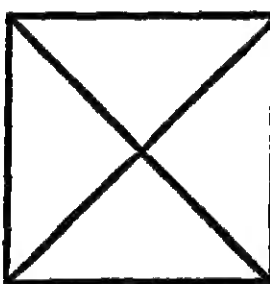
Jo S.

(1) Elle groupe huit organisations : syndicat C.F.P.T. de l'administration centrale du ministère de la justice, syndicat C.F.P.T. des personnels du ministère de la justice, syndicat des médecins-sociologues et socio-psychologues de probation de l'administration pénitentiaire (S.P.), syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (S.N.E.S.), syndicat national des personnels de l'éducation surveillée (S.N.E.S.), syndicat des médecins de l'administration pénitentiaire.

## En toute logique

### Carrément impossible

PROBLEME N° 221



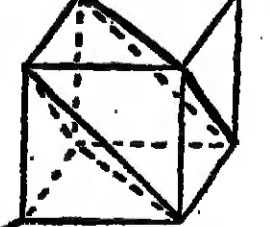
Poser la pointe d'un crayon sur une feuille de papier et réaliser ce carré et ses diagonales sans que la pointe ne quitte le papier sans repasser deux fois sur la même ligne semble impossible. C'est néanmoins possible dans la pratique.

Comment ?

(Solution dans le prochain «Monde des sciences et des techniques».)

SOLUTION

DU PROBLEME N° 226



Dans chacun des deux triangles figurés, les 3 points sont à une égale distance du sommet, donc à un même point. Ils pourraient être joints sans modifier le circuit. Appelons a et b ces deux points intermédiaires imaginaires. Les résistances sont :

D'une extrémité à a : 1/3.

De a à b : 1/6.

De b à l'autre extrémité : 1/3.

Au total : 5/6 d'Ohm.

PIERRE BERLOQUIN.

مسألة من الأعداد



## SPORTS

### TENNIS

#### La Fédération française a franchi le cap d'un million de licenciés

La Fédération française de tennis (F.F.T.) a dépassé en septembre, pour la première fois de son histoire, le cap du million de licenciés. Cet effectif décuplé en dix ans lui permet de conforter son deuxième rang plan national derrière le football, qui compte un peu plus d'un million et demi de licenciés. Le succès grandissant du tennis en France, et notamment de la Coupe Davis, pour la première fois depuis l'époque des "mousquetaires", il y a cinquante ans, ne sont sans doute pas étrangers à cet afflux de nouveaux joueurs.

Pour les accueillir et susciter de nouvelles vocations, la F.F.T. entend poursuivre son effort d'équipement (opération cinq mille courts) et d'encadrement au plan régional. Son comité directeur, réuni le 11 septembre, a décidé de créer une nouvelle épreuve de doubles, hommes, dames et mixtes, réservée aux licenciés dans leurs deux premières années de pratique, dont les finales nationales auront lieu à Roland-Garros en octobre.

Contrepartie de ce succès, le comité directeur a dû, à la demande de la Fédération internationale, étudier le cas des joueurs professionnels de plus en plus nombreux, par les managers. Après Thierry Tulasne, le junior première année Guy Forget, révélation de Roland-Garros qui vient d'apparaître dans les premières places du classement de l'Association des professionnels, a été élu pour signer un contrat avec l'International Management Group, dirigé par l'Américain McCormack. Ce dernier lui offre une garantie annuelle de 800 000 francs et le placera avec d'autres espoirs comme le Suédois Erik Sundström ou l'Américain Jim Brown, sous l'autorité de l'entraîneur Bob Brett, un disciple de Harry Hopman.

Il faut pouvoir en tirer le meilleur parti, la F.F.T. entend commercialiser comparables, le comité directeur a demandé à sa commission technique de rechercher des solutions rationnelles pour pouvoir mener à son terme le travail de formation des jeunes champions et de

#### Les meilleurs aux Jeux olympiques ?

Les épreuves olympiques de tennis prendront des formes nouvelles et des doubles hommes et dames avec trente-deux équipes formées de joueurs et joueuses du même pays. Les meilleurs seraient admis à condition d'avoir pris part auparavant à des tournois, à des exhibitions ou à des tournois spéciaux reconnus par la F.I.T. La sélection sera faite par le comité directeur de la F.I.T. Le maximum par pays sera de quatre joueurs et quatre joueuses.

L'Assemblée générale de la F.I.T. a élu pour la première fois un président pour la période 1982-1985. Le président sortant, le Français Guy Forget, a été réélu. Le nouveau président est l'Américain McCormack. Ce dernier lui offre une garantie annuelle de 800 000 francs et le placera avec d'autres espoirs comme le Suédois Erik Sundström ou l'Américain Jim Brown, sous l'autorité de l'entraîneur Bob Brett, un disciple de Harry Hopman.

GÉRARD ALBOUY.

### CYCLISME

#### Confirmation de l'Américain Greg Lemond dans le Tour de l'Avenir

Les professionnels ont le Tour de l'Avenir dominé les amateurs du Tour de l'Avenir. L'an passé, l'Américain Greg Lemond a battu le Soviétique Sergueï Koudachnikov, lauréat de l'épreuve à deux reprises en 1978 et en 1979. Cette fois, la victoire est revenue au jeune Américain Greg Lemond, qui a leslé son rival immédiat, le Britannique Robert Millar, à plus de dix minutes à l'issue d'une lutte en cinq étapes organisées du 8 au 13 septembre entre Divonne-les-Bains et Morzine. Victoire indiscutable qui confirme un talent important. Lemond est, en effet, le premier coureur des États-Unis dont le nom figure au palmarès d'une grande compétition routière européenne, et il s'agit d'une grande victoire pour ce jeune homme de vingt ans, qui n'est déjà que le deuxième du championnat du monde, quinze jours plus tard à Goodwood, devant l'Italien Giuseppe Saronni.

On le savait très doué. Il avait d'ailleurs gagné en début de saison une difficile étape de la Tirreno-

Adriatico après avoir dominé les Soviétiques dans le Tour du Colorado, mais en dépit de la signification sportive, on tenait ces succès pour secondaires. Dans le Tour de l'Avenir, qui marque un nouveau stade de son évolution, Lemond s'est comporté avec une autorité inattendue en imposant sa supériorité sur ses rivaux. Il a gagné la principale étape à haute montagne à travers le massif de la Chartreuse avec 5 min. 25 s. d'avance sur Raymond Martin, convaincu ensuite de dopage, puis il a devancé contre la montre les rouleurs d'élite de la République démocratique allemande, en particulier Olaf Ludwig et le champion du monde amateur Bernd Drogan.

On ne peut encore affirmer que Lemond deviendra le successeur de Bernard Hinault, mais il présente depuis plus d'un an son directeur sportif Cyrille Guimard. Il n'est pas douteux, en revanche, qu'il possède l'effort d'un routier complet promis à une brillante carrière.

L'exploit de ce jeune coureur californien incorporé à l'équipe Renault-Gitane survient opportunément. Il s'inscrit d'une certaine manière dans la politique américaine de la F.F.T. (qui s'appuie à la R 9 - Alliance aux États-Unis). Le rôle de commandement le meilleur coureur professionnel d'un pays qui s'éveille au cyclisme ne correspond probablement pas à un investissement négligeable.

Les retombées d'une victoire dans le Tour de France seraient plus spectaculaires, mais Lemond, qui évite de confondre vitesse et précipitation, ne débâtera pas dans le grand Tour avant 1984. Il a choisi la sagesse et c'est une raison supplémentaire de lui faire confiance.

JACQUES AUGENDRE.

RUGBY. - Le président de la Fédération française de rugby (F.F.R.), a été réélu à vie par le comité directeur de la F.F.R. le 18 septembre à Paris. Cette radiation, prise par l'Assemblée générale, a été prise en fonction de l'article 153 des règlements de la F.F.R., qui prévoit la démission de l'honneur et la démission de la Fédération. Cette radiation a été prise en fonction de l'article 153 des règlements de la F.F.R., qui prévoit la démission de l'honneur et la démission de la Fédération.

### BREF

#### ASSOCIATIONS

CHASSE. - Un club Chasse Rencontre (association type loi de 1901) vient d'être fondé. Le but de ce club est de favoriser des échanges d'idées entre chasseurs, d'une région, d'un même département ou de régions différentes ou pratiquant des modes de chasse particuliers. Il permettrait des échanges d'idées sur la chasse.

Club Chasse Rencontre, chemin des Chênes, 93500 Saint-Pierre - Tél. : (70) 45.38.13.

#### ASSURANCES

ETUDIANTS VENDEURS. - L'exploitant qui a embauché un étudiant pour les vendanges doit, directement ou par l'intermédiaire d'un organisme centralisateur, le déclarer à la Mutualité agricole. Celle-ci, comme la Sécurité sociale, a pour but de prendre en charge les risques sociaux d'un accident du travail. Et il est évident que les vendanges sont un travail agricole. L'exploitant doit donc faire jouer son droit d'assurance à responsabilité civile exploitant.

#### EXPOSITIONS

LA FOIRE DE MARSEILLE. - La Foire internationale de Marseille, qui s'ouvrira du 22 septembre au 4 octobre, sera inaugurée par M. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances. Elle accueillera un peu plus de deux mille six cents exposants dont vingt-cinq participations officielles étrangères. Parmi ces dernières, les plus importantes seront celles du Maroc et de la Roumanie. Une nouveauté cette année : le Salon méditerranéen de la maîtrise de l'énergie.

#### FÊTES

TROUBADOURS EN LIMOUSIN. - Une fête des troubadours est organisée par le Centre Jean Lupat d'Aubusson du 27 septembre au 1er octobre, en Craus et en Limousin, région qui a été, entre le onzième et le douzième siècle, le berceau des troubadours d'Occitanie.

Avenue des Lézards, 23200 Aubusson, tél. : (85) 66.33.06.

#### JEUNESSE

SEJOURS A L'ÉTRANGER. - L'association A.F.S. - Vivre sans frontières propose des séjours dans des pays étrangers où le voyage est une famille et surtout des cours dans une langue seconde. La participation financière demandée est de 10 000 F. et 22 000 F. sera versée en fonction des revenus des familles.

69, rue de Rochefort, 75009 Paris. Tél. : 285-84-64.

#### LOISIRS

PARIS-CHARTRES À VÉLO. - Le Mouvement Français du Bicyclette (M.F.B.) organise une randonnée Paris-Chartres (avec retour par train spécial) le dimanche 26 septembre.

43, rue de Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris. Tél. : 274-25-25.

UN DÉMARCHÉ À CHAMARANDE. - Des randonnées sportives, d'éducation populaire et de détente sont organisées aux alentours de Chamarande, en région de la vallée de la Garonne, aux temps libres.

Jeunesse et sports propose la deuxième édition du Tour de Chamarande, dans l'Essonne, le dimanche 27 septembre. Le programme : des randonnées cyclotouristes et pédestres, un rallye-orientation, des animations diverses.

Renseignements au 584-12-05 (poste 803).

#### RÉTROMANIE

LA FONDATION DU MARCHÉ BIRON, créée à l'initiative des antiquaires du plus élégant marché aux puces de Saint-Ouen, a choisi cette année pour thème la restauration du porcelaine de la "Silence ancienne". Les lauréats du prix d'encouragement aux métiers d'art et des experts spécialisés seront à la disposition du public pour conseils aux amateurs, au cours de la semaine inaugurale du week-end d'automne du marché Biron.

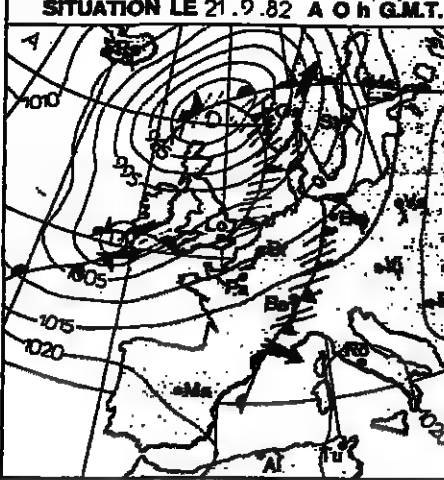
Le vendredi 1er octobre, de 19 h à 24 h, 85, rue des Rois, 118, avenue Michel, 93400 Saint-Ouen.

En raison de l'importance de l'actualité, la rubrique "Mode" sera publiée dans le Monde du 22 septembre (numéro daté 23 septembre).

## INFORMATIONS « SERVICES »

### MÉTÉOROLOGIE

#### SITUATION LE 21.9.82 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le mardi 21 septembre à 0 heure et le mercredi 22 septembre à 24 heures :

Les masses d'air chaud venant du sud-est, sous l'influence d'une dépression centrée mardi matin au nord de l'Ecosse dirigée vers le pays, une perturbation pluvieuse (accompagnée de vents assez forts à l'est) qui le traversera mardi et mercredi. Elle sera suivie d'un ciel variable avec l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Mercredi, sur la Côte des rétrograds orageux persisteront le matin puis le temps redressera beau. Sur le sud des Alpes et les régions méditerranéennes le temps assez beau deviendra nuageux et pluvieux l'après-midi. Les nuages et pluies de la perturbation signalée affecteront le matin les régions s'étendant du nord-est et du nord des Alpes au Massif Central et à l'Aquitaine. Puis le ciel de traîne avec belles éclaircies dont bénéficieront déjà le matin les régions de la moitié nord-ouest se généraliseront, quelques averses se produiront près de la frontière belge. En fin de journée, une nouvelle couverture nuageuse et pluvieuse atteindra la Bretagne, accompagnée d'un renforcement des vents de sud-ouest.

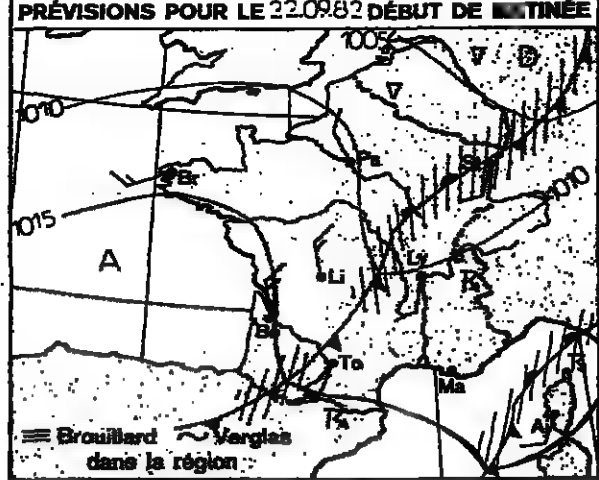
Les températures minimales de 10 à 15° sur le Nord-Ouest attendront 15 à 18° ailleurs, les maximales étant de 19 à 20° près de la Manche, 25° sur la moitié sud, 20 à 23° ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 21 septembre à 8 heures, de 1020 millibars, soit 765,1 millimètres de mercure.

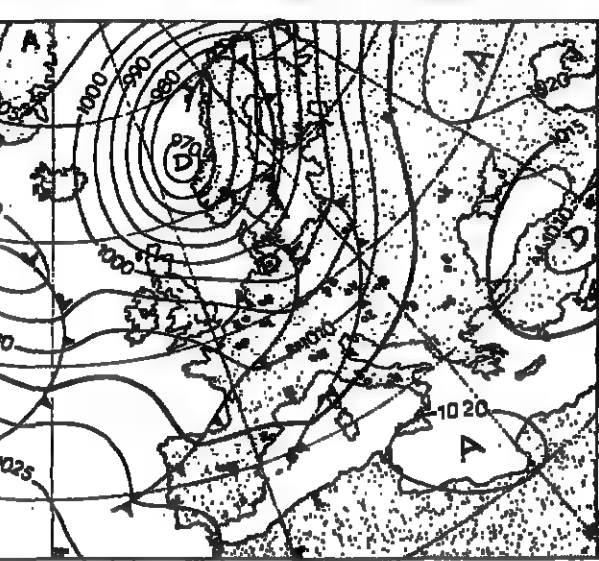
Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 septembre ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 septembre) :

Paris, 20 et 21 degrés ; Amsterdam, 25

#### PRÉVISIONS POUR LE 22.9.82 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 22 SEPTEMBRE À 0 HEURE (G.M.T.)



21 septembre) : Ajaccio, 29 et 19 degrés ; Biarritz, 29 et 18 ; Bordeaux, 28 et 13 ; Bourges, 28 et 14 ; Brest, 20 et 15 ; Caen, 23 et 17 ; Cherbourg, 20 et 15 ; Clermont-Ferrand, 29 et 13 ; Dijon, 25 et 14 ; Grenoble, 26 et 15 ; Lille, 22 et 17 ; Lyon, 26 et 16 ; Marseille-Marguier, 26 et 21 ; Nancy, 24 et 15 ; Nantes, 24 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 20 ; Paris-Le Bourget, 24 et 16 ; Pau, 28 et 16 ; Perpignan, 25 et 17 ; Rennes, 23 et 16 ; Strasbourg, 26 et 15 ; Toulouse, 26 et 16 ; Valenciennes, 26 et 15 ; Vannes, 26 et 15 ; Yverdon, 26 et 15.

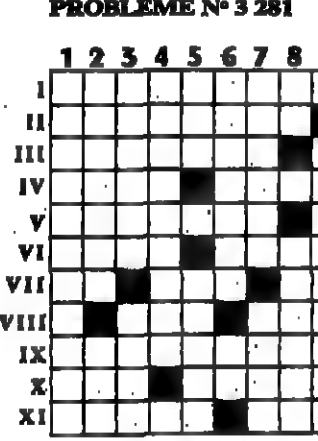
Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 21 degrés ; Amsterdam, 25

et 16 ; Athènes, 28 et 17 ; Berlin, 29 et 18 ; Bonn, 24 et 16 ; Bruxelles, 22 et 17 ; Le Caire, 31 et 20 ; Les Canaries, 26 et 20 ; Copenhague, 21 et 16 ; Dakar, 32 et 26 ; Djibouti, 34 et 22 ; Genève, 25 et 14 ; Jéssou, 27 et 17 ; Lisbonne, 24 et 15 ; Londres, 21 et 15 ; Luxembourg, 20 et 15 ; Madrid, 25 et 14 ; Moscou, 21 et 9 ; Nairobi, 23 et 14 ; New-York, 21 et 12 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 28 et 18 ; Stockholm, 15 et 13 ; Toulon, 26 et 24 ; Tunis, 32 et 22.

(Document établi avec le système technique spécial de la Météorologie nationale)

### MOTS CROISÉS

#### PROBLÈME N° 3 281



#### HORIZONTALEMENT

I. ... aussi utile que le juge d'instruction qu'il a lui-même mis en table. - II. Digne d'un personnage de la littérature. - III. Méprisante aux- l'égard de la rose. - IV. Offre à boire et à manger. Général qu'une retraite mit en travail. - V. Esquisse un coup qui trompe pour mieux porter celui qui marque. - VI. Ficelle propre à entortiller. Élément liquide. - VII. Donne, finalement, un peu d'espoir. Vertu républicaine. Note. - VIII. Pratique. - IX. Appartient à un grand animal. - X. Unité statique de la flotte. - XI. Alimente le réservoir d'un

#### VERTICALEMENT

I. Selon qu'il est Blanc ou Noir, le jugement de Cour le rend puissant ou impuissant (deux mots). - 2. On ne le voit jamais faire la grève sur les tas. - 3. Tout à côté de Rennes. Espèces dont il se fait des représentations rupestres. - 4. Telle une substance qui fut à l'origine de plus d'une affaire criminelle. - 5. Petit animal à propriété particulière. Le bête noire du K.K.K. - 6. Agent d'étude préparé à la réalisation du plan. Participe passé. - 7. Vainqueur de marabout. Ataque un système nerveux ou pileux. - 8. Personnel. Secrètement. - 9. La plupart des lois sont plutôt faites pour l'antonymisme de ce verbe.

#### Solution du problème n° 3 280

Horizontalement : I. Récitant. - II. Trébuchet. - III. Tartine. - IV. Orne. Erno. - V. Utérus. - VI. Crimes. - VII. Hôla. Eurp. - VIII. Escal. - IX. Uriel. Bâ. - X. Ro. Escal. - XI. Sud. Eu.

Verticalement : 1. Retoucheurs. - 2. Ecart. - 3. Corps. Lal. - 4. Inter- caler. - 5. Tol. Ur. Elée. - 6. Amnésie. Su. - 7. Nier. Mulet. - 8. Tê. Nuer. Ter. - 9. Escal. - 10. Escal. - 11. Escal.

GUÏ BROUTY.

### PARIS EN VISITES

#### JEUDI 23 SEPTEMBRE

« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M<sup>e</sup> Allard.  
« L'Imprimerie P.C. », 15 heures, métro Colonel-Fabien, M. Guiller.  
« Couilloules du Printemps », 15 heures, au 100 rue de la République, M<sup>e</sup> Guiller.  
« Musée du nouveau magasin », 15 heures, au 100 rue de la République, M<sup>e</sup> Guiller.  
« De Muret à Matise », 14 h 30, palais de Tokyo (Approche de l'art).  
« Ferronnerie d'art », 15 heures, 83, avenue du Général-Lederc, à Gif-sur-Yvette (Art pour tous).  
« Musée Delacroix », 15 heures, place Furstemberg (Arts et curiosités de Paris).  
« Hôtel de Lamoignon », 15 heures, 17, quai d'Anjou, M<sup>e</sup> Ferrand.  
« Collection privée », Christine, 15 heures, métro Saint-Denis-Basilique, Hager.  
« Hôtel Biron », 15 heures, métro Varenne, M<sup>e</sup> Haur.  
« Un tourneur d'ébène », 15 heures, métro Arts-et-Métiers, M. Javel.

#### Son d'été est remarquable mais fin souvent vague

#### VERTICALEMENT

1. Selon qu'il est Blanc ou Noir, le jugement de Cour le rend puissant ou impuissant (deux mots). - 2. On ne le voit jamais faire la grève sur les tas. - 3. Tout à côté de Rennes. Espèces dont il se fait des représentations rupestres. - 4. Telle une substance qui fut à l'origine de plus d'une affaire criminelle. - 5. Petit animal à propriété particulière. Le bête noire du K.K.K. - 6. Agent d'étude préparé à la réalisation du plan. Participe passé. - 7. Vainqueur de marabout. Ataque un système nerveux ou pileux. - 8. Personnel. Secrètement. - 9. La plupart des lois sont plutôt faites pour l'antonymisme de ce verbe.

#### Solution du problème n° 3 280

Horizontalement : I. Récitant. - II. Trébuchet. - III. Tartine. - IV. Orne. Erno. - V. Utérus. - VI. Crimes. - VII. Hôla. Eurp. - VIII. Escal. - IX. Uriel. Bâ. - X. Ro. Escal. - XI. Sud. Eu.

Verticalement : 1. Retoucheurs. - 2. Ecart. - 3. Corps. Lal. - 4. Inter- caler. - 5. Tol. Ur. Elée. - 6. Amnésie. Su. - 7. Nier. Mulet. - 8. Tê. Nuer. Ter. - 9. Escal. - 10. Escal. - 11. Escal.

GUÏ BROUTY.

### JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lois et décrets du 21 septembre 1982 :

#### DES DÉCRETS

• M. L. l'article 60 du décret du 22 décembre 1967 portant application des dispositions de l'ordonnance du 21 août 1967 relative à l'organisation financière de la sécurité sociale.  
• Portant nominations dans l'armée active.

#### UN ARRÊTÉ

• Fixant les modalités de liquidation et d'imputation des cotisations d'assurance vieillesse des mères de famille et des femmes résidentes dans les départements d'outre-mer qui ont charge d'un enfant handicapé ou d'un adulte handicapé.

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Halles  
75407 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. Paris 027-23

France 42 F 611 F 780 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE

533 F 522 F 731 F 111 F

ÉTRANGER (par mandats)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS

313 F 522 F 731 F 111 F

II. - SUISSE, TUNISIE

386 F 667 F 949 F 1230 F

Par voie aérienne

Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois chèques) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler pour les noms propres en capitales d'imprimerie.

### Atelier de poterie

« LE CRU ET LE CUIT »

accueil en groupe

de 3 à 83 ans

5, RUE LACÉPÈDE, PARIS-6

Téléphone 01 43 27 11 11



Le Monde

## culture

## MUSIQUE

BRIGITTE ENGERER  
A RADIO-FRANCEUne grande fille  
trop calme

Ayant rempli sa mission d'échantillon Paris pendant les deux mois de la musique, jadis, se taisait, le Festival estival, passé, lundi 20 septembre, le aux abonnements de Radio-France, qui vont en majeure partie quadriller les saisons laborieuses mélomanes. Une étoile montante devait apporter l'espoir au seul de l'automne : Brigitte Engerer, grande et belle jeune femme en robe blanche de qui, après avoir remporté un sixième prix concours Marguerite Long en 1969, un troisième prix U.R.S.S. pour acquiescer à la fausse technique, n'aurait pas dû se contenter de la troisième place au second prix Tchaïkovski en 1974, et troisième prix Reine Elizabeth à Belgique.

Le concerto en sol mineur, Liszt, n'est en lui-même un jeu de perle de puissance, de rondeur, de plénitude pianistique, qui frappe la russe à laquelle tout le corps participe pour donner la sonorité la plus plus qu'il y a treize ans, on ne sent Brigitte Engerer portée par une exaltation intime : les doigts de feu, la main imaginative se dévot qu'un discours trop connu et attendu. Damage.

D'autre part, le Nouvel Orchestre philharmonique a paru bien prosaïque et lourd, le jeune, vigoureux, les partitions, la musique qui mal à ses gestes, malgré les efforts pour l'apprivoiser, la danser, le mimer. La Symphonie de Mahler, n'est qu'un pesant pensum, pleine de mauvais goût quand elle n'est pas soutenue par une vision grise et grandiose, un tact infatigable, et les débâtements des musiciens nous laissent à l'écart. Pourtant, l'interprète Soudant, lui aussi, avait obtenu le prix : le premier à Bonn en 1971 et à Milan en 1975, le second au concours Karajan en 1973.

JACQUES LONCHAMPT.

Le Grand Prix d'interprétation et le Grand Prix d'improvisation du concours international d'orgue de Chartres ont été remportés respectivement, le 19 septembre, par Ludger Löwenstein (Allemagne fédérale) et Loïc Meille (France).

Magrid Bergman, disparue le 20 août, a été couronnée la dernière le 19 septembre à Los Angeles par un second award, pour la télévision des « Oscars » de cinéma, pour son interprétation du rôle de Golda Meïr, dans la série télévisée femme nommée Golda.



ZOETROPE Studios et A.M.L.F. invitent les lecteurs du « MONDE » à une projection exceptionnelle avant-première du film :

COUP DE CŒUR  
FRANCIS COPPOLAavec JULIA FORREST, Teri GARR  
et JULIA KINSKI  
musique de Tom WAITS.le mardi 28 septembre 1982 à 20 h  
au GAUMONT AMBASSADE  
50, Champs-Élysées, 75008 PARIS

les invitations seront envoyées au fur et à mesure de la réception des

INVITATION POUR 1 PERSONNE (\*)  
PERSONNESA retourner au « MONDE » J.F. COUVREUR, 5, rue des Italiens,  
75427 PARIS, 09, accompagnée d'une enveloppe NON TIMBRÉE à vos  
noms et adresses.

(\*) Rayer la mention inutile.

## LA RÉUNION DES MINISTRES EUROPÉENS A NAPLES

## Création et politique

MM. Vincenzo Scotti, ministre italien des biens culturels, et Jack Lang, ministre français de la culture, avaient invité à Naples, du 17 au 19 septembre, leurs collègues des pays de la Communauté européenne, ceux de l'Espagne et du Portugal, ainsi que les représentants de la Commission Communautaire de l'Assemblée

responsable des négociations sur les développements de l'audiovisuel, insista sur la mise en place d'un espace audiovisuel européen, en novembre la réunion de l'organisation de la coexistence des ondes hertziennes. La bataille pour les programmes, la reconquête des marchés intérieurs européens, la participation des sociétés de télévision au redémarrage du cinéma, autant de propositions françaises, placées toutefois sur un principe : « Ne pas tuer l'Europe culturelle ».

Un espace audiovisuel  
européen

C'est bien ce qui sous-tend le discours introductif de M. Jack Lang, développé avec la chaleur, le charisme d'évocations qu'on lui connaît. Il y fut très français, tout à fait dans la ligne des plaidoyers pour l'Europe que tenaient jadis les ministres gaulois. « Nos amis, je veux dire les amis de la construction européenne », ou : « Nous construisons l'europlénisme, la conscience européenne, l'Europe de la culture. » Si enraciné qu'il fut dans un nationalisme comme toujours beaucoup plus sensible aux autres délégations qu'à la délégation française elle-même (et ce n'est pas hasard si le ministre invoque l'exemple de l'Exposition universelle de Paris en 1889, manifestation éminente de nationalisme), M. Jack Lang eut, pour dire son propos, trois mots : « Europe, culture, conscience ». Les menaces qui le développement de la technologie fait peser sur les consciences ; l'impératif de séparer une réflexion sur la culture d'une réflexion sur l'économie. La première étranglée par la seconde, ou en court le risque.

Enfin, dit-il, aux gouvernements européens, d'empêcher l'effacement de la création par la technique. A quoi M. Scotti ajouta, dans son discours d'ouverture, la dégradation de la culture, la création par la culture de masse, qui représente 85 % des activités culturelles.

M. Jack Lang, qui avait à ses côtés M. Jacques Thibau, directeur général des affaires culturelles au ministère des affaires étrangères, Le ministre autrichien W. Kries, actuel président de la Commission fédérale des ministres de la culture, alla loin dans le détachement ironique contre « les euphories dangereuses ». Il se fit mal comprendre dans une effusion l'absence de la Commission et de l'Autriche de l'aire culturelle européenne. Il s'agissait en fait d'évoquer la situation que cette absence impose à la zone de culture germanique.

Ce séminaire s'est-il véritablement tenu ? Le ministre autrichien W. Kries, actuel président de la Commission fédérale des ministres de la culture, alla loin dans le détachement ironique contre « les euphories dangereuses ». Il se fit mal comprendre dans une effusion l'absence de la Commission et de l'Autriche de l'aire culturelle européenne. Il s'agissait en fait d'évoquer la situation que cette absence impose à la zone de culture germanique.

consultative du Conseil de l'Europe. La rencontre, dite « informelle », était qualifiée de « séminaire de travail » en marge du calendrier des réunions diplomatiques officielles. Elle a débouché sur un long communiqué de principes énumérant les vœux et des dissensions, additionnant les différents thèmes qui relèvent du concept

coupe Nord-Sud, que nul ne soulevait ? La coupe était ailleurs : entre les représentants des nations qui se satisfont de l'immobilisme, de la créativité molle, du laissez-faire et ceux qui, tels MM. Scotti et Lang, proposent que les États interviennent pour faciliter les conditions de la création et de la coopération culturelle, dans un respect absolu des différences, des spécificités nationales ou régionales. Il ne s'agit bien que de l'Europe des patries.

En ce sens, le communiqué final propose des projets concrets qui ont été défendus par les Italiens ou les Français, appuyés en particulier par les Allemands comme l'Allemagne

de « culture », mais pasent des jalons pour la mise en œuvre des réalisations, qui tenaient particulièrement à cœur aux deux promoteurs : la mise en place d'un espace audiovisuel européen, pour M. Jack Lang ; et le développement de la coopération du patrimoine, pour M. Vincenzo Scotti.

Si, par ailleurs, les intervenants de la conférence de Naples ont pu donner l'impression de ne pas être allés à la conférence de Naples, ils ont en fait fait plus que leur proposition sur la coopération culturelle : la convocation de réunions d'experts sur chacun des grands secteurs pour déterminer les priorités.

Le communiqué de la conférence de Naples ne s'est pas cantonné à la liste de courtoisie. Il a rappelé que leurs organismes ont beaucoup travaillé en ce domaine, en particulier le Conseil de l'Europe. Le communiqué de la conférence a insisté sur cette ligne et ces références à l'orientation des travaux ultérieurs.

Cette présence à l'initiative de rappeler aux ministres de la culture qu'ils agissent dans le cadre d'une politique de l'Europe. Peu nombreux étaient les diplomates habitués aux travaux de Bruxelles, et leur présence fut, évitée quelques malentendus. Au demeurant, le terme de « culture » recouvre des conceptions si différentes selon les pays que l'autorité de chacun des participants n'équivalait pas nécessairement à celle de son voisin. L'approche des problèmes concrets, assistant des réactions parfois vives, a permis cependant une certaine dépersonnalisation de slogans anachroniques ou mal compris.

La culture européenne et ses implications politiques ont été fondamentalement une, à Naples. La « latinité » n'a pas été le thème de la conférence. M. Vincenzo Scotti et Jack Lang se sont montrés habiles médiateurs de toutes les divergences. Mais la poursuite du projet mis en place pourra difficilement méconnaître l'acquis des travaux, publications et autres réalisations menées depuis des années à Strasbourg et à Bruxelles.

JACQUES NOBEOUROT.

## PATRIMOINE

## DES PRIX

POUR LES DÉFENSEURS  
DU PATRIMOINE HISTORIQUE

La Demeure historique, association de défense du patrimoine monumental privé, vient de créer une série de prix, qui seront attribués chaque année à des personnalités ayant contribué à la défense du patrimoine.

Notre chroniqueur André Farnier, critique d'art et écrivain, a reçu le Prix du journaliste et André Jacob, collaborateur du long daté du Monde, un prix spécial. Pierre de Lagarde, créateur de l'émission « Chefs-d'œuvre en péril », obtient le prix littéraire. Jacques Rigand, président-directeur général de R.T.L., a été élu président de la société pour le développement du mécénat industriel et commercial, méconnaissant du mécénat. Un autre Prix du mécénat est attribué à l'Américain Malcolm H. Wiener et le Prix de l'artisan à Paul Hémery, restaurateur d'objets d'art.

## Latinité

De Venise à Hydrunt, de Paris à

et à Naples, les latinités et les latinités se succèdent, responsables ou intellectuels français, sur la « latinité », la « latinité culturelle » entre les peuples qui, de la Roumanie au Brésil, du Québec à l'Italie, parlent des langues néo-latines. Lorsqu'il évoque le thème de la « latinité », le président Mitterrand, parait-il, place au premier rang la latinité qu'il aime à célébrer avec le président italien Pertini.

Les liens géo-historiques sont de toute façon très forts entre la France et ses deux plus proches voisins latins : l'Italie et l'Espagne. Dans une ville comme Marseille il y a plus d'habitants originaires des deux péninsules que de France. Les apports culturels réciproques sont innombrables. Cependant, peu à peu, les rapports, particulièrement dans le domaine de la culture, se relâchent. Napoléon, surtout dans les académies du Midi, les lycées étaient encouragés à étudier, comme première langue étrangère, la langue de Dante et celle de Cervantès. Depuis l'époque de M. Giscard d'Estaing, et notamment depuis que M. Jacques Follotier fut secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (1980-1980), les encouragements de ce type ne se font plus entendre qu'en faveur de l'anglais, ou plutôt de l'américain.

En 1981, à peine 12 % des élèves de l'enseignement secondaire de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années ont choisi l'italien contre près de 85 % l'anglais ! Aussi avait-on pu cette année applaudir à la création descriptif, au milieu de radicaux libéraux dont 77 % des programmes sont composés de musique anglo-saxonne, le Radio-Latino par Francis Germain, un Lillois, dans un 1980 du Festival de la culture française, Radio-Latino a été créé par l'initiative de l'Institut des pays latins d'Europe et d'Amérique pour oublier le Québec, la Wallonie, l'Alsace, la Catalogne, les pays d'Oc et la Corse, et se consacrer à la « félicité sur le monde latin, qui

comptera neuf cents millions d'habitants à la fin du siècle ». Pourtant, la commission Holloix sur les radios libres autorisées (le Monde du 24 juillet), non seulement n'a pas retenu le nom de Radio-Latino, elle continue cependant d'exister, mais le premier article du rapport remis au ministre de la communication « invite » les radios à se regrouper pour réaliser un programme audiovisuel. Il n'est donc pas sûr que les radios auront bien sûr quand ils feront remarquer à Madrid que 85 % des programmes de la télévision espagnole d'origine anglo-saxonne. La Rome qui diminue à vue d'œil la proportion des jeunes italiens choisissant le français comme première langue étrangère.

A leurs arguments habituels sur le déclin des Français pour les cultures hispanique ou italienne, nos interlocuteurs pourront - on le sait déjà à Paris dans les ambassades latines - désormais ajouter le fait officiel de Radio-Latino. Une radio qui a notamment contribué à faire connaître aux Parisiens la chanteuse espagnole María Cerezo ou Lola Beltrán, le « Callas madrilène », et qui est écoutée par nombre de Français et de francophones à la recherche d'une radio « latine ».

Pour le gouvernement, s'il est vraiment attaché à mettre en œuvre la « latinité », pourra-t-il riposter l'« ouï » de la commission Holloix au ministre de Radio-Latino l'une des fréquences que Radio-France s'est réservée. Les animateurs de la station condamnée se disent prêts, pour survivre, à entrer dans un circuit officiel. Les responsables culturels et diplomatiques français sauront-ils, quand il est encore temps, saisir l'occasion qui leur est offerte de donner consistance à leurs discours sur la « solidarité latine » ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.  
Radio-Latino, 105,25 MHz  
F.M., 105,25 MHz, Vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

## FORMES

## L'innocence retrouvée

Slavko Kopac n'est ni un primitif ni un naïf. Ancien professeur de dessin, notamment au lycée Zagreb, il a dû puiser les apports visuels d'une asphyxie culturelle avant de revenir à l'élémentaire. Ce n'est pas par hasard qu'il a secondé Jean Dubuffet dans la création du Musée de l'art brut. Et si, pour un regard superficiel, ses récents collages et lithographies, parcourus de sortes de graffiti rudimentaires (1), font penser à certaines œuvres (anciennes) de son ami, celui-ci est le premier à lui avoir restitué son autonomie, en louant son art « extrêmement raffiné et contrôlé ».

Couleurs et traces filiformes se marient en toute connaissance de cause, même lorsque Kopac mêle avec André Breton (« Au regard d'innocence »), ou toujours pré-méditations. On n'est pas gravitément hanté par des personnages masqués ou par des évocations féminines d'une délicatesse extrême en leurs savantes déformations.

Elles sont anticaricatures, ces bagatelles, ces matérialités, religieuses en prière et en équilibre, cette magnifique Danseuse aux voiles-ailles déployés. Qu'on ne s'en tienne pourtant pas à ces données

faussement anecdotiques. Kopac les dépasse. Il s'exprime avec une innocence retrouvée, un ravissement comme celui où s'abîme le Berger à barbe verte. Et puis, grâce unique, l'artiste fait surgir l'arbre, refuge de tout un monde.

Il n'y a pas de césure entre les deux faces de la peinture, élaborée à l'extrême, Germain Roesz : la sérénité et la véhémence. Le dualisme, dont l'un des pôles, le coruscant, est plus chichement représenté (2), n'indique nul changement. L'artiste associe point alternativement, selon l'humeur, des compositions diaphanes ou hautes en couleurs. Et si la violence (3) dans la riche polychromie du Dore-dore - « shape » - qu'une large enaille oblique semble transformer en diptyque, cette violence est la violence de la Weisses Wände, par exemple.

Un mouvement perpétuel, ascendant, anime en diagonale les voiles claires, leur pseudo-nuagisme, l'océan de blancheur où elles baignent, toutes proches parentes mais jamais répétitives, chatoyantes car-

nations où le sang transparaît à fleur de peau. Voici une des plus attachantes, la Naïve, la bien nommée. Attachantes certes, car ce travail d'alchimiste, digne sans doute de gloire érudite, n'est conçu et parachevé que pour notre plaisir.

Smutny, peintre pragoïse, qui a trouvé asile en Suisse, n'est pas un d'abstraction, reflet de la vie intérieure. Comme d'autres, il a canalisé son lyrisme. Il discrète rigueur renforce en la dotant une évidente sensibilité, qui se manifeste dans les pastels plus que dans les huiles. En tout cas, de solides armatures en équilibrent les débordements. Le résultat est positif. Smutny sait tout à tour jouer subtilement avec les plans pour traduire l'angoisse de Marcel Proust, s'affirmer délicat coloriste pour « encadrer » et « réencadrer » l'Album de famille, ou vibrer pour faire résonner les rouges à bon équilibre. Ce n'est pas si mal.

Shirley Carassonne dessine un second (4). Pour ainsi dire sous autohypnose (elle s'y connaît). « J'y suis toujours », a-t-elle l'air de dire en milieu de son rêve éveillé. Sans doute laisse-t-elle

libre cours à ses fantasmes, mais, consciente ou non, leur imprime la bonne direction. Alors, nettes et précises, échoient sur le papier magiques arborescences, confondues avec les ramifications nerveuses proliférantes qu'un anatomiste ne récuserait pas. Peu à peu, de ces volutes multipliées, se dégagent des formes qui, littéralement, prennent corps - des corps aux jambes fuselées déambulant dans une forêt de signes d'une évidence - des corps qui, littéralement, prennent corps - des corps aux jambes fuselées déambulant dans une forêt de signes d'une évidence - des corps qui, littéralement, prennent corps - des corps aux jambes fuselées déambulant dans une forêt de signes d'une évidence.

JEAN-MARIE DUNOYER.

(1) Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrand.  
(2) Nane Stern, 25, avenue de Tourville.  
(3) Galerie suisse, 17, rue Saint-Sulpice.  
(4) Galerie Lambert, 14, rue Saint-Louis-en-l'Île.

من الاصل











	la ligne*	la ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	71,00	78,00
DEMANDES D'EMPLOI	12,00	24,70
IMMOBILIER	12,00	24,70
AUTOMOBILES	12,00	24,70
AGENDA	12,00	24,70
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

## ANNONCES CLASSEES

	la ligne*	la ligne T.T.C.
ENCADREES	12,00	47,04
OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	12,00	24,70
AUTOMOBILES	12,00	24,70
AGENDA	12,00	24,70
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64



## DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

**BBC**  
BROWN BOVERI

recherche pour une SARL verrerie en République au Burundi un

### DIRECTEUR GÉNÉRAL Afrique Francophone

capable d'en assurer l'exploitation efficace avec notre support et l'assistance de deux cadres supérieurs européens chargés des unités de production et d'entretien. Cette Société avec un effectif de 170 personnes dont 20 expatriés, assure production et vente de 20 millions de bouteilles par an.

#### Le Profil:

- Formation Ingénieur ou diplômé d'enseignement supérieur, expérience commerce/administration/gestion.
- Expérience de la direction d'entreprise, expérience en Afrique.
- Forte personnalité, aptitude au commandement d'une équipe internationale.
- Capacité de négociateur et esprit d'initiative.
- Bonne connaissance de l'anglais et connaissance de l'allemand appréciées.
- Contrat de 3 ans (év. renouvelable) avec excellentes conditions d'expatriation.

Veuillez pour contact initial soumettre CV daté d'entrée récente et actualisé à Dr M. Becker Département PDE - BBC Brown Boveri Cie - CH-5401 Baden/Suisse.

### directeur de production

PARIS SUD

Nous sommes la filiale d'un Groupe multinational américain de grande notoriété.

Notre activité: l'Instrumentation Electronique.

Nous recherchons un Directeur de Production.

Celui-ci, rattaché à notre PDG, supervisera:

- la fabrication - l'assemblage - l'ordonnancement-lancement - l'approvisionnement etc.

Le candidat retenu sera Ingénieur de formation (Grandes Ecoles, AM, etc...). Il sera reconnu et accepté pour ses compétences dans les fonctions qu'il supervisera. Par ailleurs, il aura déjà acquis une expérience de nature similaire si possible dans un domaine lié à l'Electronique ou l'Electromécanique. La parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, sous pli recommandé BG 12 au conseil qui nous enverra votre lettre de recherche.

**COCEPLAN**

Tour de Lyon - 185, rue de Bercy - 75012 PARIS

### DIRECTEUR REGIONAL

Paris

200 000 F +

**Vous dirigerez et animeriez notre plus importante**

agence: 44 personnes, 60 MF de C.A.

Avec une équipe de 12 attachés commerciaux, vous développerez notre réseau de distributeurs.

Vous appliquerez aussi les méthodes propres à une gestion efficace des stocks et des commandes.

**Notre formation commerciale supérieure** et votre expérience d'au moins dix ans à la vente et de la direction effective d'une équipe sont la preuve de votre réussite.

Votre connaissance de la distribution moderne serait appréciée.

**Nous sommes une filiale d'un des premiers groupes industriels français, N°1 dans notre activité.**

Notre siège et notre agence sont situés en proche banlieue Ouest de Paris (15<sup>e</sup> de l'étoile).

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous pli recommandé 209228 M (à mentionner l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par:

**BREVETE**

DÉPARTEMENT DE  
BERNARD KRIEF CONSULTANTS  
115 rue de la Harpe - Paris - Tél. 544 22 00

### Une direction de personnel en Picardie pour un idéaliste qui a les pieds sur terre ...

Nous sommes une importante société nationale fabricant et commercialisant des produits de grande consommation. Nous recherchons un responsable du personnel pour une unité de production située près de Compiègne composée de 250 personnes. Dans cette usine, nous nous efforçons de la mise en place d'un outil de production très moderne et performant et celle d'une gestion humaine. Nous pensons être sur le chemin de la réussite... mais il y a encore beaucoup à faire. De votre côté, après une formation supérieure, vous avez acquis la conviction au cours de vos cinq premières années d'expérience, qu'un homme de personnel doit être le garant de l'intégration du facteur humain dans la stratégie de développement d'une entreprise. C'est cet esprit que nous souhaitons retrouver aujourd'hui la prise en charge de la totale responsabilité de la fonction pilote. Alors, nous proposons de rejoindre notre Directeur d'usine pour assurer auprès de lui le développement de la politique sociale que nous désirons (vous l'avez devinée) dynamique et entreprenante.

Vous avez envie d'en savoir davantage? Contactez vite Françoise Meyer en lui adressant votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous pli recommandé.

**Meyer & partenaires** 100 cours Julien 13006 Marseille (91) 48.36.94.

### Directeur Général

Paris

350.000 F +

Notre entreprise (180 MF) est intégrée à un groupe important. Nous fabriquons des articles prêt à porter masculin et les diffusons soit auprès de notre réseau de boutiques indépendantes ou auprès de grands magasins indépendants.

Nous recherchons un Directeur Général qui pourra nous apporter sa vision vers la Présidence du Directoire.

Se sera de coordonner l'ensemble des fonctions de l'entreprise. Il sera chargé de repositionner notre produit et de diversifier notre collection; il veillera en liaison avec le Directeur de Production à améliorer la rentabilité de nos usines (réorganisation du système d'approvisionnement et d'ordonnancement-lancement) et à développer le réseau de boutiques.

Ce poste sera confié à un homme justifiant d'une formation supérieure et ayant exercé avec succès une fonction de Direction ou de Direction Marketing dans une entreprise de prêt à porter.

Envoyer votre CV, photo et dossier salaire sous pli recommandé M 337/A  
106, Bd Haussmann 75008 PARIS

Jean Paul VELLA Conseil

### ÉDITEUR INTERNATIONAL LIVRES MICRO-INFORMATIQUE

#### DIRECTEUR DES PUBLICATIONS

(Expérience de l'édition une indispensable)

**PROFIL SOUHAITÉ:**  
- bonne connaissance de la micro-informatique (formation technique souhaitable);  
- Expérience de la gestion d'une équipe;  
- anglais courant.

**FONCTIONS:**  
- responsabilité: programme et production des ouvrages, recrutement des auteurs, sélection des manuscrits;  
- synchronisation avec les équipes du groupe aux U.S.A. et en Allemagne.

Le poste est dynamique en croissance rapide. Séjour possible de formation aux U.S.A. en coopération avec les meilleurs spécialistes internationaux dans ce domaine.

Envoyer C.V., rémunération actuelle, photo sous pli recommandé M 337/A, au service ANNONCES CLASSEES 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Nous prions les lecteurs répondant aux ANNONCES DOMICILIÉES de bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du Monde Publicité ou d'une agence.

### SECRETARY-GENERAL

For small international organization based in the Hague. Good English and French, good organizational and administrative skills required. Wide autonomy, frequent travel. Interviews October 28 and 29 in the Hague.

Written applications enclosing detailed C.V., photo and salary requirements should be sent before October 8 to: Mrs. J. van der Meer, 2588 CG the Hague the Netherlands.

Establishment hébergement et réinsertion sociale pour hommes adultes et couples, plus de cent lits, recherche son

#### DIRECTEUR

Convention 78

Centre d'hébergement. Candidatures par lettre manuscrite, joindre C.V. et photo, à l'attention de: M. le Président de l'Institut Social, 24, rue Riboud, 69003 LYON.

#### ANNONCES CLASSEES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

Dans le cadre de son plan de développement, un GROUPE IMMOBILIER DE PREMIERE IMPORTANCE EN AQUITAINE (450 personnes) recherche pour son siège à BORDEAUX:

### Directeur de son bureau d'ingénierie

- Animateur d'une équipe de 20-25 personnes, il coordonne les études techniques et les opérations de réalisation pour les divisions opérationnelles du Groupe.

- Ce Bureau d'Etudes a acquis une maîtrise dans le domaine des technologies classiques de construction bâtiment et dispose d'une bonne notoriété à cet égard. Il devra donc porter son effort sur une ouverture sur des technologies plus nouvelles et les processus informatiques, devant permettre à l'ensemble de réaliser des progrès substantiels en matière de Productivité.

Ce poste est destiné à un Ingénieur Grandes Ecoles, d'une grande maturité professionnelle, d'un esprit de gestionnaire et pouvant apporter la preuve de ses capacités d'innovation (réf. 2519/LM).

### Directeur de sa division gérance immobilière

A la tête d'un parc locatif de 15 000 logements environ, dont la gestion est confiée à 5 divisions, il aura à effectuer l'animation de cette division très importante, et harmoniser la politique du Groupe à l'égard des locataires.

Il aura en charge l'ensemble de ce patrimoine, il doit en assurer l'équilibre budgétaire et veiller à la mise à jour des procédures (comptables, administratives, informatiques...) dans ce domaine.

Sur les indications d'un Responsable de Marché, il aura à mettre en œuvre et à superviser les projets relatifs à la transformation et à l'amélioration du patrimoine.

Cette fonction aux implications multiples est confiée à un généraliste de bon niveau, de formation supérieure en économie, gestion.

Une expérience confirmée dans la conduite des hommes, dans la direction d'une unité ou d'une entreprise de plus de 200 personnes serait souhaitable (réf. 2521/LM).

Ces postes sont à pourvoir rapidement. Nous vous remercions d'adresser votre candidature avec C.V., photo et prétentions, en mentionnant la référence choisie, à OCS.

Conseil en recrutement  
1, rue Guillaume Brochon  
B.P. 37 - 33024 BORDEAUX CEDEX

### Directeur des marchés habitat-loisirs

Cette activité regroupe 4 produits: la promotion de résidences secondaires, la construction de maisons sur catalogue, la promotion de résidences locatives (villages de vacances), la gérance locative.

Le Directeur que nous recherchons aura une fonction double:

- Mesure des évolutions de la demande en matière d'habitat loisirs sous toutes ses formes et détermination des objectifs de production, définition des produits et des types de communication.
- Animation, gestion et organisation de la structure de production en place (une vingtaine de personnes).

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur de formation supérieure (économie, gestion, marketing) ayant si possible une expérience dans le secteur immobilier diversifié, et sensibilisé par l'évolution de l'habitat de loisirs (réf. 2519/LM).

### Directeur de sa division construction habitat-loisirs

Cette division de création récente a pour objet la production et la commercialisation d'une gamme de Maisons individuelles sur catalogue dans le domaine du loisir.

Le rôle du responsable sera très opérationnel au départ, puisqu'il aura à la tête d'une cellule légère, il aura à assurer l'activité de la division (recherche de terrains, Entreprises sous-traitantes, organismes financiers, recherche de clientèle...). Sa fonction évoluera par la suite vers un rôle de coordination et d'organisation des procédures, la division devra être capable de s'adapter assez rapidement en fonction des résultats économiques.

Le profil que nous privilégierons pour cette fonction concernera des candidats disposant d'une bonne expérience dans le domaine de la construction, et animés par des qualités polyvalentes d'homme de gestion, de technique et de vente (réf. 2520/LM).





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## UHDE S.A

Société d'Ingénierie,  
Filiale Française du Groupe  
HOECHST  
recherche son futur

### DIRECTEUR DES VENTES

Expérience exigée en engineering d'ensembles industriels essentiellement chimiques.  
Le candidat devra être titulaire d'un diplôme compatible avec le poste à pourvoir.  
Il aura acquis une bonne expérience process et/ou project management au bureau d'études ou sur site.  
Il sera familiarisé avec l'activité Ventes ou les contacts clientèle.  
Le poste requiert la connaissance de la langue anglaise, la maîtrise de l'allemand présentant un atout supplémentaire.  
De fréquents déplacements à l'étranger sont à prévoir.  
Adresser CV détaillé, diplômes, photo et prétentions à  
UHDE S.A. - 71, Quai de Dion Bouton  
93500 PUTEAUX CEDEX

## SEDIS (GROUPE PEUGEOT) 1050 personnes - 200 MF

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS  
MONDIAUX DE CHAINES MECANQUES  
DE PRECISION (LEVALLOIS 92)  
pour la Division INDUSTRIES de

### DIRECTEUR DES VENTES INDUSTRIES France & Etranger

Dépendant du Directeur Division, RESPONSABLE DU DEVELOPPEMENT DES VENTES FRANCE + EXPORT (et de la marge commerciale) DES CHAINES POUR L'INDUSTRIE (surtout Véhicules) • Etudes de marché • Objectifs • Animation de la Direction • VENTES DIRECTES en France et à l'Etranger : 1<sup>re</sup> monte animation des équipes de ventes • VENTES INDIRECTES : supervision, animation des développements de ce secteur • Animation des Etablissements commerciaux et des Agents à l'Etranger.

#### INDISPENSABLE

- INGENIEUR diplômé (mécanique)
- ANGLAIS COURANT. Français apprécié
- EXPERIENCE (8/10 ans min) VENTES DE PRODUITS INDUSTRIELS en FRANCE ET à l'EXPORT (2 nécessaires)
- HOMME DE TERRAIN ET D'ANIMATION, disponible pour déplacements Province + Etranger.

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo max. réf. 4874

**sélection conseil**  
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

## SECTEUR LOGEMENT SOCIAL offre situation intéressante

### DIRECTEUR ADJOINT

Ce poste est destiné à un candidat supérieur âgé de 40 ans minimum ayant exercé des fonctions similaires possédant l'expérience de la gestion d'entreprise.  
Il sera plus particulièrement responsable de l'élaboration, du suivi et du financement des programmations, ainsi que de l'animation des relations régionales.  
Il devra répondre à toute lettre accompagnée d'un C.V. indiquant la dernière rémunération perçue, adressée à la référence 2275 à :

**Organisation et Publicité**

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.  
Discretion absolue

## DIRECTEUR DES PRODUCTIONS AM ou similaire

La Société - 500 personnes - 3 établissements dans l'Est - en expansion régulière - appartient au secteur chimique et fabrique des équipements spécifiques. Elle utilise les procédés les plus modernes de fabrication automatisée.  
Dépendant du D.G., le cadre recherché aura la responsabilité de l'ensemble des problèmes techniques (études, méthodes, outillage, etc.) de la fabrication des usines.  
Formation ingénieur mécanicien diplômé AM ou similaire. Expérience industrielle de fabrication en grande série.

Adresser CV détaillé, avec réf. 22401

**France  
Ludres**

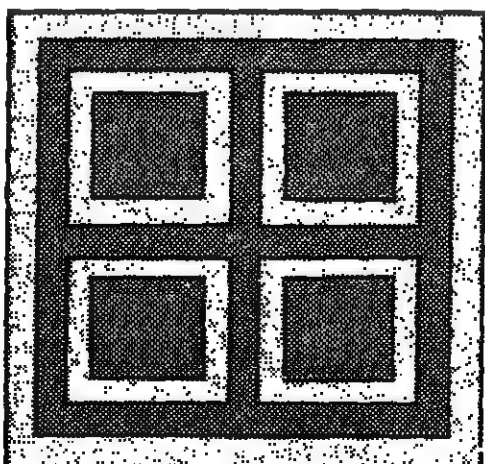
22, rue St Augustin  
75002 PARIS.

## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

## emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

## REALISATION CLE EN MAIN D'UNE USINE SIDERURGIQUE EN INDONESIE



**CLECIM**  
GROUPE CREUSOT-LOIRE

## PARTICIPER A LA NAISSANCE D'UN GRAND

CLECIM, constitué de 4 entreprises du groupe CREUSOT-LOIRE et du regroupement des activités de l'ingénierie et de la fourniture de gros équipements pour la métallurgie et la sidérurgie, intervient aujourd'hui comme maître d'œuvre dans la conception et la réalisation en main d'œuvre d'une grande unité de laminage sidérurgique à froid en Indonésie (Kratatau), dans le cadre d'un contrat d'Entreprise Générale tous corps d'état confondus.

La Division "Affaires d'ensemble" de CLECIM souhaite, dans ce cadre, renforcer ses équipes en accueillant des ingénieurs d'entreprise générale et des "Ensembleurs" industriels confirmés, ayant naturellement une parfaite maîtrise de l'anglais. Familiarisés avec l'ensemble des contraintes de réalisation "Full turn key" d'unités industrielles à grande exportation, ils sont immédiatement opérationnels aux fonctions suivantes :

- SENIOR PROJECT ENGINEERS**  
pour coordonner l'ensemble des activités techniques des départements internes et des partenaires extérieurs, depuis les propositions jusqu'à la phase de mise en œuvre. Réf. TE/01/M
- CONSTRUCTION DEPARTMENT MANAGER**  
une large expérience d'encadrement sur chantiers complexes lui permettra d'effectuer des offres pour les activités du site, des consultations pour les travaux et d'assurer la coordination des travaux. Direction de Chantier. Réf. TE/02/M
- PLANNING SCHEDULING ENGINEER**  
il devra seconder le responsable du Département (poste s/réf. TE/04/M) pour la détermination et la définition du planning de toutes les actions à mener. Réf. TE/05/M
- CIVIL ENGINEER**  
conception générale des travaux de Génie Civil industriel et émission des spécifications techniques. Réf. TE/06/M
- ELECTRICAL ENGINEER**  
conception générale et distribution, en relation avec les électriciens du process. Réf. TE/07/M
- INSTRUMENTATION / CONTROLS ENGINEER**  
conception générale du système de contrôle et régulation. Réf. TE/08/M
- ENGINEERING OFFICE MANAGER**  
chargé de la production et de la réception de tous les plans d'installation générale et de l'exécution du projet d'ensemble en relation avec l'engineering du process. Réf. TE/03/M
- PLANNING SCHEDULING DEPARTMENT MANAGER**  
Connaissant tous les aspects et toutes les contraintes des chantiers à grande envergure, cet ingénieur sera familiarisé avec l'utilisation d'outils de planification sophistiqués. Le candidat souhaité possède une bonne expérience de direction de grand chantier. Réf. TE/04/M
- FLUIDS / PIPING ENGINEER**  
conception générale des réseaux de fluides et d'utilités. Réf. TE/09/M
- MECHANICAL ENGINEER**  
conception générale et spécifications des systèmes de maintenance (ponts roulants, transport au sol des produits laminés et des sous-produits). Réf. TE/10/M
- STRUCTURAL STEEL ENGINEER**  
conception générale et spécifications pour la réalisation des structures et bâtiments métalliques. Réf. TE/11/M
- JOB EVALUATION AND ORGANIZATION ENGINEER**  
pour définition des procédures et moyens de contrôle des organisations pour un projet clé en main complexe. Réf. TE/12/M

L'importance de cette réalisation et le développement des activités de CLECIM, en France comme à l'étranger, ouvriront aux ingénieurs recrutés de réelles perspectives de réussite au sein de l'entreprise du Groupe CREUSOT-LOIRE. L'ensemble des postes est à pourvoir à COURBEVOIE (tout près de la Défense), et implique de courts déplacements à l'étranger.

Un dossier détaillé de candidature à adresser à la référence correspondant au poste M. GRUAU - CLECIM - 107, boulevard de la Mission-Marchand - 92400 COURBEVOIE.

HAVAS CONTACT

سازمان اطلاعات



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

# STIMULATION CARDIAQUE

MEDTRONIC est leader mondial dans ce domaine, grâce à la qualité de son personnel, de ses produits et de son organisation. Nous renforçons notre structure de vente dans la Sud-Ouest de la France en recrutant un

## ingénieur technico-commercial de haut niveau

Base à BORDEAUX.

Mission : recruter un ingénieur et un appui technique aux cardiologues, chirurgiens cardiaques et intervenir dans les hôpitaux pour développer la vente de nos produits. L'ingénieur devra participer à la définition de la politique commerciale dans le sud-ouest de la France et appliquer l'ingénierie ELECTRONIQUE BIOMEDICALE. Vous avez au moins 5 ans d'expérience dans la vente dans un domaine de haute technologie médicale. Vous avez une formation universitaire. La connaissance de l'anglais sera un atout.

Envoyer C.V., photo et références à : MEDTRONIC - Service du Recrutement - 52 bis, rue de la République - 75116 PARIS

Medtronic

# FABRICANT DE PAPIER

## INGENIEUR DE FABRICATION

CONFIRME par 5 années d'expérience papetière formation Arts et Métiers ou équivalent. Diplôme E.F.P. souhaitable.

Avant de prendre la responsabilité complète de la conduite d'une machine à papier, il sera chargé d'études particulières dans le cadre de la réalisation de l'important programme d'investissements prévu pour les deux années à venir.

Le poste est susceptible d'ouvrir une évolution de carrière intéressante à un élément de valeur, motivé par la recherche de l'amélioration des résultats et ayant le sens des responsabilités et du travail en équipe.

Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et présentation sous le n° 46.540 à CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

# LA COMMUNE D'IFS 14123 (Calvados), sud CAEN

## D'URGENCE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

classé dans la catégorie des secrétaires généraux des villes de 5.000 à 10.000 hab.

Le (la) candidat(e) sera recruté(e) conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juin 1962. Pour les candidats qui ne sont pas actuellement fonctionnaires municipaux, ceux-ci devront être titulaires au moins d'une licence en droit ou sciences économiques.

Les candidatures, avec C.V. détaillé et photographie, sont à adresser à :

Monsieur le Maire d'IFS, Service du Personnel, Recrutement Secrétaire Général, HOTEL DE VILLE, 1, boulevard d'Aquitaine, 14123 IFS, au plus tard le 30 septembre 1982.



# emplois internationaux

(et d'Outre-Mer)

# IMPORTANTE SOCIÉTÉ SÉNÉGALAISE D'OLÉAGINEUX

## recherche pour une de ses usines basées à DAKAR (500 personnes)

## adjoint au directeur technique

- former une équipe de 50 personnes ;  
- en charge :

- la réception des matières premières, la sortie des produits finis, le contrôle qualité, l'optimisation et le contrôle des programmes d'activités, le contrôle des performances des ateliers et de leur organisation ;
- l'animation et la coordination du contrôle budgétaire technique.

Vous avez une formation supérieure d'ingénieur, avec une expérience en génie chimique, alimentaire ou thermique et une motivation pour les problèmes de formation des cadres dans une entreprise de développement.

Il est offert une rémunération motivante + logement + nourriture et vêtements. Contrat à durée déterminée de 8 ans renouvelable.

Envoyer C.V. avec photo sous réf. 46061 à CONTEXTE PUBLICITÉ, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

annonce parlée\*

# Travaux offshore

## Ingénieurs expérimentés embarquement immédiat!

Notre société, leader mondial dans sa technologie, développe avec un taux de croissance de plus de 50 % par an. Ces résultats sont basés sur la mise en œuvre de techniques novatrices et l'ambition réalisatrice de nos ingénieurs auxiliaires par ailleurs, les possibilités d'évolution de carrière dans une entreprise à haute technologie.

Vous possédez au minimum deux à trois ans d'expérience des travaux à la mer et parlez l'anglais couramment. Nous sommes prêts à vous confier la responsabilité globale des opérations de pose sur les plateformes offshore.

\* Pour informations complémentaires et renseignements éventuels, téléphonez au 763.11.15, réf. 1266.

SVP Information Carrière  
1 rue de Logelbach 75017 Paris

# Important Groupe d'Ingénierie thermique, BRUXELLES personnes - Filiales internationales recherche

## 2 INGENIEURS GRANDES ECOLES (Centrale, Mines...)

• ADJOINT A LA DIRECTION DES MARCHES INTERNATIONAUX  
- ayant une importante expérience en affaires et la grande exportation  
- parfaitement bilingue anglais - connaissance de l'espagnol souhaitée  
- disposé à de fréquents déplacements outre-mer  
- âgé de 35 ans minimum  
Réf. 2635 / AD

• INGENIEUR D'ETUDES THERMIQUES  
- formation mécanique ou chimique  
- parfaitement bilingue anglais  
- disposé à séjourner à l'étranger  
- âgé de 25 ans minimum  
Réf. 2635 / IET

## 1 INGENIEUR

• CHEF DU BUREAU DE DESSIN  
- ayant l'expérience d'un bureau d'études moderne (DAO - CAO) et capable de diriger une équipe de 20 personnes  
- connaissances du béton armé, de la mécanique (Ventilation) et de l'électricité  
- familiarité aux normes internationales  
- anglais souhaité  
Réf. 2635 / IBE

Adresser lettre de candidature avec C.V. et références sous pli fermé à : correspondance, à Pierre Mulet Publicité - 39, rue de l'Arcade - 75008 PARIS.

PÉTROCONSULT E.T.T. recherche pour l'étranger

## INGENIEUR

Adjoint au chef de chantier, il prendra en charge toute la Direction Technique des sous-traitants.

BILINGUE ANGLAIS

Entre ou téléphoner 25, rue Jean-Goudou, 75116 Paris. 720-86-76.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

# MSL international

3, place de Valois 75001 PARIS - Tél. (1) 261.81.61.  
94, rue Servient Le Mercure 69003 LYON - Tél. (7) 862.08.33.  
50, boulevard de Paris 59100 ROUBAIX - Tél. (20) 73.71.70.

## Organisateur de haut niveau

200 000 F +

Région Nord

Un très important groupe privé français crée ce poste au sein d'un de ses départements (environ 250 personnes, près de 800 millions de C.A.) qui connaît une expansion rapide. Son directeur souhaite étoffer ses structures en recrutant un homme de réflexion et d'analyse. Celui-ci par la qualité de ses diagnostics et la pertinence de ses idées contribuera à la mise en œuvre de méthodes modernes de travail et d'organisation en vue de l'obtention de meilleurs coûts d'exploitation. Autonome, il devra en outre prouver un réel sens du contact et avoir le souci du dialogue pour entraîner l'adhésion du personnel. L'efficacité de ses propositions et de ses réalisations lui permettra de prétendre à des responsabilités opérationnelles au sein du groupe et notamment d'affirmer son autorité de commandement. Agé d'au moins 35 ans et de formation technique de préférence, la personne retenue possèdera une expérience dans la résolution de problèmes complexes d'organisation en matière de stockage et de distribution de produits destinés à une clientèle diversifiée. Elle devra justifier d'une bonne maîtrise des relations sociales, le terrain et avoir, si possible, de bonnes connaissances en informatique. Merci de nous faire connaître en écrivant à Hervé Audebert à Roubaix - Réf. M 30021.

## Chef de laboratoire recherche fermentation

Métropole Nord

Concevoir et recommander les orientations nouvelles, concrétiser le développement des technologies, réaliser des améliorations des procédés dans le domaine des produits de fermentation : tel est le rôle du responsable de laboratoire recherché par la filiale française d'un des leaders mondiaux de la production de fermentation. Basé à proximité de la Métropole Nord il dirigera une équipe spécialisée dans la recherche. Sa fonction l'amènera à utiliser des moyens informatiques et statistiques puissants et à avoir de nombreux contacts avec les laboratoires français et étrangers. Il devra être capable de travailler en liaison avec les services de recherche, de production et commerciaux de l'entreprise et du groupe. Un tel poste requiert impérativement d'avoir obtenu un doctorat en biochimie-microbiologie, un diplôme d'ingénieur émanant d'écoles spécialisées en agronomie ou agro-alimentaire complété par une thèse de docteur-ingénieur. La connaissance de l'anglais est obligatoire. En outre le candidat devra justifier d'une expérience pratique acquise dans le milieu industriel ou universitaire. La rémunération annuelle de départ sera déterminée en fonction des compétences et de l'expérience présentées. La puissance du groupe et le développement important de son secteur d'activité laissent envisager d'intéressantes perspectives d'évolution de carrière. Merci de nous faire connaître en écrivant à Daniel Landeau à Roubaix - Réf. M 20074.

## Responsable nouveaux marchés

200 000 F +

Un groupe international aux multiples implantations dans le monde est présent en France, souhaite approfondir son action dans des secteurs précis : construction automobile, matériel de bureau, grâce à de nouveaux produits spécifiques visant à l'amélioration des performances et la diminution des nuisances (étanchéité, systèmes anti-statiques, carénage, profilage, etc.). Pour lui assurer le développement de ces 2 marchés, on recherche de préférence un ingénieur, expérimenté, âgé d'au moins 35 ans et possédant au moins 10 ans d'expérience dans le secteur de l'industrie. Il devra être capable de travailler en liaison avec les services de recherche, de production et commerciaux de l'entreprise et du groupe. La préférence sera accordée à un candidat titulaire d'un diplôme de la technique des textiles, et si possible des plastiques et/ou du caoutchouc. Agé d'au moins 35 ans, il parlera couramment anglais et, idéalement, la langue française proche de Paris. Il devra être capable de déplacements courts, mais fréquents. Ecrire à Anichini Leclercq à Paris - Réf. M 8167.

Discrétion totale assurée.

## Midi: un DGA gestionnaire ouvert au commercial

Notre groupe : 110 millions de C.A., spécialisé dans le négoce de produits industriels (matériel d'équipement). Des réalisations et des clients dans le monde entier, d'un haut niveau d'exigence. Une expérience éprouvée dans un métier que nous avons créé. Un service fiable : des liaisons confiantes, de l'imagination, du pragmatisme, de la rentabilité. Et une équipe dynamique, des parcours professionnels variés, des évolutions techniques, des obstacles à la vente...

Dans notre groupe : vous dirigerez la finance, la comptabilité, l'organisation, l'informatique, le personnel, le juridique, le matériel. En France et dans les pays où nous sommes implantés, vous superviserez également la gestion des entrepôts et de nos importants stocks. Comme membre du Comité de Direction, vous participerez à la définition des politiques et des stratégies.

Réalisateur, concret, patron prêt à "aller au charbon", vous développerez une carrière marquée par l'interactivité des problèmes à traiter. Vous assurerez la gestion dans une entreprise où la prédominance "achats-ventes". Bien rémunéré, vous trouverez un poste de premier plan qui n'est pas facile pour autant, même si vos collaborateurs sont compétents.

Votre famille appréciera une implantation méditerranéenne sans problème pour l'éducation des enfants. Nous attendons donc de vous une solide expérience professionnelle, des réussites, la connaissance de l'anglais et la capacité à diriger et à motiver une équipe. Merci d'adresser votre candidature au SIRCA sous la référence 833 7894.



Sirca  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

## JEUNES INGENIEURS

PONTS, CENTRALE, AM, ESTP... DEBUTANTS OU PREMIERE EXPERIENCE.

Même si chantier ou d'études, vous avez choisi le BTP. Vous y apprécierez cet esprit du corps qui, traversant les âges, nous a permis de réaliser de grandes œuvres. Vous y trouverez une volonté commune d'entreprendre, qui n'a nulle part ailleurs sa pareille, vous en percevez pourtant toutes les difficultés. Centrale, Ponts, AM, ESTP... autant de formations qui ont trouvé leur place parmi nous. Autant d'anciens prêts à vous accueillir, à vous intégrer, à vous communiquer leur passion du métier et leur savoir-faire. Autant d'expériences à partager.

1100 personnes : nous sommes implantés en Normandie et nos chantiers : ponts, barrages, usines, etc. individuels, réhabilitation, génie civil et nucléaire, ouvrages d'art, etc. sur tout l'ouest. Nos structures, décentralisées, mettent en œuvre les dernières applications technologiques (informatique, techniques de prix, gestion de chantier...). Vous souhaitez - quand il vous - devenir

## INGENIEUR TRAVAUX

Vous bénéficierez d'abord d'une période d'intégration et de formation. Puis, vite, nous vous confierons la responsabilité d'un ou plusieurs chantiers de Bâtiment TCE ou de Travaux Publics.

## INGENIEUR ETUDES DE PRIX

Vous serez chargé de ces études au sein de la Direction Technique. Vous devrez évaluer les coûts et vos compétences, vers une spécialisation typiquement Technique, Commerciale, ou Travaux.

Et si d'autres fonctions vous intéressent, nous pouvons en parler. Auparavant, nous vous recommandons de nous adresser votre dossier de candidature en précisant la nature du poste envisagé et vos souhaits de rémunération.

Envoyez sous référence 4260 le DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS.





emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

## MATRA

Le Centre de Fabrication SALBRIS, implanté Sologne, à 60 km d'Orléans regroupant un effectif de 110 personnes recherche :

Dans le cadre de la décentralisation des achats

### Responsable des Services Achats

Il dépend du Directeur du Centre et s'appuie sur les grandes lignes de la politique d'achats définies au niveau central.

Il a la responsabilité d'organiser et d'animer un service de 40 personnes, de négocier et de gérer des contrats d'achats et de sous-traitance (mécanique - électronique - composants...).

Ce poste concerne un ingénieur diplômé ayant quelques années d'expérience dans la fonction achats, acquise dans l'industrie électromécanique ou aéronautique.

Il devra rapidement faire reconnaître par son talent de négociateur, sa rigueur dans l'organisation et ses qualités d'animateur d'équipe.

Des compétences en gestion informatisée seraient très utiles dans ce poste.

Ref.A.

Pour son service gestion de production

### Ingénieur Ordonnancement

En liaison étroite avec les services méthodes et les ateliers de fabrication, il est chargé d'établir et d'analyser les plans de charge moyen et long terme et d'orienter ainsi la politique de sous-traitance et d'investissement du Centre.

Ingénieur diplômé à dominante mécanique (A.M.E.N.I. - ENI - équivalent...), il peut avoir une première expérience professionnelle dans l'ordonnancement de la gestion de projet.

Son rôle de l'analyse des problèmes concrets et ses capacités à prévoir et à anticiper sur les problèmes des qualités déterminantes pour réussir dans ce poste.

Une formation complémentaire en gestion du type IAE serait très appréciée.

Ref.B.



Envoyer CV, lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à S.A. MATRA Service Recrutement - B.P. 29 - 41300 SALBRIS

Pour son service méthodes-contrôle

### Ingénieur

Méthodes - Contrôle

A partir de lignes générales définies, il prendra en charge la réalisation et le suivi des dossiers de contrôle (gammas - procédures - outils) en collaboration étroite avec les services Méthodes.

Electromécanicien de formation (A.M.E.C.L. - ENSI...), ce poste peut convenir à un ingénieur débutant à 2 ans d'expérience professionnelle, capable d'encadrer rapidement une petite équipe de techniciens.

Ref.C.

Pour ses services essais

### Jeune Ingénieur

moyens d'essais de structure

En relation étroite avec les synthèses et des bureaux d'études, il définit les programmes d'essais de structure et les moyens d'essais à mettre en œuvre.

Il définit, suit la réalisation et l'exploitation des essais, et ce titre, coordonne l'activité d'une équipe de techniciens.

Ce poste peut convenir à un ingénieur débutant (Centrale, A.M.E.) compétent en résistance des structures et intéressé par des perspectives d'évolution des responsabilités plus larges.

Ref.D.

Pour son service du personnel et des relations sociales

### Jeune Cadre

Recrutement - Formation

Il dépend du Chef du Personnel du Centre qu'il assiste plus particulièrement dans le recrutement et la formation du personnel ETAM.

Diplômé de l'enseignement supérieur (psycho. de préférence), il aura nécessairement exercé une première activité professionnelle en milieu industriel ou en cabinet.

Ref.E.

Société de Production Située à St-BENOIT près de POITIERS

## AIRWICK INDUSTRIE

(Insecticides, Désodorisants, Produits d'entretien des sols)

Filiale du Groupe GEIGY, recherche

### Ingénieur Chimiste

pour le poste de

### CHEF DU SERVICE CONTROLE-QUALITE

Il est pour les principales :

- Le contrôle des constituants en amont de la production des produits finis en aval.
- L'élaboration du cahier des charges concernant les niveaux de qualité et les méthodes statistiques, en accord avec le directeur technique du centre de recherche.
- Un rôle de conseil auprès des services achats et production de manière générale il veillera à la propagation de l'esprit qualité à tous les niveaux.
- La direction et l'animation d'une équipe de techniciens employés.

Il a des années minimum de contrôleur-qualité, une activité de grande consommation, une production de grande envergure, fait un excellent technicien, homme équilibré ayant du concret et du juste milieu, rompu à l'analyse des problèmes, l'argumentation (technique, statistique, humaine) afin de proposer des solutions toutes indépendantes.

Un AFQ, AFCIQ similaire serait un atout majeur.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à S. ENGRAND-CIBA GEIGY Département Personnel - 11 rue Lionel Terray RUEIL MALMAISON

## NEYRPC GRENOBLE

recherche pour sa TRADUCTION, un(e)

### TRADUCTEUR (TRICE)

EN PORTUGAIS

CONNAISSANT EGLEMENT LA LANGUE ANGLAISE.

CV + photo et prétentions à S. ENGRAND-CIBA GEIGY 9150/L 1 CONTEXTE Publiée 74, rue Boileau 69563 LYON Cedex 07, qui transmettra.

## MATRA

Le Centre d'intégration de la SELLES-SAINT-DENIS (en Sologne, à 70 km d'Orléans) où sont montés et testés des équipements aéronautiques, est dans son domaine l'un des plus modernes d'Europe. Ses effectifs doivent atteindre 150 personnes en 82.

Dans le cadre d'une organisation informatique qui se décentralise, nous créons un poste de

### Responsable Informatique

En liaison avec la Direction Informatique Centrale de la Branche, équipée d'une IBM 43 XX, il participe avec le Directeur du Centre, à l'organisation de la mise en place de l'ensemble des systèmes informatiques du Centre.

Sa mission principale est d'assurer l'exploitation et la gestion du Service Informatique.

Il sera, par ailleurs, amené à réaliser des applications de gestion propres aux activités du Centre.

Ce poste s'adresse à un ingénieur formation ayant une 1ère expérience en informatique de gestion et des qualités personnelles d'organisation et d'autonomie.



Adresser C.V., rémunération souhaitée et photo à NO SL au Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - B.P. N° 1 - 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX



recherche pour son CENTRE D'ETUDES DE LA GAUDE, près de NICE, de jeunes

## INGENIEURS DEBUTANTS ELECTRONICIENS/INFORMATIENS

Grandes Ecoles, Hommes ou Femmes

Ils participeront à des activités de développement, évaluation, produits dans le domaine TELECOM-MUNICATIONS (modems, contrôleurs, communication...).

Outre d'excellentes conditions de travail, la Compagnie offre de larges possibilités de perfectionnement et d'évolution. Les postes à pourvoir peuvent impliquer des stages ou une longue durée en France ou à l'étranger, notamment aux Etats-Unis. Ils permettent à des personnalités de valeur, ayant une bonne pratique de la langue anglaise, d'accéder à des responsabilités techniques et humaines à haut niveau.

Envoyer candidature détaillée à Ph. ROUGIER - Service du Personnel - France - 06610 LA GAUDE



ROUEN  
La Caisse Régionale de Crédit Agricole de Haute-Normandie

### 2 RESPONSABLES DE PROJET

Vous :

- Êtes diplômé(e) d'une école supérieure et justifiez d'une réussite dans une fonction de projet informatique.
- Savez dynamiser une équipe en tenant compte des techniques de pointe et avec le goût du dialogue.
- Souhaitez vivre dans une ville de Province agréable et proche de Paris.

Nous :

- Disposons d'une informatique composée d'un gros système CA-NB (CPS 8 - 4 processeurs et mini 6) et d'un système applicatif innovant et en pleine évolution (bases de données, rétroaction, automates bancaires).

Notre conseil en recrutement :

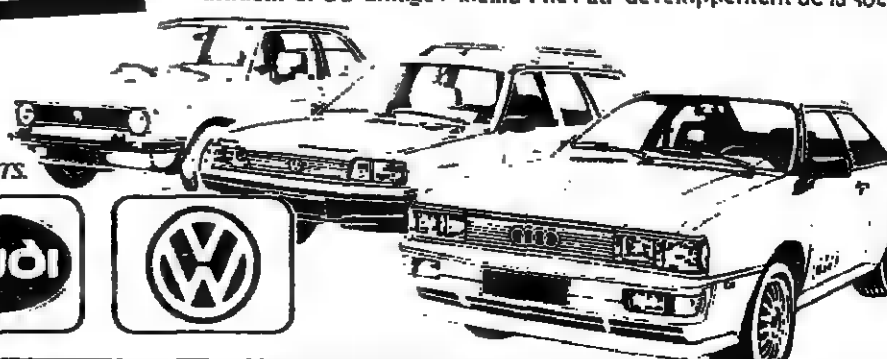
CAP SOGETI SELECTION

10 rue de la République 76000 Paris - Tél. 01.42.50.00.00  
Adresser CV + photo - prétentions à Amy BOULADE sous la réf. CRC 008.

## Marketing Terrain

V.A.G.  
Envoyez CV, photo et prétentions sous réf. FP 13 à V.A.G. France Direction du Personnel et des Relations Sociales, BP 62, 92600 VILLERS-COTTERETS.

V.A.G. Audi Volkswagen



HAVAS CONTACT

مكتبة الامم





emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

## VOUS,

vous avez obtenu un diplôme commercial et vous ferez tout pour ne pas rester derrière un bureau, vous voulez éviter la filière "classique" : Assistant Chef de produit ou Auditeur Junior, vous êtes tenté par l'aventure d'une expatriation, vous souhaitez prendre rapidement des responsabilités de commandement.

**NOUS,** nous recherchons plusieurs

## JEUNES DIPLOMÉS ÉCOLE DE COMMERCE

(HEC, ESSEC, ESCP, ...)

débutants ou première expérience.

Nous faisons appel à des hommes de terrain, désireux de valoriser leurs talents de commerçants et capables de prendre rapidement en charge

## LA DIRECTION COMMERCIALE

d'une de nos filiales étrangères

**Nous sommes un Grand Groupe Industriel et Commercial français, leader mondial sur son marché.**

Tous renseignements complémentaires seront fournis au cours d'entretiens individuels et la plus grande discrétion est assurée.

Adresser votre candidature à

INTERMEDIA N° 478

59, rue La Fayette - 75009 PARIS

qui transmettra.

## Télécommunications et réseaux de communication informatique

Deux domaines, parmi d'autres, dans lesquels nous poursuivons le même but : associer technologie et fiabilité des matériels pour une meilleure réponse aux besoins de nos clients. Nos efforts se concrétisent aujourd'hui par une gamme de produits nouveaux en matière de télécommunications. Parallèlement, nous renforçons nos réseaux informatiques internes qui permettent à nos usines et bureaux, de par le monde, de communiquer entre eux et avec nos clients. Aussi est-ce dans ces deux secteurs que nous proposons plusieurs postes

près de NICE,

**jeunes ingénieurs grande école électronique, informatique ou télécommunications**

Vous renforcerez le groupe récemment créé en charge des télécommunications à niveau européen. Vous jouerez le rôle d'ingénieurs Produits pour la gamme VLSI (composants pour postes téléphoniques, joncteurs électroniques d'abonnés, CODEC, circuits intégrés de transmission...).

Ce sera pour vous une expérience variée : conception, procédés de fabrication, test, contrôle-qualité, et aussi maintenance auprès de nos clients en Europe, aux USA, voire en Extrême-Orient. Vos possibilités d'évolution n'en seront que plus nombreuses au sein du groupe.

Débutant ou mieux, fort d'une première expérience, vous aurez une bonne connaissance des circuits analogiques et digitaux, ainsi que du traitement numérique du signal. D'autres notions (par exemple conception de circuits intégrés, pratique du BASIC, FORTRAN, COBOL ou PASCAL, méthode de transmission des signaux numériques sur lignes téléphoniques, NIC FSK) seraient un atout.

(Réf. ESG/0982/1M)

Vous avez de préférence une spécialité en télécommunications... Vous serez rattaché à notre division européenne des systèmes digitaux, qui veille à assurer la pénétration de nos ordinateurs sur le marché international ; cela suppose entre autres adéquation aux différents systèmes nationaux et compatibilité en matière de télécommunications (informatique (ISO, CCITT, VDE, PTT).

Établir des normes techniques, au plan national et international, anticiper leurs évolutions, établir les guides techniques pour la production, enfin assurer l'interface entre les différents pays d'Europe aux plans marketing et production et l'interface avec les États-Unis en matière de spécification européenne des télécommunications (MODEMS), votre fonction.

Entendu, une bonne connaissance de l'anglais vous est indispensable.

(Réf. EDSD/0982/1M)

Vous allez apporter le support technique (implantation, planification, développement) du réseau mondial de communications informatiques de TEXAS INSTRUMENTS.

Il vous faudra, par ailleurs, évaluer les performances (temps de réponse, disponibilité, etc.) du réseau européen et en tirer les programmes de correction.

Enfin, vous serez l'interlocuteur des organisations PTT en Europe et vous devrez maintenir un contact permanent entre les usines européennes et les États-Unis.

Informaticien ou électronicien, vous avez de bonnes connaissances en architecture de réseaux et en télécommunication. La connaissance de l'anglais vous est nécessaire.

(Réf. ISCC/0982/2M)

Monique NERVET vous prie de lui adresser votre candidature en rappelant la référence du poste choisi, à TEXAS INSTRUMENTS FRANCE - 8/10, avenue de la Saunier - 91100 VELIZY-VILLACOUBLAY



TEXAS INSTRUMENTS  
FRANCE

## Ingénieur Organisation Industrielle

Jeune Ingénieur diplômé d'une Grande École (Centrale, INSA, etc...), vous avez une première expérience professionnelle (2 à 3 ans) au sein de la Direction Industrielle d'une entreprise internationale.

Technicien, vous êtes néanmoins attiré par un poste qui vous permettra de mieux maîtriser les mécanismes économiques et financiers de l'entreprise.

Un important laboratoire pharmaceutique anglo-saxon souhaite vous confier la responsabilité de son organisation industrielle.

En liaison avec les services utilisateurs, vous devrez élaborer et présenter les dossiers d'investissement concernant l'ensemble de la production. Vous préparerez d'une part le dossier technique relatif au choix du matériel et d'autre part la justification de l'investissement.

Chargé d'assister le Directeur d'usine dans la préparation du budget industriel, vous aurez en outre la responsabilité des coûts visant à optimiser les coûts de production.

Les nombreux contacts que vous aurez avec le Siège européen et l'international impliquent une bonne connaissance de la langue Anglaise.

La rémunération proposée et les possibilités d'évolution sont susceptibles de motiver un candidat à fort potentiel.

Poste basé à l'ouest de Paris (environ 100 km).

Votre dossier de candidature parviendra à Yves KERNEVEZ sous référence LM 952.



Muthe, Kernevez & ASS. s.c.m.  
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

## Pour votre expansion, vite... un chef service entretien T.N.

Spécialiste de l'entretien et des Travaux Neufs, vous aimez ce métier qui fait de vous l'homme du changement, et de l'invention. Toujours sollicité par l'impérieux et les nouvelles techniques vous savez prévoir, organiser tout comme faire face à la panne, à la défaillance, au coup dur du vendredi soir.

Nous vous proposons de travailler comme Adjoint du Directeur d'usine. Travail en process - 300 personnes, en Normandie dans une petite ville agréable. Vous l'aideriez à la mise en place d'équipements nouveaux, et à moderniser certains secteurs, à trouver une maîtrise qui a plus de bonne volonté que de professionnalisme. Et bien sûr vous ferez fonctionner, avec votre savoir-faire, vos techniques du B.E., tout le système des machines de préparation au conditionnement, en passant par le chauffage, la station d'épuration, le magasin de pièces de rechange, etc...

Les qualités essentielles que nous attendons de vous, outre une expérience d'une dizaine d'années : un bon esprit d'organisation, des qualités d'animateur d'une équipe de 25 personnes. Une coopération franche et directe avec "ceux de la fabrication". Merci d'écrire à SIRCA, sous la réf. 824 790M.



Sirca  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

## IMPORTANT ORGANISME FINANCIER

recherche pour sa

DÉLÉGATION D'UNE GRANDE VILLE

UNIVERSITAIRE DE L'EST

UN

CADRE DE DIRECTION

Répondant parfaitement au profil suivant :

- Minimum : 33/35 ans.

- FORMATION :

Soit ÉCONOMIQUE, H.E.C., SUP. de CO., I.E.P. ou

Maîtrise S.C.E.C.

Soit COMPTABLE SUPÉRIEURE (niveau expert)

Soit TECHNIQUE (niveau expert) + I.C.G., I.A.E.,

L.P.A.

- Expérience professionnelle de 8 à 10 ans acquise :

En milieux bancaires ou para-bancaires (services

d'analyse financière et industrielles).

Ou auprès de directions financières de sociétés à structures

filiales.

Ou en cabinets d'organisation.

Adresser C.V. très détaillé avec niveau situation actuelle

sous le n° 45.546, CONTESSÉ Publ. 20, av. de l'Opéra,

75040 cedex 01, qui transmettra en indiquant le cas échéant les

sociétés auxquelles votre C.V. ne devrait pas être remis.

## BRETAGNE

P.M.E. spécialisée dans le Négoce de matériels techniques destinés à la grande Distribution C.A. 50 millions - 100 personnes

## RESPONSABLE FINANCIER

Après de 10 D.G., il interviendra dans

les domaines suivants : trésorerie et plans de

trésorerie, budget investissements, relations

banques.

10 ans - Formation supérieure + DECS avec

expérience acquise en P.M.E.

Adresser lettre manuscrite + CV à Jean Ollivier

sous référence JO/RF - B.P. 28 - 35740 PACE,

qui assurera les premiers entretiens dans

l'entreprise.



## AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique de Thomson-CSF conçoit et fabrique des équipements à haute technologie pour un avion appelé à une croissance importante au cours des prochaines années. Nos perspectives nous conduisent à proposer des postes à des

## INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDE ÉCOLE DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

Ils auront leurs compétences et affinités, ils auront des spécialités : électronique générale, logiciel de base, logiciel d'application, production, bureau d'études, soutien logistique, maintenance et chantiers à l'étranger.

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 500 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. BIEM,

à Monsieur FERON, THOMSON-CSF, B.P. 3,

LE HAILLAN.

## DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

HAVAS CONTACT





emploi régional emploi régional emploi régional emploi régional

# FILIALE DU GROUPE THOMSON-BRANDT



La réputation et la qualité de nos produits dans le domaine des biens d'équipement nous a placés en position de leader sur le Marché Européen. Le développement de notre activité à l'exportation (120 Millions de CA dont 30 % à l'export) nous conduit à renforcer notre structure et à procéder à l'intégration d'un

## CHEF DE PRODUIT MARKETING INTERNATIONAL 180 000

### VOUS ÊTES :

- Homme d'analyse et de terrain, diplômé ESC ou équivalent, avec une expérience professionnelle dans un poste de responsabilité produits complètes de préférence par une pratique de la vente
- Homme de communication désirant se réaliser dans des contacts internationaux (maîtrise de l'anglais indispensable, connaissance de l'allemand, déplacements prévus)
- Ouvert à la technique et persuadé que votre mission est essentiellement l'OPTIMISATION DE VOTRE LIGNE DE PRODUITS.

### NOUS VOUS OFFRONS :

- Des RESPONSABILITÉS en vous confiant : l'animation personnelle des réunions produits ou sein de la DG ; la participation à l'élaboration des plans à moyen et court terme ; analyse des marchés internationaux ; de la concurrence ; adaptation des gammes ; définition du cahier des charges ; le contrôle et la mise en œuvre du plan (budgets, marges, tarifs, publicité) ;
- Des MOYENS : infrastructure de la société (salles, logistique, bureaux d'études), formation au produit et à la clientèle ;
- Une OPPORTUNITÉ DE CARRIÈRE dans un groupe en évolution constante.

Intéressé par ce poste et pouvant en Région Lyonnaise, envoyez CV et rémunération actuelle, sous réf. 46017 LM, à MERCURY URVAL, 21, rue Eugène-Rochat - 75017 PARIS.

Mercury Urval



S.D.R. DE CHAMPAGNE-ARDENNE, afin de renforcer son équipe, recherche

## 2 CADRES FINANCIERS

DÉBUTANTS (ou ayant une certaine expérience) : Ces postes peuvent convenir à des candidats GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE, I.E.P. PARIS FORMATION SUPÉRIEURE ÉQUIVALENTE.

Ils recevront une formation aux diverses techniques de financement des entreprises (prêts à long et moyen terme, prises de participation) afin d'assumer des responsabilités autonomes auprès de la clientèle.

SITUATION VALORISANTE, IMPLIQUANT DES QUALITÉS DE RIGUEUR ET DE CONTACT.

POSTES : REIMS ET TROYES.

Adresser C.V. et lettre manuscrite à : S.D.R. CHAMPÉX, B.P. 384 - 51063 REIMS CEDEX.

# FILIALE DU GROUPE THOMSON-BRANDT



La réputation et la qualité de nos produits dans le domaine des biens d'équipement nous a placés en position de leader sur le Marché Européen. (500 millions de CA). Renforçant notre structure industrielle, nous recherchons pour l'une de nos unités en Région Lyonnaise notre

## RESPONSABLE DE GESTION PRODUCTION ORDONNANCEMENT LANCEMENT

### NOUS LUI DEMANDONS :

- De formation technique (AM, INSA ou équivalent, CES), cet ingénieur qui possède quelques années d'expérience professionnelle dans la mécanique (5 ans minimum), de préférence en entreprise fabriquant des produits de PETITES SÉRIES, aura en charge, sous la responsabilité de la Direction Industrielle :
- La planification de la fabrication ;
- La réorganisation des Systèmes Gestion de production ;
- Le management d'une équipe (15 personnes) ;
- La mise au point d'un outillage performant dans une perspective d'automatisation ;

### NOUS LUI APPORTONS :

- UN PRODUIT HAUT DE GAMME sur le marché ;
- Un poste enrichissant permettant à un ingénieur responsable et autonome de se réaliser au sein d'une équipe comme un véritable patron ;
- Une opportunité dans un développement de centre vers des RESPONSABILITÉS PLUS ÉTENDUES EN PRODUCTION ;
- Une qualité de vie dans une région agréable du Sud-Est.

Intéressé, adressez votre CV et rémunération actuelle à MERCURY URVAL, sous réf. 46018 LM, 21, rue Eugène-Rochat - 75017 PARIS.

Mercury Urval



850 personnes 350 M F de CA

société, filiale d'un groupe industriel français (1,3 milliard de F CA, 3500 personnes) produit des aciers à ressorts et ressorts plus ou moins son activité à l'exportation. Les résultats et les moyens mis en œuvre soulignent l'importance accordée au développement technologique, au dynamisme des hommes et à la rigueur de la gestion. L'évolution de la structure recherche un professionnel de

## comptabilité générale trésorerie et fiscalité

Rendant compte au Directeur Gestion et Approvisionnement, il sera le chef du Service Comptabilité Générale et animera une équipe de dix personnes. Il sera responsable de l'ensemble de la Comptabilité Générale jusqu'à l'établissement des comptes annuels, de la trésorerie à court terme et établira les déclarations fiscales. Son action s'orientera à élaborer les plans, budgets et prévisions dans ces domaines.

Ce poste basé en région Grenoble nécessite un candidat possédant au minimum le DEC ainsi qu'une expérience réussie d'au moins 5 ans en milieu industriel. Il sera familiarisé avec l'informatique. Des connaissances en droit des sociétés et en droit du travail sont un atout supplémentaire.

L'évolution du groupe permettra un développement de carrière pour un candidat de valeur.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. REALISE 57, Place de la République 69002 Lyon sous réf. 10901 nous assistera dans cette recherche.

UNILOG

## BANQUE RÉGIONALE APPARTENANT À UN GRAND GROUPE FRANÇAIS

cherche pour participer au développement de ses services informatiques à PERPIGNAN, dans

## analystes-programmeurs

diplômés débutants ou ayant une première expérience informatique, ils participeront à la mise en œuvre d'une importante base de données.

CH-18 (connaissance de PROTEGE souhaitée, mais non indispensable). Ces postes évolutifs, placés dans un environnement agréable,

demandent une candidature sous réf. 74795 LM, à :

ETHNOS - 10, rue d'Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

Membre de Syntec Informatique.

## Ingénieur de production

200 000 F 250 km Ouest Paris

Nous sommes un important groupe industriel français dans le domaine de la communication.

Dans le cadre de la réorganisation de notre production pour faire face à notre expansion, nous recherchons un ingénieur généraliste pour prendre en charge l'administration centrale de production ainsi que le planning.

Vous serez également en contact avec les problèmes d'informatisation.

Vous êtes ingénieur type AM ou équivalent ; vous faites preuve d'une première expérience dans l'industrie aux méthodes, ainsi d'une responsabilité d'atelier ; vous avez une préférence pour le type mécanique de petites séries.

Ce poste vous permettra rapidement d'évoluer vers une position d'adjoint au directeur d'usine ; une belle opportunité.

Merci d'envoyer votre C.V. avec une lettre manuscrite sous réf. LM/232.

RESSOURCES & DÉVELOPPEMENT

5, rue Casimir Delavigne - 75008 PARIS

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL DE MÉCANIQUE OUEST DE LA FRANCE

recherche pour son Service Recharges

## CHEFS DE GROUPE DE L'ADMINISTRATION DES VENTES

Ces postes s'adressent à des CADRES CONFIRMÉS justifiant d'une expérience de l'ADMINISTRATION et de LA GESTION INFORMATISÉE de ventes de pièces de rechange en mécanique, de qualités affirmées d'organisation et d'encadrement d'un effectif important, d'une pratique de l'Anglais.

Des déplacements de courte durée pour le suivi de la clientèle tant en France qu'à l'Étranger sont à prévoir.

## GESTIONNAIRES

Age : environ 30 ans

Formation D.U.T., B.T.S. commercial ou Technique.

Connaissances parfaites de l'Anglais et de l'Espagnol ou du Russe.

## ACHETEURS

Age : environ 30 ans

Formation D.U.T., B.T.S. commercial, connaissances parfaites de l'Anglais et de l'Allemand.

Écrire sous n° 950.012 à H.A.P., Hall des Petites Annonces, 7 X NANTES CEDEX.

## IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

(1 milliard 1/2 M CA - 1000 personnes)

recherche pour un de ses SERVICES TECHNIQUES

d'une de ses unités de production du centre de la France

## UN JEUNE INGÉNIEUR EN INDUSTRIALISATION

En liaison avec le client, il sera chargé de la DÉFINITION DU PRODUIT, de son étude et de sa mise au point dans le cadre d'une fabrication industrielle dans les meilleures conditions de productivité et de fiabilité.

Ce poste requiert :

- Une formation d'ingénieur industriel (A. et M., ICAM, ECAM, INSA, etc.)
- Une bonne connaissance de l'anglais, allemand ou japonais
- Une qualité d'animateur et de responsable

Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 250, à SWEETS B.P. 243, 75424 PARIS CEDEX 09 qui transmettra.

Il répondra à toutes les candidatures. Discretion assurée.

## ORGANISME DE FORMATION

Recherche

## FORMATEUR

- Conception et animation de stages : Expression, animation, communication.
- Fonctionnement des organisations.
- Expérience professionnelle.
- Connaissance du milieu agricole.

Adresser C.V. + photo + prétentions à : INPAR, 65, rue de St-Brieuc

35000 RENNES CEDEX.

## UNILOG ORGANISATION INFORMATIQUE

BANQUE RÉGIONALE APPARTENANT À UN GRAND GROUPE FRANÇAIS

cherche, dans le cadre d'importants projets de développement de ses services informatiques à PERPIGNAN, un

## informaticien

ayant 2 à 3 années d'expérience.

Chargé d'aider à la mise en œuvre de projets, il aura de nombreuses relations avec les utilisateurs et les Chefs de Projets pour réaliser les cahiers des charges.

Il devra constituer un dossier de candidature sous référence 74798 LM, à :

ETHNOS - Conseil en recrutement 9, rue Alfred-de-Vigny - 75008 PARIS.

Membre de Syntec Informatique.



## MATRA-HARRIS SEMICONDUCTEURS

FILIALE DU GROUPE MATRA, IMPLANTÉE À NANTES.

PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE À CONCEVOIR ET FABRIQUER DES CIRCUITS INTÉGRÉS, MÉMOIRES, MICROPROCESSEURS, TÉLÉCOM, ONDES ET BIPOLAIRE

renforce sa division commerciale et cherche à pourvoir des postes d'

## INGÉNIEURS DE VENTES

Les candidats posséderont une formation d'ingénieur électronique. Une expérience de la vente des composants électroniques sera très appréciée.

Les candidats de jeunes ingénieurs débutants attirés par une carrière commerciale seront étudiés avec intérêt.

REF IV/LM

## ÉTUDES DE MARCHÉS ET SUIVI DES VENTES

Il sera chargé de mettre en œuvre les moyens nécessaires à la connaissance des marchés potentiels, à assurer le suivi des relations avec les clients, les vendeurs, les divisions produits.

Il sera ingénieur commercial possédant une expérience commerciale ou ingénieur commercial possédant une expérience en électronique et utilisation systèmes.

REF EM/LM

Merci d'adresser votre candidature sous lettre manuscrite - CV et photo à MATRA HARRIS SEMICONDUCTEURS service recrutement - BP 942 - 44075 Nantes Cedex.

## SOCIÉTÉ DELTA NEU

ventilation, chauffage, dépoussiérage, transport pneumatique, insonorisation

recherche JEUNES TECHNICIENS (B.T.S., D.U.T.)

1 DESSINATEUR PROJETEUR pour son agence de BOULOGNE-BILLANCOURT (92)

Après formation technique :

- Il participe aux études et devis ;
- Il établit les plans d'exécution ;
- Il assure le suivi des approvisionnements.

## 3 CHARGÉS D'AFFAIRES

pour ses agences de DIJON et SENLIS (21)

Après formation technique et commerciale :

- Il suit notre clientèle industrielle régionale ;
- Il établit les devis ;
- Il assure le suivi des affaires ;
- Il contrôle les installations sur son secteur.

## 1 ÉLECTRICIEN

pour son bureau d'études FONTENAY-LEZ-TOURNAI (59)

- Il participe aux études et réalisations d'installations industrielles ;
- Il assiste techniquement la mise en service des installations.

Connaissances et expérience de quelques années en automates programmables.

Adresser votre candidature + C.V. + photo en précisant le poste souhaité à S.R.H. DELTA, B.P. n° 1, 59100 LOMME.

مركزنا في الدار البيضاء







## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discretion absolue



### Attaché de direction générale chargé des ressources humaines

référence NU 101 AM

UNE SOCIÉTÉ A TAILLE HUMAINE (380 personnes) faisant partie d'un grand groupe français (plus de 10 000 personnes, leader dans son domaine) recherche son Responsable des Ressources Humaines.

Directement rattaché au Directeur de la société, il participera à l'élaboration de la politique sociale et à la charge du suivi de son application.

En assistance aux services opérationnels, il traitera :

- de la gestion des ressources humaines (recrutement, formation, évolution de carrières),
- des études statistiques sociales (indicateurs sociaux, bilan social),
- de l'information interne,
- du suivi de la législation sociale,
- des relations avec les organismes extérieurs.

Il participera aux négociations sociales.

Poste intéressant, au sein d'une équipe direction jeune et dynamique, pour un candidat de formation supérieure (sciences humaines ou droit) ayant quelques années d'expérience de la fonction personnelle dans une entreprise ayant une politique sociale avancée, motivé, créatif, homme de dialogue, réalisateur.

Poste : grande ville vallée de la Loire.

### Chef du service personnel et administratif

référence UB 157 CM

UN ORGANISME PROFESSIONNEL, plan national, crée le poste de Chef du Service Personnel et Administratif.

Rattaché au Directeur de cet Organisme, il exercera directement la fonction "personnel" et aura un rôle d'animation et de contrôle en ce qui concerne l'administration générale et la comptabilité.

Ce poste conviendrait à un candidat maître de droit, ayant minimum 5 ans d'expérience dans le domaine du personnel et ouvert à une certaine polyvalence.

Des qualités de rigueur et de contact sont indispensables.

Poste : grande ville Sud-Ouest.

### Jeune Juriste d'affaires

référence KD 164 CM

UNE DES PREMIÈRES COMPAGNIES FRANÇAISES DE TRANSPORTS MARITIMES, nombreuses filiales France et étranger, offre un poste intéressant et de réelles perspectives d'évolution de carrière à un jeune Juriste d'Affaires, motivé, actif et compétent.

Il sera pour mission de seconder le Chef du Département dans l'ensemble des activités de gestion juridique des filiales, contrats, contentieux, gestion immobilière.

Bénéficiant d'une large délégation, il animerait un groupe de 3 personnes et devra disposer d'une formation supérieure Docteur en droit ou Maîtrise (droit privé ou droit des affaires) et d'une expérience de 3 à 5 ans au moins acquise au sein d'une entreprise importante ou cabinet spécialisé.

Très bonne connaissance de l'anglais.

Poste à Paris.

### Un jeune manager chef du service contrôle de gestion

référence 162 AM

PUISSANT GROUPE FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE, leader dans son marché porteur (nombreuses filiales France et étranger) CA supérieur à 1 milliard, recherche des structures de Management et de Contrôle de Gestion performant son service Contrôle de Gestion.

Sa mission :

- rattaché à la Direction Générale, il devra contribuer à l'effort poursuivi d'amélioration de la rentabilité et l'optimisation des résultats.
- intervenant auprès des filiales françaises et étrangères, il devra avec son équipe (5 personnes) exercer un rôle de conseil et d'assistance :
- le contrôle budgétaire et l'analyse des écarts,
- la diffusion des informations pour l'établissement de tableaux de bord,
- l'analyse des coûts et l'harmonisation des procédures,
- l'élaboration des plans.

Sa formation et expérience : HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, il devra disposer d'une solide expérience des méthodes modernes de gestion, des qualités de contact et d'animateur de groupe de travail.

Poste : grande ville universitaire moitié sud France.

### ORGANISATION Débutant HEC, ESSEC ESCP... conception et réalisation de systèmes de gestion de pointe

référence ZB 101 AM

SOCIÉTÉ INTERNATIONALE qui occupe une place de leader en Europe et qui a mis sur une organisation performante, assistée d'une informatique de pointe pour soutenir son dynamisme commercial et industriel, recherche un Cadre en Organisation débutant HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, qui sera rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique.

L'entreprise étant dotée de puissants moyens informatiques et disposant de systèmes de gestion évolués, les fonctions prévues s'inscrivent dans le cadre d'un plan directeur général d'évolution et de modernisation des procédures.

Après une période de formation, ce cadre sera plus particulièrement orienté vers les projets et les applications commerciales destinés aux centres de distribution France et Europe.

Il sera associé :

- à l'analyse des besoins,
- à la réalisation de projets,
- à la formation des utilisateurs.

possibilités d'évolution de carrière au sein de l'entreprise.

Poste : ville universitaire Nord.



filiale de PERNOD RICARD leader sur son marché, étaye ses structures de Management et recherche dans le cadre de son développement :

• de sa DIRECTION MARKETING qui intensifie ses activités, son Directeur de Produits Senior HEC, ESSEC, ESCP... venant d'un important groupe diffusant des produits de grande consommation (alimentaire de préférence).

Actif, dynamique et rigoureux, il aura pour mission :

- la gestion et le développement d'une ligne de produits de grande notoriété, connaissant un fort taux de croissance,
- la responsabilité d'un important budget publicitaire,
- les liaisons avec les différentes directions opérationnelles et les sociétés extérieures spécialisées.

• de sa DIRECTION TECHNIQUE chargée d'améliorer les moyens de production de ses usines (335 personnes), un Ingénieur AM, IDN, ENSIAA ou équivalent, débutant ou 2 ans d'expérience dont la mission concernerait plus particulièrement les équipements industriels.

- effectuer des audits et recensement des investissements et étude de leur rentabilité, recherche du matériel, mise en place,
- assistance technique aux usines : optimisation de la productivité, travaux de sécurité,
- étude de conditionnement en liaison avec la Direction Marketing et le service Achat.

Ces postes intéressants et motivants sont évolutifs au sein de la société et du groupe.

Postes : ville universitaire de Bourgogne.

Écrire en précisant la référence.



Massenet 75016 Paris



GRUNDIG FRANCE S.A.

recherche pour son siège banlieue un

### CHARGE

### D'ETUDES COMMERCIALES

De formation IUT ou équivalente et ayant une expérience minimum de 3 ans, il sera appelé à seconder le Contrôleur de gestion commerciale et à effectuer les nombreux travaux de statistiques. Un goût certain pour les chiffres et un excellent esprit d'analyse sont indispensables.

Merci d'adresser sa candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à : réf. M 21 à GRUNDIG France - Direction du Personnel - 107/111, Avenue Georges Clémenceau 92005 NANTERRE

GRANDE BANQUE

installée à Paris

recherche

### UN RESPONSABLE

### en charge des investisseurs institutionnels

POSTE REQUIERT :

- une formation de base au niveau enseignement supérieur : Sciences Economiques, H.E.C., Sciences Politiques ;
- une connaissance du premier niveau technique ;
- une réelle dynamique et une expérience dans le domaine des placements ;
- une haute culture financière ;
- une expérience professionnelle d'au moins 5 ans en investissement.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont à prévoir ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser sa candidature (lettre manuscrite, photo et prétentions) à : N. 2286 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris

annonce parlée\*

VPC: Produits d'Édition

### Un Rédacteur "style"

Sa cible : la catégorie des dictionnaires, chefs d'entreprise, cadres supérieurs, des ouvrages de documentation pratique, économie, droit, finances, fiscalité.

Son produit : faire passer le "know how" de l'entreprise, deux ans d'expérience de VPC, du style, de la confection, de l'imagination, pas de la copie.

Son plus : pour faire la différence parmi les meilleurs, la pratique de l'allemand.

Pour Informations complémentaires immédiates : rendez-vous éventuel, téléphone : 763.11.15, aux heures de bureau. Référence 1265.

SVP Information Carrière 7, rue Logelbach, 75017 Paris.



Recherche et Développement

recherche pour la direction

### MARKETING

plusieurs

### INGENIEURS

(X, MINES, HEC...)

pour identifier et détecter les besoins scientifiques et techniques dans des secteurs pointus, par exemple :

PETROCHIMIE, NUCLEAIRE SPATIAL

Envoyer CV et rémunération souhaitée à : référence 843 à :

M. H. DUFOURMANTELLE - BERTIN & Cie

BP 78370 PLAISIR

LE 4<sup>e</sup> CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE MATÉRIEL INFORMATIQUE. CROISSANCE + 78% EN 1981. IMPLANTÉ MONDIALEMENT (CENTRES DE RECHERCHE ET FILIALES EN EUROPE ET U.S.A.) CHERCHE DES HOMMES QUI CONTINUERONT CETTE RÉUSSITE :

### du logiciel au service

associé à la vente, nous recherchons des services de haute qualité à notre réussite. En support à la vente ou intégré à l'après-vente, vous jouerez un rôle d'intervention sur sites, d'information et de formation qui vous fera dominer nos techniques et agir auprès de nos clients.

### du logiciel à la formation

Au sein de notre organisation commerciale, vous formerez l'ensemble du personnel de nos clients : conception, organisation, animation. Un rôle à la pointe de la technique pour un logiciel qui ne cesse de dépasser. Votre formation d'Ingénieur Electronicien et/ou votre expérience en logiciels sont indispensables pour préparer l'une de ces fonctions.



Écrivez-nous ou venez nous voir au 51028 B A F 5157 BENSON, Z.I. Les Haies, 1, rue Jean-Lemoine, 94015 CRETEIL



intercontrôle Filiale du C.E.A.

spécialisée en contrôles non destructifs (secteur nucléaire) faisant appel aux techniques de pointe électronique, robotique, informatique.

recherche pour des postes d'INSPECTION

### Un DUT Électronique

pour le poste de maintenance électronique

Le poste est basé à RUNGIS (déplacements France et étranger 70% du temps)

- Formation à la maintenance électronique
- Rapport en rapport avec la technique électronique + prime de déplacement.
- Dégage des obligations militaires

Adresser C.V. + photo manuscrite à :

INTERCONTROLE - RICHARD RIBONDI 15, rue de la République - 94033 94583 RUNGIS CEDEX - Tél. : (1) 687.31.60

SOCIÉTÉ SAINT-CLOUD Notoriété internationale, filiale groupe très important recherche

### INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Expérimenté haut niveau. Clientèle industrielle variée. Problèmes techniques diversifiés, structures - vibrations.

Envoyer CV, prétentions sous N° 8291 à PARFRANCE Annonces 4 rue Robert Esnault 75008 PARIS qui transmettra

### Responsable comptabilité fournisseurs

DECS, DESCAF, DUT...

Si vous avez le goût du travail en équipe et un tempérament battant, nous sommes intéressés, car nous recherchons :

un responsable de devenir RESPONSABLE de la COMPTABILITE FOURNISSEURS, hypermarché MANTES-LA-JOLIE.

Un poste à quelques mois, sous la direction du CHEF DE RAYON, vous découvrirez tous les aspects de ce métier.

Puis vous serez responsable de la comptabilité fournisseurs. LA, à la tête d'une équipe de 3 personnes, vous serez responsable du paiement de l'ensemble des fournisseurs.

ainsi que :

- l'animation d'une équipe de 10 secrétaires,
- la régularité comptable des comptes fournisseurs, du contrôle des procédures.

Ensuite, si vous le souhaitez, nous vous proposerons à moyen terme la fonction de CONTRÔLEUR DE GESTION.

Pour un premier contact, nous vous adresserons la lettre de motivation, curriculum vitae, photo et prétentions.

Envoyez la référence 843 à : M. H. DUFOURMANTELLE - BERTIN & Cie

BP 78370 PLAISIR

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE

LA JOLIE



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## GRANDS PROJETS DE GESTION ET INNOVATION TECHNIQUE

CAP SOGETI SYSTEMES développe ses interventions auprès des plus importantes entreprises françaises du secteur ☐ souhaite accueillir de nouveaux

### INGÉNIEURS INFORMATIENS expérimentés

Ils s'intégreront à des équipes ☐ compétentes, motivées ☐ l'envergure des projets ☐ les développements technologiques auxquels ils font appel (grands projets de gestion, réseaux, videotex...).

Les dimensions ☐ CAP SOGETI SYSTEMES, première société française de prestations intellectuelles en informatique, ☐ d'intéressantes perspectives d'évolution.

REALISER SES AMBITIONS DANS UN GRAND GROUPE

**CAP SOGETI SYSTEMES**

Un dossier de candidature ☐ adresser sous référence 74789 à Josyane Muller - CAP SOGETI SYSTEMES - rue Leriche - 75015 Paris.

INFORM. CONTACT

Dans la cadre de son expansion, une importante entreprise française recrute pour la gestion ☐ unités de vente des

## Jeunes diplômés

Ecole de commerce, Université ou équivalent

Commerçants, ambitieux, forceurs mais aussi hommes de réflexion, ils auront pour mission :

- de développer leur chiffre d'affaires ainsi que leurs marges.
- d'élaborer leur politique commerciale.
- de recruter, d'animer et de former leur personnel.

Ils sont, pour de JEUNES DIPLOMÉS, l'opportunité de faire rapidement leurs preuves et d'évoluer dans une société réputée pour son dynamisme.

Toutes informations complémentaires sur ces ☐ vous seront fournies en téléphonant ☐ 9 h à 18 h au 296.15.16 (précisez la référence 126)

ou adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) s/réf. 2085/LM à ALLO-CARRIERES 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

**ALLO-CARRIERES**  
S'informer pour mieux choisir  
**296.15.16**

Nous comptons parmi les leaders de notre profession et notre groupe qui s'est fortement développé dans les dernières années est appelé à s'étendre. Notre métier : des Travaux Publics spécialisés. Notre Secrétaire Général qui anime l'administration et les finances recherche 2 collaborateurs.

### CADRE FINANCIER 140/180.000 F

De formation supérieure, disposant de 3 à 5 années d'expérience acquise au sein du département gestion d'une entreprise, il aura pour mission de :

- gérer la trésorerie du groupe et en établir les prévisions à court et moyen terme
- coordonner et contrôler la trésorerie d'une ☐ filiales en France et d'opérations à l'étranger
- participer aux relations avec les banques
- prendre en charge des problèmes divers d'ordre financier, local ou administratif.

Ces 2 postes de grand avenir sont à pourvoir dans les YVELINES (78).

Envoyer votre CV en précisant la référence du poste aux consultants de GFC chargés de ces recherches. Discretion et réponse assurée. Membre de la Chambre Syndicale Nationale des Conseils en Recrutement

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

### JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

Ingénieur ou ESC, débutant ou avec une première expérience, il sera doté d'une bonne capacité de travail, d'un sens aigu de l'analyse et d'une aptitude à comprendre rapidement les problèmes.

Outre les fonctions classiques inhérentes au poste (établissement des budgets, analyse des écarts, tableaux de bord, programmes d'investissement), il participera activement à l'analyse d'entreprises à acquies.

Réf. N 1003

## INFORMATIENS

VOUS AVEZ REUDEL - VOUS DANS LE MONDE DU JEUDI 23 (DATE DU VENDREDI 24.) AVEC...

BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR  
La Caisse Centrale des Banques Populaires  
Motorge Coppes  
Ordis Conseil en Recrutement 10, Rue Auber - 75009 PARIS

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Discretion absolue



### Directeur de filiale

référence DV 152 AM

UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT, performant et leader ☐ son marché en développement constant, recherche ☐ Directeur d'une de ☐ filiales :

Il s'agit de diriger ☐ unité ☐ environ dans le cadre d'un groupe pratiquant une politique de décentralisation ☐ de délégation ☐ responsabilités. Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (grande école ☐ com ☐ ou d'ingénieur) disposant d'environ dix ☐ d'expérience professionnelle et ayant déjà ☐ un poste de dirigeant opérationnel d'une PME ou d'un ☐ de profit, impliquant négociations commerciales, animation de personnel et gestion. Formation aux techniques du ☐ assurée.

Poste : grande ville Ouest France.

### Responsable audit + évolution rapide vers poste opérationnel

référence LE 165 AM

PUISSANT GROUPE DE DIMENSION INTERNATIONALE, plusieurs filiales France ☐ étranger, offre poste d'Audit Responsable d'un groupe de filiales.

Dans un premier temps en tant qu'audit, il ☐ responsable vis-à-vis ☐ la ☐ Générale et contribuera par ☐ interventions à établir ☐ harmoniser les procédures internes du ☐ So carrière pourra évoluer dans un deuxième temps vers ☐ fonctions opérationnelles au ☐ de la société-mère ou dans ☐ filiale. Ces fonctions conviendront à un jeune cadre HEC, ESSEC, ESCP ☐ équivalent (DECS apprécié) disposant d'une expérience ☐ 3 à 5 ans ☐ préférence en cabinet d'audit anglo-saxon ☐ au sein d'un ☐ important.

Lieu ☐ travail : ville ☐ France de préférence ou Paris.

Ecrire ☐ précisant préférence géographique.



GROUPE EUROPÉEN N° 1 DU JEAN EN FRANCE (1200 personnes - 4 usines) poursuit sa croissance grâce à son dynamisme commercial et à ses méthodes modernes de gestion.

Pour travailler dans le cadre d'une large délégation ☐ liaison directe ☐ la direction, la société recherche un jeune Ingénieur capable d'être le CHEF D'UN SERVICE REGROUPEANT DES ACTIVITÉS POLYVALENTES ☐ personnes environ.

Une première expérience de 3 à 5 ans acquise au sein d'une ☐ importante dans les achats - les méthodes ou l'entretien, devrait lui permettre la prise en charge :

- des achats hors industriels d'un budget ☐ 10 millions de francs environ.
- de la gestion ☐ de l'amélioration ☐ systèmes de communication et des services généraux (une initiation à la bureautique serait appréciée).
- du suivi des projets d'investissement ☐ la participation aux ☐ d'extension ☐ de rénovation, en relation ☐ les entreprises extérieures,
- de la maintenance générale ☐ bâtiments.

Fonctions intéressantes et évolutives ☐ candidat actif, ayant un ☐ de progrès ☐ de performance.

Lieu : ville d'Amiens.

### Jeune ingénieur gestionnaire et animateur

référence YF 160 CM

UNE SOCIÉTÉ IMPORTANTE MAROCAINE spécialisée dans la fabrication de ☐ de construction, recherche son ☐ Responsable du Bureau d'études.

Rattaché au Directeur Technique, il animera une équipe de 5 dessinateurs chargés d'études d'équipement à base mécanique comportant ☐ parties électriques, hydrauliques et ☐ automatismes.

Le poste ☐ une solide expérience ☐ et ☐ qualités d'animateur.

Les ☐ profils envisagés :

- candidat de nationalité ☐ (15 ans minimum) désireux ☐ faire carrière ☐ l'entreprise,
- cadre européen (plus ☐ 30 ans) pouvant ☐ l'ordre de 3 à 5 ans) au Maroc.

Rémunération motivante.

Lieu de travail : Casablanca.

### Projeteur responsable bureau d'études

référence WD 160 AM

### Jeunes ingénieurs grande école

référence XE 160 AM

UN ORGANISME D'ÉTAT A VOCATION TECHNIQUE assurant la maîtrise d'œuvre de programmes de missiles effectue une importante ☐ de ☐ Jeunes Ingénieurs grande école.

Travaillant dans de petites équipes de haut niveau de qualification, ils seront affectés :

- à l'assistance de directeurs ☐ programmes ☐ missiles (études, ☐ de développement ☐ de réalisations),
- ou au développement ☐ techniques nouvelles : guidage, propulsion...

Ces postes ☐ de jeunes ingénieurs diplômés (débutants ou quelques ☐ d'expérience) ENSI, ENSMA, ESTACA, ESME, INSA ou école équivalente.

Les postes offerts se situent dans un domaine faisant appel à des techniques de pointe, permettant d'être fréquemment ☐ contact avec des Industriels divers et de bénéficier ☐ formations complémentaires.

Pratique ☐ l'anglais souhaitée.

Postes à Paris.

### Chef de département gestion de production

référence PW 153 AM

### Jeune ingénieur de production

référence SZ 154 AM

### Jeune ingénieur électronicien

référence RV 155 AM

### GROUPE ED - VEGLIA

Le Groupe ED - VEGLIA (important équipementier automobile) renforce les structures de ☐ de Besançon, qui réalise des produits mécaniques, électroniques et micro-électroniques. ☐ recherchons :

• Un Chef de Département ☐ de Production. Ingénieur confirmé, ayant ☐ expérience de la gestion ☐ production, il animera ☐ fonctions : achats locaux, approvisionnements, ordonnancement, lancement, planning, magasins. Il ☐ chargé ☐ participer activement à l'informatisation ☐ département. Ce poste implique de réelles qualités de rigueur, d'organisation ☐ contact.

• Un Jeune Ingénieur de Production. ☐ formation mécanicien et ayant de bonnes ☐ électronique, il ☐ rapidement la responsabilité d'un secteur de fabrication, doté d'équipements modernes, comprenant un ☐ 90 personnes, utilisant des techniques diversifiées : mécanique, microtechnique, automatismes, électronique.

Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur, 1 à 2 ans d'expérience ou débutant, ayant le potentiel ☐ le dynamisme lui permettant ☐ s'affirmer rapidement dans ☐ fonctions impliquant goût pour le commandement, l'organisation ☐ la technique.

• Un Jeune Ingénieur Électronicien "Assurance Qualité". ☐ formation électronique, ☐ bonnes ☐ en mécanique, il sera formé pour assumer des responsabilités importantes dans ☐ la qualité. Ce poste conviendrait à ☐ ingénieur débutant, rigoureux, de bon contact, ayant ☐ goût marqué pour la technique.

Ecrire ☐ précisant la référence.

etap

4, rue Massenet 75016 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

CONSTRUCTEUR FRANÇAIS DE

PLANTAGE - 78 - EN 1981

PLANTE MONDIALEMENT

MAÎTRES DE RECHERCHE ET

MAÎTRES EN EUROPE ET U.S.A.

RECHERCHER DES HOMMES QUI

ENTRETIENNENT CETTE RÉUSSITE.

u logiciel

u service

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation

u logiciel

la formation



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## SVP Information Carrière Grandes Ecoles

"SPÉCIAL JEUNES"

annonces parlées\*  
7631115

entreprises	postes à pourvoir	lieux	expériences	langues	formations	réf.
COMEX	JEUNES INGENIEURS	Marseille déplacements	Débutants ou 2 à 3 ans	Anglais impératif	Hydraulique, mécanique, électronique, soudure	119A2
CCMC Informatique de Gestion	INGENIEURS COMMERCIAUX	Paris, province	Débutants ou +		Ecoles de commerce, informatique, comptabilité	159E5
GROUPE DROUOT	STATISTICIEN RESP. ETUDES ACTUARIELLES	Marty-le-Roi (78)	Débutants à 2 ans		DEA Stats Méthode de statistiques	15107
EDF	ING. D'EXPLOITATION centrales classiques	France entière	Débutants à 3 ans		Ecoles d'ingénieurs	151C7
EFCIS	INGENIEURS DE VENTE	Région Parisienne	Vente circuits intégrés	Anglais	Ingénieurs Electroniciens	132D5
EFCIS	INGENIEURS CONCEPTEURS	Grenoble	Conception circuits intégrés	Anglais	Ingénieurs Electroniciens	132D6
EFCIS	INGENIEURS PRODUITS	Grenoble	Domaine des semi-conducteurs	Anglais	Ingénieurs Electroniciens	132D7
EFCIS	RESPONSABLE EXPLOITATION	Grenoble	Exploitation du système métrique haute vitesse	Anglais	Ingénieurs Electroniciens	132D8
ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER	INGENIEURS D'ETUDES ELECTRONIQUES	Clémart (92)	Débutants à 3 ans	Anglais	ENST, ESE, ECP, INPG	111C8
GROUPE THT	INGENIEURS D'AFFAIRES	Région Parisienne	2 à 3 ans Télécom et/ou Temps Réel	Anglais	Ecoles d'ingénieurs	156J7
BANK XEROX	CADRES COMMERCIAUX	Paris, province Ouest	Débutants ou +		Grandes Ecoles de Commerce	129A1
TECHNIP	ING. ETUDE DE PROCÉDES	La Défense (92)	Débutants	Anglais	Grandes Ecoles d'ingénieurs	127C6
TECHNIP	COST ESTIMATION	La Défense (92)	Débutants ou 2 à 3 ans	Anglais	Grandes Ecoles d'ingénieurs + Economie	127C7
THOMSON BRANDT	INGENIEURS ELECTRONIQUES	Province: Angers, Lyon...	Débutants ou +		Grandes Ecoles d'ingénieurs	136D7
FLOPETROL	INGENIEURS CHAMPS PETROLIERS	Monde entier	Débutants Formation assurée	Anglais	Grandes Ecoles d'ingénieurs	110B7

\* Avant de faire acte de candidature prenez connaissance par téléphone des descriptions détaillées des offres qui vous intéressent. Ils ont été conçus pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et votre rencontre avec l'entreprise s'en trouvera accélérée. Appelez 7631115 en rappelant la référence.

SVP Information Carrière  
7, rue de Logelbach 75017 Paris.

## GRANDE BANQUE à vocation internationale recherche jeunes diplômés(e)s HEC, ESSEC, ESCP, IEP Paris ou équivalent

pour devenir ATTACHEES DE DIRECTION à des postes d'exploitants, en relation avec sa clientèle d'entreprises à Paris ou en Province.  
Les candidats devront être motivés par une activité commerciale demandant par ailleurs des connaissances précises en ANALYSE FINANCIERE et en DROIT des AFFAIRES.  
Une bonne maîtrise de l'Anglais est indispensable.  
Une seconde langue étrangère est souhaitable.  
Rémunération annuelle brute de départ 100.000 F +.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 2373 à :

Organisation et Publicité

2, rue de Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS dans le C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recrute :

## Ingénieur béton armé

De formation Grande Ecole (T.P., A.M., INSA, ESIM ou équivalent) et possédant une première expérience d'environ 5 années acquise dans un Bureau d'Etudes d'entreprise ou une entreprise d'Ingénierie.  
Il sera intégré, au sein d'une équipe pluridisciplinaire chargée d'ingénierie des Bâtiments (études de projet d'exécution, suivi des chantiers).  
Une bonne connaissance de l'anglais contrôlée par écrit est nécessaire.  
Ce poste à pourvoir est proche banlieue Est pourra nécessiter des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et photo) sous réf. 9891 à :  
B. MAZIERES Direction du Personnel SOFRESID 59, rue de la République 93108 MONTREUIL Cédex.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées conformément à la loi.



SOFRESID



## AU COEUR DU PLAN BUREAUTIQUE ALCATEL

recherche pour réussir son essor dans ce domaine un VÉRITABLE PROFESSIONNEL chargé (e) des DEMONSTRATIONS de la FORMATION approfondie des clients de l'ASSISTANCE après installation des systèmes.

## RESPONSABLE D'UNE EQUIPE D'ASSISTANTES BUREAUTIQUE

Il faut : compétence, votre esprit d'initiative, votre dynamisme, votre sens de l'organisation, vous formerez avec :

### UN TANDEM PERCUTANT

Jeune mais déjà confirmé(e) dans cette branche, vous allez trouver, en intégrant notre entreprise, un terrain propice à la réussite : une société où le dynamisme n'est pas un vain mot, basé sur la qualité des 1.800 ingénieurs et techniciens (moyenne d'âge 32 ans), qui font

### NOTRE FORCE ET NOTRE VITALITE

L'ANGLAIS est indispensable. Basé à Massy (20' par l'autoroute), vous serez amené (e) à des courts déplacements en région parisienne, sur l'hexagone, voire à l'étranger. Un véhicule personnel est nécessaire pour garantir votre autonomie.  
Catherine BONNIER étudiera avec intérêt et discrétion votre candidature. Envoyez-lui rapidement (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions sous réf. M216) : TRANSAC ALCATEL - Service du Recrutement - 1 / 7, rue Ampère 91300 MASSY.

Si vous appréciez une place notre matériel, passez au SICOB (niveau 3 AF - n°3165).

GROUPE



offre à

## Ingénieurs Grandes Ecoles

(Centrale, Mines, Ponts, Sup-Aéro, Télécom, INPG...)

### Débutants attirés par l'informatique

- une FORMATION théorique et pratique aux disciplines de l'informatique et de l'organisation en participant à la conception et au développement de grands systèmes de gestion dans des domaines avancés :

- Réseaux.
- Télématique.
- Bureautique.
- Gestion de l'entreprise.

- l'acquisition d'une EXPERIENCE professionnelle solide par un rodage complet :

- aux techniques de gestion ;

- à des responsabilités d'encadrement ;

- aux missions les plus importantes entreprises nationales ou internationales ;

- une évolution de CARRIERE qui peut être rapide et passionnante grâce à l'importance, à la jeunesse et au dynamisme du groupe ;

- une REMUNERATION attractive.

Envoyez CV et prétentions sous référence PHT 82 à : GROUPE ST2 - 12-14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

## L'AIR LIQUIDE recrute

Notre direction INFORMATIQUE ET ORGANISATION (65 personnes) recherche de jeunes diplômés de l'Enseignement Supérieur (écoles ingénieurs ou universités) débutants ou confirmés.

Les candidats fortement motivés par l'informatique et pleinement autonomes auront la charge :

- de concevoir et réaliser les applications de gestion ;
- de mettre au point les techniques les plus récentes : bases de données, temps réel, télétraitement sur matériel IBM - HP 3000 et HP 250 ;
- d'animer rapidement une équipe.

Il existe de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

les dossiers de candidature avec CV + photo seront à adresser sous référence 8743 à

L'AIR LIQUIDE

Directions des Relations Humaines  
75 quai d'Orsay, 75321 PARIS CEDEX 07

## Ingénieur commercial 160 - 200 000 F Paris

Vous avez une expérience réussie de la vente de services par exemple au sein d'une entreprise de programmation ou traitement informatique et vous souhaitez évoluer maintenant vers un poste plus directement à l'industrie.

En parallèle à notre équipe existante, vous aurez à prendre en charge la vente de produits les plus sophistiqués techniquement, c'est-à-dire banques de données, traitement de l'information, impression informatisée.

Vous jouerez également un rôle de coordinateur des services techniques et serez très vite Directeur pour le développement de produits nouveaux sur des marchés prospectifs.

De votre côté, nous vous apporterons la garantie d'un très important groupe français en pleine d'édition en plein développement.

Merci d'envoyer votre C.V. et lettre manuscrite sous réf. M/233.



Ressources  
& Développement  
C. Delavigne - 10000 PARIS

مركزنا من الامارات



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



DIVISION AÉROSPATIALE ÉLECTRONIQUE  
RECHERCHE

Siège Social BOIS-D'ARCY (78)

**CONTRÔLEUR  
DE GESTION**

Possédant une première expérience de 3/4 ans en milieu industriel.

Formation : Maîtrise de Gestion ou École de Commerce Option comptabilité.

Il devra assurer le contrôle de gestion de l'ensemble de la Division.

Usine de SAINT-OUEN (93)

**INGÉNIEUR QUALITÉ  
Confirmé**

Formation Ingénieur Mécanicien ou Électromécanicien.

Sous la responsabilité du Chef du Service Assurance Qualité, il aura la charge des projets à dominante mécanique et les relations « Qualités » avec le Bureau d'Études.

Usine de SAINT-OUEN (93)

**ADJOINT CHEF DE  
SERVICE CONTRÔLES  
ET ESSAIS**

Confirmé ou débutant

Formation Ingénieur Électronicien.

Dans le cadre de sa fonction, il lui sera notamment confié la responsabilité de l'automatisation des moyens de contrôles et d'essais des matériels aéronautiques.

Usine de SAINT-OUEN (93)

**INGÉNIEUR FIABILITÉ  
Confirmé**

Formation Ingénieur Généraliste.

Affecté au Service Assurance Qualité, il aura à effectuer les calculs de fiabilité prévisionnelle et constatée des matériels aéronautiques.

Usine de SAINT-OUEN (93)

**INGÉNIEURS D'ÉTUDES  
ÉLECTRONIQUES**

Débutants

Formation ESE - ENSEM - ENSEEIHT ESIEE ou équivalent.

Pour postes Études et Conception d'ensembles électroniques (Bureau d'Études et Laboratoire).

Usine de SAINT-OUEN (93)

**CHEF DU SERVICE  
DÉVELOPPEMENT ET  
FABRICATIONS  
ÉLECTRONIQUES  
PROTOTYPES**

Formation ESE - A.M. - ENI ou équivalent.

Pour diriger le Bureau d'Études et l'atelier de réalisation prototypes (20 personnes). Il participera aux Services Méthodes et l'industrialisation des produits dans l'optique coût et délais.

Usine de SAINT-OUEN (93)

**INGÉNIEUR D'ÉTUDES  
ÉLECTRONIQUES**

Confirmé

Possédant une expérience de 3 à 4 ans.

Connaissant bien les problèmes d'assemblages analogiques et numériques.

Usine de VIRE (14)

**INGÉNIEUR  
MÉCANICIEN OU  
ÉLECTROMÉCANICIEN**

Pour la mise en place de la gestion de production automatisée dans l'Usine. Une expérience de quelques années dans ce domaine est souhaitable.



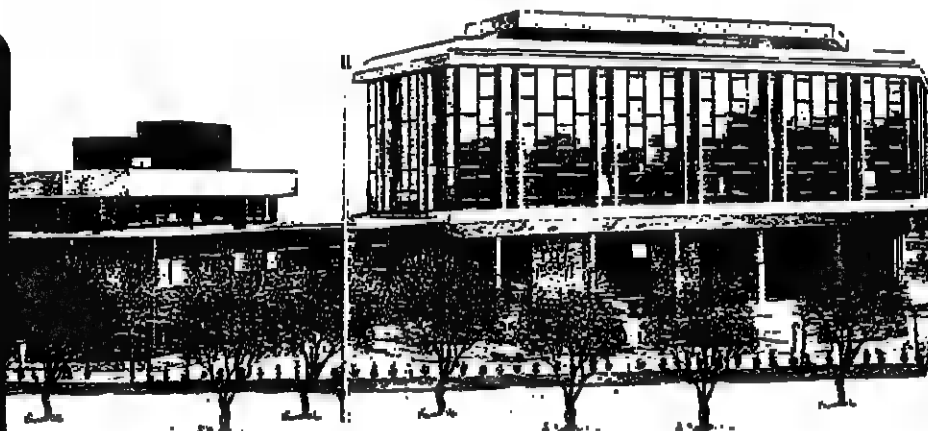
DIVISION RALENTISSEURS  
C.F. TELMA RECHERCHE

Établissement de  
CERGY-PONTOISE (95)

**CHEF DU SERVICE  
MÉTHODES**

Formation A.M. - CNAM - IDN ou équivalent.

Connaissant bien les problèmes de câblage, assemblage et usinage en moyennes séries, il aura une expérience de 3 à 5 ans dans un poste similaire. Anglais souhaité.



précision mécanique  
**labinal**

7200 PERSONNES - 20 USINES, C.A. 1,3 MILLIARD DE FRANCS

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions à

PRÉCISION MÉCANIQUE LABINAL

Direction des Relations Sociales, 5, avenue Newton - 78390 BOIS-D'ARCY



DIVISION FILTRATION  
RECHERCHE

Usine de VIRE (14)

**INGÉNIEUR  
MÉCANICIEN**

Débutant

Formation A.M. ou équivalent.

Pour poste fabrication en grandes séries (mécanique et montage).

Importante société industrielle de 5 000 personnes  
qui conçoit et réalise des ensembles industriels  
dans le domaine de l'énergie recherche

**Ingénieur  
traitement du signal**

auquel elle souhaite confier la responsabilité d'un groupe d'ingénieurs élaborant et mettant en œuvre des essais de physique sur installations nucléaires.

Cette fonction implique l'utilisation de matériel informatique (Hewlett Packard, Digital Equipment...) pour acquisition et traitement de données.

Cet ingénieur doit avoir environ 5 ans d'expérience dans un laboratoire de recherche et développement : ingénierie nucléaire, aéronautique, avec encadrement de personnel.

Le poste est basé à Paris.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions, sous réf. 4790, à mentionner sur l'enveloppe, à Média System, 104, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.



**INGÉNIEURS MÉCANICIENS**

Structure d'ingénierie de 3000 personnes, nous recherchons des ingénieurs chaudronniers et mécaniciens de grandes dimensions.

Nos ingénieurs mécaniciens se répartissent entre des départements de calcul de structures (analyse dynamique et comportements ultimes des matériaux) et de conception des matériels (dimensionnement, essais sur prototypes, R & D).

La valeur de nos équipes et le niveau des techniques que nous utilisons vous assureront une formation, une maîtrise technique qui vous permettront de devenir soit un spécialiste à haut niveau, soit un ingénieur capable de s'orienter vers des fonctions de gestion, de réalisation...

Une première expérience sera particulièrement appréciée.

Un dossier de candidature est à adresser sous référence 74793-M à HAVAS CONTACT

1, Place du Palais-Royal 75001 Paris, qui transmettra.

**jeune assistant  
contrôleur de gestion**

Une société spécialisée dans la VENTE DE MATÉRIEL BUREAUTIQUE, FILIALE D'UN GROUPE INDUSTRIEL, CA 500 millions de F. 20 filiales commerciales réparties sur toute la France crée un poste d'ASSISTANT auprès de son CONTRÔLEUR DE GESTION.

Il aura un rôle très polyvalent, non seulement sur l'analyse des données mais aussi sur le contrôle de la gestion des informations, et comportant des activités d'audit.

Ce poste implique une formation type MAÎTRISE DE GESTION (avec une spécialisation en finances-comptabilité). Il peut être occupé par un débutant ou par un cadre ayant une première expérience acquise en entreprise ou dans un cabinet spécialisé.

Les dossiers de candidature - sous réf. 2507 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités par

**DÉVELOPPEMENT**

10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Importante entreprise industrielle  
(C.A. 1 Milliard + F)

**responsable  
fiscal  
expérimenté**

lui confier les déclarations, l'optimisation des différentes charges fiscales de l'entreprise, les relations avec l'Administration et autres services.

Ce poste conviendrait à un cadre disposant d'une expérience confirmée en la technique d'entreprise, comptables, indépendantes, informatiques, souhaitables. Intéressantes possibilités de promotion pour un candidat à valeur.

Localisation SUD SEINE-ET-MARNE

Envoyer C.V., lettre manuscrite, photo à AMEP-P.A.

37, rue du Général Foy - PARIS

**RESPONSABLE RECRUTEMENT  
ET GESTION DES CADRES**

Il sera chargé, en liaison étroite avec les unités opérationnelles : de l'ensemble du recrutement des cadres, de leur intégration et suivi de leur évolution, de la gestion des cadres internes, fondée sur la politique de mobilité et le développement individuel.

Il animer une équipe de spécialistes appelée à croître, dont les activités se déploieront tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'entreprise.

Diplômé de l'Enseignement Supérieur, il présentera une dizaine d'années d'expérience dans le recrutement et la gestion des ressources humaines.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 289 M à

**BAILLY CONSEIL**  
40, avenue H. DUMAS  
75001 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



## CONCEVOIR ET COMMUNIQUER...

constituent les axes de notre activité dans les domaines TELE-INFORMATIQUE, BUREAUTIQUE, où nous jouons un rôle primordial, tout en réservant une place de choix au DEVELOPPEMENT de nos propres ressources humaines et à la QUALITE des relations avec nos clients. Ce sont également les qualités majeures des

### FORMATEURS

**Matériel - Logiciel - Système**

que nous recherchons pour notre Service Formation, lequel se consacre :  
- à la formation de notre personnel et de nos clients,  
- à la mise au point d'une méthodologie de maintenance de nos propres systèmes  
tout en s'adaptant constamment à la demande de nos clients. Constitution de groupes de travail, utilisation optimum de l'audiovisuel et tous les systèmes pédagogiques appropriés : à partir de ce que nous proposons à TRANSAC, nos clients ont la latitude pour communiquer de manière polyvalente leurs connaissances en fonction, bien sûr, de leurs besoins. Nous désirons confier ces postes à des

### INGENIEURS OU TECHNICIENS

**Informaticiens, Electroniciens ou Automaticiens**

expérimentés dans les domaines suivants :  
- systèmes d'exploitation multiprogrammation (P.L.S., G.COS)  
- analyse / programmation / systèmes de gestion (COBOL, PL/1...)  
- systèmes informatiques à architecture microprocessée.  
Plus que des «dispenseurs de cours magistraux», nous recherchons des personnes passionnées par leurs techniques et par la nouveauté. Ils doivent être dans notre société (H.D. personnes), un environnement jeune (20 à 35 ans en moyenne), dynamique et de larges perspectives d'évolution.  
Lieu de travail : MASSY, dans un cadre agréable, à 15 min par l'autoroute et 5' du RER.  
Merci d'adresser votre dossier (candidature lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. M219 à Catherine BONNIER - TRANSAC ALCATEL Direction des Relations Travail - 17 rue Ampère 91300 MASSY.



Pourrait son expansion dans les domaines de l'électronique professionnelle et des télécommunications



### INGENIEURS ELECTRONICIENS

dont la RADIO est le hobby et qui souhaite participer à l'expansion du département télécommunications militaires :  
- étude et industrialisation de sous-ensembles d'équipement de communications et de traitement de signal  
- maîtrise d'œuvre d'équipements radio et équipements associés.  
Les candidats, débutants ou ayant une 1ère expérience devront avoir de bonnes connaissances en techniques analogiques, circuits émission-réception et traitement de signal ainsi que la capacité de calculer et simuler des circuits HT sur ordinateurs.



### INGENIEURS ELECTRONICIENS

Débutants à 3 ans d'expérience, intéressés par l'utilisation de technologies à microprocesseurs. Applications matérielles dans des systèmes de télécommunication tels que RESEAUX de transmission de données et TELEMATIQUE



### INGENIEUR ELECTRONICIEN

Activité de CONCEPTION DE SYSTEMES dans des domaines variés tels que : contre-mesure, détection infra-rouge, détection radar, guidage, imagerie...  
Travaux en liaison avec les ingénieurs des laboratoires spécialisés.



### INGENIEUR D'AFFAIRES

Formation Ingénieur Electronique ou Optique. Intéressé(e) par le suivi d'affaires au sein de la direction commerciale militaire et les relations avec l'industrie et les laboratoires d'étude.  
Poste basé Paris et déplacements.

Adresser C.V. à T.R.T. - Centre Technique - 5, avenue Réaumur - 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

### Chef du service programmation

L'offre : Dans le cadre du Groupe Technique, d'une importante Direction Organisation et Informatique d'une société du secteur tertiaire la responsabilité d'une équipe de 30 programmeurs.  
Prendre part à la mise en place et au développement d'un système de la configuration : 2 M 4341 mod. 1 - sous DOS/VSE - 120 terminaux - 10 milliards d'octets en ligne.  
Vous êtes :  
- Un informaticien confirmé, d'une trentaine d'années, formation supérieure, connaissant COBOL, VSE, CICS, PL/1.  
- Titulaire du diplôme de responsabilité, d'un bon esprit d'équipe, d'un sens du management.  
Nous sommes :  
Une importante Compagnie d'Assurances (IARD + Vie) d'origine internationale.  
Merci d'adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous réf. 208216 (à joindre sur l'enveloppe).  
Le secret absolu des candidatures est garanti par :  
INFORMATIQUE BERNARD KRIEF Conseil en systèmes d'information  
118 rue du Bac 75007 Paris - Tél. : 01 47 00 00 00



Importante Ancienne d'ingénierie  
la Défense - recherche

### INGENIEURS GRANDES ECOLES

ECP, ENSAM, ESE

Mécanique ou électricité

Vous avez acquis une large expérience dans l'ingénierie (aéronautique, pétrolière, nucléaire...), le B.E. ou la fabrication.

Nous vous proposons de participer à l'organisation des travaux de nos équipes études et projets, dans un objectif d'optimisation des méthodes et de la qualité du suivi.

Merci d'adresser un dossier de candidature sous référence 74800 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal, 75001 Paris, qui transmettra directement.

HAVAS CONTACT

### Une chance à saisir...



1er Constructeur Français Pompes  
cherche pour son unité de 200 personnes  
à NEUVY ST-SEPULCHRE (Indre)

### RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Cette usine la campagne fait l'objet de nombreux articles dans la presse spécialisée pour ses réalisations sociales, ses groupes autonomes, ses équipes d'atelier.  
Nous cherchons un jeune professionnel qui, après une première expérience dans la fonction, souhaite assumer l'intégralité des responsabilités de gestion et d'administration du personnel, dans le cadre d'une usine où la qualité des rapports humains est prioritaire.

Envoyer C.V., photo et prétentions à la Direction Générale de Pompes GUINARD  
179, Boulevard Saint-Denis  
92402 COURBEVOIE CEDEX  
à l'attention de Monsieur J. JORDAN.

### CAISSE NATIONALE DE CREDIT AGRICOLE

recherche

Pour son service Réseaux de Transmissions de Données

### un Ingénieur Informaticien

réf. D 20  
pour participer à la réalisation du logiciel du nouveau système de messagerie électronique du Crédit Agricole et la mise en œuvre de ce système. Il conviendrait à un ingénieur en informatique (option systèmes), 5 ans d'expérience, possédant une très bonne connaissance pratique de la programmation système sur mini-ordinateur DEC (PDP 11, VAX...), la connaissance des langages évolués de type PASCAL ou C serait appréciée.

Pour son service Système

### un Ingénieur Système

réf. D 21  
possédant 5 à 5 ans d'expérience en logiciels de base IBM : MVS, systèmes de gestion de fichiers transactionnels, VTAM, etc... Pour assurer l'étude, l'optimisation et l'évolution de systèmes conversationnels supportant des fonctionnalités d'infocentre (VSAP, VSAPL...), il conviendrait à un ingénieur Grande Ecole, Université ou équivalent, expérimenté dans une entreprise dynamique utilisant des technologies avancées, en particulier en informatique de gestion.

Ces postes sont à pourvoir à St Quentin en Yvelines (78).

Adresser CV, photo, salaire et prétentions en précisant le réf. du poste à CNCA - 100000 Personnes - 75710 Paris Brive

### Formation permanente rémunérée

IFOCOP (établissement sans but lucratif) est placé sous la tutelle du Ministère chargé du commerce.

Depuis 1970, grâce à nos stages, plus de 10 000 personnes ont amélioré leur situation.

Notre succès ? Placer nos élèves dans les meilleures conditions de réussite : une solide formation rémunérée 40 h par semaine - 50 % en cours théoriques - 50 % en stage en entreprise - durée 11 mois.

### Technicien en gestion

EXTRAIT DU PROGRAMME : gestion, informatique, organisation, comptabilité, marketing...

SANCTION DES ETUDES : Diplôme T.O.G.E. homologué. Niveau III.

CONDITIONS D'ADMISSION : 1 an d'expérience professionnelle, 11 ans minimum, niveau Bac, dérogé O.M.

DATE ET LIEU DE STAGE : Octobre 82 - RUNGIS (94).

Pour tous renseignements et inscriptions



IFOCOP  
3, rue du Caducès - B.P. 368  
94154 RUNGIS Cedex  
Tél. : 01 47 00 00 00

La Division Mesure de TEKTRONIX

recherche des

### INGENIEURS ELECTRONICIENS

débutants/confirmés

pour la vente des instruments, systèmes de mesure et systèmes de développement pour microprocesseurs.

Elle vous permettra au sein d'une équipe dynamique de diffuser les produits de haute technologie auprès de l'industrie française. D'importantes possibilités d'évolution existent au sein de notre groupe pour les candidats de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions à la Direction du Personnel - Z.I. de Courtabouf  
B.P. 13 - 91941 LES ULIS Cedex  
ou téléphoner (01) 907.78.27.



### Honeywell S.A. recherche

pour sa division spécialisée dans la vente et la maintenance de systèmes de régulation et d'automatisme appliqués aux équipements de climatisation, chauffage, et économie d'énergie dans les bâtiments.

### Agents ou Ingénieurs technico-commerciaux

à pourvoir : PARIS - LYON.

Vente auprès des utilisateurs de contrats de maintenance, régulation et d'automatisme.

Promotion auprès des ingénieurs-conseils industriels et collectivités de systèmes de régulation et d'automatisme.

Vente auprès des professionnels de systèmes de régulation et d'automatisme.

Formation assurée - Anglais souhaité.

Adresser CV, prétentions sous référence ARB à la Direction du Personnel

4, Avenue Ampère 78390 BOIS D'ARCY.

مساعدة من الامتحان



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

responsable relations sociales

RÉGION LYONNAISE

**GERVAIS DANONE FRANCE** - 2,5 Md de CA, 4400 personnes, 7 usines - est le leader en France des produits laitiers frais. Afin de développer son action dans les domaines humain et social, elle crée un nouveau poste au sein de son usine de Pierre Bénite.

Responsable des Relations Sociales de cet établissement de 300 personnes, vous aurez à gérer avec rigueur le quotidien: paye, recrutement, aménagement du temps du travail, tableaux de bord sociaux, C.S.S. Mais vous privilégieriez surtout la communication dans l'entreprise, le dialogue avec les partenaires sociaux, la mise en œuvre de la semaine de 35 heures, les actions d'amélioration de la productivité et des conditions de travail. Vous aurez un rôle important à jouer dans la réussite du transfert d'activités sur un autre site de la Région Lyonnaise.

Nous recherchons pour ce poste un diplômé d'études supérieures ayant 5 ans d'expérience dans la fonction, acquise de préférence en usine. La taille de l'entreprise, les moyens dont elle dispose, sa forte expansion (+ 15% en 1982), vous permettront de développer vos aptitudes et d'avoir d'intéressantes perspectives.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 18 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

automatismes et informatique industriels

**GERVAIS DANONE FRANCE** - 2,5 Md de F de CA, 4400 personnes, 7 usines - est le n° 1 en France des produits laitiers frais. Sa croissance rapide (+ 15% en volume en 1982) et le lancement de nouveaux produits nécessitent une adaptation constante de la production et de la technologie des matériels.

Ce poste est rattaché à la Direction Technique des Usines. L'ingénieur spécialiste de l'instrumentation électronique ou électromécanique devra disposer d'une expérience de quelques années en usine. Il aura acquis une bonne compétence en programmation, microprocesseurs, ordinateurs, processus, systèmes de régulation.

Sa mission sera de prendre en charge les études d'instrumentation, de programmation et de régulation des processus de production.

Il devra développer et maintenir au niveau optimum la technologie des matériels électroniques et informatiques en vue d'améliorer la performance des usines. Le poste est à pourvoir à Levallois-Perret (92) et comporte des déplacements de courte durée dans les usines.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 19 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

jeune contrôleur de gestion

RÉGION LYONNAISE

Notre société, **LES VERRERIES DU GIER** - 250 M de F de CA - fortement exportatrice, fabrique et commercialise de la verrerie de table.

Dans le cadre de notre développement industriel, nous recherchons un adjoint pour notre Responsable des Services Techniques de Gestion et Organisation Administrative.

Outre les tâches classiques de contrôle de gestion, le titulaire du poste sera particulièrement responsable du suivi des projets d'investissement et participera à l'élaboration des outils de gestion d'information adaptés à notre société et à son environnement. Il aura également la charge de l'administration des moyens administratifs par la mise en place de moyens bureaucratiques.

Nous souhaitons confier cette fonction à un diplômé d'études supérieures (Ingénieur + formation économique ou École de Gestion), ayant de préférence une première expérience de contrôle de gestion en milieu industriel. Nous étudions également avec intérêt les candidatures de diplômés ayant une expérience particulière dans ce domaine.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 18 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

BANQUE LOUIS-DREYFUS

Paris 8<sup>e</sup>

recherche

pour renforcer sa

Direction Bancaire France

EXPLOITANTS

EXPÉRIMENTÉS

ayant

- une formation supérieure (grande école

universitaire) ou supérieure bancaire

(CFESB - ITB),

- environ 10 ans d'expérience dans l'explo-

itation (moyennes et grandes entrepri-

ses),

- une forte motivation pour une activité

commerciale dans un bon du risque.

Nous recherchons des candidats rapide-

ment adaptables, évaluateurs, à qui nous of-

frons à terme des possibilités d'évolution

dans l'exploitation domestique mais aussi

internationale et financière.

Faire parvenir votre candidature + CV précis

photo et références à: Direction du Per-

sonnel, 6, rue de Valenciennes - Paris 8<sup>e</sup>.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

recherche et développement nouveaux procédés de fabrication pour l'alimentaire

Le GROUPE BSN-GERVAIS DANONE a réalisé en 1981 plus de 3,5 Md de F de CA dans le domaine des Produits Secs. Cette Branche regroupe les activités de 7 Sociétés en France et une très grande variété de produits: pâtes, farines, aliments en pots pour enfants, pâtes alimentaires, plats cuisinés, potages, confitures, mousses, vinaigres, condiments, panification fine, etc.

Nous recherchons un Ingénieur Process pour l'un des Centres de Recherche et de Développement de cette Branche, situé dans le Sud-Ouest à Brive-la-Gaillarde (Corrèze).

Cet ingénieur sera chargé d'imaginer, définir et mettre au point de nouveaux procédés de fabrication pour des produits existants et nouveaux. Il sera en charge de la phase de démarrage industriel des produits.

Son champ d'investigation couvrira tous les procédés utilisés ou utilisables dans les industries de la conserve. Il aura à traiter une grande variété de matières premières. Ses recherches s'appuieront sur l'environnement pluridisciplinaire du Centre.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur ayant acquis quelques années d'expérience soit dans le développement de procédés en industrie alimentaire, soit dans la conception, l'installation et le démarrage de lignes de fabrication de produits alimentaires dans une société d'ingénierie ou chez un constructeur de matériels.

La taille de notre Groupe et la diversité de ses activités permettent d'envisager des possibilités d'évolution intéressantes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J29 M en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Valenciennes - 75008 Paris.

bsn.gervais danone bsn.gervais danone

informatique de gestion

CE DOMAINE NEUS ENTHOUSIASME mais nous ne sommes pas des spécialistes. Nous sommes des hommes de gestion, des hommes de conseil, des hommes de terrain. Nous sommes des hommes de gestion, des hommes de conseil, des hommes de terrain.

Vous êtes un ANALYSTE expérimenté en informatique et vous avez une expérience de gestion. Vous êtes un ANALYSTE expérimenté en informatique et vous avez une expérience de gestion.

Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant. Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.

10 320-M à l'É.C.A. (en fonction de vos expériences et de vos diplômes). Nous vous offrons la possibilité de réaliser vos projets dans un environnement dynamique et stimulant.



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## PAS ENCORE 26 ANS ET DÉJÀ OPERATIONNEL

Filiat d'un groupe industriel de très grande envergure, notre entreprise (1000 personnes) rassemble en proche banlieue parisienne des ingénieurs et Universitaires de haut niveau. Constitués en équipes pluridisciplinaires, ils sont chargés de concevoir, développer et réaliser en pré-séries des équipements technologiques originaux intégrant les plus récentes connaissances dans diverses disciplines scientifiques et techniques.

Notre développement nous conduit aujourd'hui, à renforcer nos équipes et à en créer de nouvelles. Nous recherchons pour cela de jeunes

### INGÉNIEURS MÉCANICIENS - ÉLECTRONICIENS GRANDES ÉCOLES

déboutants, capables de prendre en charge rapidement des responsabilités opérationnelles en études (conception et développement de systèmes, des capteurs ou traitement de données) ou en réalisation (industrialisation des projets, prototypes et pré-séries d'équipement devant fonctionner dans des conditions d'utilisation extrêmes).

L'organisation de notre entreprise, ses dimensions internationales et son expansion permettront aux ingénieurs d'acquérir des compétences élevées et diversifiées, garantissant une évolution professionnelle en France ou à l'étranger.

### INVENTER - RÉALISER - DÉCIDER

Une candidature avec CV est à adresser sous réf. 74766, à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 Paris, qui transmettra directement.

### Telemecanique

recherche pour son Siège situé à  
Rueil-Malmaison

### UN CADRE COMPTABLE

Le candidat de formation Grande École de Commerce (option finances comptables) titulaire du D.E.C.S. aura une première expérience de reporting international ou de Cabinet d'Audit.

Il parlera couramment l'anglais et éventuellement l'espagnol.  
Il aura une connaissance de l'informatique (langage APL si possible).

#### SA MISSION COMPRENDRA :

- la responsabilité de la consolidation nationale (10 sociétés) et internationale (23 sociétés);
- la supervision des comptabilités et des retraitements en liaison avec les commissaires aux comptes;
- les évolutions de procédures dans le cadre du nouveau plan comptable;
- la mise en harmonie avec le reste du groupe, des suivis de gestion financière;
- sous l'autorité du responsable comptable du groupe cette mission sera dans un premier temps très évolutive et nécessitera des déplacements en France et hors de France.

Adresser CV, photo et prétentions à  
TELEMECANIQUE - Direction du Personnel  
33 bis, av. du Maréchal Joffre  
92000 NANTERRE

## SAE leader du BTP

FRANCE ET ÉTRANGER - 11.000 personnes - 7,3 milliards C.A. H.T. en 1981

s'adresse aux

## INGÉNIEURS DÉBUTANTS

- Vous recherchez une formation : nous vous proposons une carrière.
- Vous souhaitez l'autonomie : nous vous offrons des responsabilités.
- Vous désirez construire : nous vous donnons les moyens d'entreprendre.

Nous accueillerons dans les mois qui viennent 40 à 50 d'entre vous.

Les postes sont à pourvoir :

- la région parisienne
- en province (toutes régions)
- à l'étranger (Arabie saoudite - Irak...).

Envoyer votre candidature en précisant l'affectation souhaitée à :  
SAE - Direction du Personnel - 32, avenue de New-York - 75784 PARIS Cedex 16

### 5 ANS D'EXPÉRIENCE EN ÉLECTRONIQUE, C'EST LE MOMENT DE PRENDRE DE L'AVANCE

La qualité de nos techniques et la compétence de nos équipes nous permettent d'être présents avec l'ensemble des marchés mondiaux. Nous souhaitons recruter, pour le département "Affaires Secteurs", la Mission Travaux Extérieurs qui conçoit et fournit des systèmes de techniques très sophistiquées (couvertures de liaisons aériennes, surveillance électronique, département de données numériques), un

### INGÉNIEUR D'ÉTUDES ÉLECTRONICIEN

Il aura la responsabilité des études : analyse, interprétation, puis proposition.

Il a acquis, au cours d'une première expérience professionnelle, des connaissances dans un ou plusieurs domaines suivants : systèmes logiques, analogiques, commutation à base de microprocesseurs, télécommunications spatiales et temporelles.

Les possibilités d'évolution ainsi que les nombreux avantages de la taille de notre Groupe rendent ce poste particulièrement attrayant.

Lieu de travail : Région Parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à :  
31009 à ATM Conseil, 134, rue de Charanton,  
75001 PARIS, qui garantira toute discrétion.

THOMSON-CSF

### ingénieurs d'affaires

Entreprise Générale, nous répondons au développement important de nos marchés en Algérie, nous souhaitons intégrer dans notre équipe parisienne de

#### INGÉNIEURS GRANDE ÉCOLE

ayant une première expérience de la CONSTRUCTION.

Il aura la responsabilité de la gestion économique et financière d'importantes et avoir à la fois le souci de la qualité et de la rentabilité.

Le style et la rigueur de notre entreprise permettent à nos candidats de valeur de prendre rapidement de réelles responsabilités et de progresser vite dans la

leur métier.

Postes basés à Paris avec déplacements de courte durée sur les chantiers.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2150-M) précisant la rémunération et le lieu de disponibilité, seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION  
41, av. ALBADE-LORRAINE  
92010 ANTOY

### Conseiller les Présidents et coordonner les comptabilités d'une des premières S.S.C.I...

La S.S.C.I. compte 1000 personnes et est en fort développement dans le domaine de la télématique. Son C.A. (360 millions en 1981) progresse de 30% par an.

Les activités sont réparties en filiales ou départements.

La S.S.C.I. de la télématique est en place progressive d'une coordination financière, elle recherche un responsable qui sera chargé de conseiller les Directeurs des départements de la télématique et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

de coordonner les comptabilités de ces centres et de leur faire

Une entreprise de constructions mécaniques de pointe sise en Basse Seine (1.000 p. - 550 MF de CA) appartenant à un groupe

### un responsable comptabilité prix de revient, contrôle de gestion.

L'autorité du directeur comptable et neuf employés, il élabore le contrôle le budget usine, suit les prix de revient et vent les stocks usine et pièces détachées. Il participe à la mise en place d'une gestion production informatisée, fait évoluer l'outil de contrôle de gestion et forme son personnel conséquence.

Nous cherchons un cadre ayant si possible une formation supérieure (Sup de Co par exemple) + DECS, six à sept ans d'expérience similaire dans une affaire de mécanique lourde ou d'engineering et connaissant l'anglais.

consultant, M.C. TESSIER, lui écrire (réf. 111 LM).

### ugine aciers : un jeune ingénieur, chef de projet informatique en Savoie

Nous sommes le deuxième producteur mondial d'aciers inoxydables et réalisons, avec 5400 p., un chiffre d'affaires de 2700 MF dont plus de 1000 MF à l'exportation. Sur le site d'Ugine (73), notre informatique (36 p.) gère la production d'une unité de production ainsi que l'ensemble des applications du site. Nous disposons de plusieurs 4341, nous recherchons un ingénieur en informatique, au programme : bureautique, l'approche INFOCENTRE, refonte de l'ordonnancement et la comptabilité. Sur nous, il faut nous renforcer.

Ingénieur de formation, vous avez acquis en 3 ans, une expérience de la conduite de projets DB/DC programmés en COBOL, si possible sous CICS, dans un environnement DOS/VSE. Venez au cœur de la Savoie, piloter nos projets.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire à Lyon (réf. 111 LM) à - Carrières de l'Informatique -



ALEXANDRE TIC SA  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON

MEMBRE DE SYNTIC

### Laboratoire de Recherche Spéciale CNRS recherche INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Diplômé grande école (ENSCA, INSA, ENSI, ou diplôme équivalent). Diplômé des O.M.

Pour conception de structures mécaniques et micro-systèmes spatiaux, en particulier de structures de satellites.

Connaissances du calcul de structures, des techniques spatiales, de l'anglais technique souhaitées.

### INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Diplômé Grande École (ENSCA, INSA, ENSI, ou diplôme équivalent).

Départ des O.M. Pour conception de systèmes électroniques : étude, mise au point et recette de prototype ; connaissance des circuits électroniques analogiques digitaux et des systèmes à microprocesseurs indépendants.

Expérience des techniques spatiales souhaitées.

Env. curriculum vitae à CNRS AERONAUTIQUE

11370 VERMOREL-LE-BUSSON

مركزنا من الامارات



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ ÉLECTRONIQUE MÉDICALE

pour son département recherche et développement

UN INGÉNIEUR (H.F.)

- DÉBUTANT OU PREMIÈRE EXPÉRIENCE
- Rédaction et suivi des notes et documents techniques, pour matériel électronique et micro-processeurs.
- Langue anglaise nécessaire.
- Travail dans un laboratoire de développement.

DEUX INGÉNIEURS LOGICIELS (H.F.)

- Ils participeront à l'étude et à la réalisation de logiciels sur micro-processeurs Intel 8085 avec application temps réel et calculs mathématiques. De formation supérieure, ils auront si possible des connaissances en micro-processeurs et en logiciel.
- Ils auront l'aptitude à travailler en équipe avec des électroniciens.
- Langue anglaise appréciée.
- Poste évolutif.

DEUX INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

- cadre position II
- 1 ingénieur justifiant d'une ou deux années d'expérience si possible dans les automatismes et l'acquisition des données.
- Des notions en mécanique fluide appréciées.
- 1 ingénieur justifiant d'une à deux années d'expérience acquise si possible dans la logique rapide et l'imagerie numérique.
- Ces deux ingénieurs devront connaître l'électronique numérique et les micro-processeurs.
- Compréhension de l'anglais appréciée.
- Nous assurons à des candidats de valeur de réelles perspectives d'évolution à pourvoir dans la banque.
- Env. C.V., photo et prêt. à réf. 7007 LE MOULIN DE PUBLICITE, serv. annonces classées, 5, rue des Italiens, 75001 PARIS.

MATRA

Dans le cadre d'un projet global de décentralisation, la Direction Administrative de gestion recherche :

Contrôleur de Gestion

Associé à un projet d'organisation, il sera, dans un premier temps, chargé de concevoir et de mettre en place de nouveaux outils de gestion relatifs à :

- l'établissement des comptes d'exploitation au niveau central auprès des opérations,
- la définition et la gestion des tableaux de bord,
- l'élaboration du plan à moyen terme.

Il évoluera assez rapidement vers des responsabilités plus opérationnelles, orientées sur l'utilisation de ces outils.

Ce poste est un cadre de formation Grande Ecole (HEC - ESSEC - ESCP...) complétée si possible par le DECS.

Une expérience professionnelle de l'ordre de 5 ans lui assurera une bonne maîtrise du contrôle de gestion et des outils informatiques s'y rapportant (notamment simulation de gestion).

Outre sa compétence professionnelle, il fera reconnaître par sa rigueur, son esprit d'analyse et de synthèse et son sens de dialogue.

Ecrire avec CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence NK 975 Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - B.P. 1 - 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX

MATRA

La Division Qualité recherche :

Ingénieur Qualité Composants

En collaboration avec les Groupes Projets, les bureaux d'Etudes et les Centres de Fabrication, il a pour mission de définir la politique Qualité composants relative à :

- l'approvisionnement des composants,
- le suivi des fabrications,
- le traitement des défaillances.

Ce poste nécessite une première expérience professionnelle et des connaissances techniques dans le domaine des composants.

Anglais courant indispensable en raison de déplacements occasionnels de courte durée, à l'étranger.

Réf. A

Ingénieur Electronicien

Il est chargé de définir et de suivre la réalisation des mesures des composants électroniques. A ce titre, il organise le travail et participe à l'encadrement d'une équipe de techniciens.

Ingénieur électronicien de formation ENSI - ISEP - ISEM... Il a des compétences en électronique analogique et numérique ; il est capable de faire rapidement reconnaître par son sens de l'organisation et ses qualités de relations.

Réf. B

Ecrire avec CV bien détaillé, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence du poste choisi sous No 974 Service du Recrutement des Ingénieurs et Cadres - BP No 1 - 78146 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.

UNE ACTIVITÉ COMMERCIALE DANS LA PRESSE

JEUNE CHEF DE PUBLICITÉ

Vous êtes âgé de 21 ans minimum et vous avez une formation supérieure. Mais vous proposez de rejoindre à Paris le Groupe TESTS, première entreprise française de presse spécialisée en informatique, télématique et bureautique. Vous développez la vente d'espaces publicitaires d'une revue du Groupe destinée au grand public, L'Ordinateur Individuel. Vous bénéficiez d'un notoriété sur un marché en « porteur ». Vous êtes responsable des relations avec les agences de publicité et les annonceurs (boutiques d'informatique, fabricants d'ordinateurs, ...) que vous informez et conseillez.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. LM 3863, à Nicole DOGNIN, qui étudiera confidentiellement votre candidature.

SERTI 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS leader mondial dans sa branche d'activité recherche

JEUNES CHEFS DE PROJETS

La Direction Etudes Informatiques (basée à Paris, 30 personnes, âge moyen 30 ans) souhaite intégrer deux jeunes chefs de projets. Ils seront chargés, sur du matériel IBM 4341, HP 3000, de la conception et de la mise en place d'applications de gestion impliquant d'éventuels déplacements en province ou à l'étranger.

Diplômés d'Etudes Supérieures, les candidats ont de 2 à 5 ans d'expérience, un goût des contacts avec les utilisateurs et la volonté d'améliorer et faire progresser les méthodes informatiques existantes.

Le Groupe assurera à ces deux personnes une évolution de carrière dans ou en dehors de l'informatique.

Adresser C.V. + photo, sous réf. 8742 à TELEX P.A. JONCTION 34, bd Haussmann 75009 Paris, qui transmettra.

TECHNICIEN

SERVICE DEVIS

Vous maîtrisez les méthodes, construction mécanique pour devis, agencement de manutention : chariots, remorqueurs... comportant étude dessin et suivi de temps.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétention à STE MARVELL des Festivals-Halles, 8, av. de la République, 94015 Créteil, Cedex.

Une entreprise fabriquant des équipements (1000 personnes, 94015 Créteil, Cedex) appartenant à un groupe international, cherche :

un responsable « administration et financement des contrats » maîtrisant l'anglais

Sous l'autorité du directeur financier et en liaison avec les services juridiques du siège, il assure le suivi administratif des contrats de vente à l'exportation, établit les états de suivi des affaires par secteur, négocie avec les banques et les assurances françaises, répond à des questions juridiques à caractère international.

Notre consultant, Mme H.C. TISSOT, vous recommande de lui écrire (réf. 4220 LM).

ALEXANDRE TIC S.A. 10, RUE ROYALE 75001 PARIS LYON - LILLE - NANTES - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

INGENIEURS CONSEIL EN INFORMATIQUE

CAP SOGETI SYSTEMES renforce son équipe de CONSULTANTS basés à Paris, chargés d'apporter un soutien technique et promotionnel aux agences régionales (en progression annuelle de 10 %).

Les postes proposés intéressent les ingénieurs diplômés, possédant une expérience informatique d'au moins 6 ans et une compétence reconnue dans l'un des domaines suivants :

- Gestion de Production
- Process
- Réseaux

L'évolution professionnelle des consultants recrutés est assurée par la position de CAP SOGETI SYSTEMES sur son marché (première entreprise française de prestations informatiques en informatique) et par sa participation croissante aux grands projets technologiques actuels.

CAP SOGETI SYSTEMES

Un dossier de candidature à adresser à Philippe VAUBLANC CAP SOGETI SYSTEMES - 92 011 Montparnasse 75014 PARIS - Tél. 320.13.81.

VILLE DE SEVRES (HAUTS-DE-SEINE)

22.000 h. RECRUTE

ATTACHE COMMUNAL

pour déléguer le service du personnel, solides connaissances en droit public, droit du Travail et de la Sécurité sociale exigées, poste à pourvoir au : 1-1-1983.

Adresser candidature et C.V. adressées à : M. le Maire de Sevres, Hôtel de ville, 10100 Sevres. Date limite du dépôt des candidatures : 15-1-1982.

ADMINISTRATION PUBLIQUE recherche

DIPL. SCIENTIFIQUE

POUR CARRIÈRE TECHNIQUE ADMINISTRATIVE Tél. 758-11-86, poste 395.

Adjoint du Secrétaire Général



Diplômé (e) d'études supérieures (Droit, Sciences Politiques, Grandes Ecoles commerciales ou de gestion), vous avez acquis en entreprise une réelle expérience en vie des sociétés, finances et comptabilité. Vous avez l'habitude de l'établissement des rapports, vous savez et aimez rédiger.

Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, participer au développement d'un groupe de sociétés d'économie mixte (françaises et étrangères) dans le domaine des télécommunications et télématique.

Avec le Secrétaire Général, vous suivrez l'administration des sociétés du groupe (assemblées générales, conseils d'administration, coordination, comités de direction, création de nouvelles sociétés, juridique des grands accords et conventions, ...).

Merci d'adresser votre candidature sous référence 82323 M à Madame Claude FAVEREAU qui traite confidentiellement cette recherche

13 bis, rue Henri Monnier 75008 PARIS

centor



Premier Groupe Français d'Information par Téléphone. PARIS.

Juristes confirmés

de haut niveau de formation nécessairement valorisée par une réelle expérience professionnelle acquise par exemple en entreprise ou dans un cabinet spécialisé, spécifiquement dans l'un des domaines suivants :

fiscalité - droit social - droit immobilier

(en particulier baux et copropriété).

Disposant d'une très solide autonomie au sein d'équipes de juristes spécialisés de haut niveau, nous aurons pour vous : d'informer, conseiller, responsables de notre clientèle d'entreprises, qui en permanence recourent à nous pour « vite et bien » décider.

Pour plus d'informations, l'organisation accélérée d'une rencontre, appelez le 763.11.15 ou adressez votre dossier, référence 1260, à :

SVP Information Carrière 7, rue de Logelbach, 75017 Paris.

Soderby



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

## LES MOYENS DU DEVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE

En créant une nouvelle structure de Recherche, nous nous offrons la possibilité d'offrir une large gamme de services technologiques.

Avec des moyens financiers de l'UN des PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANÇAIS (CA 81 consolidé : 20 MILLIARDS F - 140 FILIALES). Et avec la mise en place d'un noyau de jeunes ingénieurs.

### X, CENTRALE, MINES, PONTS, TELECOM, SUP'ELEC, ENSTA,...

Débutants ou toute première expérience

En fonction de leurs aptitudes et / ou de leurs spécialisations, ils participeront de manière concrète aux projets de développement technologique, L'ENERGIE, L'AUTOMATISATION, L'INSTRUMENTATION, L'INFORMATIQUE INDUSTRIELLE, etc., par l'application concrète de leurs investigations et de leurs innovations, nous proposons à nos ingénieurs de nouvelles perspectives de développement.

Nous remercions les candidats de nous adresser rapidement leur candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. 887 et à RSCG CHARENTAIS - 11, rue de Fontenay - 79000 NANTES qui transmettra.

Réponse et renseignements assurés.

### Conception et Fabrication assistées par ordinateur

Anglais courant (92) CLAMART

Au sein du Groupe SCHLUMBERGER, ETUDES et PRODUCTIONS SCHLUMBERGER conçoit et fabrique des systèmes sophistiqués et performants (sondes, laboratoires mobiles) qui sont utilisés sur les puits pétroliers par des ingénieurs d'opérations. Ces systèmes, qui permettent d'identifier les nappes d'hydrocarbures, intègrent les dernières technologies en électronique, mécanique, informatique et physique. Les équipes d'ingénieurs sont pluridisciplinaires; l'autonomie, l'initiative, l'efficacité et l'esprit d'équipe permettent à un jeune ingénieur de trouver un plein épanouissement professionnel dans une ambiance réellement sympathique. Deux jeunes ingénieurs Grandes Ecoles

### X, CENTRALE, MINES...

pourront développer l'activité qui les passionne et connaîtront des perspectives de carrière dans le Groupe notamment aux USA :

#### CAO Mécanique

Chargé de l'organisation des systèmes de CAO Mécanique (VAX, Computervision...) il développera des programmes informatiques orientés vers l'application et assurera la mise en place de matériels et logiciels. (Connaissances en mécanique et en informatique nécessaires).

Les candidats de candidature, accompagnés d'un CV et d'une photo, sont à adresser sous réf. S184 à ETUDES et PRODUCTIONS SCHLUMBERGER 26, rue de la Cavée - 92142 Clamart

#### Interfaces CAO/FAO

Il sera responsable du développement des programmes de données entre les systèmes CAO (VAX, Computervision...) et FAO (IBM, machines à commande numérique, testeurs...) et de l'organisation des méthodes de travail associées. (Connaissances en informatique indispensables).

Schlumberger

Filiale d'une multinationale, notre client, spécialisé dans la PRODUCTION AUDIOVISUELLE, recherche un

## Chef comptable

Paris 170 000 F

Directement rattaché au Directeur financier :

- il est responsable des opérations comptables et de la fiabilité des données chiffrées ;
- il établit trimestriellement un bilan avec les moyens mis à sa disposition ;
- puis :
- réorganise le service en fonction de l'évolution croissante du marché et de l'outil informatique mis en place par le groupe ;
- définit les procédures comptables ;
- anime l'équipe.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 33 ans, Titulaire du D.E.C.S., il justifie d'une expérience similaire (comptabilité générale et analytique) et d'une maîtrise de l'anglais. Il a participé à la mise en place de l'outil informatique et connaît les procédures comptables et financières. Pragmatique, il aime faire preuve de rapidité et possède un sens aigu de l'organisation et des priorités.

Sylvie CATHELAIN vous remercie de lui adresser votre candidature qu'elle traite confidentiellement sous la réf. 5034/LM.

argos

Département Conseil en Recrutement  
135, rue de Wagram - 75017 PARIS

## SALES ENGINEER- UPS (Alimentation sans coupure)

Electronic uninterruptible power supplies for EDP applications  
PARIS

Emerson Electric Industrial Controls, leading manufacturers of solid-state inverters, using the latest American technology, have a position for a Sales Engineer, experienced in power electronics, to be based in Paris.

The main duty of this position will be the sale of Accupower (R), Emerson's solid-state UPS (Alimentation sans coupure). Responsibilities will not only be to obtain and secure orders but also to prepare quotations, negotiate terms and follow through to final closing. Three years previous experience in this or an allied industry would be desirable. The successful candidate will report to the Sales Manager - France.

Candidates must be qualified to the level of Accupower (R), and should have experience of high power loads, ideally through static no-break supplies and variable speed drives. We offer an attractive negotiable salary together with a bonus potential and an excellent range of fringe benefits including a company car.

Interviews will be held in Paris and Lyon.

To apply telephone 01 47 79 24 21, Personnel Manager - Europe on 19 44 793 24121 to discuss the position or write to him in English, at the Company's European Headquarters at Emerson Industrial Controls Limited, Elgin Drive, Swindon SN2 6DX, Wiltshire, England.

EMERSON  
Industrial Controls

## elf aquitaine

RECHERCHE POUR SA DIRECTION DES OPERATIONS  
COMMERCE INTERNATIONAL PRODUITS FINIS A PARIS

### UN JEUNE CADRE

PROFIL : de formation Supérieures de Commerce, il sera parfaitement bilingue Anglais : un séjour à l'étranger serait apprécié. Ouvert à l'extérieur, concret, réaliste il devra avoir le goût pour les relations et le montage d'opérations internationales.

MISSION : Sous l'autorité directe du Chef de Service Commerce International Négociateur de Produits Rafinés, il sera chargé, après une période de formation, du suivi du marché International. Il participera directement aux négociations et marchés importants et à la réalisation d'opérations d'achat/vente et échange de produits finis sur les marchés internationaux.

Les déplacements à l'étranger sont prévus.

INTERET : Des larges perspectives d'évolution pourront être offertes ultérieurement au sein du groupe, en France ou à l'étranger à un candidat de valeur.

Adresser lettre, C.V., photo au ELF FRANCE - Service Recrutement  
137, rue de l'Université 75340 PARIS Cedex 07, réf. 46363.

COMPAGNIE EUROPEENNE D'ACCUMULATEURS  
DIVISION BATTERIES INDUSTRIELLES  
GROUPE CGE

pour son service production fabrication

### JEUNE INGÉNIEUR

- Ecole d'ingénieurs.
- Formation mécanicien.
- Connaissances en micro-informatique pour développement machines spéciales commandées par micro-programmables.

à pourvoir à CLICHY (92)

Envoyer C.V., photo et prétentions à :  
Monsieur Hascoët, Service Personnel  
2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS

SOCIÉTÉ D'ÉTUDE  
DE MARCHÉ  
RECHERCHE

### UN(E) CHARGÉ(E) D'ÉTUDE QUALITATIVE JUNIOR

Il aura une réelle expérience, de méthode, et de sérieux, et devra être capable d'ouverture d'esprit. Une connaissance des concepts psychosociologiques et de leur application est indispensable. Une connaissance des théories sociologiques est souhaitable. Facilité de rédaction indispensable.

Envoyer C.V., sous pli fermé, à :  
Monsieur HASCOËT, Service Personnel  
2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS.

Envoyer C.V., sous pli fermé, à :  
Monsieur HASCOËT, Service Personnel  
2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS.

Envoyer C.V., sous pli fermé, à :  
Monsieur HASCOËT, Service Personnel  
2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS.

Envoyer C.V., sous pli fermé, à :  
Monsieur HASCOËT, Service Personnel  
2, RUE CURNONSKY - 75017 PARIS.

### CHEF DE SECTEUR

second œuvre  
PARIS 6UD

Une école parisienne dynamique, en expansion, confie ce poste à l'ingénieur responsable (CA, budgets, rentabilité, qualité des travaux) à un ingénieur ENSI, INSA, ou équivalent, ou Technicien de haut niveau, disposant de 3 à 5 ans d'exp. de conduite et de gestion de travaux, de recherche et de négociation d'affaires, d'entretien d'un groupe de travail.

- Large autonomie, poste d'avenir stable.
- Rémunération de bon niveau, conçue pour récompenser l'efficacité.
- Volonté de service à usage privé.

Adresser C.V. détaillé sous référence 989 à :

### SELETEC

Conseil  
67009 STRASBOURG Cedex.

### LA BAGAGERIE

RECHERCHE

### ÉTALAGISTE

- Plein temps.
- Hautement qualifié.
- Rémunération élevée.

Adresser candidature à :  
Monsieur ROUGIER  
LA BAGAGERIE  
41, rue du Four,  
75005 PARIS.

« VILLE DE POISSY » (Yvelines)  
37 000 ha., recense d'urgence : un responsable de la permanence, l'information et d'orientation.

Poste : éducateur expérimenté, esprit d'initiative, capacité d'organisation.

Candidature : téléphone au 398.

### DEPARTEMENT INTERNATIONAL

PARIS 15ème

### CHEF DE PROJET MARKETING

En liaison avec le Responsable du Service, il sera chargé des études de marchés étrangers par gamme de produits et de l'étude prospective produits et systèmes.

Par ailleurs, en relation avec le Responsable de la Banque de Données Informatique, il mettra au point les méthodes appliquées au MARKETING STRATEGIQUE.

Le poste est confié à un Ingénieur Grande Ecole (E.S.E. - Centrale - etc), possédant 5 à 7 ans d'expérience en Télécommunication et en Télématique.

Connaissances du français international appréciées. Une maîtrise de l'anglais indispensable.

### INGENIEUR RESEAU

Dans le cadre d'un groupe d'études, il sera chargé de la définition, du développement et de la maintenance des logiciels de planification appliqués aux télécommunications.

Par ailleurs, il assurera l'interface avec les ingénieurs commerciaux et les missions à l'étranger.

Ce poste est confié à un ingénieur grande école ou de formation universitaire équivalente, possédant 5 à 7 ans d'expérience : - en étude de planification des télécommunications - en télématique.

Une éventuelle maîtrise de l'anglais est appréciée.

Bonne maîtrise de l'anglais indispensable.  
Adresser CV, photo et prétentions à :  
Monsieur du Personnel  
33, rue Emériau 75015 PARIS.

صكرا من الامم




## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS


## OFFRES D'EMPLOIS

## OFFRES D'EMPLOIS


 **ROUSSELOT.**

recherche pour son laboratoire de  
Recherches et développements situé à Ribécourt 

**INGÉNIEUR**  
diplômé grande école de chimie

Plusieurs  d'expérience en recherches chimie  
organique

Poste à responsabilité.

Adresser C.V. détaillé avec rémunération souhaitée sous  
réf. 4882 à **ROUSSELOT, 8,  Christophe-Colomb,**  
Paris 8<sup>e</sup>.

**IMPORTANTE ENTREPRISE  
SECTEUR INDUSTRIEL ET COMMERCIAL  
EN EXPANSION  
PROCHE BANLIEUE NORD  
recrute immédiatement**

**JEUNE INGÉNIEUR  
DIPLOMÉ**

**Dynamique, ambitieux, relations humaines.  
Activités variées, perspectives promotionnelles.**

**Envoyer C.V. avec courte lettre manuscrite  
sous pli fermé à REGIE-PRESSE  
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.**

Si vous possédez une formation supérieure (type H.E.C., I.E.P., E.S.C.P., E.S.S.E.C., etc.), une expérience ou le goût de la

## GESTION DU PERSONNEL

en prise directe avec les parties concernées, nous vous proposons de vous intégrer dans une équipe déjà opérationnelle de la Direction des Relations Humaines et de vous faire participer progressivement aux divers aspects de cette gestion : recrutement, intégration, mobilité, suivi des carrières, sélections et méthodes de formation.

Nous sommes un groupe bancaire à dimension internationale, basé à Lille (France).

Adressez vos C.V., photo et lettre manuscrite à Trendencias (315) 30, rue de Froidvaux, 41008 Paris 14<sup>ème</sup> arrondissement.

Nous répondrons à toutes les candidatures.

**TELEPHONE :**  
**PARIS-BRETAGNE**  
conditions avantageuses à :  
**INGENIEUR**  
**LOGICIEL**  
Renseignements au :  
563-17-27, poste 258.

**Tel expertise comptable** par  
fois, **implantation européenne**  
et **internationale**  
recherche

**UN COLLABORATEUR**  
2 à 5 ans exp. cabinet d'ar-  
ch. et expér. pédagogique pou  
assumer préparation et exécut  
de cycles de formation pou  
pour assurer la mise en œuvre  
tème. Missions d'audit.  
Envoyer C.V., photo et prêt.  
S.E.A.F., 21 bis, rue Lord  
Byron, 75006 PARIS, réf. :

**JAEGER recherche**  
**BIOMEDICIN**

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
REGION RAMBOUILLET**  
recherche

**RESPONSABLE  
ADMINISTRATIF**

Débutant accepté

Prise en charge de la  
gestion commerciale d'un  
département. Ce poste  
conviendrait à un BTS  
ou DUT comptable.

Ecrire avec C.V., photo, prêt-  
n° 8.812. ■ TELEX P.A.  
Paris, qui transmettra.

■ préparation S.C. P.O.  
Institut privé  
recherche

**ENCLOSURE**

Importante Banque Internationale privée  
recherche pour son département

**COMMERCE INTERNATIONAL**

**UN SPÉCIALISTE MONTAGE ET  
GESTION DES CRÉDITS EXPORT**

Expériences minimum 3 ans dans ce type d'activité.  
Le candidat retenu sera l'adjoint du chef de services  
montage/gestion.

Une très bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Envoyer lettre manuscrite au C.V. sous la référence 8837 à  
PIERRE LICHAU S.A.,  
B.P. 220, 92001 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

LE CENTRE MONDIAL INFORMATIQUE

recherche

**1 INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN**

Formation grande

2 à 5 d'expérience vidéo, et/ou Informatique

d'un laboratoire, définition équipe et de moyens. Constitution d'une équipe haute sur problèmes couplages d'un lecteur vidéo-disques et d'un micro-ordinateur.

Adresser C.V. et prétentions à :

Secrétaire général du Centre

22, avenue Maitignon

75008 PARIS

**ENTREPRISE D'ÉLECTRONIQUE**  
*de la haute technologie*  
*industrielle*

**INGÉNIEUR  
 GRANDE ÉCOLE**

**Expérimenté en radiocommunications**

- Age environ 35 ans
- Pratique de l'anglais indispensable.

**Pour fonction Ingénieur dans le domaine maritime et animation d'une division.**

**La réussite dans ce poste implique la prise de hautes responsabilités.**

**Envoyer C.V. photo et prétentions à :**  
 Service RH Personnel  
**CRM - 8, rue Lavoisier - 75008 PARIS**

**ELECTRICIEN**  
COORDINATION CLIENTS  
R.E. PRODUCTION  
avec C.V., réf. 82-33  
ECOP. TEL. avenue Lénine,  
9200 NANTERRE  
demande une 1<sup>re</sup> secrétaire

**secr**

**Importante S**  
**de l'un**  
**Industriels fran**  
**Direct**

**Secrétaires**

Expérience  
Anglais indosens

**TALANTAIRE**  
Histoire, géographie,   
général, anglais, espagnol.  
Envoie sous le n°  M.  
88 bis,  Réunion, 75002 Paris.

**TALANTAIRE**  
diété d'Ingénierie  
premiers   
is,  pour  
on

**Direction**  
le  d'entreprise.  
Espagnol apprécié.

**LEADER D'INSTRUMENTS**  
**SOCIÉTÉ LEADER D'INSTRUMENTS SA BRANCHE**  
**FRANÇAISE**

**JEUNE INGÉNIEUR**  
**DÉVELOPPEMENT**

- Diplômé Arts et Métiers ou équivalent.
- Il sera responsable du développement et de la mise au point de produits nouveaux.
- Il aura une bonne connaissance de la résistance des matériaux.
- Une première expérience professionnelle est souhaitée.

Adressez C.V. et prétentions aux références 7.000  
au journal "le Monde", 5, rue des Italiens, 75009 Paris,  
qui transmettra.

*Société d'Études de Marché*  
*Spécialiste dans le domaine médical*

recherche

**UN CHARGÉ D'ÉTUDE**

Pour conception et réalisation ~~des~~ qualitatives  
et quantitatives.

Solide formation universitaire.  
Expérience minimum de 3 ans.  
Goût des relations clients.  
Sens développé des responsabilités.

**UNE SECRÉTAIRE  
DE DIRECTION**

Ces deux à obtenir la coordination

**PHARMACEUTIQUE**  
marque pour son Centre de  
recherches à PARIS :

**NOMME JEUNE**  
CYCLES  
ANCIEN

C.V. et 2 photos manuscrites  
à adresser à :  
PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra,  
75040 PARIS Cedex 01.

Important organisme de formation  
proposant aménagements, con-  
sultants et rémunération im-  
médiatement à :

**ANIMATEURS**  
expérimentés, diplômés des écoles  
supérieures psycho-sociales ou supé-  
rieures de l'Université approuvées  
ou agréées par le Ministère  
de l'Éducation nationale, ensei-  
gnant, encadrant, animateur

**ASSISTANTE**  
DE DIRECTION  
PÉDAGOGIQUE

Langue : ☐ Français ☐ Anglais

Envoyer C.V., plus photo  
n° 355672 et 2  
à : **REC-PRÉSSE**  
34 bis, r. de la Chapelle 75003 Paris

**L'UNIVERSITÉ PARIS**  
VAL DE MARNE  
recrute

**UN (E) INGÉNIEUR**  
EN INFORMATIQUE

prétentions sous n°  
31, Bd Bonne Nouvelle  
qui n°

**TUYAUTERIE**  
18 personnes  
recherche pr chargé d'affaires

**SECRÉTAIRE**

**STENOGRAPHE** bil. angl.  
libre rapidement

Tél. R.V. n° 100-0000

**AGENCE D'UN EMPLOI**  
**INTERNATIONAL**

**LA SECRÉTAIRE**  
**DE SON P-P-G**

**URGENT**  
Jeune Société de  
Services Informatiques  
dynamique et  
en pleine expansion  
**PARIS-8**

**BANQUE DE DÉPÔTS**  
Paris 9e  
*recherche pour son réseau d'agences*  
Paris - région parisienne

**CADRES**

**NIVEAU CLASSE V et VI**

Destinés à *seconder le Directeur sur le plan administratif et commercial et polyvalentes d'occider rapidement à une direction d'agence*

Adressez lettre manuscrite, C.V. et photo  
no 49.509, **PUBLICITE ROGER BLEY**  
101, rue Réaumur, 75002 Paris.

P.T.E.

Adressez toutes manuscrits, C.V. photos et présentations A :  
BAILLET S.A.  
120, boulevard Magenta, 75010 PARIS.

**IMPORTANTE SOCIÉTÉ  
DE TRAVAUX PUBLICS  
PARIS SUD**  
recherche

**Ingénieur  
informaticien**

Responsable plus particulièrement des  
études et du plan informatiques, il devra  
être appelé à occuper rapidement des

Admirez C.V. et photo à  
M. HANVELLEN, C.S.P.  
98, r. La Fayette, 75008 Paris.

**STÉ MATÉRIEL TRANSPORTS**  
**JEUNES COMMERCIAUX**

esprit d'indépendance  
m'initiative indispensable.  
Rémunération : fixe + incen-  
tives + frais + voiture  
+ logement + assurance  
m'assurance santé, retraite  
m'UNICAF, A.S. B.P. 200  
75008 Paris, France  
qui s'investissent.

**POUR IMPORTANTE ET**  
**INGÉNIEURS**  
**INFORMATIQUES**

informaticiens et une expérience  
confirmée des problèmes  
liés à la programmation  
travaillent en place du nouveau sys-  
tème de gestion d'information  
de l'Université.

(le) (elle) aura à coordonner  
travaux en place du nouveau sys-  
tème de gestion d'information  
de l'Université.

Université Paris VI - Paris  
Ave. du Général de Gaulle  
75005 Paris  
01 42 86 93 00  
01 42 86 93 01  
01 42 86 93 02  
01 42 86 93 03  
01 42 86 93 04  
01 42 86 93 05  
01 42 86 93 06  
01 42 86 93 07  
01 42 86 93 08  
01 42 86 93 09  
01 42 86 93 10  
01 42 86 93 11  
01 42 86 93 12  
01 42 86 93 13  
01 42 86 93 14  
01 42 86 93 15  
01 42 86 93 16  
01 42 86 93 17  
01 42 86 93 18  
01 42 86 93 19  
01 42 86 93 20  
01 42 86 93 21  
01 42 86 93 22  
01 42 86 93 23  
01 42 86 93 24  
01 42 86 93 25  
01 42 86 93 26  
01 42 86 93 27  
01 42 86 93 28  
01 42 86 93 29  
01 42 86 93 30  
01 42 86 93 31  
01 42 86 93 32  
01 42 86 93 33  
01 42 86 93 34  
01 42 86 93 35  
01 42 86 93 36  
01 42 86 93 37  
01 42 86 93 38  
01 42 86 93 39  
01 42 86 93 40  
01 42 86 93 41  
01 42 86 93 42  
01 42 86 93 43  
01 42 86 93 44  
01 42 86 93 45  
01 42 86 93 46  
01 42 86 93 47  
01 42 86 93 48  
01 42 86 93 49  
01 42 86 93 50  
01 42 86 93 51  
01 42 86 93 52  
01 42 86 93 53  
01 42 86 93 54  
01 42 86 93 55  
01 42 86 93 56  
01 42 86 93 57  
01 42 86 93 58  
01 42 86 93 59  
01 42 86 93 60  
01 42 86 93 61  
01 42 86 93 62  
01 42 86 93 63  
01 42 86 93 64  
01 42 86 93 65  
01 42 86 93 66  
01 42 86 93 67  
01 42 86 93 68  
01 42 86 93 69  
01 42 86 93 70  
01 42 86 93 71  
01 42 86 93 72  
01 42 86 93 73  
01 42 86 93 74  
01 42 86 93 75  
01 42 86 93 76  
01 42 86 93 77  
01 42 86 93 78  
01 42 86 93 79  
01 42 86 93 80  
01 42 86 93 81  
01 42 86 93 82  
01 42 86 93 83  
01 42 86 93 84  
01 42 86 93 85  
01 42 86 93 86  
01 42 86 93 87  
01 42 86 93 88  
01 42 86 93 89  
01 42 86 93 90  
01 42 86 93 91  
01 42 86 93 92  
01 42 86 93 93  
01 42 86 93 94  
01 42 86 93 95  
01 42 86 93 96  
01 42 86 93 97  
01 42 86 93 98  
01 42 86 93 99  
01 42 86 93 00

Une expérience de secrétaire de direction est impérative ainsi que les pratiques courantes de l'allemand et de l'anglais.

La rémunération proposée est directement de la qualité et de l'expérience de la candidate.

Lieu de travail :  
Proche banlieue Sud  
desservie par métro.

CV, se le n° M  
BLEU, 17, rue Labat,  
94307 VINCENTS cedex,  
qui transmettra.

formation p

**FORMATION-1**  
CLASSE

**SECRÉTAIRE**  
de tr. bon niv.  
Ambiance agréable.  
Avantages sociaux.  
Adres. lettre manusc.,  
C.V., photo et prêt à:  
Madame LEGARDA,  
COFRAMI S.A.,  
5, rue Vernet,  
75008 Paris.

**IMPORTANT**  
**GROUPE DE TRANSPORTS**  
**Porte d'Asnières**  
recherche  
pour ses services

**COMPTABLES**

**BTS - DECS**  
**CAP Probatoire**

Adressez candidature et C.V. sous réf. 45729 M à BLEU Publicité  
17, rue Lobat, 94307 VINCENTES CEDEX - Cour transmettre

ambitieux, homme de contact, **préparation** à 111 années d'expérience en informatique acquise dans un **SSCI** ou chez un utilisateur. (Travaux Publics appréciés, mais non exclusifs).

Envoyez lettre de motivation, **CV** et photo **10 M** à :

**STRUCTURES**  
31 Av. de l'Opéra

au secr., téléphone  
salaires téléphoniques  
Tél. pour R.V. INTER-  
COMPUTER. 806-90-00.

**CENTRE DE RECHERCHE**  
**en**  
**UN ECONOMISTE**  
débutant ou courte expérience  
dans le développement  
s'intéressant aux problèmes de  
transport et de planification  
économique  
Connaissances langue anglaise  
Essentielles  
Envoyer C.V. à M. AZEM  
/r/réf. Tel. B.P. 34,  
94114 ARCUEIL, Cedex.

Pour accroître sa diffusion  
de  
**ENCYCLOPEDIA**  
**UNIVERSALIS**  
rech. DÉLÉGUÉS (EES)  
goûter des contacts,  
mieux connaître  
l'encyclopédie

**PARIS-NORD**

**TECHNICO-**  
**COMMERCIAL (E)**

Licence option bio-chimie  
de 2<sup>e</sup> année  
2 ans d'exp., poste similaire.  
Déplacement 30 %.  
Véhicule personnel indisp.  
Plus + frais + commissions.

Envoyer C.V. manuscrit  
précisant photo  
à : M. C. 93-558 M.  
REGIE-PRESS  
68 bis J. Rousseau, Paris-20.

Importante entreprise  
second œuvre bâtiment  
recherche pour services exté-

**SAPIAS I**  
**ANAL**  
**PROGRA**

qui  
formul  
l'ros

- (COBOL, BASIC,  
- Adresseur C.V. let  
**SAPIAS**  
121, rue de Toucy  
TEL. : 386.36.47 / 70

**FORMATION**  
**GRATUITE**  
**POUR DEMANDEURS**  
D'EMPLOI

**FORMATION**  
me  
**75STES-**  
**WIMESURS**  
evient  
privé (14 mois)  
emple  
E.I. (TRAITEMENT)  
manuscrit ou responsable  
**FORMATION**  
**75017 PARIS**  
34,34 Pude 573 on 388

— ASSISTANTE DE DIRECTION TRILINGUE  
— DIPLOMÉE DES CHAMBRAS DE COMMERCE BRITANNIQUE ET AGNOLIAN PRO FESSURE  
ASSISTANTS A L'UNIVERSITE  
BRITANNIQUE A T&E

**SKF**  
recherche  
pour sa filiale C.A.O.E.I.  
(département ETUDES -  
FABRICATION - SOUS-TRAITANCE)

**INGENIEUR  
D'ETUDES**  
(formation MECANIQUE)

Sous l'autorité du Chef de  
Département, il sera responsable  
des machines (mécaniques  
et hydrauliques), ainsi que de la  
réalisation d'installations  
spéciales (machines, techniques  
hydrauliques...).

Une expérience de quelques années  
de préférence dans le domaine  
de la machine-outil ou de la machine  
spéciale est demandée.

Anglais souhaitable.

Lieu de travail : banlieue Sud-Paris.

Adr. lettre manuscrite, CV, photo  
et prétentions sous réf. REF/GR à  
C.A.O.E.I., 1, av. Newton,  
92142 CLAMART.

Emplois et formations

- Expérience Sâtiment moins de 5 ans  
- Connaissance indispensable.  
Pour un Service de Recherche et Mé-  
tallurgie assurer ultérieurement le développe-  
ment d'un Service de travaux en  
milieu industriel.

Envoyer C.V. et prétentions à :  
Petrack 107  
**Société G.S.P.**  
4, CITE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS

12 h - 536-08-23 de 10 h 30 à 12 h 30 et de 18 h 30 à 19 h 30

Grande Administration Paris recherche

**UN INGENIEUR**

pour prendre en charge le suivi du secteur raffinage ainsi que des aspects technico-économiques s'y rapportant :

- diplômé en génie (mines, INSPM, etc.) ou équivalent âgé ;

- expérimenté en industrie.

**INGENIEUR D'AFFAIRES**

CLIMATISATION FLOMBERT, FLUIDES

Confirmé pour affaires Outre-mer dans secteur Bâtiment et Industrie.

**BASE :** Paris avec 1 à 3 missions régionales/an. Salaire et avantages sociaux nécessaires.

l'étranger souhaités.

Escr. 2. Publi-Info Réf. 112, bd Voltaire, Paris-11

**INDEMNITES  
DE FORMATION**

**GESTIONNAIRE  
D'ENTREPRISE**

Pour être formé aux techniques  
de gestion des entreprises.

**Petits groupes, recyclage,  
horaires aménagés.**  
Revue : 01-22-75

**information  
divers**

**NOUS RECHERCHONS UN  
DISTRIBUTEUR**

**GROUPE CHIMIQUE  
DE DIMENSION MONDIALE**  
recherche

# Audit interne

pour effectuer des **missions** dans les **filiales** et  
établissements **industriels** ou **commerciaux** en France.

De formation Grande Ecole de Commerce - option  
finances/comptabilité - avec **un** **diplôme** de **DESS**,  
candidat aura **au moins** **2** ans d'expérience  
dans des fonctions similaires ou dans **un** **Cabinet**  
d'Audit.

Connaissances informatiques de base appréciées.

Poste basé à Paris avec des déplacements en Province.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et  
sous réf. : **A.M.P. - 40, rue Clément**  
**75015 PARIS (qui transmetra).**

IMP

bonne connaissance de l'anglais et du français.  
Env. lettre C.V. et pr. p. n° 9861 à M. CHATELAIN, 10 rue de la République, 75003 PARIS.

**CENTRE INTERNATIONAL DE FORMATION EN INFORMATIQUE**

• Electronique  
• Automatismes  
• Langues  
• Applications COURTES  
• Formations LONGUES  
205-24-13 cours l'année.

Association recherche pour terrain d'Aventure, un travailleur sérieux et un ANIMATEUR.

IDEFA ou son cours, licence ill. à pourvoir début oct. Exposé, rédaction, présentation, réalisation de conduite audiovisuelle. Adresser CV, photo, diplômes à : IDEFA, 10 Avenue Lili CHATELPAU, 93100 St Maurice, Seine-Saint-Denis.

CHATELPAU LES VIGNES.

recherche pour Service Réglementation des Immeubles Intérieurs !  
**COLLABORATEUR**

Formation Commerce International.  
Allemand / Anglais courants.

Adr. C.V. avec réf. et pr. à GCFE, 200, avenue d'Iéna 75016 PARIS.

Cons. en commercialisation.

**2 RESPONS. DE DOSSIERS** : Formation commerciale, maîtrise de communication globale (publicités, relations publiques).

**PROFIL :**  
• Formation supérieure plusieurs années d'expérience dans le domaine de la communication.  
• Maîtrise de la rédaction journalistique.  
• Bonne connaissance anglaise.  
• Expérience en presse.  
Envoyer C.V. + 3 photos récentes à : P&M, 34-311M, 95 bd de la Réaumur, 75002 Paris.

Four inscript., adre. C.V. et let-  
tre de candidat, à l'ELP, 37  
rue de Châteaudun, 75001 Paris.

— Lise : PARIS.  
— Nombre de places limit.

Stages  
de formation continue  
à la surveillance sociale et  
aux relations politiques

(10) Stage demandeur d'emploi  
et chômage (30-4-83).  
(20) Stage de formation  
niveau 550 + 500 : profes-  
sionnels, 5-6-83.

Stages, après : possibilité  
d'indemnisation par l'Etat suivant  
inscriptions en suivant à  
"RESP".

115 rue de la Chapelle-Champer  
76006 Paris (32-62-02).

TRÈS URGENT  
dernier stage préalable à  
la formation en Relations  
30/9 et 2 et 3/1  
à l'ELP, 37 rue de  
Châteaudun, 75001 Paris.  
RISTOR, 374-68-93.

**vous serez le premier à être  
distribuer en Europe du  
groupe français « PEARL IN  
THE OYSTER » (La  
Perle dans l'huître)**

Nous serons présents à l'exposition  
internationale de Genève  
du 11 au 15 septembre 1984

**INTERNATIONAL  
PEARL COMPANY  
U.S.A. - CARAIRES - JAPON.**

**travail  
à domicile**

J.F. français thèses, mémoires,  
manus, s/machine electro,  
trav. rap., 535-26-38.

**representation  
offres**

**sees publiques et publica-  
tions recherche**

**REPRESENTANTS/ES ET  
C-DEF DES VENTES**

T. p. R.V. (1) 508-15-42.

100







# LE SICOB

XXXIII<sup>e</sup> Salon international de l'informatique, de la communication et de l'organisation de bureau  
**La dernière chance pour la France**

Septembre 1981... septembre 1982. En un an les responsables, les partenaires, de la politique informatique française ont changé, une nouvelle stratégie émerge peu à peu.

DEPUIS un an, les responsables de la politique informatique française ont changé. M. Jacques Stern est à la tête de C.I.I.-H.B. Plus de dix dirigeants de la compagnie ont été remplacés. Un nouveau directeur général, M. Francis Lorentz, arrive. Du côté des pouvoirs publics, un « grand » ministère de la recherche et de l'industrie concentre désormais les moyens administratifs et financiers de la politique informatique.

Les partenaires industriels ont, eux aussi, changé. Le rôle de l'influence d'Honeywell ont diminué en proportion de la participation du groupe américain dans C.I.I.-H.B. Honeywell Bull, qui ne représente que 47 % à 19,9 %. Saint-Gobain est passé au rang de « sleeping partner » en attendant sa sortie définitive de l'informatique. Les poids lourds mousquetaires de la mini et de l'ultra-mini, Thomson prend du champ avec la mini-informatique. Logabax est définitivement passé dans l'ultra-mini d'Olivetti, dont les liens avec la France se distendent, et Benson dans celle de Schlumberger. Seul Inter-technique poursuit sans trop de heurts son chemin, tout en craignant d'être laminée entre les géants étrangers et les poids lourds du secteur public ou para-public.

Les responsables changés, le problème Honeywell réglé pour un temps, nous reste pourtant à faire, selon tant de dire. Quelle organisation, C.I.I.-H.B. Bull, doit-elle prendre ? Comment remobiliser

le personnel, redonner confiance aux utilisateurs, faire par dix-huit années de politique informatique un zigzag ? Comment faire coopérer secteurs public et privé ? Où trouver le soutien financier ? Autant de questions qui, à la veille du SICOB, restent encore pendantes.

Dernier nommé des P.-D. G., M. Jacques Stern est l'un de ceux qui a reçu le plus lourd héritage. Les erreurs du passé apparaissent aujourd'hui en grand jour.

Toutes ces dernières années, C.I.I.-Honeywell Bull s'est affaibli en faisant semblant d'être fort. Ce constat fait, mais trop tard, par les nouveaux dirigeants de l'entreprise se traduit d'abord dans les comptes de la firme.

En 1981, C.I.I.-Honeywell Bull a annoncé une perte de 449 millions de francs. Pour le premier trimestre de 1982, elle dépasse les 300 millions de francs. Pour l'ensemble de l'année, on table sur un chiffre de 1 milliard de francs. « Nous sommes minés par les frais financiers », dit-on chez C.I.I.-Honeywell Bull, où l'on insiste sur la responsabilité des précédents actionnaires qui « n'ont pas fait leur devoir ». En 1982, C.I.I.-Honeywell Bull aura 110 millions de francs de frais financiers, soit environ 9,5 % du chiffre d'affaires.

Cela représente un tiers de notre masse salariale.

La situation financière de la compagnie est un véritable casse-tête. A ces frais financiers, il

## Le casse-tête financier

Certes, la société a déjà reçu en 1982, 120 millions de francs. Mais il s'agit de prêts participatifs et non de capital. Pour 1983, 100 millions de francs de dotation en capital sont inscrits au budget. Tout cela reste cependant insuffisant. Sans tenir compte de ce qui pourrait être injecté dans la firme par des investisseurs ou de programmes spéciaux de développement, C.I.I.-H.B. aurait encore besoin de plusieurs milliards de francs de capitaux propres pour rééquilibrer son bilan, alourdi par les 4,4 milliards de francs portant intérêt, et financer sa croissance.

Outre les problèmes financiers, M. Stern doit, dans le même temps, réorganiser profondément, pour en produire, mobiliser les talents, ces nombreux dans l'entreprise, mais qui travaillent dans une « tour d'ivoire » à quelques kilomètres de Paris. Ces dernières années, de plus, on constate aujourd'hui que C.I.I.-H.B. n'a jamais été une entreprise véritablement internationale. Un grand effort doit donc être fait pour réorganiser l'ensemble de la production d'ordinateurs d'Angers. On a « démonté » le di-

recteur de l'usine I.B.M. de Montpellier pour mener à bien cette tâche.

Sur le plan des structures, on envisage de créer des filiales (en utilisant au besoin la Compagnie des Machines Bull) ou des départements autonomes ayant en charge des activités précises. Ainsi un département terminaux-périphériques pourrait voir le jour. La production des « micros » serait regroupée autour de R 2 E. De même les développements sur la « carte à puce » seraient confiés à une filiale spécialisée.

De telles réorganisations devraient permettre de mieux maîtriser les performances de la compagnie sur chacun de ses ministères et de les comparer avec celles des autres entreprises.

Ces réorganisations envisagées s'inscrivent dans une stratégie à long terme. Celle-ci repose sur le filigrane. Toutefois, M. Stern a levé un coin de voile, le 21 septembre, en annonçant les grands axes de développement de la compagnie pour l'avenir.

C.I.I.-H.B. doit défendre un parc existant mais également se développer dans un environnement I.B.M. largement majoritaire sur le marché. Pour concilier ces deux impératifs apparemment contradictoires, M. Stern mise sur les réseaux. Un va « ouvrir » les réseaux D.S.A. développés par C.I.I.-H.B. aux utilisateurs I.B.M. Nous sommes dans une époque où les communications entre les ordinateurs doivent s'assurer, où les fichiers doivent s'interconnecter. Il faut donc que les réseaux soient transparents. Nous sommes actuellement à un stade où l'I.B.M., qui règne sur le haut de gamme et propose un service global, et les firmes spécialisées sur un créneau de la filière. En

ouvrant D.S.A., nous permettons aux utilisateurs de faire travailler leurs grandes machines I.B.M. avec des terminaux divers de C.I.I.-H.B. (terminaux, ordinateurs, milieu de bureau, bureautique, etc.).

Une option qui permettrait aussi, du moins l'espère-t-on, à la société, de développer ses propres terminaux, les logiciels, la bureautique, les périphériques, etc. C.I.I.-H.B. va donc faire une offensive de charme en direction des fabricants français de la périphérie informatique. « Nous sommes prêts à mettre leurs produits à notre catalogue » - « Nous devons coopérer avec eux sur des applications standards, mettre leurs logiciels à notre catalogue ».

En bureautique, la compagnie veut développer des terminaux intelligents, devenir un intégrateur de produits d'origine IBM et proposer à la clientèle un système complet de traitement de l'information. Un effort sera fait sur certains périphériques pour développer des disques compatibles avec les standards I.B.M.

## Recoller les morceaux pour les « minis »

Reste le morceau le plus important, celui pour lequel la C.I.I. avait été créée, celui au nom duquel la collectivité a injecté des milliards de francs dans l'entreprise : la filière proprement dite d'ordinateurs. Aujourd'hui C.I.I.-H.B. est à la tête d'un parc dispersé et sans cohésion. Les pouvoirs publics, initiateurs de l'opération, garantissent un soutien financier de 100 millions de francs annuels jusqu'à la fin de la première année du projet. Faute de quoi on n'aurait plus qu'un squelette à plus.

Pour les autres ordinateurs, C.I.I.-H.B. va miser sur son D.P.S. 7. Il est prévu de le faire évoluer vers le bas (pour reprendre progressivement le D.P.S. 4, importé actuellement de la filiale Honeywell) et vers le haut.

La compagnie continuera à vendre également les D.P.S. 8 d'Honeywell.

J.-M. QUATREPOINT.  
(Lire la suite page 36.)

## Dix ans d'informatique européenne ou les occasions perdues

Vingt ans après les premiers plans-calculs en Grande-Bretagne, en France, puis en Allemagne et en Italie, comment se porte l'industrie informatique européenne ? Après les milliards de francs octroyés par les gouvernements, après les innombrables péripéties qui ont marqué ces années, l'Europe a-t-elle amélioré sa position ? A-t-elle reconquis une partie de son indépendance ?

Ces questions simples, il est bien malaisé de répondre. Certes, il existe des statistiques annuelles sur les parts de marché, aujourd'hui assez fiables. Mais un bilan sur le long terme est rarement établi. Tout se passe comme si, l'œil braqué sur les mouvements de l'éternel numéro un, I.B.M., l'informatique européenne était atteinte de myopie.

Pour les experts des administrations nationales ou européennes, la situation a empiré : les déficits croissent du côté extérieur, la quasi-faillite de l'anglais I.C.I. entraînant le déclassement de personnes % effectifs ; les pertes, communes, de C.I.I.-H.B. et celles, supposées, de Siemens Informatique, traduisent des difficultés accrues.

Paradoxalement, les industriels interrogés ont, eux, le sentiment d'être plus solides. « Certes, nous perdons un peu d'argent, mais nos chiffres d'affaires croissent plus vite que ceux d'I.B.M. », nous assurent-ils. « Inconnues contradictoires ? Sans doute, le verre est-il toujours à moitié vide ou à moitié plein. Il reste que les statistiques apportent des éléments à la réponse, et éclairent des jugements apparemment contraires.

Première constatation : les Américains ont perdu dix points du marché mondial en moins de dix ans. C'est un constat peu connu. Selon la société d'études américaine Arthur

D. Little, les Américains contrôlaient 87 % du marché mondial en 1974 et 77 % en 1980 ; en Europe leur part a chuté de 84 % à 74 % ; au Japon de 87 % à 38 %.

Pour l'organisme PAC (1), chargé par la C.E.E. de dresser un tableau de bord de l'informatique européenne en comptabilisant les matériels et les services informatiques, les Américains sont passés de 78,5 % en 1973 à 71 % en 1980 sur le marché mondial. Dans le même temps, la part des Européens « sous-jacée européenne » a grimpé de 14 % à 18,4 %. Même si ces chiffres sont sujets à critique, ils font notamment des variations de taux de change, ils expliquent les déclarations des industriels.

Les chiffres d'affaires ont cependant trompé dans la mesure où les firmes européennes placent de plus en plus leurs catalogues une quantité accrue de matériels d'origine ou sous-licence extra-européenne.

ÉRIC LE BOUCHER.  
(Lire la suite page 34.)

(1) PAC : Pierre Audoin Conseil.

## Prendre la mesure du défi électronique

Où va l'électronique dans le monde, aujourd'hui ? Jusque-là, avant-hier, technologie hier, l'électronique est restée avant tout un secteur à part. Son évolution en ce début de décennie 1980 présente trois caractéristiques : l'accélération de l'évolution technologique, l'extension de l'offre et le bouleversement des systèmes des pouvoirs.

par GÉRARD THÉRY (\*)

A vitesse de conquête du savoir électronique s'accroît et rien n'indique qu'elle doive se ralentir bientôt. De même que l'argent va à l'argent, la technologie va à la technologie. Les peuples qui disposent aujourd'hui de technologies avancées ont plus de chances d'être avancés dans cinq à dix ans. Les écarts de niveau technologique entre les nations se creusent.

L'électronique est tout d'abord un développement. La surface du développement électronique avec la pluri-industrie industrielle, les télécommunications domestiques, augmentant à l'infini. L'électronique est aussi une révolution de la communication culturelle, sociale, intra et interentreprise. Ses fonctions principales ne sont-elles pas de capter, de traiter, de transmettre l'information ? Elle progresse à l'usine, au bureau, à l'école, à l'hôpital. Elle constituera bientôt une part notable du prix de revient de l'automobile. Plus tard, le serveur sera à silicium remplacera la pellicule photo et le film. Photo et chimie quitteront l'univers de la chimie pour entrer dans celui de l'électronique.

Toutes les technologies, mais plus rapidement le cas de l'accélération du progrès, l'électronique déstabilise. Certains pouvoirs menacés affrontent la technologie comme Don Quichotte s'en prenait aux moulins à vent. On veut ignorer ainsi le fait qu'elle créera une large palette de possibilités de développement. Mais qui seront les maîtres du monde, demain ?

En fin de vingtième siècle, les pouvoirs iront au maître des données, à celui qui maîtrise les données, à celui qui maîtrise les données de la fibre optique, des logiciels et de la puissance de la parole.

Rien ne permet d'affirmer, à la longue, que les pouvoirs resteront aux dirigeants des nations qui en disposent aujourd'hui, et qui seront respectées, devant les forces nouvelles fondées sur la technologie, les identités et les cultures nationales. La montée des nouveaux pouvoirs industriels sera douce. L'électronique, en même temps qu'elle bouleverse les marchés, ne se laisse pas bouleverser. Rien n'est plus facile à capter que les préférences des consommateurs, rien n'est plus facile à séduire que certaines classes politiques. Déjà, dans les pays du tiers-monde, des firmes multinationales d'électronique vendent leurs services au sein du tiers-monde, de l'alphabétisation des masses et des masses les plus vulnérables. Les diables se font amis.

Il est évident que l'analyse de l'évolution de la technologie électronique et du marché, trois zones se distinguent, offrant déjà toutes une série de caractéristiques intéressantes et fortement contrastées. Ce sont évidemment les États-Unis et la zone nord-américaine, le Japon et l'Europe.

Les États-Unis se caractérisent d'abord par l'explosion de toutes les formes de communication. Les experts évaluent à 300 milliards de dollars par an le marché de la communication professionnelle, et n'hésitent pas à envisager un doublement de ce chiffre à la fin de la décennie 80. S'agissant de la communication grand public, les prévisions sont plus optimistes. On s'attend à un taux de pénétration de plus de 60 % pour l'équipement en micro-ordinateurs ou en terminaux télématiques au milieu des années 90. L'ère de la communication est commencée. Il est probable que la fibre optique va se généraliser progressivement.

(\*) Ingénieur général des télécommunications.

On pressent aux États-Unis que l'ordinateur, le poste de téléphone, et l'écran de télévision vont progressivement s'intégrer en des dispositifs de complexité variable, connectables aux réseaux à la volonté de l'utilisateur. Plus de 100 millions de francs seraient investis dans la première année du projet. Faute de quoi on n'aurait plus qu'un squelette à plus.

Pour les autres ordinateurs, C.I.I.-H.B. va miser sur son D.P.S. 7. Il est prévu de le faire évoluer vers le bas (pour reprendre progressivement le D.P.S. 4, importé actuellement de la filiale Honeywell) et vers le haut.

La compagnie continuera à vendre également les D.P.S. 8 d'Honeywell.

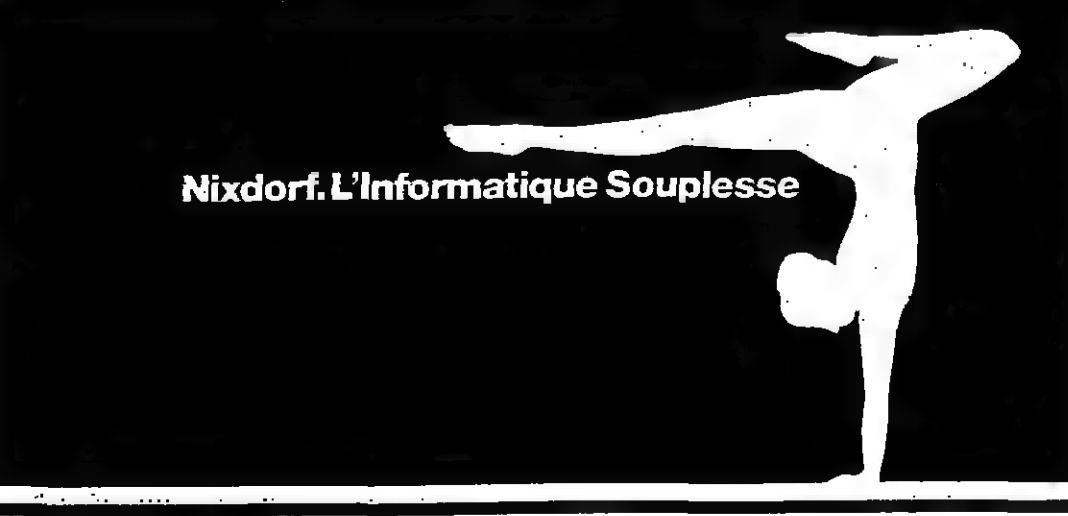
J.-M. QUATREPOINT.  
(Lire la suite page 36.)

La dérégulation du marché. La réserve d'engager un effort de recherche et de développement, dans un contexte d'exploitation des long lines, d'investissement à l'insécurité, A.T.T. pourra alors, fabriquer des réseaux, fournir des services nouveaux, éduquer, grouper de flux, ou presque rien, mais plus intéressant. I.B.M., de son côté, première firme d'ordinateur du monde, avec 60 % du marché mondial, et ce que l'on oublie généralement, premier fabricant de circuits intégrés, se trouve libérée de ses chaînes.

Enfin, l'I.B.M. constitue un exceptionnel. C'est la première firme américaine qui, sauf d'épisodiques succès qui ne la rendent jamais vraiment, soit passée complètement à l'électronique. C'est un dispositif complexe, les antennes. Ce qui est à l'origine de la Motorola ou de la Ford ne l'a pas été, dans les faits, la firme n'a pas été, dans les faits, la firme qui a bien su pour General Electric serait-il le mystère pour l'Amérique ? Le mystère demeure à demeurer.

A.T.T., son réseau de lignes, ses compagnies exploitantes, d'une manière, un avenir. Pendant ce temps, au jeu de la A.T.T. pour maintenir ces compagnies un pouvoir non négligeable, en dégageant ressources importantes.

(Lire la suite page 40.)



Nixdorf. L'Informatique Souplesse

NIXDORF COMPUTER



## Dix ans d'informatique européenne ou les occasions perdues

(Suite de la page 33.)

Cette deuxième constatation vient en contrepoint de la première. Elle explique pour partie les dégradations des balances commerciales du secteur : en France, le déficit est passé de 160 millions de francs en 1973 à 1 milliard en 1980 et 1,7 milliard en 1981 ; en Allemagne, de 2 millions de francs en 1973 à 320 millions en 1980.

PAC a tenté de prendre en compte ce phénomène de « dépendance technologique » dans le calcul des parts « réelles » de marché. En dehors du secteur du logiciel, les résultats indiquent une légère dégradation des Européens. Elle est beaucoup plus nette dans le secteur péri-informatique (mini-ordinateurs, périphériques, micro) où les constructeurs américains n'ont guère trouvé de résistance.

Ce bilan contrasté montre que les Européens ne se sont pas écroulés comme certains le craignaient. Il va également à l'encontre des idées communément admises suivant lesquelles les Européens sont de bons techniciens mais de piètres commerçants.

Malgré la dépendance technologique croissante, les Européens ont depuis deux ans des résultats signés par I.C.L., Siemens, B.A.S.F., Olivetti, etc. Les Japonais, continue le fait le plus marquant de ces dix dernières années. Le taux de dépendance calculé comme le pourcentage des produits d'origine extra-européenne dans les ventes des constructeurs européens

serait passé, selon les études PAC, de 15 % à 35 % pour l'informatique générale entre 1973 et 1980. En cherchant l'explication, c'est celle-ci que la stratégie européenne plans-calculs.

Schématiquement, ces plans devaient soutenir les constructeurs nationaux I.C.L., C.I.I. et Siemens dans la grande informatique, la péri-informatique étant, grosso modo, laissée à l'initiative privée. Or, de quelque façon qu'on aborde ces soutiens publics, par la politique de recherche, celle des subventions ou celle des achats « préférentiels » des administrations, le constat qu'il est possible de porter aujourd'hui est toujours le même : face aux Américains, et en particulier I.B.M., les Européens ne se sont pas donnés les moyens de leur stratégie.

## Une course poursuite épuisante

Les dépenses de recherche-développement rapportées au P.I.B. ont, sur toute la période, été insuffisantes. En 1979, elles s'élevaient à 0,047 % dans la C.E.E. contre 0,218 % aux États-Unis et 0,117 % au Japon. Les porte-drapeau allemands ont dépensé des sommes considérables dépassant en proportion leurs concurrents américains (le taux de recherche ramené au P.I.B. atteignait, en 1979, 9,8 % pour les constructeurs de la C.E.E. contre 7,7 % pour les constructeurs américains), mais n'en dépensaient pas moins en volume beaucoup moins qu'I.B.M.

Pour suivre I.B.M., les Européens devaient s'endetter, retarder même

des investissements industriels indispensables et de plus offrir un service meilleur que celui des clients séduits a priori par l'image de marque du Numéro 1, comme l'explique un industriel.

Une stratégie devait un jour ou l'autre conduire à des pertes. C'est précisément ce qui arrive à Siemens I.C.L. et C.I.I.-H.B. depuis deux ans.

Les gouvernements, devant cet « effet d'échelle », ont dû régulièrement subventionner leur porte-drapeau. Siemens a reçu ainsi 1 milliard de DM entre 1967 et 1979, I.C.L. 60 millions de livres et C.I.I.-H.B. quelque 0,5 milliard de francs en 1980, 1 milliard en 1981 et plus de 2 milliards en 1982. Apparemment impressionnantes, ces aides régulières ont soulevé diverses critiques assurant l'informatique à un « tonneau des Danaïdes ».

Pourtant, ces subventions ont été nettement insuffisantes si l'on tient compte de l'environnement informatique, des aides à la recherche et sur les logiciels fournies aux États-Unis, notamment par le Pentagone dont le tiers des dépenses de recherche est consacré à l'électronique. Entre 1973 et 1978, les industriels européens auraient reçu, selon les études de PAC, 9,3 milliards de francs de leurs pouvoirs publics contre 10,5 milliards de francs pour les Japonais et 30 milliards pour les Américains !

Les subventions publiques devaient servir de base d'appui aux constructeurs. Là encore, les principes n'ont pas été suivis d'effet

puisque, globalement, des parcs publics européens sont dotés d'ordinateurs européens contre respectivement 91 % au Japon et 100 % aux États-Unis. Depuis 1979-1980, ces politiques d'achat préférentiel ont d'ailleurs été abandonnées, du moins théoriquement, à l'exception de la France, tout comme les subventions directes.

Après 1976 et la rupture des accords Unidata consécutive au mariage de C.I.I. avec Honeywell-Bull, « l'espace européen » n'existe plus et ces politiques gênent les Européens en dehors de leur pays d'origine beaucoup plus qu'elles ne gênent les Américains. Malgré les certitudes de Bruxelles, les firmes européennes sont cantonnées sur leurs territoires respectifs. Les ventes d'I.C.L. sur le continent européen ont même chuté en 1979 et en 1980.

## Un pari impossible ?

Au début des années 80, l'Europe va opérer, en ordre dispersé, des révisions décevantes. « Le pari était impossible », affirment nombre d'observateurs. Que l'informatique européenne ait en définitive aussi bien résisté malgré des vents si contraires tient presque du miracle !

La chute d'I.C.L. en 1980 a pourtant montré que les miracles avaient leurs limites. Ce groupe britannique vient également d'annoncer la mise au point d'une gamme d'interfaces permettant à ses machines de dialoguer avec d'autres, notamment celles d'I.B.M.

Nixdorf, spécialiste de la mini-informatique, a lui-même fait un pas dans cette direction en se liant à l'italien Elbit pour mini-ordinateurs compatibles. La démarche d'une « compatibilité progressive » est ainsi entamée.

## Spécialisation

La troisième stratégie, celle de la spécialisation sur des créneaux précis, a été par I.B.M. ou sur lesquels il est moins puissant, repose sur l'innovation. L'Américain Digital Equipment a l'exemple du succès d'une telle approche en devenant, en 1981, le numéro deux mondial de l'informatique. Une performance que personne n'imaginait il y a cinq ans.

Les Européens Philips, Olivetti, Siemens, Nixdorf, se sont lancés sur des créneaux de produits ou de clients spécifiques.

Certains ont réussi, comme Nixdorf, Norskdata, d'autres ont chuté, comme Logabax, perdant de l'argent (Triumph Adler) ou du terrain (Kienzle). L'Europe n'a trouvé ni ses Améba ni ses Prime.

Globalement, les Européens ont perdu du terrain dans le péri-informatique. Selon les études de PAC, leur part du marché mondial est tombée de 31 % en 1973 à 23,3 % en 1980, pendant que le « taux de dépendance technologique » de ce secteur s'accroissait. Or, ces marchés de la mini, micro, des terminaux, etc. vont connaître une croissance beaucoup plus rapide que celle de l'informatique traditionnelle.

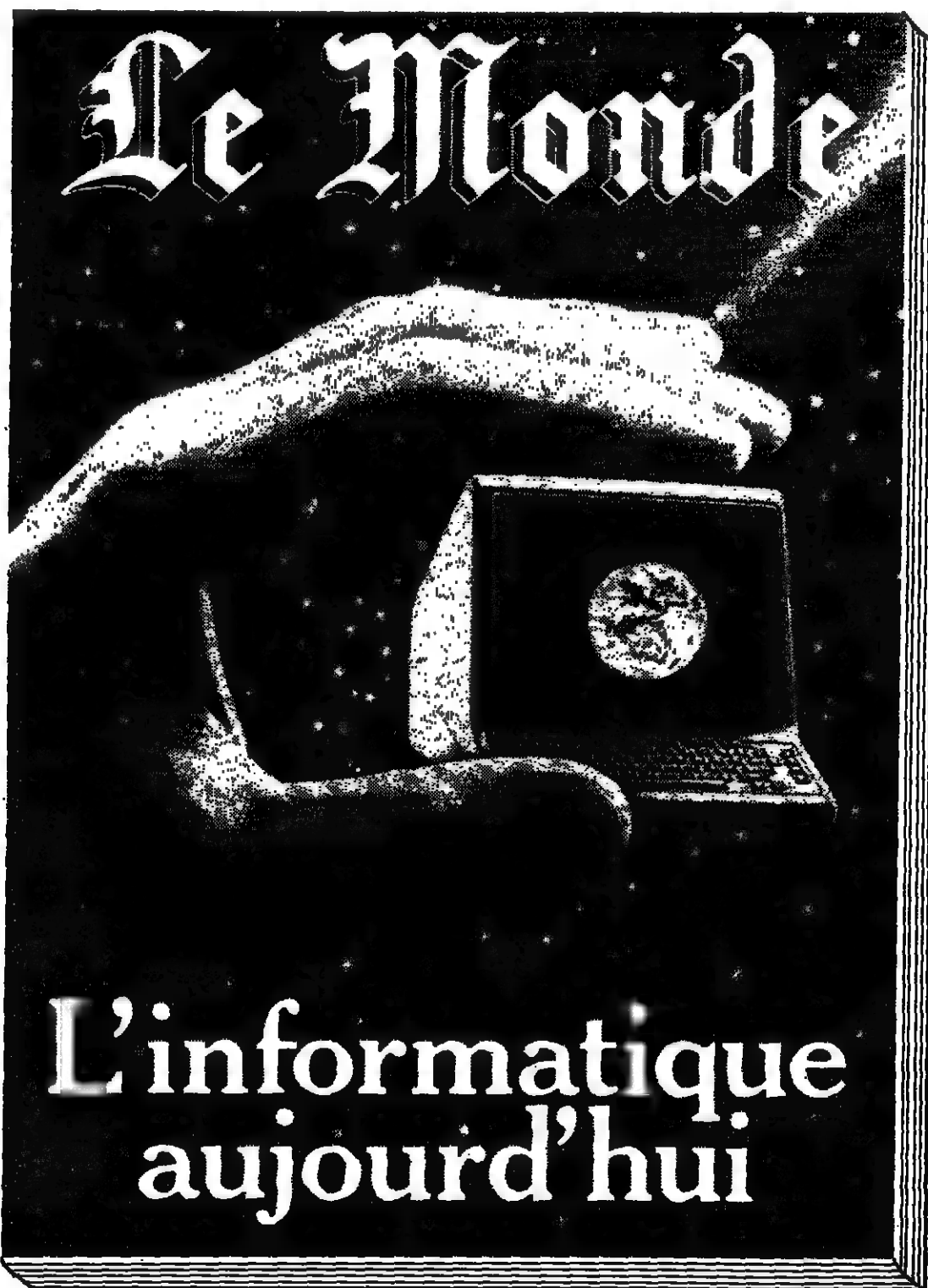
Les raisons, traditionnellement évoquées pour expliquer cette baisse, relèvent des « cultures industrielles peu innovatrices ». Mais la raison fondamentale tient, pour d'autres, à l'absence d'une industrie européenne de circuits intégrés, essentiels sur tous ces créneaux.

Philips et Siemens redoublent aujourd'hui leurs efforts sur les composants avec un succès prometteur. En France, où l'on parle de « filière » pour recoudre le tissu industriel, C.I.I.-H.B. devra, quelle que soit sa stratégie, rassembler ses liens avec les fabricants nationaux de circuits intégrés.

Compatibilité progressive et spécialisation : ces stratégies sont sûrement plus en rapport avec la taille des firmes européennes leurs moyens, désormais très réduits à l'exception de la France, que leur accordent leurs gouvernements et la division européenne.

Mieux « calés » sur des positions moins nombreuses à défendre, les constructeurs européens peuvent individuellement faire preuve d'une certaine capacité de résistance sur leur créneau, voire réaliser de jolies performances. Reste que si l'on examine globalement l'état des forces européennes sur l'ensemble de l'informatique, on constate que l'Europe atomisée n'a eu d'autre choix que de se plier peu à peu à la division internationale du travail imposée par les Américains. Peut-elle encore résister ?

ERIC LE BOUCHER.



## UN DOCUMENT DE 160 PAGES

réunissant des articles originaux des textes publiés dans le Monde et actualisés

## SOMMAIRE :

**OUTILS ET ÉQUIPEMENTS :** La révolution des matériels • Technologie d'aujourd'hui et de demain • Quand l'ordinateur parle et écoute, les terminaux rompent leur isolement • La foisonnement des réseaux • Vers de nouvelles générations de logiciels.

**STRATÉGIES ET POLITIQUES :** Les forces en présence • La puissance américaine • Le challenger japonais • L'Europe dans un état • France : la longue marche • Une stratégie globale.

**ÉCLAIREMENT DES UTILISATIONS :** L'ordinateur aux champs • Les moyens de production automatisés • A l'usage des bureaux • La banque et l'ordinateur • Les hésitations des P.M.E. • Une nouvelle donne pour les industries • Les systèmes de communication • L'informatique et l'information • La naissance d'une industrie • L'ordinateur, outil de création • A l'hôpital • Médecine et santé • A l'armée • L'électronique à la maison.

**ENJEUX DE SOCIÉTÉ :** Le vide juridique • Informatique et libertés • Une technologie vulnérable • Travail et emploi • Formation : des efforts encore insuffisants • Le Vidéotex, nouvelles médias • Une chance pour les régions ? • Les flux transfrontières de données • Le fossé entre les nations • Un nouvel espace culturel.

EN VENTE CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX - 28 F

FAITES PLAISIR À VOTRE MICROORDINATEUR...  
OFFREZ-LUI LE GUIDE HACHETTE :  
PLUS DE 1 000 PROGRAMMES PERFORMANTS !

JEUX  
COMPTABILITÉ  
ENSEIGNEMENT  
TRAITEMENT  
DE TEXTE

GUIDE DES  
PROGRAMMES  
POUR MICRO-  
ORDINATEURS

En vente en kiosques  
et points de vente  
spécialisés

Pour faciliter  
votre choix,  
nous avons réuni  
dans ce guide  
des programmes  
actuellement  
commercialisés.  
toutes les  
informations utiles  
à votre décision  
d'achat de matériel.

BON DE COMMANDE à envoyer à E.C.E.P. MICRO, 5, rue Scribe, 75009 PARIS

Je régle la somme de : ..... à l'ordre de E.C.E.P.

☐ par chèque postal 3 volets ☐ par chèque bancaire ☐ par mandat

مكتبة من الامم



# Le XXXIII<sup>e</sup> SICOB

## Les principaux constructeurs européens

### I.C.L. : la révision déchirante

Créé en 1967 sous le nom de International Computer Ltd, I.C.L. était le premier groupe européen d'informatique jusqu'en 1981. Largement épaulé par les pouvoirs publics, qui lui ont confié plus de 60 % des aides informatiques de 1963 à 1976, I.C.L. s'appuiera sur les marchés publics et sur une demande très soutenue du pays le plus informatisé d'Europe. I.C.L. détenait, en 1979, 30 % du parc britannique de grands ordinateurs. Le groupe performant champion national des années 70.

En 1979, le gouvernement britannique a décidé de la participation de 24 % qu'il détenait dans la groupe et a supprimé ses aides. L'entreprise se voit alors confrontée à de graves difficultés. Les charges financières alourdies par le poids de l'intérêt, le livre blanc dans sa gamme de mini-ordinateurs, malgré le rachat (trop tardif) de Singer.

### NIXDORF : le précurseur

La machine à calcul mondiale d'informatique est une entreprise allemande. Heing Nixdorf, son fondateur, est un homme à la moitié du capital. Anachronisme ? En fait, l'entreprise d'outre-Rhin a su jusqu'ici préserver sa personnalité au milieu d'une informatique européenne plutôt ingénu aux parcs.

Sans doute, la firme allemande a des performances au fait que son fondateur a été un précurseur. De l'électronique d'abord, puis l'origine, en 1952, il parle sur l'introduction de cette nouvelle technologie dans les machines comptables. De l'informatique décentralisée ensuite, vers la terminologie des années 70. Mais, à l'instar de l'américain Digital Equipment qui a vu ses ventes

des groupes étrangers, Nixdorf a repris (Burroughs, Control Data, Hitachi...), le gouvernement garantissant finalement une somme de 200 millions de livres et les banques de 70 millions de livres (près de 1 milliard de francs au total). Mais I.C.L. doit-il cinq ans de sa vie ?

I.C.L. a été racheté par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom.

ordinateurs par des revendeurs indépendants, Nixdorf développe ses propres bureaux commerciaux, son réseau de maintenance et offre un « service complet » de maintenance et de logiciels d'application.

La formule — une innovation dans la péri-informatique — séduit les petits clients, les industriels en Allemagne, et les banques (un chiffre d'affaires qui se chiffre à 850 millions de DM). Nixdorf se situe ainsi une part de 35 % dans le parc allemand des petits systèmes de gestion et de 11 % dans le parc européen. La société est présente aux États-Unis où elle a acquis Entrex, un spécialiste des terminaux. Elle compte dix bureaux commerciaux ou techniques répartis sur ses quinze sites américains.

Cette situation géographique — l'Allemagne est au centre de l'Europe — a permis aujourd'hui à Nixdorf d'être un nouveau visage, difficile à négocier. Nixdorf doit aujourd'hui prendre le pas de la bureautique. Pour cela, il faut chez les clients toute une gamme de matériels, des logiciels et le traitement de données, le porte

### OLIVETTI : un « miracle », et après... ?

Comme la Compagnie des machines Bull, Olivetti fut un des pionniers de l'informatique en Italie. En 1950 un calculateur de deuxième génération. Mais son homologue français, l'italien, n'a pas eu le même succès. Olivetti a été racheté par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom.

Tout en Italie, le groupe Olivetti a été racheté par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom.

### PHILIPS : pourrait mieux faire !

Venu sur la scène de l'informatique, le groupe hollandais a été racheté par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom. L'entreprise a été rachetée par le groupe allemand distribué avec son nom.

que l'informatique n'est toujours une activité rentable, mais répond à une demande sur les secteurs bancaires, les petites entreprises de gestion (3,5 % du parc européen), les mini-ordinateurs (1 % du parc européen) et le traitement de données où le chiffre d'affaires double chaque année.

Après avoir échappé à l'américain Perdec (fabricant de disques mémoires), repris finalement Triumph-Adler (filiale de Volkswagen), la stratégie d'Olivetti est marquée par le succès de Micom, spécialiste du traitement de données. Les disques mémoires, Philips compte

La cinquième groupe mondial des industries électriques et électroniques fabrique des ordinateurs depuis la fin des années 50. Siemens n'a jamais eu la chance d'être un partenaire : l'allemand R.C.A., qui a acquis la technologie, quitte brutalement l'informatique en 1971. En 1972, Siemens s'engage dans l'alliance avec Philips et C.I.L. pour se retrouver de nouveau seul en 1978 après la rupture de l'accord. Siemens mène la guerre commerciale et d'investissement, avec qui son histoire historique, qu'il se souvienne.

Avec un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs en 1980, 21 000 employés, Siemens est la troisième firme européenne d'informatique par chiffre d'affaires. Ses résultats sont néanmoins négatifs. Sans doute parce que son catalogue de produits est trop vaste et qu'il se dilue. Depuis 1978 Siemens perd des points de part et d'autre en Allemagne.

beaucoup sur les vidéo-disques numériques qu'il a développés en 1984, et pour lesquels un accord a été signé avec Control Data.

Adoptant volontiers la « solution globale », il s'agit d'offrir une solution globale à la banque, par exemple, avec des terminaux, des cartes mémoires, des mini-ordinateurs de gestion. Philips indique que sa stratégie n'est pas de faire exception, mais de percer fulguramment dans des domaines ensemble. Une stratégie néanmoins prudente. De nombreux industriels ont mieux du succès dans le domaine de l'électronique. L'informatique ne représente que 1 % de son chiffre d'affaires global.

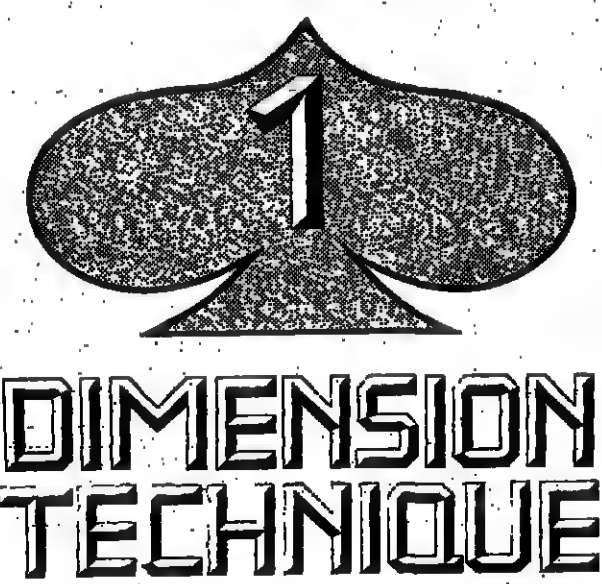
### SIEMENS : un certain flou

La cinquième groupe mondial des industries électriques et électroniques fabrique des ordinateurs depuis la fin des années 50. Siemens n'a jamais eu la chance d'être un partenaire : l'allemand R.C.A., qui a acquis la technologie, quitte brutalement l'informatique en 1971. En 1972, Siemens s'engage dans l'alliance avec Philips et C.I.L. pour se retrouver de nouveau seul en 1978 après la rupture de l'accord. Siemens mène la guerre commerciale et d'investissement, avec qui son histoire historique, qu'il se souvienne.

Avec un chiffre d'affaires de 4,2 milliards de francs en 1980, 21 000 employés, Siemens est la troisième firme européenne d'informatique par chiffre d'affaires. Ses résultats sont néanmoins négatifs. Sans doute parce que son catalogue de produits est trop vaste et qu'il se dilue. Depuis 1978 Siemens perd des points de part et d'autre en Allemagne.

# CAP GEMINI SOGETI

## PERFORMANCE EN TROIS DIMENSIONS



CAP GEMINI SOGETI

Siège Social : Grenoble  
11, bd Jean-Pain - 38005 Grenoble  
Direction Générale : Paris  
17, avenue George V - 75008 Paris  
tél. : (1) 723.61.85

Son effectif total de 3111 personnes, dont 2230 en France, 820 dans les autres pays européens et 100 aux États-Unis, donne au Groupe CAP GEMINI SOGETI une très grande variété de compétences et de références.

Rien qu'en France, il a participé et participe actuellement à la réalisation de nombreux systèmes complexes, dans toutes les spécialités de "l'informatique d'aujourd'hui".

### En Télécommunications et en Réseaux

- Commutation et Transport :
  - le Réseau Cyclade pour l'ancien IRIA,
  - le Réseau Artimon pour la Marine Nationale,
  - le Nœud de Transit International (N.T.I.) et le Commutateur de Transit tous deux pour la D.G.T.,
  - le Réseau du Satellite Télécom 1 pour le C.N.E.T.
- Distribution et Gestion :
  - le produit Esopo utilisé par la D.G.T. pour la recette du Réseau Transpac,
  - le produit RTX25 conçu, créé et distribué par CAP GEMINI SOGETI comme outil de raccordement à Transpac,
  - le Réseau Transpac pour le Crédit Agricole.

### En Télématique

- La réalisation de la gamme de produits Videotex MULTITEL\*, propriété du Groupe, qui permet la création, sur différentes marques d'ordinateurs et pour différents systèmes d'exploitation, de terminaux Videotex dans des configurations multiples et utilisés en différentes configurations :
  - centre-serveur autonome sur ordinateur MULTITEL\*10
  - centre-serveur intégré à un système traditionnel de télé-informatique via un frontal spécialisé : MULTITEL\*20,
  - centre-serveur autonome avec accès aux traitements aux fichiers informatiques d'un ordinateur principal : MULTITEL\*30
- La réalisation pour la D.G.T., de la maquette d'abord, puis du système complet de l'annuaire électronique de l'Île-de-France, capable de répondre à 250 000 terminaux et de les gérer efficacement.

### Les travaux effectués sur les systèmes de cartes à mémoire et de transfert électronique de fonds :

- étude complète sur "les nouvelles perspectives ouvertes par les cartes à mémoire et les crypto-systèmes de transactions électroniques", juin 1981 (disponible sur demande).
- réalisation du logiciel de traitement des terminaux Minitel des lecteurs de cartes électroniques,
- qualification de l'ensemble Minitel + Lecteur de Carte à Mémoire sous l'aspect de la sécurité et de la confidentialité.

### En Automatisation Industrielle et en Systèmes d'Armes

- spécialités dans lesquelles travaillent deux mille ingénieurs et techniciens des services français du Groupe :
- Automatisation des usines militaires et de l'usine civile de séparation isotopique, le plus grand système automatisé européen par nombre de capteurs, tant analogiques que numériques "tout ou rien".
- Automatisation d'une chaîne de fabrication multicouche,
- Automatisation des divers magasins de grande hauteur,
- Automatisation d'une chaîne de peinture automobile,
- Assistance à l'automatisation d'un complexe sidérurgique,
- Création d'un système robotisé de chargement-déchargement,
- Automatisation de la conduite d'un pipe-line,
- Régulation de trafic urbain,
- Conduites automatiques de tirs d'artillerie,
- Guidages de missiles et trajectographie, etc...

### En Logiciel

spécialité pour laquelle CAP SOGETI INSTRUMENTS a créé le 1<sup>er</sup> janvier 1971 mais qui correspond à une tradition ancienne dans le Groupe. Alors que la puissance informatique disponible double tous les deux ans, les besoins humains de conception de logiciels ne s'accroissent qu'au rythme de la formation spécialisée dans les pays développés. D'où l'importance fondamentale de l'amélioration de la productivité, à laquelle la gamme MULTIPRO\* de CAP SOGETI INSTRUMENTS fait un progrès considérable.

\*MULTITEL et MULTIPRO sont des marques déposées.







# LE GRAND CONSTRUCTEUR FRANÇAIS POUR MAÎTRISER L'AVENIR AVEC VOUS.

50 ans d'expérience en informatique.

La compétence technique et commerciale de ses équipes :  
plus de 20.000 personnes.

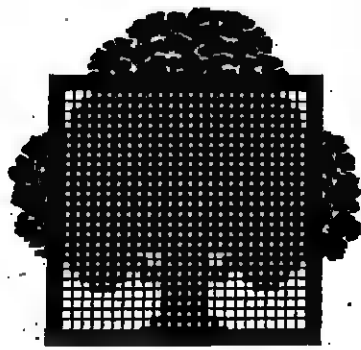
La première force d'études et de recherches en Europe :  
plus de 2.500 personnes.

La maîtrise des systèmes d'information complets.

3 établissements industriels en France.

Un réseau mondial couvrant plus de 70 pays.

Une stratégie de développement fondée sur des solutions  
aux besoins actuels et futurs de ses clients et s'appuyant  
sur la coopération avec l'ensemble des compétences infor-  
matiques existantes.



## Cii Honeywell Bull

ements  
ns I.B.M.

UI VA VOUS  
ELERER.

apple







# Le XXXIII<sup>e</sup> SICOB

La déréglementation aux États-Unis

## Un nouveau défi pour I.B.M. : l'arrivée d'A.T.T.

En abandonnant, en janvier 1982, les poursuites contre I.B.M. et A.T.T., le département de la justice américain a lâché les deux géants l'un contre l'autre, sur les marchés des ordinateurs, des réseaux de transmissions de données, de la bureautique et toutes les formes de la communication électronique. Aboutissement de quatre années de débats, cette décision marquera le développement de la communication pour plusieurs décennies.

La société Bell s'était taillée la part du lion dans le téléphone américain à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième. Lorsque le Congrès vota, en 1934, le « Communication Act » pour veiller à l'intérêt général et surveiller les tarifs pratiqués, les jeux sont faits : la Bell contrôle 85 % du marché. Une part qu'elle réussira à conserver jusqu'à ce jour.

En 1968, la Bell, devenue American Telephone and Telegraph, après le rachat de la société industrielle Western Electric à son concurrent Western Union, doit faire face à un procès d'un type nouveau. La société Carterfone souhaite connecter ses radiotéléphones au réseau de la

Bell. Celle-ci refuse, au nom du principe de l'unicité du réseau afin de préserver l'intégrité du système téléphonique. Après enquête, la commission fédérale des communications, chargée de veiller à l'application des lois de 1934, donne tort à la Bell. C'est la première brèche dans le « monopole naturel » d'A.T.T. (dont I.T.T.) vont s'y engouffrer et créer des réseaux spécialisés, en particulier dans les communications de données.

Confrontée à une situation qu'elle juge irréversible, A.T.T. va opérer une manœuvre remarquable. Elle crée une filiale spécialisée, la

contrepartie du droit d'offrir à son tour des réseaux spécialisés, ce qui lui était interdit depuis un accord signé en 1956 avec le département de la justice. De son côté, I.B.M., qui avait dû se séparer de ses activités télé-informatiques réclame à son tour la liberté.

Les autorités américaines vont alors amener à distinguer entre les services de base qui ne stockent ni ne transforment l'information, qui sont réglementés et les services dits « à valeur ajoutée » (y compris les terminaux), qui eux seront déréglementés. En janvier 1982, le département de la justice autorise finalement A.T.T. à entrer sur le marché libre. A une condition : celle de créer une filiale séparée afin qu'il n'y ait plus aucun lien financier et technique entre la partie « libre » et la partie « réglementée ». Peu de temps après, le gouvernement abandonne sans contrepartie les poursuites antitrust contre I.B.M. La guerre entre les deux géants est ainsi déclarée.

### Bataille de géants

Avec 58,2 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1981 - plus de 1 milliard de dollars par semaine ! - avec 6,9 milliards de bénéfices, A.T.T. est dépassée que par Exxon. Elle compte un million de salariés ! La partie « réglementée » regroupe les deux tiers des actifs constitués par les vingt-deux filiales téléphoniques régionales. La partie « libre » comprendra Western Electric, les fameux « Bell Laboratories », les activités téléphoniques longue distance et la fabrication des annuaires.

A.T.T. sous son nouveau regroupement ainsi 35 milliards de dollars de

chiffre d'affaires... et les secteurs les plus rentables. A tel point qu'un juge fédéral de Washington, inquiet des capacités d'investissement futures des filiales locales, a décidé le 11 août une révision des bénéfices concrets en janvier. Il demande, en somme, qu'un tribunal s'aide de regard sur les opérations de scission, que les filiales locales aient le droit d'éditer des annuaires et leurs lucratives petites annonces et qu'interdiction soit faite à A.T.T. d'offrir quel que service que ce soit d'information électronique - pendant au moins sept ans.

Si elle avait des suites, cette révision pourrait freiner le développement de la vidéo (1) d'A.T.T. et sa diversification dans les médias. Cependant, sans provision de la presse, la firme avait déjà dû renoncer l'an passé à ses expérimentations au Texas.

Malgré ce que le marché des télécommunications électroniques, A.T.T. risque de redoubler d'effort à l'autre bout de la filière communication, sur les réseaux, les services informatiques et les matériels. Des secteurs où elle entend, en tout état de cause, faire une entrée remarquée. Le groupe vient de créer une filiale spécialisée nommée American Bell Inc., dans

phone and Electronics a investi 100 millions de dollars entre 1975 et aujourd'hui dans son réseau de télé-informatique Telenet. La détermination d'A.T.T. à croquer le marché en croissance rapide des services informatiques (estimé à 22 milliards de dollars) est claire, si celle de son concurrent le plus dangereux - I.B.M. - ne l'est pas moins.

Le numéro un de l'informatique, avec 29 milliards de dollars de chiffre d'affaires et 3,4 milliards de bénéfices est d'une taille comparable à son nouveau challenger. Il a pour lui son expérience de l'informatique et un portefeuille de clients fidèles. Dans le milieu 70, I.B.M. a réussi cette remarquable performance de conserver son fief, 60 % du marché mondial des ordinateurs, devant les grands et moyens, face aux multiples attaques des Américains, des Japonais et des Européens. Mais le marché arrive aujourd'hui à maturité, la croissance prévue n'est plus que de 6 % l'an. Parallèlement, les technologies évoluent, les prix des très petits systèmes se développent à un taux de croissance de 30 % l'an, voire 50 %.

I.B.M., qui n'a pas consacré à ces secteurs autant d'efforts, n'y arrive dans aucun. Il n'a pas les ressources financières suffisantes pour les grands systèmes. Pour le numéro un, l'enjeu des transmissions de données est donc double. C'est un débouché croissant pour ses matériels (processeurs de communications, terminaux, centraux téléphoniques...) mais c'est aussi un biais pour regagner des clients de mini-ordinateurs ou de bureautique qu'I.B.M. n'avait pu conquérir. Le lancement, en 1981, des mini-ordinateurs conjointement avec la Comsat et l'Asstra-100 avait mis en lu-

mière cet objectif. Désormais, de l'ordinateur au réseau, la machine à écrire au Videotex, I.B.M. se donne une stratégie globale dans la communication.

Ce sont les autres sociétés d'informatique qui risquent de faire les frais de cette guerre entre I.B.M. et A.T.T. Les sociétés de transmission spécialisée comme Telenet et les sociétés de services informatiques placées au premier du champ de bataille (2) sont désormais des cibles privilégiées. Le rachat en 1981 de S.D.C., troisième société de logiciels américaine par Burroughs illustre ce mouvement.

Il témoigne également de la position inconfortable des autres sociétés de grands ordinateurs. En dehors de Control Data, très puissante dans les services informatiques depuis de longues années, et de Burroughs, les autres firmes N.C.R., Sperry Univac et Honeywell auront-elles les capacités financières suffisantes pour résister ? Affaiblies par la baisse de prix annoncée par I.B.M. pour contrer la percée des ordinateurs « compatibles », les « sept nains » ont vu leur part de marché s'écrouler. Honeywell aurait perdu entre 17 et 35 % de ses clients depuis 1977 ! L'industrie que l'ordinateur n'est plus qu'un élément de la communication, on peut s'interroger sur leur avenir.

E. L. B.

(1) Pour un détail informatique peu coûteux, on peut remplacer l'annuaire papier, développé en France également par les P.T.T., qui l'expérimentent en Ile-de-France.

(2) Voir le dossier « La communication aux États-Unis », Le Monde diplomatique, octobre 1981.

### Le phénomène des compatibles

Burroughs, Sperry Univac, N.C.R., Control Data et Honeywell (un ensemble nommé Bunch par les Américains) s'évertuent depuis vingt ans à contourner I.B.M. par des ordinateurs dont les fonctions sont équivalentes, mais dont les normes des logiciels sont toutes différentes de celles du géant. Les programmes, de pair par exemple, de ces constructeurs ne tournent pas sur les machines d'I.B.M. Inversement, ceux développés par I.B.M. ne tournent pas sur un ordinateur Honeywell. Les normes séparent ainsi l'informatique en deux camps : celui qui passe en vingt ans ?

Bunch n'a pas regagné sur l'empire I.B.M. C'est plutôt l'inverse qui s'est produit, les effets d'échelle, jouant, progressivement en faveur du numéro un.

Gene Amdahl, un ex-ingénieur d'I.B.M., a alors l'idée de fabriquer un ordinateur qui respecte les normes d'I.B.M. capable de tourner avec les programmes d'I.B.M. Il évite ainsi les très coûteux développements de logiciels et concentre son effort uniquement sur la fabrication du matériel où les effets d'échelle ne jouent pratiquement pas. L'informatique restant à l'époque une activité assez artisanale.

En 1975, Amdahl, associé à Fujitsu, crée un ordinateur plus puissant que ceux d'I.B.M. et moins cher. C'est le modèle 2300. L'idée fait école et entraîne la naissance de National Advanced Systems, associé à Hitachi, Matsushita, qui crée l'I.B.M. en milieu de l'année 1978, il d'autres.

L'idée avait eu ses précurseurs dans les périphériques (lecteurs de bandes magnétiques, de disques, etc.) mais, pour la première fois, I.B.M. est attaqué au cœur, sur les ordinateurs eux-mêmes. Offensé et inquiet, notamment par la présence, derrière cette opération, des Japonais, dont il redoute le savoir-faire industriel, le géant ne tarde pas à réagir. En 1978, il

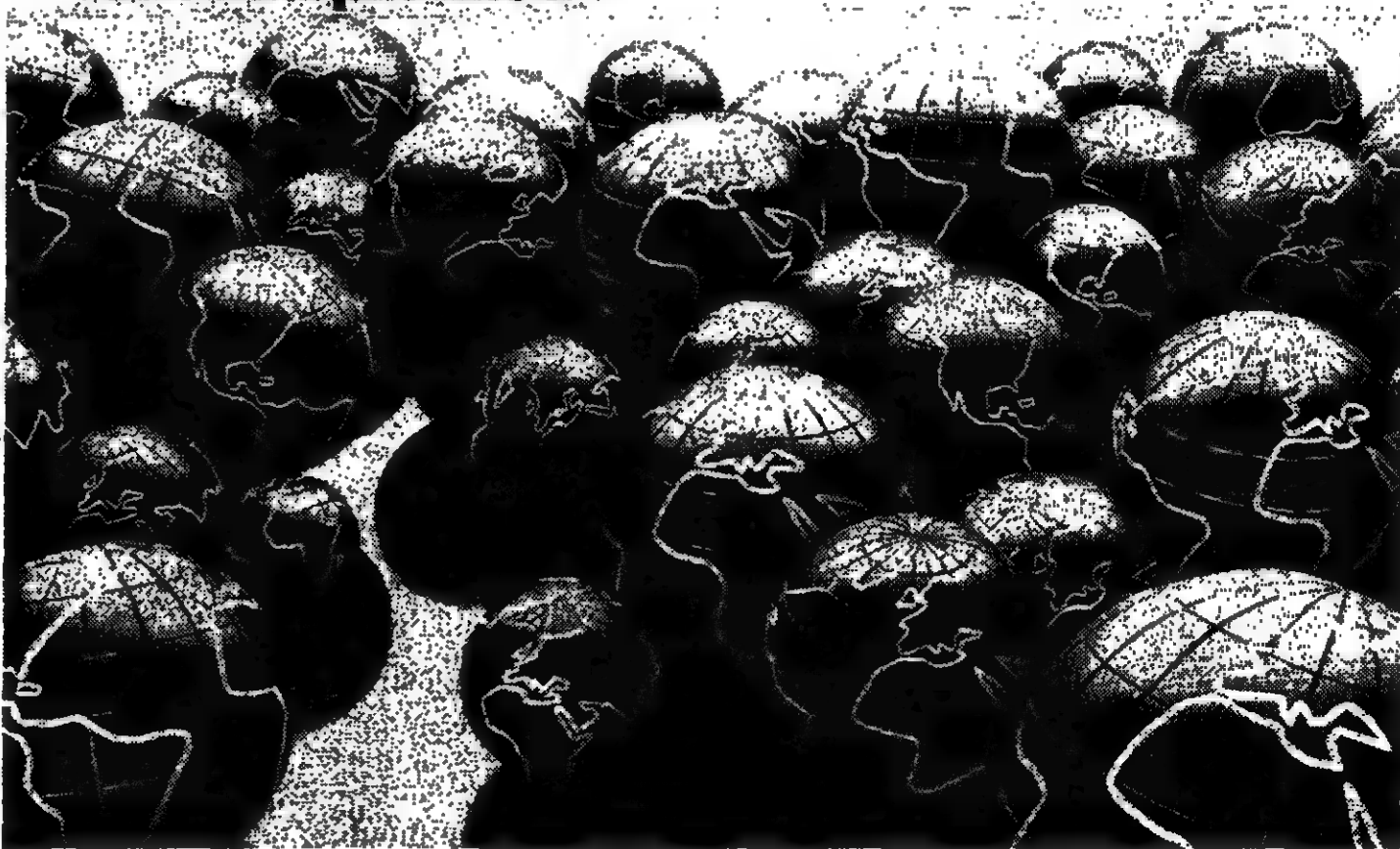
sort une gamme toute neuve et cesse les prix.

Fallait-il en outre que cette nouvelle gamme comporte des normes de logiciels différentes ? C'était tout définitivement les présumptions... mais d'était aussi obligé ses anciens clients à réécrire tous leurs programmes. Au siège du groupe, à Armonk, on a jugé que c'était impossible et que la bataille n'aurait lieu que sur les prix et la force de conviction des vendeurs. Elle sera sans merci et fera même un mort : I.P.L. Mais, quelques mois plus tard, I.B.M. annonce une hausse de ses tarifs... Amdahl a gagné son pari.

En réalité I.B.M. a pris entre-temps la mesure du risque... et des avantages de la situation. Les risques sont limités par la fidélité des clients d'I.B.M. Statistiquement, ils achètent un ordinateur d'Amdahl pour un ordinateur d'I.B.M. Et le géant, tous jours, par une baisse des prix ou par une autre manœuvre commerciale, regagne le terrain un jour ou l'autre. Le jeu est contrôlable. D'autre part sa taille, sa capacité d'investissement et d'emprunt, sont des atouts majeurs dans une guerre des prix. Il suffit alors de moderniser les processus de fabrication industrielle - ce qu'I.B.M. va faire - et, du même coup, c'est toute la profession qui suit.

D'arsenal la production d'ordinateurs devient véritablement industrielle. Les premiers à en souffrir... sont Honeywell, N.C.R. et les autres. Leur part du marché serait passée de 29 % en 1977 à 11 % en 1981, d'après l'analyse de l'industrie. Leur chiffre d'affaires en 1981 n'a été que de 9 % contre le double il y a encore deux ans. A l'avant les « compatibles », I.B.M. de 15 % et le Bunch de 12 %. Wall Street a pris acte en dénotant les actions de ces sociétés de moitié. En somme, I.B.M. n'est plus seul dans le monde I.B.M., mais le monde I.B.M. a gagné.

## Tout le monde veut être productif.



### GESTETNER PRÉSENTE LE 2006 TA LE COPIEUR A ALIMENTATION ET TRI AUTOMATIQUE.

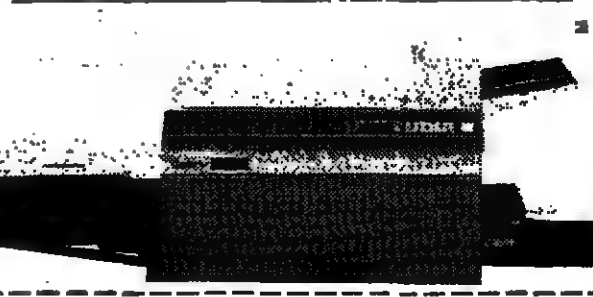
Le nouveau copieur 2006 TA est un des modèles les plus prestigieux de la gamme Gestetner Rapide. Il tire jusqu'à 23 copies à la minute. Son alimentation semi-automatique prend en charge l'original sans intervention de l'utilisateur.

Les copies sortent triées ou assemblées au format que vous aurez choisi - jusqu'au double format commercial (A3). Vous pouvez également interrompre un long tirage, et après exécution de copies urgentes, reprendre votre travail initial où vous l'avez laissé.

Le 2006 TA est un système complet de reproduction. Essayez-le, il a le même objectif que vous : être productif avant tout.

recevoir, sans engagement, une information complète sur le copieur 2006 TA et la gamme des produits Gestetner, retournez ce bon à Gestetner - 71, rue Camille-Croix - 94400 Villette-sur-Seine - Tél. 630.05.22

NOM : \_\_\_\_\_ SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_ TÉL. : \_\_\_\_\_



Gestetner

UN UNIVERS DE PHOTOCOPIEURS.

TOUS SERVICES BUREAUTIQUES

Informatique - Traitement - MATIÈRE  
15, rue Aubert 75009 PARIS Tél : 266.23.63



## Prendre la mesure du défi électronique

(Suite de la page 33.)

A.T.T. a investi, en 1981, 18,1 milliards de dollars. La capacité d'A.T.T. nouvelle formule peut être de 6 milliards par an au cours des prochaines années.

Le chiffre de l'investissement avec celui d'I.B.M. (6,8 milliards de dollars par an).

On aurait pu, toutefois, ne pas attirer l'attention sur ces deux géants. Les caractéristiques de l'industrie électronique américaine sont propres à la naissance, à la croissance, à l'élévation de toute une ménagerie de fauves inconnus, à la conquête de marchés nouveaux, à l'expansion.

L'importance d'amortir rapidement des investissements dans les grandes entreprises, toujours disponibles, est l'inverse de ce qui se passe en Europe, où les entreprises sont plus prudentes, plus-values s'annoncent. La France d'entreprendre est plus large, la diversité est plus favorisée par le marché.

Les programmes militaires et les grands programmes gouvernementaux favorisent le développement des technologies électroniques (montant plus de 7 milliards de dollars). Allant plus loin que le seul financement de la recherche, les programmes militaires et les grands programmes gouvernementaux favorisent le développement des technologies électroniques (montant plus de 7 milliards de dollars). Allant plus loin que le seul financement de la recherche, les programmes militaires et les grands programmes gouvernementaux favorisent le développement des technologies électroniques (montant plus de 7 milliards de dollars).

Il y a aussi beaucoup d'échecs, biologiquement nécessaires, pour pas dire inévitables. Les succès témoignent de la vitalité de l'industrie américaine, de son extraordinaire adaptation aux exigences économiques et de l'évolution des besoins humains. Sur 10 technologies, il y a que 5

ou seulement quelques-unes qui sont rentables pour rentabiliser l'ensemble.

La loi de la diversité des mises et des grands nombres est une martingale infaillible. Le jeu de la roulette. C'est un jeu où l'on perd presque toujours.

## Le Japon ou la gestion de la technologie

L'exemple japonais apporte un autre éclairage. Le Japon est le seul pays au monde où, depuis de nombreuses années, on gère la technologie. Il s'agit d'un effort au caractère guerrier, d'une conquête des positions du marché mondial, d'une conquête des positions conquises antérieurement par les entreprises japonaises. Tout l'art de la guerre est déployé, avec ses règles classiques et toute la palette éprouvée de la stratégie et de la tactique.

Si la guerre économique a des règles, en particulier celle du jeu de la technologie, au Japon pour les produits manufacturés, le Japon ne transgresse pas les règles. Il subit le moindre préjudice. Devant cette situation, le remarquable intellectuel japonais veut jouer, au jeu du libre-échange, et tout lieu, le jeu du libre-échange à quelque chose d'exemplaire. On pense au colonel du Pont de la rivière Kwai, qui a construit un pont sur les rails de la ligne ennemie.

Certes, la guerre économique a ses principes, sa stratégie, sa tactique, sa protectionnisme, son double tranchant, qui est l'emploi. On n'a pas trouvé le moyen de favoriser le paix que l'incitation à l'ouverture la plus large des marchés, à la circulation la plus libre des marchandises et des services.

A la manière, donc, sans plexe ni état d'âme, sans stérilité d'idées, mais toujours avec la dialectique globale nécessaire, le Japon mène sa guerre et la gagne. Il mobilise, pour la conduire, les moyens de communication

saïres. Il bénéficie d'un consensus social presque anachronique. Le résultat, au moins pour l'électronique, est que le pourcentage d'échec ou de déraillement des locomotives technologiques japonaises est réduit au minimum.

Le palmarès est impressionnant : l'industrie japonaise a le quasi-monopole des microprocesseurs bas de gamme (4 et 8 bits), des systèmes d'affichage à cristaux liquides (montres, calculettes). Ses positions dans le domaine du magnétoscope sont fortes. Elle a de l'avance dans un domaine-clé, celui des senseurs solides, qui révolutionnera plus tard tout le champ de la photo et du cinéma. Ses positions sont très bonnes dans les systèmes d'écriture (transformation d'un signal électronique en caractères sur support papier). Elles sont prometteuses en matière de reconnaissance de la parole. Déjà, le marché des téléviseurs portatifs s'annonce, en attendant celui de la TV à haute définition. Il n'est pas un secteur qui ne soit lésiné à l'abandon ou en friche. Souvent, les entreprises sont incitées à développer leur action sur les mêmes créneaux. On choisira ensuite, avec l'idée de retenir le meilleur. L'industrie est conçue pour l'attaque et organisée en conséquence. Les sennouais qui la dirigent confrontent leurs idées, leurs plans, en liaison avec le MITI et la N.T.T., dans une dialectique de rivalité-association, et acceptent le jeu de cette instable conquête. Leur honneur est de réussir. Aucun n'accepterait de renoncer à cet honneur. Ainsi sont nés, avec le concours d'un système bancaire efficace et toujours orienté vers l'innovation, les géants que l'on connaît.

Dès maintenant, le MITI s'interroge sur le problème que pose le renouvellement du tissu industriel nippon. Tout est mis en œuvre, avec l'efficacité que l'on sait, pour développer des formes de venture capital favorisant la création de nouvelles firmes. Exactement comme Sony est née en 1946 de presque rien : le savoir et l'ambition de deux ingénieurs de talent. Certains experts japonais estiment que, avant l'an 2000, c'est la moitié du tissu industriel japonais qui sera renouvelée par cette procédure.

Et l'Europe ? N'assistons-nous pas à l'affligeant spectacle d'une industrie européenne en pleine régression ? Le drame d'A.E.G.-Telefunken vient dégrader un optimisme de com-

parateurs. Hier, c'était l'électronique, aujourd'hui, c'est le rhumatisme. Le système 83, système de commutation électronique, n'a pas convaincu les firmes, n'a pas convaincu l'ex-British Telecom. A l'exception de quelques succès isolés, l'industrie électronique britannique n'est-elle pas résignée à se retirer de l'empire ? Des doses successives de dirigisme et de libéralisme exacerbés ne l'ont-elles pas lourdement frappée ?

Allez, trois firmes britanniques sur quatre, Ericsson, la spécialiste dans les télécommunications, Philips et Olivetti. Leur avenir, face à la concurrence japonaise, n'est pas incertain. On ne dispose, dans ces pays, d'un matériel électronique large, il faut se garder, il faut se défendre. Cela démontre qu'une expansion ne se fait pas sans un certain capital. On peut penser que l'industrie électronique française, l'objet de cette réflexion, se situe à un niveau intermédiaire du développement.

Je ne parlerai pas de l'industrie française, l'objet de cette réflexion, se situe à un niveau intermédiaire du développement. Je ne parlerai pas de l'industrie française, l'objet de cette réflexion, se situe à un niveau intermédiaire du développement.

Il faut aussi se méfier du capitalisme. Les points forts de l'industrie électronique française sont militaires, les télécommunications, et, malgré l'échec récent d'Ariane, le spatial. Il est remarquable de constater que chacune de ces positions industrielles est due, dans sa genèse, à un grand programme de développement technique planifié sur plusieurs années. Il y a gros à parier que l'industrie informatique française s'écroulera faute d'un grand programme similaire. Il y a même pour les circuits intégrés, et pour la fibre optique, il est temps que chacun prenne conscience de ses enjeux.

GÉRARD THÉRY.

Le Salon et ses satellites

## Informations pratiques

LE XXXIII<sup>e</sup> SICOB (Salon international d'informatique, télématique, communication, organisation de bureau, bureautique), inauguré le 23 septembre par M. Pierre Mauroy, premier ministre, a lieu du 23 septembre au 1<sup>er</sup> octobre, tous les jours sauf le dimanche 29 septembre, jour de fermeture, de 9 h à 18 h, au CNIT, Paris-la Défense. Huit exposants provenant de vingt-sept pays sont présents sur les 10 000 mètres carrés de l'exposition. Les trois premiers jours sont réservés aux professionnels ; les visiteurs étrangers sont reçus gratuitement sur présentation d'une pièce d'identité.

Ceux que passionnent les micro-ordinateurs à usage personnel ou professionnel peuvent visiter gratuitement le SICOB-BOUQUIN, site coté du CNIT, sur le parvis de la Défense, consacrée exclusivement à ce type de matériels.

De même, les professionnels de l'informatique ont aussi leur coin réservé, SICOB O.E.M., qui a reçu que sur invitation et qui présente des sous-ensembles informatiques.

Durant le SICOB, lors des journées d'études et d'applications, auront lieu une trentaine de séminaires et de conférences divers, avec la participation de groupements d'utilisateurs, de syndicats professionnels, et avec la participation de représentants des pouvoirs publics.

Parallèlement au SICOB, ont lieu, au Palais des Congrès, porte Maillot, trois manifestations :

LA CONVENTION INFORMATIQUE qui réu-

nira, du 23 au 24 septembre, au moins trois mille participants autour de la « nouvelle informatique », thème de son congrès cette année.

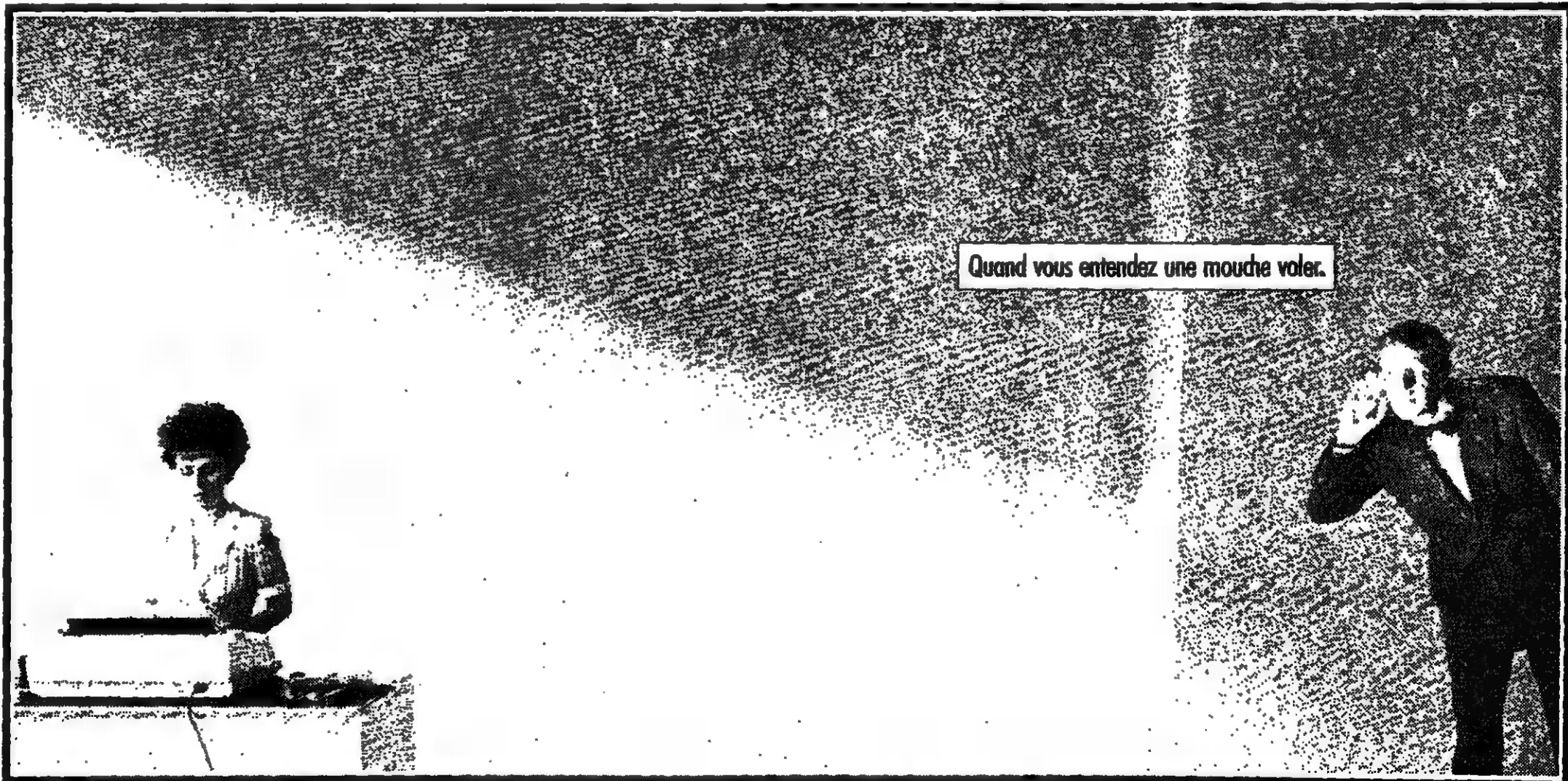
MICAD 82, deuxième congrès international sur la conception par ordinateur pour les P.M.E.-P.M.I., du 21 au 23 septembre.

LES PREMIÈRES ASSISES EUROPÉENNES DE LA BUREAUTIQUE, le 29 septembre, organisées par l'Institut Rémy Genton. Sous la présidence d'honneur de M. Aurelio Peccol, président de l'Union de Rome, des responsables de firmes françaises (I.B.M., Matsushita, Olivetti, Peugeot, Rank Xerox...) prendront la parole sur le thème tertiaire en présence d'un grand nombre de dirigeants d'entreprise. Par ailleurs, un film sur la bureautique, réalisé par François Reichenbach, sera présenté aux assistants.

MOYENS D'ACCÈS au CNIT : R.E.R. : ligne Boissy-Saint-Leger - Saint-Germain-en-Laye, station la Défense ; lignes 73 et 174 ; route : sortie la Défense ; 6, 9 ; train : ligne Saint-Lazare - Saint-Cloud - Versailles, station la Défense. Des services gratuits assurent la liaison entre la Convention informatique et la porte Maillot.

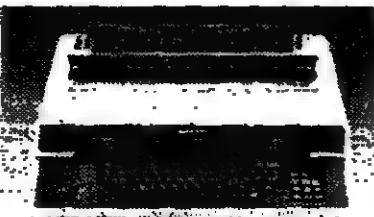
Renseignements (téléphone) : SICOB (1) 261-52-42 ; Convention informatique (1) 261-52-42 ; Assises européennes de la bureautique (1) 757-03-34 ; MICAD (1) 757-03-34.

Machines à écrire Triumph-Adler : le silence électronique. Au Sicob stand 1 BC 1260.



Quand vous entendez une mouche voler.

"Parfois j'ai l'impression que mon patron demande si je ne néglige pas mon courrier ; et je le soupçonne... mais c'est pour rien. Remarque, je comprends, Triumph-Adler est tellement silencieuse qu'on ne peut savoir si je frappe ou non. Il faut quand même se rendre compte que nous sommes tous les deux bénéficiaires : il la fin



de la journée, je suis presque aussi calme que lorsque j'écris la nuit... La gamme des machines à écrire électroniques Triumph-Adler : SE 1005 - SE 1008 - SE 1011 - SE 1030 représente la synthèse des techniques actuelles. Elles sont performantes, simples d'emploi, parmi les plus silencieuses du monde et mettent l'électronique à la portée de tous.

Cette gamme est maintenant complétée par la SE 1040, véritable révolution dans le confort du travail : elle permet une installation modulaire grâce à son ultra-plat indépendant de la partie imprimante. Ses caractéristiques sont : diminution des manipulations, suppression des complications.

le soudeur Triumph-Adler qui propose des machines à écrire à chaque détail est important quand il peut faciliter le travail. En alliant innovation, simplicité, confort, Triumph-Adler améliore le temps de travail.

**7A TRIUMPH-ADLER**  
Les machines à écrire qui facilitent la vie

Pour recevoir une documentation, veuillez retourner ce coupon à : TRIUMPH-ADLER FRANCE, 3/7 avenue Paul Doumer 92502 Neuilly-Malmaison Cedex.

Nom

Profession

Téléphone

صكزا من الاصل



# Maintenant il va falloir compter avec nous.

En dix ans, Electro Calcul est devenu un "grand du calcul". A force de volonté.

La volonté de proposer une gamme très complète de produits rigoureusement sélectionnés pour leurs performances et leur fiabilité.

La volonté de développer un large réseau de 600 points de vente dans toute la France et d'apporter un service après-vente digne d'une grande organisation.

La volonté de

serrer très fort les prix pour avoir l'avantage sur la concurrence. La volonté de créer sans cesse de nouveaux produits pour être présent dans tous les créneaux de marché. La preuve : après les calculatrices, les machines à écrire, les caisses enregistreuses, Electro Calcul attaque aujourd'hui le marché du photocopieur. Avec détermination. Cette volonté quotidienne nous a menés à la réussite. Maintenant, il va falloir compter avec nous.

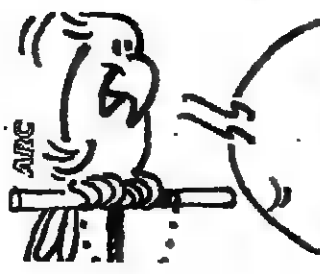


Une nouvelle idée du calcul.

16, avenue Jean Jaurès 94607 Choisy-le-Roi Cedex Tél. : (1) 853.61.61

An SICOB : 1 D 1464 - Tél. 774.58.44





LA PHOTOCOPIE COULEUR EXISTE  
LA PHOTOCOPIE COULEUR EXISTE  
LA PHOTOCOPIE COULEUR EXISTE  
LA PHOTOCOPIE COULEUR EXISTE

#### CHEFS D'ENTREPRISE

**Le Monde**

VOUS PROPOSE  
MARDI et MERCREDI  
DANS SA RUBRIQUE IMMOBILIÈRE  
DES BUREAUX, DES LOCAUX  
COMMERCIAUX et INDUSTRIELS  
À PARTIR DU 5 OCTOBRE

#### BTS

- Comptabilité gestion d'entreprise
- Action commerciale
- Effectif limité. Stages

ISEG 13 bd Magenta, 75010 PARIS  
246-41-40

**Si vos lignes sont trop souvent occupées, vos clients risquent de faire appel ailleurs.**

Appelée de centaines de milliers de fois, la ligne 119 est souvent occupée. C'est un exemple de service au client qui ne peut pas être reproduit. C'est un exemple de service au client qui ne peut pas être reproduit. C'est un exemple de service au client qui ne peut pas être reproduit.

**PTT** Pensez à ceux qui vous appellent. Adaptez votre installation téléphonique à votre activité.

#### LA PHOTOCOPIE COULEUR EXISTE ELLE S'APPELLE ILFORD CIBACHROME COPY.



La photocopie couleur ILFORD : démonstration au SICOB (Hall 2A, 2118), dans Cibachrome Copy Center de France.

- PARIS**
- 1<sup>er</sup> - ADES et ADES (1) 260.37.28
  - 2<sup>e</sup> - SODIP DAHENDEN (1) 233.61.35
  - 3<sup>e</sup> - COPTEL - IMAGE et CREATION (1) 272.04.51
  - 4<sup>e</sup> - DUBOIS (1) 354.43.60
  - 5<sup>e</sup> - AERODIA (1) 294.19.05
  - 6<sup>e</sup> - ATELIER OLIVIER MARTINI (1) 265.70.61
  - 7<sup>e</sup> - BRECQ (1) 562.28.36
  - 8<sup>e</sup> - PAS DE PROBLÈME (1) 281.10.21
  - 9<sup>e</sup> - LABORATOIRE PHOTOGRAPHIQUE LIGHT (1) 281.35.53
  - 10<sup>e</sup> - ETRAVE S.A. (1) 345.21.62 (1) 346.00.28
  - 11<sup>e</sup> - AUDIO-VISUEL - ATELIER PHOTOGRAPHIQUE COPY COLOR (1) 578.81.12
  - 12<sup>e</sup> - M.J.P. IMPRESSIONS (1) 567.00.47
  - 13<sup>e</sup> - S.A.P. (1) 704.38.76
  - 14<sup>e</sup> - AZ SECRETARIAT (1) 775.76.20
  - 15<sup>e</sup> - DOREL (1) 227.70.50
  - 16<sup>e</sup> - ATELIER FRANCIS GARNICHON (1) 380.40.45
  - 17<sup>e</sup> - DIABOLO (1) 572.41.46
- RÉGION PARISIENNE**
- BOULOGNE - DUPLICOLOR (1) 609.09.11
  - LE CHESNAY - DP FRANCE (3) 955.50.11
  - CLAMART - ATELIER DE REPRODUCTION (1) 645.73.23
  - COURBEVOIE - SOMISA (1) 775.05.59
  - NEUILLY SUR SEINE - HELP (1) 747.40.50
  - NEUILLY SUR SEINE - ORGANISATION DES (1) 745.20.44
  - PLESSIS ROBINSON - CENTRAL (1) 1.11.11
  - PUTEAUX - REPRO SETI (1) 775.10.30
  - VINCENNES - DEMAILLE (1) 1.11.11
- PROVINCES**
- AVIGNON - MISTRAL BUREAUTIQUE SECRETARIAT (9) 83.38.37
  - BESANCON - BESANCON BUREAUTIQUE (3) 1.11.11
  - BORDEAUX - GRAPH 33 (56) 93.12.57
  - BORDEAUX - PHOTOCOPIE COULEUR SERVICE (56) 81.60.98

- BRON - L.F.H. (41) 80.32.01
- CABN - HELIOCOPI (31) 85.59.99
- CHAMBERY - HUGUENOT (79) 69.47.79
- CLERMONT FERRAND - DIAZO 1 REPROGRAPHIE (73) 93.43.84
- DUNKERQUE - CARDON (28) 66.86.00
- FASCHES THUMESNIL - LABO STOP NEGOCIE (59) 96.08.05
- GRENOBLE - MICROFILMS SERVICE (74) 87.23.94
- GRENOBLE - PLANISERE (74) 21.16.36
- LILLE - DIAGRAM (20) 54.42.03
- LILLE - DOCUMENTS SERVICE (20) 06.32.72
- LIORGES - HELIOS (55) 34.30.21
- LYON - ATELIER 37 (7) 85.43.95
- LYON - COPY COLOR SERVICE (7) 852.98.98
- LYON - INTER COLOR (7) 87.27.51
- MARSEILLE - SHOP ARTISANAL - CBA COPY (71) 90.70.53
- MARSEILLE - S.M.E. - TRAIT et LUMIERE (71) 73.36.00
- METZ - TRANSCOLOR (87) 31.25.30
- NANCY - HELIO SERVICE (88) 332.00.97
- NANTES - CINETS S.A. (40) 48.60.26
- NANTES - HELIO NANTES (40) 73.08.56
- NICE - M. AUGEROT (93) 80.82.81
- NIMES - COLOR COPY (64) 21.90.11
- ORLÈANS - CENTRE OUEST REPROGRAPHIE (38) 56.46.13
- ROUEN - SOCIETE ARTINOR (35) 70.34.49 (35) 70.48.07
- ROUEN - ROUEN DRESSIN (35) 72.83.85 (35) 72.89.74
- SAINT ETIENNE - DIAZORAMA (77) 32.29.17
- STRASBOURG - HAAS GRAPHIQUE (88) 32.70.37
- STRASBOURG - TRANSCOLOR (88) 60.04.61
- TOULON - PHOTO ART et COULEUR (94) 41.40.31
- TOULOUSE - PICTAPHOT LABO SERVICE LANGUEDOC (61) 41.11.01
- TOULOUSE - LANGUEDOC (61) 41.11.01
- TOULOUSE - LANGUEDOC (61) 41.11.01
- TROYES - TECHNIPLAN (26) 43.72.89

**ILFORD**  
**CCC**  
**CIBACHROME**  
**COPY**  
**CENTER**

## régions

### Centre

#### UN VILLAGE DANS LE CHATEAU

### Chambord d'un président à l'autre

À force de s'extasier devant le château, on oublie que Chambord, c'est aussi un village.

Le *Journal de la Sologne* (1) est allé à la rencontre des Chambordais. Ils ont découvert un village absolument pas comme les autres. Chambord en effet est la seule commune de France où tout appartient à l'Etat.

Noblesse des lieux oblige, celui-ci se comporte un peu en seigneur féodal : les habitants ne peuvent être que locataires de la commune acquise même un loyer pour le bâtiment de la mairie. Le domaine (5 342 hectares), complètement clos de murs, sert de cadre aux chasses présidentielles et est dirigé par une sorte d'intendant, le commissaire à l'aménagement du domaine de Chambord.

« On ne peut pas faire grand-chose, on nous empêche pratiquement tout », s'exclame M. Boucher, soixante-dix ans, maire depuis 1981. Pourtant, le maire de Chambord a les mêmes pouvoirs que les autres maires. Par exemple, pour le terrain de football, qui n'est visible de nulle part, on nous a imposé un style pour les vestiaires... à l'instar d'un village de fonctionnaires. Les vrais Chambordais vont devenir minoritaires, et l'animation s'en ressent. Nous avons quand même un concours de bolote en janvier, une course cycliste en mars, mais pas de fête le 14 juillet ! » Et M. Boucher de conclure : « La vie était plus heureuse autrefois. Les gens de Chambord avaient sous les principes des avantages que les autres n'avaient pas. »

République, peu friand d'exploits cynégétiques, n'est jamais venu à l'Hôtel du Grand Saint-Michel, où descendant habituellement les hôtes de marque. Mais le général envoyait de l'Élysée des chèques signés de sa main pour régler les d'invités des invités des chasses présidentielles. « Et dire que nous même nous gardons un seul de ses chèques ! », regrette la patronne de l'hôtel.

Le président Pompidou, on le sait, a été très apprécié à Chambord, sur les conseils de Pierre Juillet, en créant, en 1970, le commissariat à l'aménagement de Chambord. M. Pompidou, qui allait à la chasse pour se détendre, lui, avait la cote auprès des locaux : il faisait tourner son paquet de cigarettes et sortait pour aller faire ses courses.

Jours pour le pouvoir en place, répond-on dans le village. Le *Journal de la Sologne* a demandé au nouveau commissaire à l'aménagement du domaine ce qu'il allait devenir Chambord sous un régime socialiste : « La fait que le nouveau pouvoir ait nommé à Chambord un fonctionnaire dont la seule carte de visite est celle d'un technicien de terrain et le fait que Mitterrand ne chasse pas me donnent toute sérénité pour mener à Chambord une mission au service uniquement de l'Etat. » La question de l'avenir du domaine reste posée : « Il y a contradiction, ajoute M. Mary, à vouloir faire se côtoyer dans un espace clos un domaine d'Etat, une commune habitée par la faune sauvage et des centaines de milliers de visiteurs annuels. Si Chambord est le plus grand parc fermé d'Europe et si l'on peut y avoir une totale maîtrise de la population animale, c'est aussi une forêt historiquement vouée à la chasse. Mais ne s'agit-il pas d'une utopie, d'une gageure, de maintenir Chambord ainsi aujourd'hui ? Dans le contexte actuel, on ne peut plus justifier la chasse à Chambord comme une fin en soi pour le domaine, mais uniquement comme un moyen de gestion. »

#### Pour la première fois à gauche

Changement de style M. Mitterrand, dont on connaît les talents de chasseur. Au dire de quelques témoins, certains membres de la famille présidentielle se comportaient un peu trop en « pays conquis ».

Jusqu'au curé du village qui regrette que l'ancien président ne soit jamais allé à la messe à l'église : ce n'est pas faute pourtant d'être allé à Chambord ! Mitterrand, le courant n'est pas passé.

Les gens de Chambord attendent tout d'abord une visite du président de la République.

RÉGIS GUYOTAT.

#### Ce fut la première centrale française UN MUSÉE ATOMIQUE A CHINON

(De notre correspondant.)

Tous - Tandis que l'on parle d'installer à Tourny un musée dans une ancienne usine à gaz, non loin de là, près de Chinon, la première centrale nucléaire française sera, l'an prochain, une étape originale dans le traditionnel circuit des châteaux de la Loire.

Le projet est déjà ancien puisqu'il remonte à avril 1973. La machine - une grosse boule métallique - avait fonctionné pendant dix ans et produit 2 milliards de kilowatts. D'une faible puissance - 80 kilowatts - E.D.F.-1 était le prototype de la filière française graphite-gaz, aujourd'hui remplacée par la filière américaine à eau pressurisée. Il y avait longtemps que pour les techniciens c'était un objet de musée. Après un déclassement, en 1974, on a décidé par décret de réactiver son uranium et par éliminer le maximum de radioactivité. On s'apprêtait à le laisser dormir pendant vingt ans sous un béton jusqu'à ce que vienne l'occasion - forcément coûteuse - de la démanteler. Les élus de la région suggèrent alors de transformer l'ancêtre de l'industrie nucléaire française en un musée de l'atome. E.D.F. donna son accord à cette opération de relations publiques de première grandeur.

Il s'agit de permettre une visite aisée, sans danger, et intéressante qui sera d'une installation industrielle pas précisément conçue pour la promenade, explique M. Leclerc, responsable des relations extérieures de la région de Chinon. Nous avons pensé à éclairer la visite par une exposition destinée à expliquer en quoi E.D.F.-1 était un prototype de ce que sera la production d'électricité nucléaire à l'avenir. Des spécialistes de la communication étudient cette installation pilote d'un genre inédit. Le dossier doit être prêt à la fin de l'année. Le musée ouvrira ses portes en 1983.

La grosse boule métallique de 55 mètres de haut qui abrite E.D.F.-1 va donc connaître une nouvelle carrière. Pour combien de temps ? Sans jusqu'à ce que les techniciens aient réussi à trouver une réponse vraiment satisfaisante. Il est question que pour la protection même des centrales nucléaires « étanches » : s'en débarrasser.

PIERRE MAILLARD.

#### MARKETING : COPIES COULEURS

Qualité ETRAVER 38 Av. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> 347.21.32

#### LES FOURRURES MALAT

FOURREUR FABRICANT GARANTIE DE CONFIANCE 41, rue La Fayette, 75009 PARIS M<sup>re</sup> LE PELLETIER

#### Sté Paris Rénov

FABRICANT - INSTALLATEUR P.P.T. DIRECT D'USINE

Contre le froid et le bruit

**changez vos vieilles fenêtres**  
(bâti compris)

MENUISERIE EN P.V.C. (polichlorure de vinyle)

- Les fenêtres Rénov S 1 se posent en une journée
- Sont faites sur mesures
- S'adaptent à tous les styles
- Sont déductibles des impôts.

**10 ANS DE GARANTIE**

Offre exceptionnelle (limitée jusqu'au 1/11/82) Ex. de prix : Pour changer une fenêtre 1 m 85 cm haut x 1 m de large équipée en double vitrage BIVER ST-GOBAIN 40/40 ou en 6 mm, comptez 2.950 F.T.C. posée

DEVIS GRATUIT - POSE PARIS GRANDE BANLIEUE

**Sté PARIS-RÉNOV - 22, RUE FONTAINE 75009 PARIS - Tél. : 526.60.00**

**CRÉDIT GRATUIT 3 MOIS**

من الامن



Centre

LES MARAICHERS COMPTENT SUR ELLE

La géothermie ne sera pas abandonnée

De notre correspondant

Orléans. — La première expérience réalisée dans la Communauté européenne d'utilisation de la géothermie en agriculture ne sera pas abandonnée par le gouvernement. C'est ce qu'a promis Mme Edith Cresson, ministre de l'Agriculture, aux responsables de GEOVAL, un groupement d'intérêt économique formé d'agriculteurs qui exploitent à Melleray, près d'Orléans, 16 hectares de serres maraichères chauffées par la géothermie. Dès le début de la mise en service des installations, en février 1981, des difficultés sérieuses étaient apparues.

Voici quelques années, les chercheurs du B.R.G.M. (Bureau de recherches géologiques et minières) ont découvert, dans la région Centre, dans un triangle Orléans-Bourges-Tours, des réserves d'eau chaude. Ces eaux, contenues dans les dépôts gréseux du Trias, présentent une « anomalie » intéressante : leur gradient géothermique est plus élevé qu'ailleurs. En règle générale, quand on descend dans le sous-sol, la température s'accroît de 3°C en moyenne tous les 100 m; dans les gisements découverts, elle augmentait de 5°C tous les 100 m. Ce qui laissait entrevoir de meilleures conditions d'exploitation.

Les projets de multiplicité alors dans toute la région. C'est de Melleray qui l'initiative est venue. En 1974, un premier forage fut réalisé à Melleray, dans le domaine agricole de la Route de la Rivière. C'est la première fois en Europe qu'on réalisait une installation géothermique à partir du Trias. Les premiers forages effectués par le B.R.G.M. révélèrent une eau chaude de 70°C à 1 400 m de profondeur. Mais les coûts étaient trop élevés. La pompe d'extraction tombe en panne, ainsi que la sul-

vante qui la remplaçait. Mais surtout les techniciens se heurtèrent à une difficulté insurmontable : il leur était impossible de réinjecter dans le sous-sol la totalité du débit soutiré. Il fallut demander aux autorités administratives l'autorisation, qui fut accordée, de réinjecter dans la Loire ce qui ne pouvait être réinjecté, un eau salée (30 g/l).

En outre, des nappes du Dogger, à partir desquelles des milliers de logements sont déjà chauffés dans la région parisienne, l'aquifère du Trias est encore mal connu. Un tout récent capage près de Paris, à Achères, a confirmé la mauvaise « injectivité » du Trias. L'explication est à rechercher dans la structure géologique même du Trias et de ses caractéristiques. On ne peut donc guère attendre d'amélioration.

Deux autres éléments auxiliaires. La première est de rejeter cette eau chaude et salée dans la Loire toute proche, qui subit déjà bien des agressions. La seconde, moins coûteuse, semble-t-il, est vers laquelle se tournerait, serait de réinjecter ce qui a été puisé dans les couches supérieures du Dogger. Ces problèmes géologiques tempèrent le bel optimisme du début. Si à Melleray on entend continuer l'opération, d'autres projets d'exploitation dans la région Centre, en particulier à Orléans la Source où la pose de quatre conduites était envisagée pour chauffer des logements et des équipements collectifs, risquent d'être remis en cause ou modifiés, et de voir leur coût s'accroître. La Direction de Melleray (25 millions de francs) sera en particulier une participation du comité géothermie) va donc s'élargir. Mme Cresson, qui a rencontré les responsables de GEOVAL, a indiqué néanmoins que le projet ne serait pas abandonné, et qu'en aucun cas les maraichers ne seraient les frais de leur installation. Le ministère de l'Industrie et la recherche ont d'ailleurs organisé des ateliers de concertation, et les énergies nouvelles restent un des sujets du gouvernement.

RENE GUYOTAT.

Ile-de-France

LA POLÉMIQUE SUR LE STATUT DE LA CAPITALE

Vifs échanges au Conseil de Paris

« Le nouveau statut de la capitale sera une charte octroyée », a déclaré le lundi 20 septembre M. Jacques Chirac à l'ouverture de la séance du Conseil de Paris. Le maire de la capitale a confirmé que l'Assemblée municipale se réunirait en session extraordinaire dès que le projet de loi du gouvernement serait connu officiellement. Des échanges très vifs ont eu lieu à ce sujet entre la majorité (R.P.R. et U.D.F.) et l'opposition (P.C. et P.S.) de l'Assemblée municipale.

« Il y aura enfin une loi de statut démocratique dans les arrondissements de la ville », a déclaré M. Chirac au début de la séance. Au cours des trois rencontres qui ont été organisées entre les représentants de la majorité et ceux de l'opposition, le maire de la capitale a affirmé que le projet de loi en préparation ne sera pas une simple « charte octroyée », mais qu'il sera le fruit de négociations et de compromis. Il a également souligné que le projet de loi ne sera pas une simple « charte octroyée », mais qu'il sera le fruit de négociations et de compromis.

Les groupes de gauche contestent aussi les affirmations de M. Henri Meilhat, président du groupe communiste à l'Assemblée municipale. Ils ont souligné que le projet de loi en préparation ne sera pas une simple « charte octroyée », mais qu'il sera le fruit de négociations et de compromis. Ils ont également souligné que le projet de loi ne sera pas une simple « charte octroyée », mais qu'il sera le fruit de négociations et de compromis.

Le manque de concertation

Le maire revu, M. Georges Borgeaud, prend le parole au nom du groupe socialiste. Il rappelle d'abord que le gouvernement de gauche tient ses promesses puisqu'il a déjà adopté la loi de décentralisation des pouvoirs. Mais il souligne que le projet de loi en préparation ne sera pas une simple « charte octroyée », mais qu'il sera le fruit de négociations et de compromis.

Rhône-Alpes

Les stations de sports d'hiver sur la sellette

Deux projets importants de création de stations de sports d'hiver devaient être examinés, le 21 septembre, par le comité des unités touristiques nouvelles (U.T.N.), qui réunit à Paris les représentants des administrations concernées sous la présidence du directeur de l'urbanisme et des paysages, Yves Dauge. La construction d'équipements touristiques (sept mille lits) sera-t-elle autorisée sur la petite commune de Ternignon (Savoie), dans la vallée de la Maurienne, en bordure du parc national de la Vanoise ? Une campagne d'opinion se développe sur place, notamment à propos du rapport de forces existant entre la commune et le promoteur de l'opération, M. Pierre Schenckel, président-directeur général de la Segma, commune de Saint-Foy-Tarentaise. D'autre part, qui dispose d'un territoire très vaste, en amont de Bourg-Saint-Maurice, sera-t-elle autorisée à créer des lieux d'hébergement pour deux mille personnes, entre 1 600 et 1 900 mètres d'altitude, avec le promoteur des Aras, M. Roger Godino, au moment où l'É.D.F. envisage de construire deux barrages dans la même commune ? D'autres projets concernant le Grand-Bornand (Haute-Savoie) et Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) devaient aussi être soumis au comité.

La construction de la télécabine de Val-d'Isère provoque d'âpres controverses

De notre correspondant

Grenoble. — Comment aménager la montagne sans la dénaturer ? La question se pose une nouvelle fois dans les Alpes à l'occasion de la construction d'une télécabine dans le val de l'Isère, au-dessus de Val-d'Isère. Le concessionnaire des remontées mécaniques de la station et la commune ont été autorisés en juin 1982, par le comité des unités touristiques nouvelles (U.T.N.), à réaliser cet équipement important qui amènera, dès cet hiver, les skieurs à proximité du col de l'Isère (2 700 mètres) et dont le coût approche les 20 millions de francs. La télécabine, qui est en cours de construction à l'intérieur de la réserve naturelle de l'Isère, gêne par le parc de la Vanoise, n'avait été autorisée qu'à la condition que les travaux entraînent un minimum de perturbations sur le site du val de l'Isère, fort intéressant d'un point de vue botanique. C'est ainsi que la Société des Télécabines de Val-d'Isère (S.T.V.I.) et la commune ont dû s'engager à ne tracer aucune piste nouvelle pour atteindre les lieux d'implantation des pylônes de la télécabine, mais à les déposer à l'aide d'un hélicoptère ; aucun engin ne devait circuler en dehors des pistes existantes ; le concessionnaire avait même

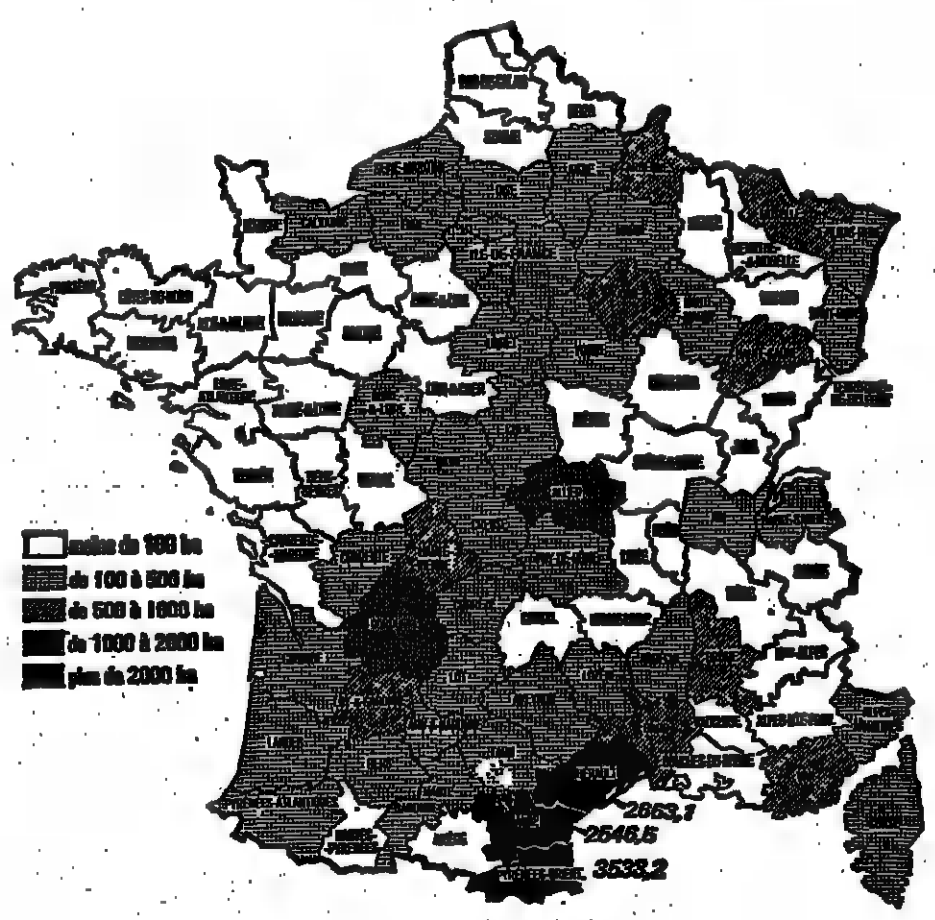
promis de réaménager les pistes existantes menant à la montagne lors de la construction de remontées mécaniques plus légères ; le manteau végétal devait également être remis en état après les travaux sur la ligne du téléphérique ; en fin de la télécabine aurait dû respecter l'art du bâti traditionnel.

« Des promesses à la réalité, il y a aujourd'hui une montagne », a déclaré le président de l'association de protection de la nature, qui dénonce l'« énorme tromperie » et le « viol présumé » d'un des hauts lieux de la botanique en Europe, 2 kilomètres de pistes ont été, en effet, réalisés dans la réserve naturelle à l'aide de bulldozers pour acheminer les pylônes de la télécabine, trop lourds pour être déposés par hélicoptère.

Le maire de Val-d'Isère, M. Yves Mattia, ne parle, pour sa part, que de « quelques déboisements » qui pourront, affirme-t-il, être « récupérés ». La commission départementale des sites, qui s'est réunie, il y a quelques jours, dans le val de l'Isère, remettra prochainement un rapport au préfet de la Savoie. Mais l'administration osera-t-elle faire arrêter des travaux déjà très avancés ?

CLAUDE FRANCLION.

Les achats de terres par les étrangers



Répondant à une question écrite de M. Jean-Jacques Bouchard, député communiste du Finistère-Orléans, le ministre de l'Agriculture vient de publier, dans le « Journal officiel » du 13 septembre, un tableau où sont recensés, par département, les achats de terre effectués par les étrangers de 1973 à 1978.

Nouvelles réductions du réseau Concorde

Déjà amputé, dans le courant de l'année, de ses lignes vers Rio-de-Janeiro et Caracas, le réseau Concorde d'Air France va encore être réduit en 1983. Le ministre des transports a décidé de supprimer, l'an prochain, les deux dessertes hebdomadaires de Washington et de Mexico actuellement assurées en Concorde. Une seule ligne continuera donc d'être exploitée par Air France en Concorde : celle de New-York. Mais les fréquences y seront ramenées de onze à sept liaisons, hebdomadaires.

Le gouvernement attend une économie de 32,5 millions de francs sur la subvention qu'il verse à la compagnie nationale pour l'exploitation de l'avenue Concorde. Le total des subventions d'exploitation de l'État à Air France se trouvera ramené à 235 millions de francs au lieu de 267 millions, cette année, ce qui ne simplifiera pas les difficultés financières de la compagnie, qui s'attend déjà à perdre cette année quelque 500 millions de francs.

FAITS ET PROJETS

Le rôle économique des collectivités locales

Les maires du département de la Savoie avaient convoqué le 18 septembre le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard, en un projet notamment pour présenter les grandes lignes du dispositif d'intervention des collectivités territoriales dans le domaine économique.

La prime régionale à la création d'entreprises restera plafonnée, a annoncé le ministre. La prime régionale à l'emploi, pour sa part, ne pourra concerner que les trente premiers emplois créés et sera plafonnée à 20 000 F par emploi, ce plafond étant abaissé dans les grandes agglomérations et au contraire relevé à 40 000 F (avec une aide de 10 000 F dans les zones rurales défavorisées et en zones de montagne. Les communes et les départements pourront s'ils le désirent compléter ces aides émanant de la région.

Mais M. Rocard a tenu à préciser que, « pas plus que l'État, les collectivités locales ne sont faites pour produire, pour se substituer aux entreprises, fût-ce y compris dans le fait d'assurer le risque économique. Ni les communes ni le département ne sont des entrepreneurs ».

Si les systèmes d'aides nationales et locales doivent favoriser le développement régional, a encore indiqué M. Rocard, c'est la libération des initiatives locales qui doit être le véritable moteur du développement. La décentralisation lui en donne les moyens, l'aménagement du territoire le soutiendra, la planification en assurera la cohérence. — (Corresp.)

Le chiffre d'affaires de l'environnement

« L'occasion de la réunion à La Rochelle du Comité économique et social européen, M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a déclaré : « Le chiffre d'affaires de l'environnement est un secteur important de l'économie. Elle emploie 370 000 personnes et la production est évaluée à 100 000 milliards de francs. C'est-à-dire près de 1 000 F par habitant. »

« L'occasion de la réunion à La Rochelle du Comité économique et social européen, M. Michel Crépeau, ministre de l'environnement, a déclaré : « Le chiffre d'affaires de l'environnement est un secteur important de l'économie. Elle emploie 370 000 personnes et la production est évaluée à 100 000 milliards de francs. C'est-à-dire près de 1 000 F par habitant. »

Poids lourds

Les poids lourds sont impliqués, relativement, deux fois plus souvent que les véhicules légers dans les accidents mortels sur les routes de la communauté. Cette précision a été donnée le 15 septembre par M. Michel Junot (gauchiste, France), au terme d'un

Du 18 Septembre au 2 Octobre

## Quinzaine de la Mesure Industrielle

### MADÉLIOS

Place de la Madeleine, Paris.  
Pour ceux qui savent choisir.

RUSSE - PORTUGAIS DU BRÉSIL  
ALLEMAND - ANGLAIS - ESPAGNOL

### Cours extensifs en petits groupes

LANGUAGE STUDIES propose des cours en petits groupes (personnes maximum), à raison de 2 séances d'une heure trente par semaine, plus laboratoire de langues à disposition. Les cours commencent la deuxième quinzaine d'octobre. Nous consulter pour horaires.

Les prix de ces cours sont les suivants :

24 sessions d'une heure trente, soit 3 mois	2 000 F h.t.
48 sessions d'une heure trente, soit 6 mois	4 000 F h.t.
72 sessions d'une heure trente, soit 9 mois	6 000 F h.t.
Inscription et matériel pédagogique	300 F h.t.

IL EST NECESSAIRE DE PASSER UN TEST AVANT L'INSCRIPTION, pour cela, il vous suffit de prendre rendez-vous.

Pour tous renseignements : LANGUAGE STUDIES, 109, r. St-Hippolyte  
75001 PARIS - Tél. : 260-53-70

ions

NS LE CHATEAU

résident à l'aut

Noblesse des lieux, châteaux, résidences... ne peuvent être que locataires de la noblesse. Le domaine 532 hectares, château, parc, jardins, est en vente. Pour renseignements, écrire à M. de la Roche, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Recherche de locaux pour bureaux, magasins, ateliers, etc. dans les zones d'activités. Pour renseignements, écrire à M. de la Roche, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

Recherche de locaux pour bureaux, magasins, ateliers, etc. dans les zones d'activités. Pour renseignements, écrire à M. de la Roche, 10, rue de la Harpe, 75001 Paris.

COPIES COULEUR : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

FOURRURES MALIN : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

Paris Renouveau : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.

changez vos vieilles fenêtres : 100 pages, 120 pages, 150 pages, 200 pages, 250 pages, 300 pages, 350 pages, 400 pages, 450 pages, 500 pages, 550 pages, 600 pages, 650 pages, 700 pages, 750 pages, 800 pages, 850 pages, 900 pages, 950 pages, 1 000 pages.



Le Monde

# économie

CONJONCTURE

## Le point de bifurcation

(Suite de la première page.)

Tout cela n'est pas gai. Mais il ne sert à rien de se voiler la face, et de construire à partir de souhaits et de promesses un paysage artificiel. Le réveil serait beaucoup plus tôt. Petit à petit, le gouvernement, tenant compte de faits dont il n'est pas maître — ils sont, hélas, assez nombreux — sera contraint, avec l'appui d'une opinion qu'il aura su éduquer, d'aménager cette « traversée du désert » économique, en attendant et en préparant des jours meilleurs qui n'auront sans doute pas, au reste, la même coloration que ceux des années 1950-1970.

Nous sommes arrivés à un point de « bifurcation », comme disait la substance Ilya Prigogine (2), où il

devient certain que les solutions antérieures ne peuvent plus fonctionner, car elles sont devenues inadaptables. Alors, quoi ?

Le premier point est celui de la lucidité. Considérer, d'une part, les menaces non, semble-t-il, d'un krach mondial, mais d'une lente asphyxie (3) et, d'autre part, le « point de bifurcation » part. Après de nombreux autres pays, la France est, hélas, entrée dans la zone de baisse du pouvoir d'achat moyen. Elle a réussi à retarder ce moment, ce qui n'est pas un mince succès, mais l'idée d'un « flot » de prospérité dans un monde déprimé ne pouvait évidemment tenir longtemps, même si M. Giscard d'Estaing n'avait pas pensé le contraire dans son émission de jeudi sur Antenne 2.

Il est vrai, comme l'a fait remarquer M. Raymond Barre dans l'interview qu'il a donné à l'«Expansion» (4), que l'attachement au maintien du pouvoir d'achat est une caractéristique psychologique des Français, « ce qui correspond à un sentiment beaucoup plus profond, ajouté-il, que Tocqueville a exprimé par une formule remarquable : « La crainte de descendre et l'ardeur de monter ». Si tout le monde descend, la frustration est elle aussi grave. Veiller à ce que certains montent tout de même les barreaux les plus bas de l'échelle, et d'autres ne descendent pas plus vite que le voisin, paraît le plus important dans la conjoncture actuelle, et la mesure des initiatives gouvernementales.

Pour le reste, le passage n'est tout de même pas d'une aisance effrayante. Vivre en 1982, comme en 1980 ou au début de 1981, n'est vraiment le comble de la désolation ? C'est de payer du tiers-monde pour nous dire : « Vous ne pouvez pas nous faire une maladie de riches ».

### La signification

Il y a plus grave, c'est le chômage. L'hymne à l'impératif industriel entonné par M. Chevènement sonne juste, et sur ce point les orientations du 115 Plan ne sont sûrement pas erronées. Tout doit être fait pour redonner aux entreprises le climat nécessaire à leur développement. Ce qui ne veut pas dire, hélas, dans les techniques de pointe, qu'une embauche importante suivra. Alors ? Prendre son parti d'une masse croissante des

sans-emploi, sous prétexte qu'ils ne sont plus condamnés à la soupe populaire ?

« Plus que de pain et de justice, chaque homme a besoin de signification », écrivait Albert Camus. Or, c'est bien ce qui fait le drame du chômage : dans la mentalité actuelle, la perte du travail est ressentie le plus souvent comme celle du sens donné à sa propre existence. Sans doute, rares sont les hommes qui peuvent vivre sans une activité, une occupation quelle qu'elle soit, mais que, seul, le travail reconnu financièrement par la société (c'est-à-dire pour plus de 80 % des Français par un « bulletin de paie ») soit devenu l'âme à quoi l'on attache la dignité d'un individu est étrange. Il en est pourtant ainsi.

Du coup, l'emploi devient un enjeu, en soi, ce qui est dangereux, comme le reconnaissait Alfred Sauvy, c'est le produit du travail qui est la source de richesses et qui est à mettre à l'actif du compte de la nation, et non l'emploi. Raisonnablement d'économiste, on s'entraîne ? Lui tourner le dos conduirait à faire travailler les chômeurs comme les soldats du régime qui, après avoir été invités à creuser un sillon pour mettre les débris de la guerre, devaient en creuser un second pour mettre les débris du second, etc.

Le droit au travail doit être entendu comme le droit de se rendre utile à la société. Il y a mille façons d'y parvenir et d'être ainsi « reconnu ». En attendant que cette conception large soit admise, il est indispensable de répondre le moins mal possible à l'attente de ceux qui

cherchent un emploi. Tant que la croissance sera languissante (et l'on sait les dangers sur les comptes extérieurs de la pousser « dans un seul pays »), il n'y aura guère que deux moyens de réduire le chômage :

1) Accentuer la pression sur les sans-emploi pour qu'ils acceptent des travaux qui ne correspondent pas exactement à leur demande ou à leur attente financière.

### La « dérogance »

Certains chômeurs se comportent comme s'il existait encore un « principe de dérogance ». On appelle ainsi au dix-huitième siècle l'interdiction faite aux nobles d'accepter un métier incompatible avec leur rang. C'est-à-dire la plupart de ceux qu'exercent les membres du tiers-état. Ne pas aujourd'hui des jeunes (et des moins jeunes) refuser un poste qu'ils considèrent comme indigne de leur position sur l'échelle du savoir ou de la qualification ? Ce n'est pas parce que le niveau culturel d'une nation s'élève que grandit en même temps le nombre d'emplois à forte densité intellectuelle. Les ouvriers japonais possèdent aujourd'hui l'équivalent du baccalauréat et beaucoup sont même licenciés. En France, la peur de déqualifier un peu la liberté coûte cher à la nation.

2) Multiplier les occasions de travail à temps partiel. Dans son « Paris français » (5), M. Michel Albert a insisté à juste titre sur cette thérapeutique et a même proposé, on le sait, une prime pour les « volontaires » du temps réduit. Sans doute une majorité de salariés préféreraient préserver leur pouvoir d'achat, mais comme le signalait également

M. Michel Rocard dans le discours que nous avons cité, il est des travailleurs — et pas seulement des femmes — qui souhaiteraient disposer de plus de temps de libre. « S'agit-il seulement de 10 % des salariés, ce qui est une hypothèse basse, écrivait-il, les emplois correspondants pourraient se chiffrer entre 100 et 200 000 emplois, sinon davantage ».

Le « point de bifurcation » entre les solutions anciennes à la crise et celles qui l'accompagneraient une mutation de société mérite que l'on réfléchisse à tout ce qui pourrait mobiliser demain la nation. Le chemin de l'espoir est considérable et a déjà commencé heureusement à être franchi. La lutte contre les inégalités, l'adaptation de l'éducation au monde nouveau et sa diffusion plus efficace, la possibilité pour les travailleurs d'être davantage consultés sur les prises de décision qui les intéressent au premier chef, tout ce qu'on pourrait appeler la « politique de l'immatériel », a un avenir enviable. Il est en outre plus aisé aujourd'hui de répondre à ces aspirations, d'enrichir le « pouvoir de vie », selon la formule de M. Bruno Lalonde, que d'augmenter le « niveau de vie ».

PIERRE DROUIN

(2) La Nouvelle Alliance, d'I. Prigogine et I. Stengers.  
(3) Voir l'article de Paul Fabra dans le Monde du 9 septembre 1982.  
(4) Numéro du 10 au 23 septembre 1982.  
(5) Voir le Monde du 12 juin 1982 et lire aussi le livre de Guy Azzar-Tous à mi-temps (1981).

**Exceptionnel !**  
du 20 au 30 septembre  
reprise de votre voiture  
minimum : 5000 F  
pour l'achat d'une  
**305 diesel ou team** modèle 82  
**NEUBAUER**  
M. GÉRARD 821.60.21

**JE SUIS UNE MUSIQUE BRANCHÉE AU 9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE.**  
du dimanche 26 septembre 1982 de 11 h à 19 h.  
Hall d'Exposition du Parc Floral - Métro Château de Vincennes  
- Navettes - parking gratuits -  
**9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE**  
Facture Instrumentale - Édition Musicale - Diffusion Sonore - Concerts  
6000 INSTRUMENTS À ESSAYER - DES CONCERTS - DES MUSICIENS.

**LE NEZ DES BONNES AFFAIRES**  
  
**investir**

**JE SUIS UNE MUSIQUE QUI DÉFILE AU 9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE.**  
du dimanche 26 septembre 1982 de 11 h à 19 h.  
Hall d'Exposition du Parc Floral - Métro Château de Vincennes  
- Navettes - parking gratuits -  
**9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE**  
Facture Instrumentale - Édition Musicale - Diffusion Sonore - Concerts  
6000 INSTRUMENTS À ESSAYER - DES CONCERTS - DES MUSICIENS.

**LE GOÛT DE VOUS FAIRE GAGNER DE L'ARGENT**  
  
**investir**

**JE SUIS UNE MUSIQUE À JOUER AU 9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE.**  
du mercredi 22 septembre 1982 de 11 h à 19 h.  
Hall d'Exposition du Parc Floral - Métro Château de Vincennes  
- Navettes - parking gratuits -  
**9<sup>ème</sup> SALON DE LA MUSIQUE**  
Facture Instrumentale - Édition Musicale - Diffusion Sonore - Concerts  
6000 INSTRUMENTS À ESSAYER - DES CONCERTS - DES MUSICIENS.

**LE SIXIÈME SENS DE VOS INVESTISSEMENTS**  
  
**investir**

سكنى من الاموال



## SOCIAL

### LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS DE LA FRANCE S'EST FORTEMENT DÉTÉRIORÉE AU DEUXIÈME TRIMESTRE

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 27,4 milliards de francs au deuxième trimestre de cette année. Le déséquilibre s'est considérablement accru par rapport au premier trimestre (période durant laquelle il avait atteint 12,5 milliards de francs) ainsi que par rapport à la même période de 1981 (1,2 milliard d'excédent).

Cette évolution défavorable s'explique par le déficit du commerce extérieur qui s'est creusé, passant de 19,9 milliards de francs au premier trimestre à 30 milliards de francs au deuxième. La reprise des importations — notamment de produits industriels — et le recul des exportations (produits agro-alimentaires) expliquent le phénomène. Du coup le taux de couverture des achats par les ventes qui avoisinait 90 % au début de l'année n'a été que de 85 % au deuxième trimestre.

Le déficit des paiements courants a été creusé pour une autre raison : la réduction de l'excédent des « services » (assurances, tourisme, transports, grands travaux, coopération technique, brevets...) qui passe de 9,2 milliards au premier trimestre à 4,4 milliards au second.

Comment évoluent les autres postes de la balance des paiements ? Les sorties au long terme se ralentissent (-1 milliard au lieu de 2,2 milliards au premier trimestre 1982). Mais, les mouvements de capitaux à court terme se soldent par des sorties : 5,9 milliards de francs au second trimestre, contre des entrées au premier trimestre (+11,7 milliards de francs).

Compte tenu de ces évolutions, la position monétaire extérieure de la France s'est détériorée de 26,8 milliards de francs, les avoirs officiels de change ayant baissé de 21,1 milliards de francs et le secteur bancaire ayant accru de 5,7 milliards de francs son endettement.

Publicité

### SICOB 82

Démonstration de logiciels professionnels sur matériel Hewlett-Packard série 40 et 80 organisées par le CERIC et la REGIE A CALCUL au SICOB BOUTIQUE stands 136/137/138. Tél : 778.08.76

Consultants CERIC :

M. KRIEF : gestion de stock - optimisation

M. BRASSEUR : finances - comptabilité

M. GIRARDET : prêt personnelisé (PAP-APL)

M. SEULIN : contrôle en milieu industriel - chrono-analyse

M. EVARD : calculs thermiques

M. LEGENDRE : gestion immobilière

M. CLERC : logistique - transports

sur HP série 40 uniquement.

22/9/82 journée : MM. BRASSEUR - KRIEF - SEULIN

23/9/82 matin : MM. LEGENDRE - KRIEF - EVARD - SEULIN

après-midi : MM. CLERC - KRIEF - LEGENDRE - EVARD - SEULIN

24/9/82 matin : MM. BRASSEUR - KRIEF

après-midi : MM. CLERC - KRIEF

25/9/82 journée : MM. GIRARDET - KRIEF

27/9/82 journée : MM. KRIEF - GIRARDET

28/9/82 journée : MM. KRIEF - GIRARDET

29/9/82 journée : MM. CLERC - KRIEF

30/9/82 journée : MM. LEGENDRE - KRIEF - EVARD

1/10/82 journée : M. KRIEF

La Règle à Calcul

65/67 Bd St-Germain

75005 Paris

Tél. 325.68.88

Téléc. : ETRAV 220 044 F / 1303 RAC

HEWLETT PACKARD

Chaque lundi et mardi  
Dans les annonces classées du Monde

Une nouvelle Rubrique

DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

## LES DIFFICULTÉS DE L'ASSURANCE-CHOMAGE

Réunis à nouveau le 21 septembre, les syndicats et le C.N.P.F. ont procédé à un tour d'horizon des économies qui pourraient être réalisées pour rééquilibrer l'assurance-chômage (UNEDIC). Ce régime, géré paritaire entre le patronat et les syndicats, assure le versement d'allocations aux chômeurs et aux personnes en préretraite de cinquante-cinq à soixante-cinq ans. En 1982, ces dépenses devaient atteindre 74 milliards de francs et, en 1983, 90 à 95 milliards de francs.

Première série d'économies : l'institution d'un délai de carence. Il s'agit de retarder le versement des allocations lorsque le chômeur reçoit de son ancienne entreprise des congés payés (économie de 2 milliards de francs) ou des indemnités de licenciement (2,2 milliards de francs par mois d'indemnités). De même, l'attribution d'allocations pourrait être retardée de six semaines quand les personnes en chômage ont volontairement quitté leur entreprise : 1,5 milliard de francs pourrait être ainsi épargné, puisque environ 17 % des allocataires sont dans ce cas, mais assez souvent les départs volontaires sont des licenciements déguisés.

### Diminution de certaines prestations

Deuxième série d'économies beaucoup plus délicates : la diminution ou la suppression de certaines prestations. Une suppression des indemnités de formation qui permettrait parfois à certains chômeurs de recevoir un revenu supérieur à leur ancien salaire pourrait réduire les dépenses de 650 millions de francs ; la diminution de l'allocation spéciale qui, actuellement, est dégressive (75 %, puis 70 %, 65 % et 60 % en fin d'année) pourrait alléger les charges de 1,2 milliard de francs si elle était ramenée à 42 % plus la partie fixe (32,46 francs par jour) au bout de trois mois et 2,2 milliards de francs si elle était tout de suite fixée à 42 %.

De même, la revalorisation de toutes les allocations sur les prix et non plus sur les salaires pourrait

comprimer les dépenses, mais les calculs n'ont pas été faits. La révision de l'allocation minimale — qui peut atteindre 90 % du salaire brut alors qu'un salarié à bas revenus reçoit de 92 à 94 milliards de francs) — pourrait dégrader 750 millions de francs si le taux maximum était abaissé à 80 %.

Autre mesure possible mais tout aussi discutée : le calcul de tous ces taux d'allocation sur le salaire net au lieu du salaire brut permettrait d'économiser 4,3 milliards de francs ; le plafonnement des prestations actuellement fixé à quatre fois le salaire-plafond de la Sécurité sociale devrait entraîner une diminution des dépenses de 600 millions de francs s'il était limité à trois fois le salaire-plafond et de 2,4 milliards s'il était limité à deux fois le salaire-plafond.

Dernière solution : la prise en charge par l'Etat de la garantie de ressources (22 milliards), des allocations forfaitaires versées aux jeunes chômeurs qui n'ont jamais cotisé (3 milliards), des allocations de chômage de longue durée (1,8 milliard), des aides à la création d'emplois (1 milliard). Ce serait la solution idéale pour les cotisants, quitte à reporter le fardeau sur les contribuables.

En fait, 5 à 10 milliards d'économies peuvent être envisagées, mais guère plus si on veut éviter une explosion sociale. Il s'agit de celles qui permettraient de corriger des abus

et de rétablir un peu plus de justice et de solidarité. Mais, sauf aide accrue de l'Etat, c'est bien une majoration de cotisations qu'il faudra aussi décider (1 point de plus représente de 9,2 à 9,4 milliards de francs), d'autant plus que certains syndicats souhaitent une majoration des allocations forfaitaires trop faibles (32,46 F par jour).

### Le régime spécial des 60-65 ans

Les discussions risquent d'autant plus de se prolonger en octobre qu'il reste aussi à définir le régime spécial de la garantie de ressources pour les soixante-soixante-cinq ans qui sera à nouveau discuté le 28 septembre. Le projet du C.N.P.F. et, à des nuances près, de la C.G.C., est assésien : en créant un nouveau régime, les auteurs entendent bénéficier d'une participation financière de l'Etat en évitant que les pouvoirs publics n'aient un droit de regard sur la gestion de l'UNEDIC ou des caisses de retraite complémentaires.

Pour compléter la retraite à soixante ans du régime général qui sera accordée pour trente-sept années et demie de cotisations avec un maximum de 50 % du salaire-plafond, on pouvait en effet imaginer soit une révision de la garantie de ressources (70 % du dernier salaire) versée par l'UNEDIC, soit un alignement des régimes de retraites complémentaires (environ 20 % du

salaire à soixante-cinq ans) sur le régime général. Mais, dans les deux cas, la nécessité d'une aide de l'Etat posait le problème de son entrée dans les conseils d'administration, hypothèse rejetée par la majorité des partenaires sociaux.

L'institution d'un régime à part règle la question : il y aura aide de l'Etat, participation à la gestion de celui-ci, et l'UNEDIC comme les caisses de retraites complémentaires non concernées resteront autonomes.

Mais l'affaire se complique puisque, dans ce nouveau système, coexisteraient deux et peut-être même trois catégories d'allocataires : les nouveaux retraités à soixante ans pour lesquels on complèterait la retraite de base (50 % pour que le niveau atteigne celui des pensions à soixante-cinq ans, 55 à 70 % selon les carrières) ; les bénéficiaires de la garantie de ressources qui, âgés de plus de soixante ans, conserveraient un revenu égal à 70 % ; enfin, les personnes de cinquante-cinq à soixante ans qui, au titre des contrats de solidarité, recevraient une allocation de solidarité (70 %) mais n'auraient plus, à partir de soixante ans, qu'un revenu inférieur puisque pour eux la garantie de ressources serait alors supprimée.

Comme le montre le tableau ci-dessous, le coût varie sensiblement selon les hypothèses : la cotisation évaluée actuellement à 2,3 % passe-

rait à 2,6 %, voire 3 %, et le patronat soutient, bien entendu, que l'hypothèse la plus basse soit retenue.

### Remise en cause

Mais le passage de 70 à 60 % du revenu de certains bénéficiaires de la garantie de ressources, outre qu'il accentuerait les inégalités, n'est-il pas une remise en cause des promesses du gouvernement et des engagements des partenaires sociaux qui ont signé l'accord du 2 décembre 1981 ? Les syndicats ont protesté contre cette éventualité. Car avant prévoit que les titulaires de l'allocation de solidarité recevront à soixante ans la garantie de ressources, même si celle-ci venait à être supprimée, mais le même texte laisse aussi une possibilité de modification puisqu'il indique que, en cas de changement de la garantie de ressources, les signataires sont convenus de se rencontrer pour apprécier « l'opportunité de modifier le présent avenant ».

Entre l'opportunité économique (comprimer les dépenses) et l'opportunité sociale, voire politique, les partenaires sociaux auront un choix délicat à faire... A moins qu'ils ne renoucent à réviser la règle des 70 % dans la mesure où le gouvernement, dans la réforme de la Sécurité sociale prévue pour le 29 septembre, confirme le projet de M. Bérégovoy d'accroître la cotisation d'assurance-maladie des bénéficiaires de cette garantie de ressources. Après déduction des nouvelles cotisations, la garantie de ressources ne serait plus que de 60 à 65 %.

JEAN-PIERRE DUMONT.

### DIVERSES HYPOTHÈSES SUR LE COUT DU NOUVEAU RÉGIME DE GARANTIE DE RESSOURCE

1	2		3		4		Coût du nouveau régime intermédiaire			
	Coût si le taux est maintenu à 70 %		Coût si le taux est réduit à 60 %		Coût pour les nouveaux retraités		Hypothèses 2 + 4		Hypothèses 3 + 4	
Nombre de bénéficiaires	En milliards de F	Cotisation	En milliards de F	Cotisation	Bénéficiaires	En milliards de F	En milliards de F	Cotisation	En milliards de F	Cotisation
1982	339 000	21,3	2,3 %	—	—	—	—	—	—	—
1983	430 000	25,4	2,7 %	21,7	2,3 %	38 300	1,9	27,3	23,7	2,5 %
1984	393 000	23,1	2,5 %	19,8	2,1 %	83 200	4,1	27,3	24	2,6 %
1985	354 000	20,1	2,1 %	17,3	1,9 %	126 800	6,1	26,3	23,4	2,5 %

2 et 3 : coût pour les bénéficiaires de la garantie de ressources accordée avant avril 1983.

4 : coût pour les personnes âgées de plus de soixante ans, prenant alors leur retraite (régime général), augmentée d'une allocation à créer.

## LA TENSION RESTE VIVE A L'USINE CITROËN D'AULNAY-SOUS-BOIS

### Marcel Cendré : la bonne conscience

La tension reste vive à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), où M. Idoumskine, l'ouvrier marocain accusé de « violences », s'est vu notifier par un huissier, lundi matin 20 septembre, son licenciement (le Monde du 22 septembre). Ce mardi, il s'est de nouveau présenté à son travail à l'atelier de montage, puis en est reparti, ses camarades se réservant de le réinstaller de force sur les chaînes en fin de matinée, comme ils l'avaient fait la veille. Face à cette situation, la direction a introduit une demande d'expulsion auprès du tribunal de Bobigny.

D'autres débrayages de courte durée ont eu lieu dans la même usine, pour protester contre les massacres au Liban.

Nous donnons ci-contre le portrait du contremaître agressé et celui de l'ouvrier accusé de cette agression.

### Boubaker Idoumskine : « l'homme transparent »

Boubaker Idoumskine : quarante-cinq ans, nationalité marocaine, résident dans un foyer d'immigrés à Gagny (Seine-Saint-Denis), ne répond nullement, c'est le moins qu'on puisse dire, à l'image du militant ouvrier revendicatif, teigneux et agressif, jouant à bascule les gros bras dans les conflits sociaux. Il n'en a pas moins réussi, sans doute bien malgré lui, à déstabiliser à lui seul « l'ordre Citroën » ces dernières semaines.

Chaque jour, à 7 heures ou à 15 heures, selon les horaires de son équipe, M. Idoumskine rentre dans l'usine d'Aulnay-sous-Bois. Aussitôt mis dehors par les vigiles. Il y revient invariablement un peu plus tard, escorté d'élus cégétistes et de « délégués de chaîne » maghrébins, bien décidés à le maintenir à son poste de travail. A plusieurs reprises, devant ce « coup de force cégétiste », les cadres et les agents de maîtrise, obéissant peut-être à certaines consignes, ont tenté d'arrêter l'usine.

C'est la première fois qu'une réaction aussi dure de l'encadrement est observée dans une entreprise. On en connaît le motif : M. Idoumskine, qui est en France depuis 1971 et travaille depuis cinq ans au montage, dans l'atelier de première finition, est accusé d'avoir frappé, le 10 septembre, M. Cendré, le contremaître de l'atelier voisin. « Faux », répliquent ses compagnons de chaîne et quatre témoins de l'incident. A ce même moment, Boubaker Idoumskine était

à la buvette, en train de prendre un café.

Pour M. Bonnin, élu C.G.T., secrétaire du comité d'établissement, M. Idoumskine n'est qu'un « bouc émissaire », celui qui a osé se présenter à son travail malgré une procédure de licenciement pour « violences ».

« L'homme transparent » par la maîtrise de Citroën depuis qu'il s'obstine à se présenter à son travail malgré une procédure de licenciement pour « violences ».

« L'homme transparent » par la maîtrise de Citroën depuis qu'il s'obstine à se présenter à son travail malgré une procédure de licenciement pour « violences ».

« L'homme transparent » par la maîtrise de Citroën depuis qu'il s'obstine à se présenter à son travail malgré une procédure de licenciement pour « violences ».

« L'homme transparent » par la maîtrise de Citroën depuis qu'il s'obstine à se présenter à son travail malgré une procédure de licenciement pour « violences ».

J. B.



# AGRICULTURE

## La France souhaite une reprise des exportations communautaires de beurre vers l'U.R.S.S.

Bruxelles (Communautés européennes). - M<sup>me</sup> Cresson a demandé, lundi 20 septembre à Bruxelles, la reprise des exportations communautaires de beurre vers l'U.R.S.S. De telles exportations deviennent nécessaires pour dégrader le marché. Faute d'obtenir satisfaction, le ministre s'est opposé à la

fixation d'un nouveau contingent d'importation de beurre néo-zélandais dans la Communauté. La Commission propose qu'en 1983 ce contingent soit fixé à 89 000 tonnes, soit, selon M<sup>me</sup> Cresson, environ 30 % de la consommation du Royaume-Uni, marché auquel ce beurre néo-zélandais est normalement destiné.

### De notre correspondant

La situation sur le marché européen des produits laitiers, et en particulier du beurre, redevient quelque peu préoccupante : la production et les stocks augmentent ; le marché mondial se réduit. L'objectif de M<sup>me</sup> Cresson est de se prémunir contre de mauvaises surprises : elle voudrait éviter que demain, en raison d'excédents, on cherche à imposer aux producteurs une augmentation de la taxe de co-responsabilité laitière, ou une baisse de prix. C'est pourquoi, si elle est d'accord pour continuer à importer dans des conditions préférentielles du beurre néo-zélandais, elle entend qu'en même temps la Commission accorde à nouveau des restitutions (subventions) pour rendre possible la vente de beurre à l'U.R.S.S.

Faut-il continuer à se priver de ce débouché parce que « la sensibilité de l'opinion publique anglaise et allemande est ainsi faite qu'elle accepte qu'on vende aux Russes des turbines pour le gazoduc mais pas du beurre pour les ménagères ? Elle préfère que ces ménagères achètent du beurre néo-zélandais et américain ».

C'est assurément purement passionnel, a estimé M<sup>me</sup> Cresson. La Commission, qui redoute les foudres de l'As-

semblée européenne, très hostile à l'idée d'exportations agricoles subventionnées vers l'Union soviétique, n'a pas suivi M<sup>me</sup> Cresson. La majorité des délégations a également réagi de manière négative. Du coup, l'affaire néo-zélandaise reste bloquée.

Le débat sur les ajustements du franc vert a été reporté à octobre. La Commission propose que la décision de principe de dévaluer le franc vert soit prise maintenant et appliquée ensuite, produit par produit, au début de chaque campagne. L'augmentation de prix qui en résulterait serait de 6,75 % avec comme corollaire la suppression des montants compensatoires monétaires (M.C.M.) appliqués par la France dans les échanges.

La première application pratique toucherait le prix de base du porc, pour lequel la campagne débute le 1<sup>er</sup> novembre. Mme Cresson a indiqué que le gouvernement français n'a pas encore pris position sur la proposition de la Commission. Celle-ci signifie que Paris s'engageait à appliquer au 1<sup>er</sup> avril 1983, au titre de l'ajustement monétaire, un relèvement des prix garantis du lait et de la viande bovine de 6,75 %.

Ce relèvement viendrait s'ajouter à celui qui serait décidé alors par le conseil des ministres des Dix au titre de l'augmentation annuelle des prix communs.

Mme Cresson a, d'autre part, demandé à la Commission d'agir avec diligence pour obliger les Britanniques à supprimer les mesures protectionnistes qui, sous prétexte de police vétérinaire, empêchent les importations de diètes françaises.

L'action de la Commission se révèle peu efficace et il n'y a guère de chances que les contrats concernant les diètes de Noël 1982 puissent être passés à temps. Ils ne pourront pas indéfiniment nous bloquer, a commenté Mme Cresson, qui a souligné son intention de multiplier les efforts pour consolider la place acquise à l'exportation par les producteurs français de volailles.

Dans cette optique, elle se rendra du 1<sup>er</sup> au 5 octobre en Egypte, où des lots de poulets français ont été refusés car atteints, a-t-on affirmé, de salmonelles. Mme Cresson ne demande si les pressions américaines n'expliquent pas ces difficultés soudaines rencontrées sur le marché égyptien.

PHILIPPE LEMAITRE.

# AFFAIRES

## COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES

### Deux pôles seront constitués autour de Matra et de Thomson

A la veille du SICOB, M. Stern, président-directeur général de C.I.I.-H.B., a présenté les grandes lignes de la stratégie de la compagnie (voir le supplément SICOB), et M. Hirié, directeur des indus-

tries de l'électronique et de l'informatique (DIEL), a apporté quelques détails complémentaires et officialisé certaines orientations du plan d'action filière électronique (le Monde des 30 juillet et 31 août).

La politique industrielle du gouvernement pour la filière électronique s'articule, en ce qui concerne le secteur national, autour de Thomson pour le grand public, de C.I.I.-H.B. pour l'informatique, de Thomson et de Matra pour les composants, de Matra et C.G.E. pour la productique, a indiqué M. Hirié, le 20 septembre.

M. Hirié a apporté des précisions sur la ventilation des investissements public et privé - 140 milliards de francs - dans la filière au cours des cinq prochaines années. Ainsi, environ 60 milliards de francs seront investis par les divers partenaires dans les trois secteurs jugés prioritaires : informatique, grand public, composants.

Pour les composants, qui absorberont 20 milliards de francs d'investissements, le nombre de pôles industriels sera ramené de trois à deux et c'est technique qui fera, en quelque sorte, les frais de l'opération puisque elle va devoir passer dans le giron de Thomson ou de Matra. En informatique (30 milliards de francs d'investissements), aucune précision supplémentaire n'a été apportée, ni par M. Stern ni par M. Hirié, sur les opérations de rapprochement SEMS/C.I.I.-H.B.

En matière d'informatique distribuée (« communication d'entreprise ») où C.G.E., Thomson et C.I.I.-H.B. sont engagés, on verra unifier les efforts et réu-

nir les équipes afin de les faire travailler ensemble dans un nouveau pôle - où les trois groupes seront partenaires à part entière mais dont l'un d'eux sera chef de file. Le « grand public » devra de son côté investir 10 milliards de francs.

Enfin, l'État mobilisera, en 1983, 8 milliards de francs pour « assurer le décollage de la filière électronique ». A cette somme s'ajouteront les dotations en capital et autres prêts participatifs aux groupes nationaux du secteur.

[Les chiffres cités par M. Hirié ne sont, semble-t-il, que des ordres de grandeur. Ainsi, les 30 milliards de francs pour l'informatique semblent regrouper divers chapitres : bureautique, logiciels, informatique industrielle, voire une partie des télécommunications.]

Ce plan d'action filière électronique gèrera en crédibilité et les pouvoirs publics en exposant, une bonne fois pour toutes et dans le détail, toutes les données financières, plutôt que de dissimuler les informations au compte-gouttes. - J.-M.Q.]

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ base + base	Rep. + net Dpt.	Rep. + net Dpt.	Rep. + net Dpt.
SE-UL	7,0600 7,0720	+ 145 + 190	+ 245 + 315	+ 490 + 610
\$ can.	5,7415 5,7435	+ 10 + 35	+ 35 + 95	+ 10 + 120
Yen (100)	2,6670 2,6690	+ 145 + 170	+ 295 + 370	+ 570 + 720
DM	2,2245 2,2255	+ 145 + 180	+ 285 + 325	+ 565 + 685
Flora	2,5745 2,5760	+ 130 + 150	+ 250 + 280	+ 500 + 575
F.B. (100)	14,6255 14,6275	+ 135 + 315	+ 275 + 510	+ 535 + 815
F.S.	3,3045 3,3065	+ 275 + 320	+ 590 + 680	+ 1490 + 1595
L. (1 000)	5,8165 5,8220	+ 255 + 190	+ 515 + 415	+ 1735 + 1285
£ (1 000)	12,6925 12,6970	+ 290 + 390	+ 605 + 730	+ 1855 + 2285

## TAUX DES EURO-MONNAIES

	10/7/8	11/3/16	11/3/16	11/3/16	11/3/16	11/3/16	11/3/16	11/3/16	11/3/16
SE-UL	10 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
DM	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
Flora	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2	7 1/2
F.B. (100)	11 3/4	13 1/4	11 7/8	12 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2	13 1/2
F.S.	2 1/2	2 7/8	3 1/8	4 1/2	3 1/8	4 1/2	4 1/2	4 1/2	4 1/2
L. (1 000)	16 1/4	18 3/4	16 1/2	18 3/4	16 1/2	18 3/4	16 1/2	18 3/4	16 1/2
£	10 3/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 3/4	11 1/4	10 3/4
F. France	14 3/4	16	17 1/2	18 3/4	16 1/2	18 3/4	16 1/2	18 3/4	16 1/2

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### LA B.N.P. EN ESPAGNE

La raison sociale de la BANCA LOPEZ QUESADA, dont 76 % du capital avait été acquis par la B.N.P. en juillet 1981, vient d'être transformée en B.N.P. ESPAÑA S.A. à compter du 1<sup>er</sup> septembre 1982.

Le groupe de la B.N.P. en Espagne comprend donc désormais les entités suivantes, qui offrent une gamme de services très étendue :

- B.N.P. ESPAÑA S.A. - Siège à MADRID. Banque de droit espagnol, avec un réseau de 47 sièges répartis sur l'ensemble du pays.
- La succursale de la BANQUE NATIONALE DE PARIS à MADRID (agence à BARCELONE).
- EUROPE DE FINANCIACION INVERSION Y PROMOCION S.A. - EUROFIP.
- SOCIÉTÉ FINANCIÈRE IMPLANTÉE à MADRID avec deux filiales :
  - PROMOCION, société d'investissement ;
  - PROMOLEASING, société de crédit-bail.
- CONSEJO ESPAÑA S.A., MADRID. Société de conseil et de services.

### BOURDAIS INVESTISSEMENTS

La société Bourdais est désormais associée à Barings Brothers, Merchant Bank Britannique, dans le capital de Landauer Associates Inc., les autres partenaires restant le cabinet Hillier Parker et le personnel de direction de Landauer.

Landauer Associates Inc. est l'un des tout premiers consultants immobiliers des États-Unis et s'est notamment illustré dans la vente du Pan Am Building en 1980 (400 millions de dollars), et tout récemment du C.M. Building (500 millions de dollars).

Bourdais Investissements étudie actuellement l'application au marché français des montages financiers particuliers qui ont permis la conclusion de cette dernière transaction et qui apporteraient des solutions originales au financement des très gros investissements immobiliers.

### IMMOFFICE

#### RÉSULTATS AU 30 JUIN 1982

Les recettes locatives hors taxes se sont élevées à 56,2 millions de francs, contre 51,4 millions de francs pour le premier semestre 1981, en progression de 9,3 % sur celles du premier semestre 1982. La progression des recettes de location simple est de 15,8 %.

En raison du niveau élevé des taux d'intérêt, le bénéfice d'exploitation, qui s'élevait à 17,7 millions de francs, est voisin de celui du premier semestre 1981. Le bénéfice net est de 20,1 millions de francs.

La commercialisation des nouveaux immeubles du patrimoine de location simple se poursuit à un rythme satisfaisant. Le bénéfice prévisible de l'exercice ainsi que la part distribuable des plus-values réalisées devraient permettre la répartition d'un dividende au moins égal à celui de l'an dernier.

### CESSION DE GARANTIE

Le Crédit du Nord, dont le siège social est à Lille 28, place Rihour et le siège administratif 6-8, boulevard Haussmann à Paris, fait savoir qu'à la demande de la Société SEVRIM (Société d'Etudes, de Vente et de Raisons Immobilières) 2, rue des Poteaux 92120 Clamart, titulaire d'une carte de transactions immobilières « sans perception de fonds », la garantie dont celle-ci bénéficiait depuis le 18 février 1982, de 50 000 F cessera à l'expiration d'un délai de trois jours à compter de la date de la présente publication conformément aux dispositions de l'article 44 du décret du 20 juillet 1972.

Les personnes qui auraient néanmoins effectué entre les mains de SEVRIM des versements de fonds ou valeurs à l'occasion des opérations visées à l'article 1 (alinéa 6) de la loi du 2 janvier 1970 sont informées que leurs éventuelles créances, nées antérieurement à la cessation de garantie, sont susceptibles de demeurer couvertes par le Crédit du Nord, à condition d'être produites dans un délai de trois mois à compter de la présente publication (articles 44 et 45 du décret du 20 juillet 1972). La présente publication n'entraîne aucune appréciation concernant la solvabilité et l'honorabilité de la Société SEVRIM.

### COMPAGNIE DU FONCIER D'ORIENT (C.F.O.)

(Adresse : 154, boulevard Haussmann, Paris-8<sup>e</sup>)  
R.C. Seine : 58 B 749 3

Conversion obligatoire en la forme nominative des actions au porteur non cotées.

Par application de l'article 94-1 de la loi n° 81-1160, les titulaires d'actions au porteur devront déposer avant le 1<sup>er</sup> octobre 1982, au siège social de la société, un bordereau de conversion dûment complété, daté et signé, accompagné des titres concernés. Dans le délai habituel en pareille matière, les titres nominatifs leur seront envoyés par courrier, à l'adresse indiquée sur le bordereau ou, restant à leur disposition au lieu de dépôt de la demande de conversion, selon les instructions qu'ils auront données.

Il est rappelé que la loi assortit cette obligation de sanctions à l'encontre des détenteurs d'actions au porteur qui n'ont pas présenté leurs titres aux fins de conversion.

# CARNET

## Naissances

- Richard DARMON et Annie Epelboin ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille, Rachel, à Paris, le 13 septembre 1982, 16, rue Auguste-Lançon, 75013 Paris. 580-15-04.

- Odile et Jean RIONDET, Martin et Maité, font part de la naissance de Antoine et Frédéric, de la naissance et du décès de Guillemette, le 6 septembre 1982, 3, rue Jangot, 69007 Lyon.

## Mariages

- Sabine MINICONI et Alain GIRONDET sont heureux de faire part de leur mariage, qui a eu lieu le 27 août 1982 à la mairie du sixième arrondissement à Paris.

## Décès

- On nous prie d'annoncer le décès, le 13 septembre 1982, dans sa soixante-huitième année, de M. Michel AMBACHER, professeur d'université, de la part de M<sup>me</sup> Michel Ambacher, son épouse, Catherine et Patrice Ambacher, Isabelle Ambacher, ses enfants, Melinda, sa petite-fille, Les familles Ambacher, Legatte, Paquet, Bigot, Mané, ses frères et sœurs et leurs enfants, Ainsi que ses parents et alliés. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Venise, 411, chemin du Suveran, 06140 Venise.

- M<sup>me</sup> Maurice Bastide, M<sup>me</sup> Mireille Fabre-Bastide, M. Denis Fabre, M. Pierre-Antoine Fabre, leurs parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de maître Maurice BASTIDE, survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Montélimar, le 13 septembre 1982, 22, boulevard du Pêcheur, 26200 Montélimar. Collège : 9, rue de Picpus, 26240 Saint-Vallier, 62, quai Duquesne, 76200 Dieppe, 42, rue Paul-Bonin, 06100 Nice.

- M<sup>me</sup> Pierre Bickert, M. et M<sup>me</sup> Christian Bickert, M<sup>me</sup> Catherine Bickert, Olivier, Laurent, Arnaud et Marine Bickert, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre BICKERT, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, officier de l'ordre du Mérite, survenu le 7 septembre 1982, dans sa quatre-vingt-deuxième année. Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité familiale à Troussures (Oise), 7, villa Emile-Bergerat, 92200 Neuilly-sur-Seine.

### MIEUX GÉRER SON TEMPS

Séminaire d'une journée par PASCAL BAUDRY 19-10-82 - 18-11-82

Siège également proposé en intra-entreprise

OGVES 12, r. de Chazelles 75017 PARIS

Tél. : 766-19-20

## On nous prie d'annoncer le décès

M<sup>me</sup> Nancy BOUWENS VAN DER BOIJEN survenue à Aix-en-Provence, le 16 septembre. De la part de : Catherine Goidet, Patrick et Val Burton, Alice et Thomas, M<sup>me</sup> Richard Bouwens Van Der Boijen, 85, boulevard de Port-Royal, 75013 Paris.

- M<sup>me</sup> Pierre Clerc, née Marguerite d'Adhémar de Panat, M. et M<sup>me</sup> Jean Picard, et leurs enfants, M<sup>me</sup> Odile Clerc Simonenko et ses enfants, M<sup>me</sup> Marie-Antoinette Clerc-Bouyer et ses enfants, M. et M<sup>me</sup> Robert de Rocquigny et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Francis Bouchet et leurs enfants, M<sup>me</sup> Béatrice Clerc-Vielhoume, M. et M<sup>me</sup> Dominique Pérochon, son épouse, ses enfants et petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès du docteur Pierre CLERC, médecin honoraire des hôpitaux psychiatriques, survenu le 19 septembre 1982 dans sa quatre-vingt-huitième année. La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-André de Grenoble, mercredi 22 septembre, à 10 heures. Cet avis tient lieu de faire-part. 5, boulevard Edouard-Rey, Grenoble.

- François Cros, Brigitte Cros, René-Charles Cros et leurs enfants, M<sup>me</sup> Guy-Charles Cros, ont la douleur de faire part du décès de leur tante et cousine Marie CROS, dans sa quatre-vingt-deuxième année, à Sévres, le 16 septembre 1982, 1, rue de Pausania, Paris-18<sup>e</sup>.

- Nous apprenons la mort de M. Michel DECROUX, directeur du Salon de la bande dessinée, décédé le 20 septembre, à l'âge de quarante-six ans. [Responsable des initiatives de formation de la Fédération Léo-Lagrange, M. Decroux avait été appelé à Angoulême en 1980 après la mort accidentelle du premier directeur du Salon de la B.D., M. Olivier Charlot. Il avait eu l'honneur de présider l'une des principales sessions de rencontres pour les professionnels, éditeurs, auteurs et distributeurs.]

- M<sup>gr</sup> l'évêque de Meaux, M. et M<sup>me</sup> Paul Galliot, ses frère et belle-sœur. Les familles Cuperly, Galliot, Gacoin, Deguerre, ses neveux et nièces, ont la douleur de faire part du retour à Dieu du Père Pierre GAILLOT, ancien supérieur du séminaire de vocations tardives de Saint-Jean-les-Deux-Jumeaux, décédé à Reims, 38, rue de Béthény, « Ma Maison », le 16 septembre 1982, âgé de quatre-vingt ans, dans la cinquante et unième année de son sacerdoce. Les obsèques ont eu lieu le 18 septembre en l'église de Champfleury, près de laquelle il repose. Priez pour lui.

- M. Edouard Hugues, M<sup>me</sup> Simone Henri Rbein, M. Armand Lanote, M. et M<sup>me</sup> Roger Rhein, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> Edouard HUGUES, née Marie-Christine Lanote, leur épouse, fille et nièce, survenue le 18 septembre 1982 dans sa quarante-septième année. La cérémonie religieuse aura lieu le

mercredi 22 septembre, à 16 heures, en l'église Saint-François-Xavier, place du Président-Mithouard (chapelle Sainte-Vierge). Cet avis tient lieu de faire-part. 7, rue Ross-Bouheur, 75015 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Pierre Jeanjean, leurs enfants et petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Daniel Vienne et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Jacques Mauguère, Les familles Mauguère et Chevillard, ont la profonde douleur de faire part du décès de M. Jean MAUGUIÈRE.

La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 septembre, à 15 heures, en l'église de Charmont-sous-Barbuise (Aube). Le présent avis tient lieu de faire-part. 25, avenue Niel, 75017 Paris. 13, résidence des Trois-Forêts, 78380 Bougival.

- Roland, Liliane Ornès, Natacha, Franck, Cécile-Amy, Et toute la famille, ont la grande douleur d'annoncer la mort accidentelle de

Corinne Marie OMNÈS, élève de seconde année à l'École des chartes, survenue le jeudi 16 septembre 1982, à l'âge de vingt et un ans. Un service aura lieu en l'église évangélique du Luxembourg, 58, rue Madame, Paris (5<sup>e</sup>), le mercredi 22 septembre 1982, à 14 heures. 25, rue Ernest-Renan, 92190 Meudon.

- On nous prie d'annoncer le décès de M<sup>me</sup> Antoine DE RÉALS, survenue le 7 septembre à Brast. De la part du général (C.R.) Antoine de Réals, son époux, de ses enfants et petits-enfants. Les obsèques ont été célébrées le vendredi 10 septembre. Penarchoat, 34, rue de Kerampéré, 29200 Brest.

- La famille et les amis du pasteur René ROGNON, font part de son décès, survenu à Paris, le 20 septembre 1982, à l'âge de soixante-six ans. La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 23 septembre 1982, à 16 heures, en l'église réformée de Port-Royal, 18, boulevard Arago, Paris-13<sup>e</sup>. [Né en 1916, le pasteur René Rognon avait fait des études de théologie et d'ingénieur, avant de devenir pasteur de l'église réformée de France. Pasteur au travail, il a toujours refusé d'être rémunéré par son Église. Il était un des fondateurs du Mouvement de la paix française, dont il était, depuis vingt ans, le secrétaire général. Président, également, de l'association Henri-Cort, créée en 1973 pour « rétablir la vérité » sur ce militant tiers-mondiste assassiné à Paris. Membre de la commission radio-télévision de la Fédération protestante de France, le pasteur Rognon avait participé, le 20 juin dernier, à la « Marche pour la paix », organisée à Paris par le parti communiste français.]

- Les familles Slama, Mayer, Tarica et Kristeller, ont la douleur d'annoncer le décès de Béatrice SLAMA, née Mayer, le 19 septembre 1982. Les obsèques auront lieu à Nice, le 22 septembre 1982, à 15 h. 15, au cimetière de l'Est.

- La direction et le personnel de Creusot-Loire, ont la tristesse de faire part du décès de M. Jean VIGROUX, directeur général, survenu le 15 septembre 1982 à l'issue d'une longue maladie.

- M. Maurice Cheinisse, M. et M<sup>me</sup> Marcel Cheinisse et leurs enfants, M<sup>me</sup> Nina Cheinisse, M. et M<sup>me</sup> Jacques Caumartin et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> François Caumartin et leurs enfants, M. et M<sup>me</sup> Georges Renard, M. et M<sup>me</sup> Michel Renard et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de M<sup>me</sup> le docteur MARIE WERTHEIMER-CHEINISSE, M. le docteur CLAUDE CHEINISSE, Françoise CHEINISSE, Danielle CHEINISSE, survenu tragiquement le 9 septembre 1982. Les obsèques ont eu lieu, dans l'intimité, le 15 septembre 1982. Cet avis tient lieu de faire-part.

## Remerciements

- M<sup>me</sup> Albert Rousselot, Ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille, profondément touchés des marques de sympathie qui vous leur avez témoignées lors du décès de M. ALBERT ROUSSELOT, vous adressent leurs sincères remerciements.

## Anniversaires

- En ce 21 septembre 1982, jour du deuxième anniversaire du décès de Gisèle BESNAÏNOU, tous ceux qui l'ont connue, estimée et aimée auront une pensée et une prière pour elle.

- Le 22 septembre 1982 disparaissait brutalement M<sup>me</sup> Paul BON, née Jeanne Espinoza. Ceux qui l'ont connue et aimée se souviennent.

- Le 20 septembre 1972, Michèle MARKOVITCH décidait de s'en aller.

## Messes anniversaires

- Les familles et les amis de André WOLFROM, invitent tous ceux qui le désirent à se trouver à la messe qui sera célébrée le mercredi 22 septembre, à 18 h. 30, en l'église Saint-Pierre-du-Gros-Caillois, 92 rue Saint-Dominique, Paris-7<sup>e</sup>.

## Commémorations

- Le dimanche 26 septembre, à 9 h. 30, au cimetière de Bagneux, devant le monument du Combattant juif, grande cérémonie organisée par la Fédération des sociétés juives de France et l'Union des sociétés juives de France, en souvenir des victimes du nazisme.

### ROBLLOT S. A.

522-27-22

ORGANISATION D'OBSEQUES

مسجد من الاربعين







# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

**IDÉES**  
2. APRÈS LE MASSACRE DE BEYROUTH : « La loi de la paix », par Tahar Ben Jelloun ; « Singe de Dieu », par Jean-Louis Lévy ; « La terrible leçon », par Jacques Madaulo ; « Dieu, que la guerre est jolie ! », par Marcel Faure ; « Logique et intérêt », par Thérèse Michéa ; « Bégin soignée Israël », par Guy Sordet.

**ÉTRANGER**  
3. LE MASSACRE DE PALESTINIENS À BEYROUTH ET LE RETOUR DE LA FORCE D'INTERPOSITION  
6. EUROPE  
— R.F.A. : l'offensive de M. Strauss.  
— La fin de la visite en France de M. Sekou Touré.

**POLITIQUE**  
7. Selon M. Jacques Chirac, l'opinion est assise de l'insécurité au moment de l'été.

**LE MONDE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES**  
9. La méthode du simple : un outil puissant pour la programmation linéaire.  
10. Le centenaire de l'école supérieure de physique et de chimie.  
— P.C. : une maison de recherche, par Pierre-Gilles de Gennes.

**CULTURE**  
12. La réunion des ministres européens de la culture à Naples.  
— MUSIQUE : Brigitte Engerer à Radio-France.

**SICOB**  
33. La dernière chance pour la France.  
— Dix ans d'information européenne, ou les occasions perdues.  
36. L'Inde, ou les balbutiements d'une informatique sous I.B.M.  
38. L'informatique japonaise, une industrie devenue adulte.  
39. Un nouveau défi pour I.B.M. : l'arrivée d'A.T.T.

**RÉGIONS**  
42. CENTRE : Chambord, d'un président à l'autre.  
43. ILE-DE-FRANCE.  
— RHONE-ALPES.

**ÉCONOMIE**  
44-45. CONJONCTURE  
43. SOCIAL.  
— La tension reste vive à l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois.  
46. AGRICULTURE.  
— AFFAIRES : composants électroniques : deux pôles seront constitués autour de Matsushita et de Thomson.

**RADIO-TELEVISION (14) INFORMATIONS - SERVICES - (11) :**  
Mots croisés ; Météorologie ; Journal officiel.  
Annonces classées (15 à 32) ; Carnet (46) ; Programmes spectacles (13 et 14) ; Bourse (47).

Le numéro de « Monde » daté 21 septembre 1982 a été tiré à 599 911 exemplaires.

**ACHAT**  
MEUBLES  
OBJETS  
TABLEAUX  
1920  
1930  
329.50.84

**TENNIS**  
PARIS : Ptes d'Orléans d'Ivry, Chapelle Pt Neully - 10°  
STAGES LONGUE DURÉE 1h/Semaine - 4 Mois  
TOUS NIVEAUX Adultes - Enfants  
Tennis-action  
734.36.36.  
Équipé par *HEAD*

A B C D F G H

## M. Brejnev propose que l'OTAN et le pacte de Varsovie s'engagent à ne pas étendre leurs activités à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine

Moscou (A.F.P.). — M. Brejnev a proposé lundi que l'OTAN et le pacte de Varsovie s'engagent à ne pas étendre leurs activités à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. Dans un toast prononcé à l'issue d'un dîner offert à Mme Indira Gandhi, en visite officielle à Moscou (le Monde du 21 septembre), le président soviétique a dit notamment : « Nous sommes pour la détente, pour l'élimination de la menace de guerre et pour l'extension de la coopération pacifique dans le monde entier. S'inspirant de cette volonté, l'Union soviétique propose que les organisations dirigeantes de l'OTAN et du pacte de Varsovie fassent une déclaration sur la non-extension du champ d'action de ces alliances à l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine. »

M. Brejnev a aussi suggéré que l'on s'abstienne de toute activité militaire dans l'océan Indien d'ici à la conférence internationale proposée par l'ONU pour 1983, et que l'on ne procède notamment à aucune manœuvre militaire ni à la modernisation des bases de la région. « Nous sommes également prêts, a-t-il dit, à reprendre à l'importation quand les pourparlers bilatéraux suspendus par la partie américaine sur la limitation des activités militaires dans l'océan Indien. »

Dans sa réponse, le premier ministre indien a affirmé que « les intérêts de la paix universelle exigent la coopération entre l'U.R.S.S. et l'Inde ». A propos du Proche-Orient, Mme Gandhi a relevé que « le monde entier a été bouleversé par le massacre de civils palestiniens à Beyrouth » et que « les Palestiniens privés de patrie sont voués aux souffrances et à une vie errante alors qu'ils pourraient avoir une agression non dissimulée ».

## En Egypte APRÈS LA DÉCOUVERTE D'UN « COMLOT TERRORISTE » Cinquante-huit intégristes ont été arrêtés

Correspondance  
Cinquante-huit personnes ont été arrêtées à la suite de la découverte d'un nouveau « complot terroriste » révélé jeudi 16 septembre par le procureur général de la sécurité d'Etat (le Monde du 15 septembre). Selon les quotidiens égyptiens plus prolifiques que le magistrat, les

**A Paris**  
UN OPPOSANT GUINÉEN AFFIRME AVOIR ÉTÉ VICTIME D'UNE TENTATIVE D'ENLEVEMENT  
Un ressortissant guinéen, M. Baba Ibrahim Kéké, quarante-six ans, professeur agrégé d'histoire au lycée Turgot, qui vit à Paris depuis une vingtaine d'années, a affirmé, le lundi 20 septembre, avoir fait l'objet, la veille au soir, d'une tentative d'enlèvement. Les faits se seraient produits peu après la manifestation qui avait rassemblé, le dimanche 19 septembre, vers vingt heures, place de la Madeleine, à Paris (8<sup>e</sup>), une cinquantaine de Guinéens — dont M. Kéké — hostiles au président Sekou Touré (le Monde du 21 septembre).

La manifestation dispersée, M. Kéké se dirigeait vers sa voiture, garée rue Pasquier, lorsqu'il fut arrêté par deux hommes qui tentèrent de l'enlever. Il fut forcé de monter dans une automobile stationnée à proximité. Grâce à l'intervention de deux policiers, les trois agresseurs de M. Kéké furent relâchés peu après, une fois faite une vérification de leur identité.

Toutefois, le secrétaire d'Etat à la sécurité publique se refusait, ce mardi 21 septembre, à confirmer ou infirmer ces informations, diffusées par l'A.F.P. dans l'après-midi. La préfecture de police se bornait à indiquer, pour sa part, « être au courant de l'intervention de policiers, lors d'une altercation survenue entre des ressortissants guinéens ».

Les négociations entre les autorités du Honduras et le commando qui retient encore quatre-vingt-trois otages, dont deux ministres, dans les locaux de la chambre de commerce de San Pedro Sula étaient dans l'impasse ce mardi 21 septembre.

**COPIES GEANTES**  
SUR PAPIER BLANC COULEURS : CALQUE, POLYESTER, LARGEUR 52 CM, LONGUEUR ILLIMITEE  
REDUCTION AGRANDISSEMENT POUR PLANS, CONTRACTIONS, AFFICHES, POSTERS  
ECLAIRAGE 38, Av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347 21 32 - TX 220064 F

**JACQUES TOUR**  
Joaillier-Horloger  
Venez rapidement...  
découvrir les dernières nées  
jusqu'au 2 Octobre  
SEIKO LASSALE  
9 BD DES CAPUCINES - PLACE DE L'OPERA PARIS TEL 266.55.18

**FORSHO**  
LA MAISON DU LODEN  
le véritable  
LODEN AUTRICHIEN  
146, rue de Rivoli Paris 1<sup>er</sup> Tél : 260.13.51

## LES ARTISANS NE PAIERONT PAS LA COTISATION DE SOLIDARITÉ

M. Mauroy a précisé, lundi 20 septembre, aux représentants de l'Union professionnelle artisanale que la cotisation de solidarité pour le financement de l'assurance-chômage ne serait pas payée par les artisans. Le premier ministre a, en revanche, annoncé au président de l'Union, M. Albert Léon, que les artisans devraient participer davantage à leur régime de protection sociale, et que celui-ci serait amélioré comme le souhaitent les artisans. Les cotisations devront progressivement équilibrer les prestations. L'Union professionnelle artisanale semble, en effet, désireuse d'améliorer sa couverture sociale — actuellement insuffisante — notamment dans le cas de maladie et d'accident — et accepte d'en payer la cotisation.

Enfin, M. Mauroy a annoncé à M. Albert Léon le principe de l'octroi d'une prime de dix mille francs par an, deux cents millions de francs sont inscrits à ce titre au budget, l'objectif étant la création de vingt mille emplois.

● Accord entre le patronat et tous les syndicats sur la formation permanente. — Le C.N.F.P., la C.G.P.M.E. et les cinq centrales syndicales (C.F.T.C., F.O., F.T.C. et C.G.C.) ont signé le 21 septembre, au siège du C.N.F.P., un avenant à l'accord paritaire de 1970 sur la formation permanente. Cet avenant, dont la négociation avait débuté en février dernier, a pour objet d'actualiser l'accord paritaire en facilitant notamment l'exercice du droit au congé individuel de formation qui sera dorénavant un financement particulier.

## A la Radio-Télévision M. DANIEL KARLIN ET LA HAUTE AUTORITÉ

Lors de la conférence de presse réunie lundi 20 septembre par la Haute Autorité pour présenter les nouveaux présidents des sociétés de radio et de télévision, M. Daniel Karlin, président de la Haute Autorité, a été très remarqué. Le réalisateur communiste nous a précisé que cette absence était bien volontaire. « Un délégué de la première division de la Haute Autorité ? Non. Pris individuellement, chacun des hommes choisis a de grandes qualités incontestables. Individuellement, ils représentent une absence de représentation de la sensibilité communiste. » « Je ne peux évidemment pas vous répondre oui. Et je ne sais pas si vouloir un D.G. communiste. Le parti et moi, cela fait deux. Ce n'est pas moi qui m'a nommé à la Haute Autorité, mais le président de l'Assemblée nationale. »

● S'agira-t-il de la Haute Autorité ? M. Karlin a répondu que la Haute Autorité n'est pas une commission. Ce n'est pas un choix facile, mais mon but est de me battre pour l'amélioration de la qualité des programmes. C'est une tâche difficile — et de mettre fin à l'un des plus vieux ostracismes de la télévision française qui prive d'antenne de bons réalisateurs. Nous sommes en train de négocier des accords politiques et philosophiques. »

Une bataille d'influence se joue actuellement entre la Haute Autorité et le parti communiste. Ce dernier a perdu la première manche en n'obtenant pas la présidence de chaîne — en l'occurrence Radio-France — qu'il réclamait avec force, et qu'il voulait voir confier à M. Michel Cardone, actuellement directeur de France-Inter. Cette « démission » explique l'absence de M. Daniel Karlin à la conférence de presse de lundi. Aujourd'hui, le P.C.F. réclame, au nom du pluralisme — dont il est connu comme le garant — dans les débats sur le service public de la radio-télévision, la nomination de directeurs généraux de sensibilité communiste.

● Cinq attentats à l'explosif à Ajaccio. Cinq attentats à l'explosif ont été commis à Ajaccio dans la nuit du 20 au 21 septembre. Les responsables des attentats appartiennent à des contingents ; ils n'ont pas été revendiqués ; il n'y a pas eu de victimes.

**DIPLOMES DE LANGUES**  
pour la vie professionnelle  
Tous ceux qui ont étudié une langue (français, anglais, espagnol, russe, grec), quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langue destinée à la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :  
— Chambre de commerce étrangères, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des échanges économiques ;  
— E.T.S. traducteur commercial attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation ;  
— Université de Cambridge (anglais), carrière de l'information, de l'édition, du tourisme, de l'hôtellerie, etc.  
Examinez chaque année dans les principales villes de France. Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence. 2060 Documentation gratuite sur la préparation et les débouchés de ces diplômes à Lausanne et Collège Affaires, Serv. 251, 25, rue Collonge, 92003 Paris - Levallois, tél. 278-61-55 ou 278-73-62 (établ. privé à distance).

## L'emprunt français sur le marché international est largement couvert

L'encadrement bancaire que recherche la République française est déjà sur-souscrit au niveau des banques choisies de file, puisque environ trente-cinq d'entre elles ont pour l'instant accepté de garantir près de 4,7 milliards de dollars. Lorsque les réponses encore attendues seront toutes parvenues, le chiffre des 5 milliards sera certainement atteint. Cela ne veut pas pour autant dire que le montant du crédit sera augmenté à ce stade. Il est vraisemblable que, dans un premier temps, les établissements chefs de file, qui ont chacun souscrit entre 100 millions et 250 millions de dollars, verront leurs engagements initiaux réduits et les montants engagés ramenés aux 4 milliards originels.

Immédiatement après, l'eurocrédit sera mis en « application », c'est-à-dire qu'il sera, pour des montants plus modestes, offert à travers le monde aux banques de petite et de moyenne dimension. Ce n'est qu'après, et en vu des réponses de ces dernières, que l'on saura si le volume de la transaction peut être augmenté.

Pour l'instant, la couverture de l'eurocrédit de la République française est largement assurée avec les banques suivantes : en plus de la Société générale et de l'Arab Banking corporation, qui, chacune, garantit 250 millions de dollars, une douzaine d'établissements japonais, sous la conduite de la Bank of Tokyo, ont accepté de prendre entre elles 1,35 milliard de dollars. La communauté bancaire française a décidé, de son côté, d'apporter près de 1 milliard de dollars entre les maisons suivantes : Crédit agricole, B.N.P., Crédit lyonnais, Banque de l'Indochine et de l'Extrême-Orient, de Paris et des Pays-Bas, Caisse centrale des banques populaires, C.I.C. et C.C.F.

## HAUSSE DU DOLLAR STABILITÉ DU MARK

En dépit des inquiétudes suscitées par la crise au Liban, la situation était relativement calme, mardi matin, sur les marchés des changes, où le dollar était en hausse.

A Paris, le billet vert se négociait aux alentours de 1,27 F au lieu de 1,26 F hier. Le franc suisse se négociait à 2,32 F contre 2,31 F. Selon les cambistes de la place, la Banque de France ne présente pour éviter que la monnaie allemande ne dépasse le seuil de 2,33 F.

Le dollar était également en hausse à Francfort où il a été coté 2,30 marks au lieu de 2,29 marks la veille.

Quant à l'or, son cours a légèrement baissé mardi matin, le métal jaune se négociant aux alentours de 410 dollars l'once à Zurich, alors qu'il valait 408,25 dollars au second fixing, lundi, dans la City.

## La limitation des exportations européennes d'acier vers les États-Unis

## Washington se donne jusqu'au 15 octobre pour convaincre ses sidérurgistes

De notre correspondant  
Bruxelles (Communauté européenne). — Le geste décisif et les exportations européennes d'acier vers les États-Unis, les deux thèmes les plus actuels du contentieux européen-américain, ont été évoqués lundi 20 septembre par les ministres des affaires étrangères des Dix.

● ACIER. — L'accord d'autolimitation conclu début août entre la Commission, au nom des Dix, et l'administration américaine n'a pas pu entrer en vigueur. Washington n'ayant pas parvenu à convaincre ses sidérurgistes de l'accepter et par conséquent de retirer les plaintes qu'ils ont déposées contre leurs concurrents européens devant les juridictions nationales pour dumping et subventions. La nouvelle échéance pour savoir si l'accord s'appliquera ou non a été fixée au 15 octobre. Les Dix se sont montrés d'avis de ce contretemps. Cependant ils ont répété qu'ils étaient disposés à appliquer l'accord dès que le feu vert viendrait de Washington : les textes légaux sont prêts et les producteurs des Dix se sont entendus entre eux sur la répartition de la réduction de leurs ventes outre-Atlantique. D'autre part, la négociation entre la C.E.E. et les États-Unis sur les exportations de tubes (négociation qui ne devrait pas aboutir, celle-ci, à une réduction des ventes européennes par rapport à 1981) est engagée comme le voulait

Washington. « Je continue à croire qu'il y aura une bonne chance de voir confirmé notre arrangement du mois d'août. C'est important car la situation de la sidérurgie est épuisante partout : les aciéries aux États-Unis tournent maintenant à 40 % de leur capacité. »

● GAZODUC. — Les quatre pays directement concernés (la France, l'Allemagne fédérale, le Royaume-Uni et l'Italie) et la Communauté restent sur leur position. Les Français ont particulièrement souligné que la balle était dans le camp des Américains, autrement dit que ce n'était pas aux Européens de proposer des solutions pour échapper à l'actuel différend. « Nous continuons à ne pas comprendre comment un gouvernement peut imposer à des sociétés étrangères des mesures extraterritoriales. C'est une aberration dont il faut laisser le caractère apparent peu à peu. Ce n'est pas à nous de faire un geste. Quand un ami fait une faute, il n'y a pas à lui proposer comment la réparer », a estimé M. Chysson.

Il n'y aura donc pas, comme l'attendaient les Britanniques, l'initiative en vue d'une réunion formelle au niveau ministériel entre les Quatre et les Américains. Mais il est évident, comme l'a d'ailleurs admis M. Chysson, que des contacts sur cette affaire, entre ministres des affaires étrangères, auront lieu à New-York en marge de l'Assemblée générale des Nations unies. — Ph. L.

## ACCORD SUR LA RESTRUCTURATION DES DETTES D'UNE SOCIÉTÉ PÉTROLIÈRE AMÉRICAINE QUI DOIT 195 MILLIONS DE DOLLARS À PARIBAS (FRANCE)

Un accord vient d'être signé entre une société pétrolière et financière américaine qui connaît de graves difficultés de trésorerie, connue sous les initiales de G.E.R. (Good Hope Refinery) et les quatre banques qui lui avaient fait crédit, dont la plus importante est Paribas. Au total, G.E.R. doit à ces établissements 700 millions de dollars dont 195 millions à Paribas (plus de 90 millions à Paribas Genève), 115 millions à la Continental Illinois et 25 millions à la Chase Manhattan Bank.

En vertu de cet accord, la G.E.R. obtient un délai qui expire en juin 1984 pour payer les intérêts sur 450 millions de prêts. Un montant de 300 millions de la dette sera remboursé sur les revenus courants de la société dont l'accord prévoit la restructuration. G.E.R. possède des actifs très importants : des réserves en gaz estimées à 1 milliard de dollars, une raffinerie à 250 millions de dollars, un oléoduc à 50 millions

**DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT**  
PRIX EXCEPTIONNELS  
avec la garantie d'un maître tailleur  
**COSTUMES MESURE**  
NOUVELLES COLLECTIONS  
A partir de 1.350 F  
3.000 TISSUS  
Luxeuses draperies anglaises  
Fabrication traditionnelle  
Boutique Femme  
TAILLEURS et MANTEAUX  
sur MESURE  
Prêt-à-porter Homme  
**LEGRAND Tailleur**  
27, r. d'Assommoir, Paris - Opéra  
☎ 1 782-70-61  
Du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.

**ACHAT**  
MEUBLES  
OBJETS  
TABLEAUX  
1920  
1930  
329.50.84

A B C D F G H